



HAL
open science

La Fédération Internationale des Résistants, 1971-1991 : un itinéraire de la Résistance européenne

Jérémie Libot

► **To cite this version:**

Jérémie Libot. La Fédération Internationale des Résistants, 1971-1991 : un itinéraire de la Résistance européenne. Histoire. 2013. dumas-00956205

HAL Id: dumas-00956205

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-00956205v1>

Submitted on 6 Mar 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Jérémie LIBOT



La Fédération Internationale des Résistants, 1971-1991. Un itinéraire de la Résistance européenne.

Mémoire de Master II
Mention d'Histoire et d'Histoire de l'Art
Spécialité Histoire des Relations et Échanges Culturels Internationaux.

Dirigé par Olivier FORLIN, maître de conférences en Histoire Contemporaine.

Année universitaire 2012-2013.

Jérémie LIBOT



De gauche à droite : Arialdo Banfi (Italien), président de la FIR de 1965 à 1991, le logo de la FIR resté le même de sa création à nos jours, arborant la « flamme de la Résistance », et Joseph C. Rossaint (Allemand), vice-président de la FIR de 1957 à 1991, l'une des personnalités les plus engagées.

La Fédération Internationale des Résistants, 1971-1991.

Un itinéraire de la Résistance européenne.

Mémoire de Master II
Mention d'Histoire et d'Histoire de l'Art
Spécialité Histoire des Relations et Échanges Culturels Internationaux.

Dirigé par Olivier FORLIN, maître de conférences en Histoire Contemporaine.

Année universitaire 2012-2013.

Remerciements

De nombreuses personnes m'ont aidé, d'une façon ou d'une autre, à mener à bien cette étude et méritent ces humbles mais sincères remerciements :

Ils s'adressent en premier lieu à Olivier FORLIN pour avoir accepté une nouvelle fois de diriger mes travaux. De conseils avisés en remarques pertinentes, il fut un directeur utile et fort appréciable. Ces remerciements s'accompagnent de l'espoir de travailler ensemble sur de nouveaux projets... historiques ou autres !

Je n'oublie pas de remercier Marie-Anne MATARD-BONUCCI, qui m'orienta sur ce travail et qui le dirigea pendant les premiers mois.

Les responsables d'associations et documentalistes grâce auxquels j'ai pu bénéficier de précieuses sources doivent être remerciés : Mmes BARON et VITRAND du service de documentation de la FNDIRP, MM. VARIN et RIFFAUD de l'ANACR, et M. Stephan ROTH de la *Dokumentsarchiv des Österrichisten Widerstandes*.

Je remercie Marie CAZENAVE pour avoir beaucoup soutenu ce travail et pour avoir agi pour la réussite de celui-ci.

Ce travail a recouru à l'aide de plusieurs personnes m'ayant fait part de leur savoir, je remercie encore une fois Jacques VARIN pour les grandes lignes de la FIR, ainsi que Rafał CHICHOCKI pour sa petite notice sur la ZBoWiD.

Je ne saurais omettre les traducteurs dont le travail fut précieux dans l'étude d'une organisation internationale, j'ai nommé Marie CAZENAVE, Gabor LOSONSZKY et Sława JABŁONSKA.

Mme Agnès SOUCHON et M. Fabrice BLANC, pour m'avoir permis de finir à temps la rédaction de ce travail, doivent être remerciés.

Je dois aussi saluer l'apport d'un ami qui se reconnaîtra, sur les conseils duquel ma prose a été débarrassée de l'usage abusif des adverbes – naturellement, qu'il en soit également remercié chaleureusement et fraternellement !

Je conclus par une petite pensée pour toutes les personnes dans le monde qui récoltent du café, cet allié indéfectible depuis maintenant dix ans.

Sommaire

Introduction.....	6
Première Partie. De la Résistance à la FIR : les organisations membres.....	20
Introduction.....	21
Chapitre I. Les comités des pays de l'Est : une incarnation biaisée de la Résistance ?	25
Chapitre II. Les associations de combattants des pays de l'Ouest	36
Chapitre III. Le triangle rouge : les associations de victimes.	43
Conclusion : un déséquilibre dans la représentation.	52
Deuxième partie. Identités et parcours des principaux cadres de la FIR.	53
Introduction : le fonctionnement des organismes directeurs.....	54
Chapitre IV. Clercs, archivistes et parlementaires, les personnalités des pays non-communistes (France, Italie, RFA et Autriche).....	58
Chapitre V. Militaires et apparatchiks, les personnalités des pays communistes.....	74
Conclusion : un pluralisme relatif mais un véritable réseau	86
Troisième partie. « Gagner la guerre de la paix » par le désarmement.....	88
Introduction : pacifisme et allégeance à l'ONU	89
Chapitre VI. La FIR dans les relations internationales, de l'Ostpolitik à la Perestroïka	92
Chapitre VII. Le Comité de Coordination et les réunions internationales : théories et pratiques du désarmement	101
Conclusion : une organisation dans le « camp de la Paix ».	113
Quatrième partie. « Résistance européenne» contre « internationale brune » : la lutte contre l'extrême droite.....	115
Introduction : du terme « fascisme ».....	116
Chapitre VIII. Réflexions et évolutions de l'antifascisme à la FIR.....	118
Chapitre IX. L'extrême droite politique : régimes et partis.....	127
Chapitre X. Les associations et la nébuleuse.	136
Conclusion : l'affrontement de deux réseaux européens	144
Conclusion	146

Introduction

« Les combattants de la Résistance européenne se sont unis pour s'opposer à la renaissance du nazisme et du fascisme, pour veiller sur les libertés reconquises, défendre les valeurs de la résistance, exiger le châtimeⁿt des criminel de guerre, affirmer les principes servant de base à l'Organisation des Nations Unies »¹

C'est ainsi que le sénateur italien Arialdo Banfi, ancien cadre du mouvement de résistance Justice et Liberté, définit la Fédération Internationale des Résistants, organisation dont il est président depuis seize ans, lors des trente ans de celle-ci.

Engagements des anciens résistants et déportés.

Le précédent mémoire, *La « Flamme à transmettre »*², avait travaillé sur la volonté de certains anciens combattants de la Résistance et résistants déportés de pérenniser leur combat en s'engageant dans le débat politique ; ils ont milité jusque dans la période récente en justifiant leurs positions par la référence à leur passé d'opposant à l'occupation et à la collaboration. Ainsi, ils font de la Résistance un esprit de refus de l'intolérable immuable et toujours valable avec le temps, plutôt qu'un simple inventaire de faits historiques, ou, pour reprendre leurs termes, ils veulent que la Résistance soit « une flamme à transmettre et non une cendre à exposer ».

Ce précédent travail avait analysé les combats de deux associations : l'Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance (ANACR) et la Fédération Nationale des Déportés, Internés (FNDIRP). Il s'était appuyé sur les journaux édités par ces associations, *Le Journal de la Résistance – France d'Abord* (ANACR) et *Le Patriote Résistant* (FNDIRP). Des publications départementales (*Le Journal de la Résistance de l'Isère* et *Le Patriote Résistant de l'Isère*) ainsi que des archives (celles du comité départemental de l'Isère de l'ANACR) ont aussi contribué à cette analyse.

¹ A. BANFI, « 30 années de la FIR », *FIR 1951-1981*, Vienne, FIR, 1981, p. 3.

² J. LIBOT, *La « Flamme à transmettre », combats et valeurs humanistes des anciens combattants et déportés de la Résistance, 1970-2007*, mémoire de Master 1 dirigé par Olivier FORLIN, soutenu le 12/09/2011. Disponible sur la base DUMAS en texte intégral.

Trois champs principaux avaient été retenus : la lutte contre les résurgences de l'extrême droite, l'engagement pacifiste et humanitaire dans les relations internationales et la défense du pacte social établi à la libération, symbolisé par les préceptes des *Jours heureux*, le programme du Conseil National de la Résistance (CNR). La seconde partie, sur les relations internationales, avait évoqué l'existence d'une organisation à laquelle les deux associations adhèrent : la Fédération Internationale des Résistants (FIR).

Leur but était de rassembler le plus largement pour être le plus représentatif, elles ont tenté de le faire au niveau national, l'ANACR pour les combattants, la FNDIRP pour les déportés ; l'étape suivante était la création d'une fédération internationale.

La Fédération Internationale des Résistants

Il s'agit d'une fédération dont peuvent être membres des organisations nationales d'opposants au nazisme, qu'ils aient été combattant ou victimes, ainsi que leurs familles³. Elle est fondée le 3 juillet 1951, alors que l'Europe est séparée en deux. Elle regroupe dès lors des organisations nationales ou régionales venues des pays de l'Est de l'Ouest. Elle fonctionne selon le schéma d'une association : des congrès statutaires en définissent la structure et l'orientation, qui élit un conseil d'administration, nommé Conseil Général (CG), chargé de l'exécution des décisions. Le nombre de postes pour chaque organisation nationale est proportionnel au nombre d'adhérents de celles-ci. Ce CG élit un Bureau la dirige en dehors des congrès. Elle fait également fonctionner un « secrétariat du bureau », ainsi qu'une commission de contrôle financier.

La « Résistance unie » ?

Cette fédération se définit elle-même souvent comme la « Résistance européenne ». L'unité des différentes forces Alliés vainqueurs du nazisme et du fascisme devient une référence après-guerre, alors qu'elle disparaît au profit des divergences politiques et idéologiques. La FIR, comme les associations nationales, s'en revendique. L'unité de la FIR est vantée. Elle est censée rappeler le pluralisme de l'opposition au nazisme pendant la guerre. La FIR veut aussi réussir là où les gouvernements et les forces politiques ont échoué : conserver l'unité des vainqueurs du nazisme. Née au cœur de la Guerre Froide, elle veut être une réponse à la rupture des Alliés : « La scission de la coalition antihitlérienne et l'inimitié qui en a résulté ne pouvaient pas scinder la FIR, même par la suite »⁴ déclare le Dr Joseph Cornelius Rossaint, l'un des cadres de la FIR, et président d'une

³ Article II des statuts de la FIR. Voir annexe 4.

⁴ J.C. ROSSAINT « L'unité renouée », *RU* n°15, juillet-septembre 1971, p. 5.

association allemande de victimes du nazisme. On a là un des *credo* de la FIR : celle-ci surpasse la division des vainqueurs du nazisme et du fascisme. Elle les rassemble, elle incarne à nouveau la « Résistance unie ».

Cette unité est une fierté et une réussite. L'unique président de la FIR sur la période que nous étudions, l'*avvocato* Arialdo Banfi, déclare à ce sujet pour les vingt ans de la Fédération : « À la naissance de la FIR, plus d'un oiseau de mauvais augure avait prédit une vie beaucoup plus courte »⁵. Force est d'avouer que cette fédération tient bon. Mais son unité rassemble-t-elle vraiment toutes les formes et toutes les tendances de l'opposition ? Ce travail s'enquiert de ce qu'il en est vraiment de l'unité incarnée par la FIR, par deux questions : qui y adhère, qui la dirige ?

Les dates : 1971-1991.

Pour plusieurs raisons, le choix a été fait de limiter cette étude sur vingt ans, sans doute les plus actifs de la FIR, qui coïncide avec deux anniversaires de la Fédération : le vingtième (1971) et le quarantième (1991).

Ces deux décennies sont, au niveau historique, celles du déclin puis de la fin du monde bipolaire, le dénouement de l'affrontement des deux vainqueurs du nazisme⁶ que la FIR refuse. Elles commencent par une période de détente, marquée par l'*Ostpolitik* du chancelier fédéral Willy Brandt, et finissent par la l'effondrement du bloc communiste, avec entre les deux une période de forte tensions que marquent crise des Euromissiles et l'intervention soviétique en Afghanistan. C'est pendant cette période que la FIR acquiert le statut d'ONG, et devient ainsi affiliée à l'Organisation des Nations Unies, dont elle a toujours revendiqué servir les intérêts.

Ces vingt ans sont aussi reconnus comme étant une forte période de renouveau de l'extrême droite en Europe, sous diverses formes : partis politiques, associations, groupes terroristes. Cela concerne directement la FIR, qui, comme les associations nationales, s'oppose à ces forces qu'elle considère comme héritières de nazisme et du fascisme.

Concernant la fédération, outre le symbole, ces deux dates correspondent à des faits pratiques. Il s'agit de la période d'activité d'un Comité de Coordination, évoqué dans le précédent mémoire, formé par la FIR et trois autres organisations internationales pour lutter efficacement en faveur du désarmement. Ces trois organisations sont : la Confédération Européenne des Anciens Combattants (CEAC), la Fédération Mondiale des Anciens Combattants (FMAC) et la Confédération Internationale des Prisonniers de Guerres (CIAPG).

⁵ A. BANFI, « Une tâche d'hier et d'aujourd'hui : unir la Résistance! », *ibid* p. 9.

⁶ Le terme de Guerre Froide ne sera pas utilisé ici pour désigner l'ensemble de la période de conflit idéologique et géostratégique entre les deux blocs (1947-1991), mais à son sens strict (1947-1956).

Le vingtième anniversaire de la Fédération doit être « une grande manifestation, confirmant, avec la volonté de la Résistance Européenne, la détermination des anciens résistants et victimes du fascisme d'agir pour le triomphe de leurs idéaux, pour la sécurité européenne, contre la renaissance, sous n'importe quelle forme, de nazisme et du fascisme »⁷.

La FIR avant 1971.

Avant la FIR, plusieurs regroupements d'associations nationales existent déjà. Le Comité International contre le Régime Concentrationnaire, par exemple, regroupe des associations de victimes comme la VVN allemande et la FNDIRP. Ce comité publie des ouvrages sur l'URSS, dans lesquels il se présente en annexe⁸.

Réunis du 30 juin au 3 juillet 1951 à Vienne, capitale de la « république neutre » d'Autriche, des délégués d'organisations nationales d'anciens résistants, d'anciens déportés, et de persécutés politiques de divers pays d'Europe, décident de la création d'une organisation internationale, qui pourrait les représenter à l'échelle européenne. La cheville ouvrière de cette réunion est le colonel Frédéric-Henri Manhès, résistant français déporté à Buchenwald, co-fondateur et co-président de la FNDIRP. Celui-ci est dès lors élu président de la FIR. Il le restera jusqu'à son décès, en 1959.

Après le premier congrès fondateur, la FIR en connaîtra cinq autres en vingt ans⁹. Les statuts de la Fédération leur fixe une périodicité bisannuelle ; ce ne sera jamais le cas, trois ans minimum sépareront chaque congrès. Puisque nous les évoquons, les statuts ne changent guère, à notre connaissance, sur les vingt ans qui précède cette étude comme sur les vingt ans qu'elle couvre. Les exemplaires des statuts qui ont été utilisés datent de 1959 et 1962 (III^{ème} et IV^{ème} congrès). Cependant, aucune incohérence avec ceux-ci n'a été décelée dans le fonctionnement de la Fédération entre 1971 et 1991 ; ils sont donc restés, sinon en totalité, en grande partie inchangés.

Durant cette période, elle s'agrandit, accueillant de nouvelles organisations nationales. En 1971, elle en compte cinquante-cinq¹⁰. En 1981, on compte soixante-quatre organisations affiliées¹¹.

Les sources de 1971 s'accordent à le dire, les objectifs sont alors les mêmes qu'en 1951 : « la plupart des problèmes qui ont déterminé sa naissance restent posés ». Il paraît cependant nécessaire de faire un bref résumé des vingt premières années de cette Fédération. Elle est fondée le 3 juillet 1951. Deux faits notables marquent alors la géopolitique européenne : l'opposition des vainqueurs en deux blocs militaires et la crainte d'une nouvelle guerre, matérialisée par le réarmement de la

⁷ « Vingtième anniversaire de la FIR. Vingt années au service des résistants et de leurs idéaux », *Résistance Unie* (RU), n°14, avril-juin 1971, p. 5.

⁸ *La condition ouvrière en URSS, les pénalités sociales*, Paris, éditions du Pavois, 1951. Annexe III « La Commission Internationale contre le Régime Concentrationnaire ».

⁹ Voir liste des congrès de la FIR entre 1951 et 1991 en annexe.

¹⁰ RU n°14, p. 5

¹¹ Voir annexe n°6

République Fédérale d'Allemagne (RFA) en dépit des décisions de 1945 d'une part ; d'autre part la renaissance, à la faveur de cet affrontement, des idées d'extrême droite.

Après 1991

La FIR évolue ensuite dans un monde sans clivage Est-Ouest. Le Comité de Coordination se sépare. Les organisations de l'Est, qui sont comme nous le montrerons les principaux apports humains et financiers, sont dissoutes avec les changements de régime dans leur pays. Quant aux organisations de l'Ouest, plusieurs considèrent que la FIR n'a plus de raison d'être et la quittent. Ce n'est que dix ans après que des réformes sont entreprises pour l'accommoder à ce nouvel environnement, sous l'impulsion du nouveau président, autrichien Wiesflecker. Ses propositions sont acceptées au congrès de Berlin de 2004. Le siège de la FIR y est déménagé depuis Vienne. Elle devient « FIR – Association antifasciste ». Elle accueille de nouvelles associations antifascistes. À cela s'ajoute l'évident facteur biologique : les résistants et déportés vieillissent, certains disparaissent, les autres ne sont pas forcément disponibles pour un investissement à la FIR en plus celui pour leurs associations nationales.

1991 est donc une limite historique (la fin définitive des tensions Est-Ouest), une charnière de la FIR (congrès de Moscou, changement de présidence) ainsi qu'une date symbolique (quarantième anniversaire de la FIR).

Les sources

Il est pour le moins compliqué d'avoir un accès direct aux archives administratives de la FIR. D'une part, celle-ci sont à Berlin, au siège de la Fédération qui fut déménagé depuis Vienne en 2004. D'autre part, il est difficile de savoir dans quelle langue les documents ont été rédigés, même s'il est plus que probable que la majorité soit dans la langue de Goethe : le siège et le secrétariat de la FIR ayant été à Vienne, le responsable du « Service d'Information » Oskar Wiesflecker étant autrichien, comme nous le verrons. La piste la plus proche est donc les principales associations françaises, à commencer par les deux qui furent étudiées dans le mémoire précédent : l'ANACR et la FNDIRP. Seule la dernière possède un réel fond de documentation, gérée par une professionnelle.

La plupart de nos sources ne sont pas des archives administratives mais sont sous formes de brochures publiées par la Fédération. Premièrement, les brochures « internes » à la Fédération. Plusieurs documents « anniversaires », comportant des rétrospectives, nous informent sur la nature comme sur les actions de la Fédération. La plus fournie, celle du trentenaire, *FIR 1951-1981*, Vienne, 1981, est un document fourni sur les actions et la structure de la FIR. La précédente, *Vingt-*

cinq ans FIR[sic], Vienne, 1976, est aussi riche en renseignements. Autres brochures internes à l'association, celles des congrès. Cinq documents de congrès ont été utilisés pour cette étude : deux livrets intitulés *Statuts, organismes de direction, programme d'action et d'orientation*, respectivement édités après la III^{ème} et le IV^{ème} congrès (1959 et 1962), nous renseignent sur les statuts de la Fédération ainsi que les dirigeants avant notre période ; l'imposante brochure du IX^{ème} congrès à Berlin-Est (1982), au milieu chronologique de notre étude, nous donne d'important renseignements en particulier sur la composition du Conseil Général (CG), tandis que d'autres sources se cantonnent aux organismes principaux. Enfin, deux dossiers sur les congrès de 1987 et 1991, comprenant chacun : compte-rendu du congrès, une brochure de documents et un rapport d'activité. Ceux-ci nous ont fourni les informations sur la deuxième décennie de cette étude, pour laquelle les sources se raréfient. Les rapports d'activités de ces congrès nous permettent de connaître les actions et décisions prises entre ces réunions plénières.

En effet, sur cette période, la FIR édite moins de brochures destinées au public, comme c'est le cas dans les années 1970 – peut-être pour des raisons financières. Il s'agit d'un autre type de sources utilisées pour ce travail. Ces brochures, dont plusieurs sont disponibles à la BDIC de Nanterre, ont pour but de sensibiliser l'opinion public sur les principaux engagements de la FIR, dont deux ont été retenus : la lutte contre l'extrême droite et le désarmement. Plusieurs de ces brochures ont donc servi pour cette étude¹². La FIR les publie en plusieurs langue : la plupart du temps en français et en allemand, souvent aussi en italien. Plus rares sont les publications en russe ou en polonais¹³.

La revue Résistance Unie

Enfin, une série de sources, fournie mais ne couvrant qu'un quart de la période étudiée a servi à cette étude : la publication trimestrielle de la FIR, *Résistance Unie, revue internationale de la Résistance*¹⁴. Bien qu'elle cesse de paraître en 1975, elle tient une place importante dans l'histoire de la FIR et il est souhaitable de la présenter. La FIR publie cette revue dès 1952. La numérotation se fait d'abord par année, puis elle devient continue à partir de 1968. Chaque numéro de cette revue grand format fait environ quatre-vingt page. Elle est illustrée en noir et blanc. Son abonnement se fait directement par la FIR ou par les associations nationales.

¹² Voir les détails dans la liste des sources en annexe.

¹³ « Les publications de la FIR, *FIR 1951-1981*, Vienne, 1981, pp. 55 à 57.

¹⁴ L'expression « résistance unie » est récurrente dans les organisations d'anciens résistants et victimes. Citons des publications locales d'associations comme *Resistenza Unita* de l'ANPI du Piémont ou encore « Résistance Unie de Gironde » publiée par le comité départemental de l'ANACR. Le comité de liaison des associations iséroises de résistants et déportés s'est également donné le nom de Résistance Unie. Preuve, s'il en fallait une, que l'union face au nazisme devient après guerre une référence proverbiale.

Elle fonctionne comme une revue classique : un rédacteur en chef, l'autrichien Oskar Wiesflecker que nous présenterons en deuxième partie, la dirige. Un comité de rédaction, composé de membres du bureau et du secrétariat, sélectionne les articles. Ceux-ci peuvent être écrits aussi bien par les membres du comité de rédaction que par des cadres des associations nationales membres de la FIR, ou encore par des personnalités extérieures, pour la plupart des journalistes. Pour chaque numéro, les auteurs sont présentés dans un petit encart. Les articles proviennent de tous les pays d'Europe ayant une association affiliée à la FIR. Elle est publiée en français et en allemand.

Les articles relèvent de plusieurs types d'informations :

- L'information interne à la FIR : déclarations, motions, changements au bureau, rencontres à venir, discours des cadres de la FIR lors des rencontres passées...
- L'information relative aux organisations nationales : congrès, rétrospectives, présentation des journaux des associations nationales...
- L'actualité liée aux combats de la FIR : informations sur le désarmement, sur les agissements des forces d'extrême droite, les congrès médicaux, les questions des droits des résistants et victimes, la recherche des criminels de guerre...
- Des pages d'Histoire relatant de faits déroulés pendant la guerre, qui bien qu'elles n'intéressent pas cette étude, sont enrichissantes, notamment sur les pays de l'Est.
- Enfin, un bonne part est réservée à la critique d'ouvrages scientifiques, d'œuvres art, de pièces de théâtre ou encore de films en lien avec la Seconde Guerre mondiale.

Chaque numéro précise : « Les articles signés n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les opinions de la rédaction ». Il s'agit sans doute d'une protection juridique que beaucoup de périodiques adoptent ; il serait étonnant de trouver dans la revue une tribune d'apologie de la course aux armements ou un article élogieux sur le régime nazi ; les articles parus dans la revue vont dans le même sens que les engagements de la FIR.

La revue est disponible à la Bibliothèque Nationale de France. Le dernier numéro de la revue paraît au printemps 1975. Dans celui-ci, le rédacteur en chef Oskar Wiesflecker ne cache pas son émotion dans un message intitulé « Un adieu d'ami qui nous pèse lourd »¹⁵. Des raisons financières sont évoquées, dues à l'inflation dans les pays de l'Ouest. Un « service d'information », dirigé par Wiesflecker, prend la suite de la revue. Il ne s'agit que de livrets dactylographiés et agrafés, plus difficiles à trouver.

En plus de ces sources, les publications des associations nationales relayant l'information relative à la FIR pourront combler les éventuels manques, citons en premier lieu *Le journal de la Résistance* de l'ANACR et *Le Patriote Résistant* de la FNDIRP.

¹⁵ RU n°29-30, printemps 1975, p.2

Les ressources du net et les outils de recherche généraux.

Les sources disponibles en France sur les organisations nationales membres de la FIR, ainsi que les sur les personnes qui les représentent dans les organismes décisionnels de celle-ci, seront peu nombreuses et/ou non disponibles. Par chance, les organisations nationales et certains de leurs cadres, méconnus en France, ont été l'objet de notices dans des dictionnaires, annuaires, ou des ouvrages dans leur pays d'origine ; certaines de ces notices sont disponibles sur Internet. En outre sur les organisations comme sur leurs cadres, les informations peuvent nous être données par les sites internet des organisations elles-mêmes, pour celles qui en possèdent – ce qui ne concerne que celles qui existent encore. Par exemple, celui de l'*Associazione Nazionale Partigiani Italiani* (ANPI), comporte un dictionnaire des noms propres de la Résistance italienne¹⁶.

En raison des changements évoqués ci-dessus, le site internet de la FIR, qui comprend entre autres les statuts¹⁷, un historique¹⁸ et la liste des organisations affiliées¹⁹, ne peut guère nous servir que pour une comparaison avec les sources de la période étudiée : il s'agit de la « FIR association antifasciste de 2004 ».

D'autres outils de recherche, numériques ou non, ont été utilisés, citons le *Dictionnaire des Parlementaires Français de 19401 à 1958*²⁰, pour les nombreux résistants ayant eu une carrière après-guerre (dont les articles sont disponibles sur les sites internet de l'Assemblée Nationale²¹ et du Sénat), ou encore l'important dictionnaire des fonctionnaires est-allemands *Wer was wer in der DDR* (« Qui était qui en RDA? ») qui ont été d'une aide précieuse.

Champs étudiés

Avec cet ensemble de sources, plusieurs questions peuvent trouver réponse. En se basant sur la citation des vingt ans de la Fédération évoquant « la volonté de la Résistance Européenne, la détermination des anciens résistants et victimes du fascisme d'agir pour le triomphe de leurs idéaux, pour la sécurité européenne, contre la renaissance, sous n'importe quelle forme, de nazisme et du fascisme », l'on peut déterminer quatre champs. Tout d'abord, deux principaux combats qui se

¹⁶ « ANPI – Donne e Uomini della Resistenza », <http://www.anpi.it/donne-e-uomini> . Le site fait état le 24/08/2013 de 3053 biographies.

¹⁷ « FIR – Statute », <http://www.fir.at/stat/index.en.php>

¹⁸ « FIR - History of FIR », <http://www.fir.at/hist/index.en.php>

¹⁹ « FIR- List of federations », <http://www.fir.at/feder/index.en.php>

²⁰ *Dictionnaire des parlementaires français 1940-1958*, Paris, La documentation française, 5 volumes, parus de 1988 à 2005.

²¹ « Assemblée nationale – Notices biographiques des députés depuis 1789 », <http://www.assemblee-nationale.fr/histoire/biographies/>

dégagent du dépouillement des sources décrites ci-dessus : la « sécurité européenne », c'est-à-dire le combat pacifiste pour éviter une nouvelle guerre, et en particulier le fer de lance de celui-ci, le combat pour le désarmement, ainsi que la lutte contre les résurgences fascistes et nazies. Ces deux champs avaient déjà été explorés, au niveau national, par le précédent mémoire.

Certains aspects de la FIR n'ont pu, faute de place, être incorporés dans ce travail, en particulier celui des activités médico-sociales, le troisième plus important des combats de la FIR : la question des droits matériels et de la santé des résistants et des victimes. La FIR publie des cahiers à partir de 1953 sur la question et organise des rencontres scientifiques sur les séquelles de la santé des déportés, internés, persécutés mais aussi des résistants (conséquences de la clandestinité...). Elle milite pour un plus juste dédommagement. Cependant ce combat est plus présent dans les années antérieures à celles étudiées ici ; il cède la place aux relations internationales et à la résurgence de l'extrême droite qui prennent le devant de la scène. L'aspect mémoriel présent dans les sources de la FIR, bien que digne d'intérêt, n'a pas non plus été retenu afin de se concentrer sur les engagements contemporains de la FIR.

Il nous apparaît donc judicieux de se concentrer sur l'engagement pacifiste dans les relations internationales et la lutte contre l'extrême droite. Cependant, deux questions préalables, afin de mieux cerner les objectifs de cette organisation, sont à poser : qu'est-ce que cette « résistance européenne », et qui sont ces « anciens résistants et victimes du fascisme? ». Soit, formulé autrement : qu'est-ce qui compose la FIR et qui la dirige ?

Ce travail étudiera successivement chacun des champs suivants : la nature des principales organisations nationales membres de la FIR (son « corps »), l'identité et les parcours de ces principaux dirigeants, (sa « tête »), leurs actions dans les relations internationales et leur combat contre les diverses formes d'extrême droite.

Abréviations utilisées

Organisations internationales (non gouvernementales) :

CEAC : Confédération Internationale des Anciens Combattants.

CIAPG : Confédération Internationale des Anciens Prisonniers de Guerre.

FIR : Fédération Internationale des Résistants.

FMAC : Fédération Mondiale des Anciens Combattants.

CONGO : Congrès des Organisations Non Gouvernementales.

Organisations gouvernementales et militaires :

ONU : Organisation des Nations Unies.

OTAN : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.

États :

RDA : République Démocratique Allemande.

RFA : République Fédérale Allemande.

RPP : république Populaire de Pologne.

RST : République socialiste de Tchécoslovaquie.

URSS : Union des Républiques Socialistes Soviétiques.

Organisations nationales d'anciens combattants et victimes:

ANACR : Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance.

ANCAC : Association Nationale des Cheminots Anciens Combattants.

ANCVR : Association Nationale des Combattants Volontaires de la Résistance.

ANED : Associazione Nazionale Ex-Deportati Politici nei campi nazisiti.

ANMIG : Associazione Nazionale Mutilati e Invalide della Guerra.

ANPI : Associazione Nazionale Partigiani d'Italia.

ANNPIA : Associazione Nazionale Perseguitati Politici Italiani Antifascisti.
ČSSPB : Československý Svaz Protifasistických Bojovníků.
FIAP : Federazione Italiana delle Associazioni Partigiane.
FIVL : Federazione Italiana Volontari per la Libertà.
FNDIR : Fédération Nationale des Déportés et Internés de la Résistance.
FNDIRP : Fédération Nationale des Déportés, Internés, Résistants et Patriotes.
HIAG : Hilfspogmeinschaft auf Gegenseitigkeit der ehemaligen Angehörigen der Waffen-SS.
KdAW : Komitee des Antifaschistischen Widerstandskämpfer.
KZ-Verband : Bundesverband Österreichischer Widerstandskämpfer und Opfer des Faschismus.
SUBNOR : Saveza Udruženja Boraca Nor Jugoslavije.
UFAC : Union Française des Anciens Combattants.
URAP : Uniao de Resistentes Antifascistas Potrugueses.
UJRE : Union des Juifs pour l'Entraide et la Résistance.
VVN-BdA : Vereinigungen des Verfolgten des Nazisregimes – Bund der Antifaschisten.
VVN Westberlin-VdA : Vereinigungen des Verfolgten des Nazisregimes in Westberlin – Verband der Antifaschisten.
ZBoWiD : Związek Bojowników o Wolność i Demokrację.
ZKRPiBWP : Związek Kombatantów RP i Byłych Więźniów Politycznych.

Organisations, réseaux et mouvements :

AK : Armia Krajowa.
AL : Armia Ludowa.
CNE : Comité National des Écrivains.
CNR : Conseil national de la Résistance.
FN : Front national de lutte pour l'indépendance de la France.
GL : Giustizia e Libertà.
OCM : Organisation Civile et Militaire.

UPI : Union Populaire Italienne.

ÚVOD : Ústřední Vedení Odboje Domácích ;

ZPP : Związek Patriotów Polskich.

Partis Politiques, organisations de jeunesses, syndicats :

CDU: Christlich Demokratische Union.

CSU : Christlich-Soziale Union.

DC : Democrazia Cristiana.

ESESI : Etnikòs Syndesmos Ellinon Spudastòn Italias.

FN : Front national.

FUAN : Fronte universitario d'Azione Nazionale.

FPÖ : Freiheitliche Partei Österreichs.

KJVD : Kommunistischer Jugend Verband Deutschlands.

KPÖ : Kommunistischer Partei Österreichs.

MOI : Main d'Œuvre Immigrée.

MSI : Movimento Sociale Italiano.

NPD : Nationaldemokratische Partei Deutschlands.

NSDAP : Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei.

PZPR : Polska Zjednoczona Partia Robotnicza.

SED : Sozialistische Einheitspartei Deutschlands,

SPÖ : Sozialistische Partei Österreichs.

UDR : Union Démocratique pour la République.

UDT : Union Démocratique du Travail.

UDSR : Union Démocratique et Socialiste de la Résistance.

Publications :

FdA : France d'Abord – le Journal de la Résistance.

PR : Le Patriote Résistant.

RU : Résistance Unie, revue internationale de la Résistance

Autres :

CMI : Complexe Militaro-Industriel.

CSCE : Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe.

IDS : Initiative de Défense Stratégique.

SALT : Strategic Arms Limitation Talks.

SD : Sicherheitsdienst.

SSD : Session Spéciale de l'ONU sur le Désarmement.

START : Strategic Arms Reduction Treaty.

Première Partie. De la Résistance à la FIR : les organisations membres.

« La Fédération Internationale des Résistants (FIR) est née de la lutte des peuples contre la répression nazie.

Elle réunit dans ses rangs des hommes de toutes idéologies et opinions politiques et religieuses.

Plus de vingt millions d'êtres humains sont représentés par ses membres »

25 années FIR, Vienne, 1976, page 5.

Introduction

« Dans l'Europe entière sont nées des associations de déportés et de résistants qui, malgré l'extrême diversité des opinions politiques et religieuses, ont eu pour la très grande majorité le souci majeur de l'unité, pour que leur lutte soit efficace », déclare en octobre 1971 le secrétaire général de la FIR »²².

La FIR a été évoquée dans le précédent mémoire consacré à l'étude de deux associations françaises, l'Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance (ANACR) et la Fédération Nationale des Déportés, Internés Résistants et Patriotes (FNDIRP), toutes deux membres de la Fédération. «La Fédération Internationale des Résistants (FIR) représente des millions d'anciens résistants, de victimes de la guerre et du nazisme organisés dans des dizaines d'organisations nationales »²³.

La FIR revendique, tout au long de son histoire, le nombre d'organisations affiliées et de pays représentés : il s'agit d'un moyen de légitimer sa représentativité de la Résistance, et donc son action en référence à elle. Le mécanisme est similaire à celui des associations nationales : plus elle regroupe de monde et si possible de monde différent, plus elle est légitime à s'engager au nom de la Résistance. Les associations nationales souhaitent représenter la Résistance au nazisme et/ou au fascisme à l'échelle de leur pays ; la FIR veut l'incarner à l'échelle internationale ; elle veut être la « résistance Européenne ».

Selon l'article II des statuts, « la fédération rassemble les organisations nationales groupant :

- a) les résistants, les partisans, tous les patriotes qui ont pris part à la libération de leur pays
- b) les déportés, les internés, les prisonniers politiques et toutes autres personnes persécutées par le nazisme et le fascisme
- c) les familles de disparus. »²⁴

Nous retiendrons les deux premières ; aucune organisation nationale affiliée ne semble représenter uniquement les familles de victimes.

Ces organisations nationales sont-elle représentatives des combattants ou des déportés ? Si la question se pose pour la FIR, elle doit nécessairement se poser pour ses organisations membres. Il est donc nécessaire de retracer l'histoire de ces associations et de les mettre en lien avec l'histoire de la Résistance dans leur pays hôte.

²² Jean TOUJAS, rapport de la réunion du bureau de la FIR – Berlin 8-10 octobre 1971, p. 1.

²³ *FIR, 1951-1981*, p. 6.

²⁴ Article II des statuts de la FIR, *Statuts, Organismes de direction, Programme d'action et d'orientation de la Fédération Internationale des Résistants (adoptés au cours de son III^{ème} congrès, les 20, 21, 22 mars 1959 à Vienne)* éditions de la FIR, Vienne 1959, ainsi la réédition du IV^{ème} congrès (13-16 décembre à Varsovie), Vienne, 1963.

Ces associations couvrent le continent européen, terrain de la Seconde Guerre mondiale sur la totalité de la durée du conflit. Aucune organisation membre n'est hébergée en dehors de l'Europe à l'exception de deux associations israéliennes.

Toutefois, les associations affiliées à la FIR hébergées sur le sol européen ne proviennent pas uniquement de pays ayant connu la guerre et/ou l'occupation allemande. Bon nombre d'entre eux en sont effectivement, à l'Est comme à l'Ouest, y compris le seul territoire britannique occupé qu'est l'île de Jersey²⁵, représenté par le *Jersey Comitee of Resistance Workers and Deportees* (Comité de Jersey des ouvriers résistants et déportés).

La liste des organisations membres ne change guère sur la période de 1971 à 1991, seuls deux faits sont notables : la dissolution, à la fin des années 1980, des organisations des pays de l'Est au moment de la chute du communisme et l'entrée, à partir du congrès de Minsk en 1978, des Espagnols et des Portugais. À la moitié de la période étudiée, autour de 1981, la représentation est donc la plus large. La brochure des trente ans de la FIR ainsi que celle du IX^{ème} congrès nous permettent d'établir une longue liste d'organisations affiliées²⁶. Mais cette liste est bien trop grande pour étudier chacune des organisations dans un seul mémoire. Seules les principales organisations seront retenues. Leur importance au sein de la FIR peut se mesurer au nombre de participants aux congrès et de délégués au Conseil Général (CG).²⁷

Associations de l'Ouest et comités de l'Est

La FIR entend représenter la Résistance au nazisme et au fascisme dans une Europe déchirée en deux. Une étude transversale aurait donc été judicieuse si les organisations étaient de même nature. Or, les républiques socialistes ne sont représentées que par une seule organisation, nommées « comité » ou « union ». À l'inverse, les pays de l'Ouest sont chacun représenté par plusieurs associations, pas toutes nationales d'ailleurs, chacune ayant une spécificité. Ainsi, par exemple, les Tchécoslovaques, unis au sein d'une même organisation massive, ont plus de délégués au CG que les Danois, représentés par une multitude de petites associations.

Choix des organisations à étudier.

Une sélection s'impose donc, dans les comités de l'Est comme dans les associations de l'Ouest. Pour ces dernières, les critères de sélection les plus évidents sont : l'importance de l'association au sein de la FIR et donc - selon le principe de représentation au CG - son importance en nombre d'adhérents, ce qui nous limite déjà à quelques pays : la France, l'Allemagne de l'Ouest,

²⁵ Jersey est géographiquement rattaché à la Grande-Bretagne, mais ne fait pas partie du Royaume-Uni. Sa situation géographique proche de la France en a permis l'occupation par les troupes allemandes.

²⁶ Voir en annexe la liste des fédérations.

²⁷ Voir en annexe nombre le nombre de délégués par organisation en 1981.

L'Italie, la Grèce sont les pays d'où viennent les plus larges associations. Ajoutons l'Autriche, première victime de l'Allemagne nazie, état neutre dans les affrontements Est-Ouest, et pays hôte de la FIR, dont une seule association est affiliée. Au sein de ses pays, les fédérations régionales ou autres amicales ne seront pas retenues pour être étudiées. Autre limite : le manque de sources et la barrière de la langue nous obligent, à regret, à nous passer d'une étude des associations grecques, et notamment de l'organisme qui les fédère, le Comité de coordination des Unions des Résistants Grecs. Un éventuel travail plus large aurait toutefois intérêt à se pencher sur le cas des résistants grecs, des rangs desquels sont issus, dès les débuts de la FIR, de nombreux membres du CG et du bureau. Enfin, nous rajouterons l'*Amical de Mauthausen y otros campos* d'Espagne, ainsi que l'Union des Résistants Antifascistes Portugais, entrées à la FIR après la chute des dictatures dans les deux pays au milieu des années 1970.

Quant aux massifs comités de l'Est, ils comptent à peu près le même nombre de délégués à la FIR – une trentaine, mais ne peuvent, pour les mêmes raisons, être tous étudiés ici. Les contraintes linguistiques excluent d'emblée le comité soviétique. Les plus actifs au sein de la FIR sont sans doute les comités est-allemand, polonais, tchécoslovaque et hongrois. Ce dernier n'a pu, faute de sources suffisantes, faire partie de la sélection. Outre les états « satellites » de l'URSS, la Roumanie et la Yougoslavie ont elles aussi un comité d'anciens résistants pouvant apporter une certaine nuance à cette étude. Mais ils n'ont pas été retenus ici : le comité roumain par manque d'informations et la *Saveza Udruzenja Boraca Nor Jugoslavie* (SUBNOR), l'organisation yougoslave, pour la même raison et parce qu'elle n'est pas affiliée à la FIR (elle est tout de même invitée aux congrès).

Ainsi, les organisations nationales suivantes ont été choisies pour cette étude :

- **Komitee der Antifaschistischen Widerstandkämpfer (KdAW)**, République Démocratique Allemande.
- **Związek Bojowników o Wolność i Demokrację (ZBoWiD)**, République Socialiste de Pologne.
- **Associazione Nazionale Partigiani d'Italia (ANPI)**, Italie, bien qu'elle ne soit pas affiliée sur la période, elle y a un poids considérable.
- **Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance (ANACR)**, France.
- **Federazione Italiana delle Associazioni Partigiane (FIAP)**, Italie.
- **Czeskoslovenský Svaz Profstických Bojovníků (ČSSPB)**, République Socialiste Tchécoslovaque.
- **Vereinigung der Verfolgten des Naziregimes – Bund der Antifaschisten (VVN-BdA)**, République Fédérale Allemande.
- **Fédération Nationale des Déportés, Internés, Résistants et Patriotes (FNDRP)**, France.
- **KZ- Verband**, Autriche.
- **Associazione Nazionale Perseguitati Politici Antifascisti (ANPPA)**, Italie.

- **Amical de Mauthausen y otros campos**, Espagne.
- **União de Resistentes Antifascistas Portugueses (URAP)**, Portugal.
- **Union Juive pour la Résistance et l'Entraide (UJRE)**, France.
- **Associazione nazionale ex deportati politici nei campi nazisti (ANED)**, Italie. L'association n'est pas affiliée mais elle est invitée aux congrès, et elle est proche de l'ANPPIA et de l'ANPI. En outre, comme nous le verrons en quatrième partie, elle organise des rencontres avec la FIR.

Plusieurs types d'organisations sont donc à présenter : tout d'abord, les « comités » des pays de l'Est, qui ne sont pas à proprement parler des associations et doivent donc être traités à part, puis les associations de combattants des pays non communistes, et enfin les associations de victimes de ces mêmes pays.

Chapitre I. Les comités des pays de l'Est : une incarnation biaisée de la Résistance ?

La première chose frappante concernant ces organisations est donc le fait qu'une seule d'entre elles représente les résistants chaque pays du bloc de l'Est au sein de la FIR. Le contraste est net entre les républiques socialistes et populaires et les pays de l'Ouest où chaque organisation, si vaste soit-elle, tient à conserver une spécificité et où les différents politiques mènent à des scissions, comme nous le verrons dans les chapitres suivants, à partir de 1947.

Selon le titre que prennent ces comités²⁸, on peut difficilement définir leur nature exacte, cerner leurs buts ou comprendre quelles personnes en sont membres. Quels types de combattant sont représentés ? S'agit-il forcément de Résistants au sens ou on l'entend couramment dans les pays occupés, c'est-à-dire qui poursuit le combat malgré la défaite contre l'armée allemande ? Le comité soviétique, par exemple, est un comité d'anciens combattants, qui ne fait pas état de Résistance ni même spécifiquement de la Seconde Guerre mondiale. Les francs-tireurs des zones occupées pendant l'opération Barbarossa jusqu'au recul de l'armée allemande sont-ils intégrés ? Nous disposons de trop peu d'informations pour répondre à ces questions.

En revanche, il est préférable de ne pas éluder la question du rapport exact de ces organisations uniques avec les pouvoirs respectifs de leur pays, et par extension, avec Moscou. Les premières années de la Guerre Froide sont, dans les pays d'Europe de l'Est, celles de la mainmise de l'URSS de Staline et celle d'une standardisation de la vie sociale, économique, et surtout politique, laquelle s'accompagne de purges et de procès. Or c'est à cette époque que se forment ces comités et qu'ils rejoignent la FIR. Ils sont présents sur la période étudiée. Contrairement aux associations de l'Ouest, nombreuses, qui dispersent les effectifs, ces comités massifs apportent en termes d'effectif et de financement un poids considérable à l'aile Est de la FIR. Les huit seules organisations de l'Est arrivent à surpasser les cinquante-quatre associations de l'Ouest et d'Autriche.

Malgré le peu d'informations dont nous disposons, un aperçu de ces comités au poids si important, et qui sont affiliés à la FIR sur la majeure partie de la période étudiée (du fait des changements opérés à partir de la fin des années 1980 dans les pays de l'Est, elles sont dissoutes ou assimilées à de nouvelles organisations) permet de mieux discerner la nature de la FIR.

Nous verrons donc le cas de trois comités, pour lesquels le manque de sources et la barrière linguistique ont pu être surpassés. Le comité Est-allemand, tout d'abord, puisque l'Allemagne est au cœur de la Seconde Guerre mondiale ainsi qu'au cœur de la Guerre Froide, elle se retrouve aussi au

²⁸ Voir la liste des organisations affiliées en 1981, en annexe.

cœur de la FIR ; les comités polonais et tchécoslovaque ensuite, car les deux pays sont emblématiques de la mainmise progressive de l'URSS. Dans ces deux cas, nous évoquerons d'abord l'histoire de la Résistance au nazisme, puis les modifications politiques après-guerre et leurs conséquences sur les organisations militaires. Nous verrons ainsi quelle est la représentation de la Résistance incarnée par ces comités, et dans quel contexte ils ont été créés.

KdAW – Le comité Est-allemand

La République Démocratique d'Allemagne (RDA) est représentée à la FIR par le Comité des Résistants Antifascistes, *Komitee der Antifaschistischen Widerstandkämpfer* ou KdAW. Il n'existait, au départ, qu'une association allemande, la VVN, que nous évoquerons au chapitre III. Mais en 1953, à savoir après la création de la FIR, est créée une section à part en RDA.

La principale source sur ce comité nous vient d'un « annuaire » des organisations de la RDA, un travail d'inventaire réalisé dans les années 1970 puis réédité plus copieusement en 1985²⁹.

L'avènement du *Sozialistische Einheitspartei Deutschlands* (SED) comme parti quasi-unique lors du congrès des 21 et 22 avril 1946 entraîne une modification sociale et politique en Allemagne de l'Est. En 1947, l'Union Soviétique affermit son emprise sur un territoire qu'elle occupe de droit. Deux ans plus tard, l'Allemagne est scindée en deux États. En octobre 1949, une nouvelle Constitution est adoptée par le Congrès du Peuple (« *Volkskongress* »). L'historiographie est-allemande évoque cette période entre 1945 et 1949 comme une révolution « antifasciste-démocratique » (« *antifaschistisch-demokratisches* »). Les autorités s'en prennent à toute organisation jugée « réactionnaire », au nom de l'antifascisme.

1953 est une année de durcissement du pouvoir, contre les paysans qui résistent à la planification de l'économie agricole, contre le mécontentement de certains ouvriers, dans un contexte économique morose. Ce mécontentement se matérialise par des protestations et un mouvement social à Berlin Est, en juin, étouffé par une répression des militaires soviétiques. La RDA se rapproche un peu plus de l'URSS – et s'éloigne donc de sa sœur la RFA³⁰.

Dans ce contexte, il est difficile d'imaginer la création d'un organisme indépendant. Par ailleurs, si l'on en croit la notice du *DDR Handbuch*, le KdAW déclare en 1958 qu'en son sein le terme de Résistant (« *Widerstankämpfer* ») « ne concerne que ceux qui aujourd'hui reconnaissent la victoire de la classe ouvrière. ». L'idéologie faisant du travailleur communiste l'antifasciste par

²⁹ Ministère des relations interallemandes (dir): *DDR-Handbuch*. 3ème édition, Tome 1 A-L. Köln, 1985, p. 734. L'ouvrage est catalogué dans plusieurs bibliothèques universitaires françaises.

³⁰ Sur la crise de 1953 :

I. FARÇAT, *L'Allemagne de la conférence de Potsdam à l'Unification*, Paris, Minerve, coll. Les voies de l'Histoire, 1992. Chapitre III, les Allemagne face à face (1949-1962).

excellence, tente de s'imposer à l'Ouest comme à l'Est, mais dans le second cas, elle est entérinée dans le droit. En outre, une notice sur l'histoire de la VVN³¹ évoque le KdAW comme un organe « reprenant les objectifs de base de la VVN, avec un contenu très limité ».

Des actions de ce comité, on sait que, outre les questions de droit aux anciens combattants et victimes, il s'engage sur la mémoire, à travers des transformations de lieux en musées, la création de plaques commémoratives, et en renommant nombre de voies, d'écoles, de bibliothèques, le nom de persécutés allemands et étrangers³².

Związek Bojowników o Wolność i Demokrację (ZBoWiD) – le comité polonais

La résistance polonaise.

La Pologne est l'un des pays ayant payé le plus lourd tribut de la Seconde Guerre mondiale, en termes de pertes militaires et civiles. Elle a connu les deux occupations soviétique et nazie. Elle a accueilli sur son sol de nombreux camps de concentration et d'extermination ainsi que les ghettos juifs.

En septembre 1939, après une campagne expéditive contre une armée surannée, nazis et soviétiques se partagent le pays et organisent leur occupation. Un pouvoir en exil, avec à sa tête le président Władysław Raczkiewicz, forme un gouvernement. Le premier ministre est le général Władysław Sikorski, qui se fait reconnaître des Alliés, en particulier de la France. C'est dès 1939 que les premiers mouvements de résistance intérieurs se créent. Après l'opération Barbarossa et le recul des Soviétiques, cette résistance d'abord mixte (antinazie et antisoviétique) se concentre sur l'armée allemande. Au même moment, Sikorski se rapproche de Staline via l'ambassadeur soviétique à Londres. Ce dernier propose alors de créer une armée polonaise sous commandement soviétique. Elle est créée surtout à partir de prisonniers – de guerre ou politiques – détenus en URSS³³. Cette armée, commandée par Władysław Anders, prend le nom d'*Armia Andersia* mais tourne au fiasco. Elle se bat au Moyen-Orient où elle passe sous commandement britannique, puis en Italie – jamais en Pologne.

³¹ Dr Hans COPPI, « 60 Jahre Vereinigung Vergolften des Naziregime », sur le site Antifascistische Infoblatt. <http://www.nadir.org/nadir/periodika/aib/archiv/77/24.pdf> consulté le 05/06/2013. Hans Coppi junior, né en 1942, est historien et depuis 2004 président de la section de Berlin de la VVN-BdA. Avant 1989, il est au KdAW (RDA), dont il devient représentant au CG de la FIR à Athènes en 1987. Son père Hans Coppi est mort fusillé en 1942 à Poltensee et sa mère connaît le même sort l'année suivante.

³² *Ibid.*

³³ D. BEAUVOIS, *Histoire de la Pologne*, Paris, Hatier, coll. Nations d'Europe, 1995, p. 339.

Structurellement, la résistance intérieure polonaise suit la même évolution que dans les autres pays d'Europe. À partir de réseaux épars se forment, vers la moitié du conflit, de grands organes nationaux. Il en résulte deux principaux. L'Armée Intérieure, *Armia Krajowa* (AK), est fondée en 1942 ; elle est un mouvement fédérateur de presque toutes les tendances politiques à l'exception des communistes. Ces derniers ont fondé clandestinement le Parti Ouvrier Polonais, *Polskiej Partii Robotniczej* (PPR), auquel est rattaché le second grand organe de masse de résistance : l'Armée du Peuple, *Armia Ludowa* (AL). L'AL est dirigée par Michal Żymierski alias Rola. Alors que dans les autres pays d'Europe, communistes et non-communistes parviennent à s'entendre, la rupture perdure en Pologne entre AK et AL. Les relations sont également compliquées mais finissent par devenir efficaces entre ces mouvements intérieurs et le pouvoir en exil. Si toutes les tendances regroupées au sein de l'AK se rallient au gouvernement, à la tête duquel Stanisław Mikołajczyk succède à Sikorski, l'AL s'y refuse.

Après la défection de l'Armée d'Anders vers le commandement britannique, une division de combattants polonais est créée côté soviétique, la 1^{ère} division Kościuszko (*1 Polska Dywizja Piechoty im. Tadeusza Kościuszki*) nommée en l'honneur de Tadeusz Kościuszko³⁴. Créée en mai 1943, dirigée par Zygmunt Berling, la division de bat réellement à partir d'octobre à la bataille de Lenino. Elle se battra longtemps en Pologne et jusqu'en Allemagne. Cette armée est en fait le bras armé de l'Union des Patriotes Polonais (*Związek Patriotów Polskich*, ZPP) organe politique groupant les communistes polonais en URSS, créé en 1943 avec la bienveillance de Staline.

L'AK, supérieure en effectifs à l'AL, a la ferme intention de démontrer la souveraineté de la Pologne aux futurs « libérateurs-envahisseurs » que sont les soviétiques. C'est ainsi que des insurrections sont organisées pour pouvoir accueillir l'Armée Rouge dans une zone déjà libérée et contrôlée par des forces Polonaises. Les Soviétiques deviennent ainsi de simples alliés et plus des libérateurs³⁵. La même stratégie a lieu en France pour éviter le plan AMGOT. C'est ainsi qu'ont lieu les insurrections de l'été 1944 à Wilno et à Lwow, mais aussi en partie celle du ghetto de Varsovie. Cependant, au vu de la répression de ces soulèvements, les grands vainqueurs restent les soviétiques, et les combattants polonais auréolés de la victoire sont ceux de Berling.

Un organe proche du pouvoir

La ZBoWiD est une fédération nationale regroupant diverses groupes d'anciens combattants « pour l'indépendance et la démocratie », selon le nom du comité, incluant les soldats de la Première

³⁴ 1746-1817, héros slave ayant combattu dans la révolution américaine et contre la Russie impériale. Sur la division qui porte son nom, voir Sławomir Cenckiewicz, *Le bras long de Moscou, l'intelligence militaire de la Pologne populaire*, 1943–1991, Poznań 2011, p.44, ainsi que *ibid*, p.

³⁵ Henri ROLLET, *La Pologne au XX^e siècle*, Paris, édition A. Pedone, 1985, partie III. - *La Pologne pendant la Seconde Guerre mondiale*, pp 331 à 430.

Guerre mondiale, les soldats de l'armée de 1939, les résistants, les déportés – lesquels ? – créée en 1949. La Pologne est alors en pleine transition : à cheval entre un pays allié de l'URSS et devenir une république soviétique comme d'aucuns le redoutent, entre deux constitutions (l'une en 1947 et la seconde en 1952 qui institue la République Populaire de Pologne, *Polska Rzeczpospolita Ludowa* ou *PRL*)³⁶. L'uniformisation politique est déjà en marche avec des purges au sein des instances communistes ; elle échappe aux « procès-spectacles » faisant suite à la rupture entre Staline et Tito dont sont victimes des personnalités de la Hongrie, la Bulgarie, la Tchécoslovaquie et l'Albanie entre 1949 et 1954. Cela n'empêche pas plus de 350 000 communistes polonais d'être inquiétés.

L'avènement d'un parti quasi-unique, le *PZPR* (*Polska Zjednoczona Partia Robotnicza*, Parti Ouvrier Unifié Polonais), qui domine de loin les quelques autres partis fantoches tolérés (le Parti Démocrate et le Parti Paysan Unifié) ainsi que le déclin des communistes partisans d'une Pologne relativement indépendante de l'URSS menés par Władysław Gomułka, lui-même exclu du parti en 1948 et arrêté en 1951, montrent bien la mainmise soviétique et l'avènement d'une uniformisation politique sur le pays. Ces changements politiques s'accompagnent de la montée en puissance des membres du ZPP qui ont passé la guerre aux côtés des soviétiques.

La ZBoWiD semble être, comme toutes les organisations du genre y compris dans les pays de l'Ouest, créée au départ pour les questions de droits des anciens combattants et l'aide aux veuves et aux orphelins³⁷. Cependant, les autorités communistes tenant à contrôler toutes les actions sociales, celles-ci sont sans doute intervenues directement dans la création de ce comité. D'autres organisations d'anciens combattants, y compris de résistance au nazisme, ont existé. Mais, non reconnues, elles ne reçurent aucune aide des autorités pour mener à bien le rôle social auprès des anciens combattants et furent à terme dissoutes³⁸. Qui plus est, la volonté de mettre en exergue un modèle de combattant antifasciste est également présente puisque la ZBoWiD représente avant tout les combattants communistes et prosoviétiques.

En effet, les présidents en furent successivement : Franciszek Józwiak, qui fit partie du comité central du Parti Polonais des Ouvriers et officier d'AL, de la création du comité jusqu'en 1964. Lui succèdent, sur la période de la FIR qui nous intéresse, Mieczysław Moczar, membre du Parti Polonais des Ouvriers et officier AL, jusqu'en 1972 puis Stanisław Wroński jusqu'en 1980; viennent ensuite Włodzimierz Sokorski, combattant dans la division Kościuszko, dont nous étudierons le parcours dans la partie suivante, et enfin, le général Józef Kamiński, lui aussi ancien de la division Kościuszko, jusqu'en 1990. À cette date, la ZBoWiD est dissoute - comme nombre

³⁶ Pour la République Populaire de Pologne :

N. DAVIES, *God's playground, a History of Poland, volume II 1975 to the present*, Oxford, Clarendon Press, 1985, chapitre 23 « Polska Ludowa », p. 556 à 633.

³⁷ Notes sur la ZBoWiD de Rafał Cichocki, annexe 8.

³⁸ *Ibid.*

d'organisations proches du pouvoir - pour laisser place à une nouvelle association: la Fédération des Vétérans et anciens Prisonniers de Guerre Polonais³⁹, toujours avec Kamiński à sa tête. Au congrès de Moscou de la FIR en 1991, c'est cette nouvelle association qui est présente, elle est notée observatrice⁴⁰.

D'autres combattants d'AL ou de la de la division Kościuszko ayant marqué la République Populaire de Pologne ont été de la ZBoWiD: Michał Rola-Żymierski, chef de l'AL, Zygmunt Berling, commandant de la division, ou encore.... Władysław Gomułka, Edward Gierek, Stanisław Kania et Wojciech Jaruzelski, les premiers secrétaires du PZPR entre le XXème congrès du PCUS et la chute du communisme ! Le lien entre la ZBoWiD et les autorités polonaises est donc certain.

De nos jours, seule une association polonaise de prisonniers politiques et déportés demeure affiliée à la FIR. Elle ne semble pas avoir de lien avec la ZBoWiD. Une histoire similaire se passe pour le comité d'un pays voisin : l'Union Tchèque des Combattants Antifascistes.

L'Union des Combattants Antifascistes : le comité tchèque.

D'une résistance multiple...

La Tchécoslovaquie est, de par sa situation géographique, également un des pays ayant le plus souffert de la Seconde Guerre mondiale et de ses conséquences. Elle est, dès avant le début du conflit, la victime des politiques conciliantes des nations alliées envers Hitler, entérinées par les accords de Munich. On parle souvent d'« abandon » de la Tchécoslovaquie. Les Sudètes, région germanophone, sont rattachées à l'Allemagne (la revendication est ancienne)⁴¹, en octobre 1938. Le mois suivant, le sud de la Slovaquie est octroyé à la Hongrie. Au début 1939, l'Allemagne occupe la reste de la Tchéquie et en fait le Protectorat de Bohême-Moravie. Le reste du territoire slovaque, tout en restant indépendant, devient un État satellite du Reich, la République Slovaque, que l'on peut qualifier de « dictature clérico-fasciste » dirigée par le virulent M^{gr} Jozef Tiso. L'une des principales exigences de Berlin envers Bratislava fut la participation importante, en hommes et en matériel, à l'attaque de l'URSS.

Il est donc nécessaire de faire la différence entre la résistance Tchéque dans le Protectorat et la résistance dans l'état Slovaque. La résistance naît dès 1939 dans le Protectorat, même si elle

³⁹ *Związek Kombatantów RP i Byłych Więźniów Politycznych (ZKRPIBWP)*, qui existe encore de nos jours, mais n'est pas membre de la FIR.

⁴⁰ Brochure du congrès de Moscou en 1991.

⁴¹ Avec traité de Saint-germain-en-Laye en 1919, l'empire Austro-hongrois est démantelé et les Sudètes rattachées à la Tchécoslovaquie. Les nazis revendiquent, au nom du Pangermanisme, leur rattachement à l'Allemagne.

demeure minoritaire du fait de l'attentisme massif. Les étudiants, se mobilisent rapidement et des manifestations patriotiques, suivies des premiers actes de répression, ont lieu à l'automne 1939⁴². Les universités sont alors fermées ; la vie intellectuelle s'en trouve réduite à la portion congrue. En réaction, une pétition, intitulée « Nous resterons fidèles », donne naissance à un mouvement du même nom. La résistance en Tchécoslovaquie se structure ensuite peu à peu en réseaux.

Un comité central de la Résistance intérieure (ÚVOD) est créé dès 1940, regroupant divers réseaux et tendances politiques, exception faite des communistes, et ce jusqu'à l'opération Barbarossa : bien que persécutés par le nouveau régime, ceux-ci, affiliés à Moscou, sont tenus cois par le pacte germano-soviétique. À l'extérieur, le gouvernement en exil⁴³ d'Edvard Beneš tente lui aussi de diriger les actions intérieures, de par le Politické Ústředí (« Centre politique »), mouvement résistant composé de fidèles.

1941 est aussi, avec l'arrivée de Reinhardt Heydrich en Bohême-Moravie (il prend alors le titre de *Reichsprotektor*), l'affirmation de la mainmise du Reich et la répression des activités de résistance, notamment le sabotage qui enrayer l'apport du Protectorat à l'effort de guerre nazi. L'enrôlement forcé de jeunes pour contribuer à la campagne de l'Est émeut la population. Quatre branches principales de la Résistance peuvent être distinguées :

- Les militaires, dans le mouvement Obrana Národa (« Défense de la Nation »)
- Les alliés directs de Beneš, Politické Ústředí,
- Les sociaux-démocrates, dont beaucoup d'intellectuels, dans le réseau Petiční výbor Věrní zůstaneme (« Nous resterons fidèles »).
- Et enfin, le parti communiste tchécoslovaque (KSČ), dont les cadres sont en exil en URSS dès 1938. Si les trois premiers mouvements s'unissent au sein de l'ÚVOD, les communistes, nous l'avons dit, en restent d'abord écartés.

C'est l'attentat réussi fomenté contre Heydrich⁴⁴ qui marque le grand tournant de la résistance Tchèque : une répression terrible s'abat sur le Protectorat. Les mouvements sont décapités, les déportations deviennent massives. Mais la Résistance intérieure ne se décourage pas, grâce à l'optimisme qu'apporte la défaite allemande à Stalingrad.

En Slovaquie, la résistance est plus compliquée : le fait d'avoir un État indépendant et non un territoire occupé apporte l'approbation d'une grande partie de la population. Ce sont les

⁴² A. MARES, *Histoire des Pays Tchèque et Slovaque*, Paris, Hatier, coll. Nations d'Europe, 1995. Chapitre XVI « De nouvelles ténèbres » pp. 295 à 311.

⁴³ Le gouvernement Tchécoslovaque est en exil depuis le démembrement de 1938. Il le restera après la guerre.

⁴⁴ Opération Anthropoid, le 27 mai 1942. Bien qu'elle entraîne une terrible répression contre la résistance intérieure, elle est en réalité le fruit d'un commando des forces libres parachutés depuis Londres par Beneš, sous pression des britanniques.

exigences gourmandes de l'Allemagne en soldats, en travailleurs et en armement pour la ruineuse expédition à l'Est qui suscitent le plus l'opposition et non la politique de Tiso. Les demandes concernant les déportations de Juifs sont aussi scrupuleusement exécutées par le pouvoir slovaque. Moins spontanée, la résistance slovaque s'organise néanmoins pour former un conseil national en 1943, qui devient très actif à partir de 1944. Des actes de sabotages puis de véritables actions militaires sont organisés, jusqu'au soulèvement de Banská Bystrica⁴⁵ qui sonne le début de l'insurrection slovaque. Pendant quelques semaines, les forces des résistants slovaques et des combattants parachutés par les soviétiques vont défier l'armée du Reich. Mais la contre-offensive allemande à l'automne écrase l'insurrection, et ce qui reste des forces démantelées forment de petits groupes de maquisards.

C'est aussi en 1944, dans le Protectorat, que les organes de la Résistance reconstitués difficilement après la répression de 1942 s'unissent, y compris les communistes. En effet, Beneš s'est rapproché des soviétiques, qu'il voit comme les futurs libérateurs, mais aussi comme ceux qui n'ont pas participé à l'abandon de la Tchécoslovaquie à Munich. Après un « traité d'amitié » signé à Moscou le 30 avril 1944 entre le président en exil et les autorités soviétiques⁴⁶, les communistes tchécoslovaques sont intégrés à l'ŮVOD. Là encore, des insurrections locales aident au reflux des troupes allemandes et de leurs alliés. Mais elles prouvent aussi le rôle des Tchèques dans leur libération.

Outre la résistance intérieure, en 1943, est formé de façon similaire à la Pologne un corps d'armée Tchécoslovaque combattant aux côtés de l'Armée Rouge, et ayant pour but se combattre pour libérer son territoire. Il est commandé par Ludvík Svoboda⁴⁷. Les exploits de cette unité seront vantés trente ans après ses premiers combats dans la revue de la FIR⁴⁸, et ce n'est pas un hasard.

...à un comité sélectif.

L'Union des Antifascistes est à mille lieues de représenter tous ces mouvements et ces formes de résistances à l'occupation allemande. Ce comité est formé en 1951 - date de la création de la FIR - six ans après la Libération du Protectorat et de l'État Slovaque. Durant ces six années, la Tchécoslovaquie connaît de grands bouleversements.

Elle échappe dans un premier temps à l'influence de Moscou, grâce au traité entre Beneš et les soviétiques. Staline entend le faire respecter. En échange, les partis dits « conservateurs » (les plus à droite) sont liquidés. De nouveau unie en un État, elle est guidée à sa tête par un « Front

⁴⁵ 29 août 1944.

⁴⁶F. FEJTÖ, *Le coup de Prague, 1948*, Paris, éditions du Seuil, coll. l'Univers Historique, 1976, chapitre I, partie 3 « Le traité Beneš-Staline », pp. 30 à 35.

⁴⁷1895-1979, il dirige la République Socialiste Tchécoslovaque de 1968 à 1975.

⁴⁸A. BALINT, « Il y a 30 ans : la bataille de Sokolovo », *RU* n°22 avril-juin 1973, p. 67.

National », regroupant les démocrates-chrétiens, les social-démocrates et les communistes. Ce front est certes pluraliste mais aucune opposition à celui-ci n'est possible. Ce Front National adopte à l'unanimité un programme socialisant dit de Košice (la ville où siège alors le Front) entamant la reconstruction économique, sociale et politique du pays.

À partir de 1947, la situation internationale se dégrade. Les communistes, dont le parti est le plus important en nombre d'adhérents⁴⁹, sont refroidis par les élections générales de 1946 : ils ne réalisent que 38 % - 42 % en Bohême et 30 % en Slovaquie. La tactique dite du « salami » est alors employée, plutôt qu'une prise du pouvoir de force : noyautage de l'administration grâce au pouvoir qu'ils ont au Front, agitation via les organisations de masse (manifestations, démonstrations). Cette action au sein de l'administration doit nous attirer sur un point : l'armée.

Pour réformer l'armée tchécoslovaque, un combattant que les historiens définissent unanimement comme crypto-communiste (jusqu'à 1962 il n'est pas encarté) est nommé ministre de la défense : Ludvík Svobodá, qui commandait les troupes tchécoslovaques engagées aux côtés des Soviétiques. Lesdites troupes ayant pu libérer une partie du pays, Svobodá, qui a déjà participé au premier conflit mondial, est admiré comme un héros militaire. La politique de Svobodá consiste à placer aux postes les plus importants ceux qui ont lutté avec lui aux côtés des soviétiques – plus que les résistants intérieurs. La glorification de ce type de combattant au détriment des résistants intérieurs se retrouve d'une façon générale dans la politique d'après-guerre en Tchécoslovaquie.

En 1948, a lieu le coup de Prague. Dans un contexte de crise, d'agitation sociale et de théorie du « complot conservateur », Klement Gottwald prend le pouvoir. Dix ans après les accords de Munich, la Tchécoslovaquie perd une fois de plus sa souveraineté nationale. S'ensuit une série de purges et de procès entraînant la chute de dizaine milliers de personnes, parmi lesquelles de nombreux résistants, y compris communistes, et même d'anciens brigadistes ! Svobodá en fait partie. Dans ce contexte est créée l'Union Tchécoslovaque des Combattants contre le fascisme⁵⁰ : *Czeskolovensky Svaz Profastickyh Bojonkiku* ou ČSSPB. Svobodá, réhabilité après la mort de Staline, obtient rapidement un poste de vice-président, puis de président de ce comité⁵¹.

Rattaché directement au ministère de la Défense, nous savons de ce comité que :

- Comme la ZBoWiD, il s'occupe des questions de droits d'anciens combattants, comme l'atteste un article de Résistance Unie rendant compte d'un congrès du ČSSPB évoquant

⁴⁹ 1 172 000 adhérents recensés en 1947.

⁵⁰ Les archives de la FIR traduisent quant à elles « Fédération tchécoslovaque des résistants antifasciste ».

⁵¹ F. FEJTÖ, *op. cit.*, Annexe 15 « Ce qu'ils sont devenus ». p [259]-[260].

« retraite anticipée, avantages particuliers sur le calcul de la retraite, séjours de cure pour les malades et handicapés, séjours de repos, soins ». ⁵²

- qu'il s'engage sur le plan mémoriel - sauvegarde d'un ancien siège de la Gestapo transformé en lieu d'exposition ⁵³, sensibilisation de la jeunesse à l'histoire. ⁵⁴
- qu'il sélectionne ses « combattants contre le fascisme », même si une ouverture plus large est probable à partir de 1956.
- comme beaucoup d'organes directement en lien avec le pouvoir communiste, il est dissout en 1990 pour laisser place à un autre, en l'occurrence l'Union Tchèque des Combattants de la Liberté (*Český svaz bojovníků za svobodu*) ou CSBS ⁵⁵. Cependant, à ce jour, il n'y a pas d'association tchèque membre de la FIR. Une association slovaque, en revanche, en est membre. La SZSB pour *Slovensky Svaz Protifasistict Bojovníkot Ustiedny Vybor*.

Nous sommes en présence de trois organisations à l'histoire similaire : censées représenter les combattants et, le cas échéant, les victimes du nazisme, il s'agit en réalité non pas d'associations mais d'organisations créées par les pouvoirs en place au moment de la mainmise de l'Union Soviétique sur les pays de l'Est, et qui ne représentent en réalité qu'une minorité de combattants contre le nazisme : ceux en accord avec les autorités. La résistance au nazisme a pourtant, dans les pays cas, été diverse.

Le fait que ces comités soient dissout à la fin de la période que nous étudions, en même temps que la chute des pouvoirs communistes, puis la création de nouvelles associations indépendantes, sont autant d'indices de plus pour nous démontrer la proximité de ces comités avec le pouvoir. Leur cas n'a rien de particulier : la vie politique et sociale de leur pays respectif subit la même standardisation. Ils ont en revanche une spécificité concernant la Résistance : ils illustrent la volonté de Staline de capter l'image de la résistance au nazisme et au fascisme et de faire du combattant communiste son archétype. En France et en Italie, le Petit Père des Peuples essaye aussi d'imposer ses créatures comme les résistants par excellence, avec moins de succès.

⁵²« Le Congrès du Conseil fédéral du CSSPB », *RU* n°22, avril-juin 1973, p. 72

⁵³Un article sur cet immeuble, le mémorial : <http://www.zasvobodu.cz/zajimavosti/> sur le site de l'association héritière du comité.

⁵⁴« Le Congrès du Conseil fédéral du CSSPB » *op. cit.*

⁵⁵ Site de la CSBS : <http://www.zasvobodu.cz> « *Za svobodu* » signifiant « pour la liberté ». Il est fait peu d'allusions à l'Union des Combattants contre le Fascisme dans la présentation de cette association qui se déclare libre de tout encartement ou idéologie (cf <http://www.zasvobodu.cz/o-nas/>)

Il serait rapide de tirer des conclusions sur seulement trois de ces comités étudiés, même si les similitudes nous invitent à penser qu'il en va de même pour les comités des pays ayant connus la même histoire : celui de Hongrie, celui de Bulgarie (qui porte le nom de Comité central des combattants contre le fascisme et le capitalisme !). En revanche, l'étude hélas compliquée à ce jour du comité roumain nous apporterait quelques lumières, attendu que la République Socialiste de Roumanie est relativement détachée de l'URSS sur la période 1971-1991. Un travail plus large sur la FIR nécessiterait une étude des organisations roumaine et yougoslave.

Avant cela, venons-en à l'étude des principales associations de l'Ouest. Deux types d'associations forment les membres de la FIR des pays de l'Ouest : les combattants et les victimes.

Chapitre II. Les associations de combattants des pays de l'Ouest

Les associations françaises.

Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance.

Celle-ci, et notamment son militantisme entre 1970 et 2007, ayant été étudié dans le précédent mémoire, nous ne nous y attacherons pas trop ici. L'ANACR est fondée au congrès de Limoges en 1954 soit après la création de la FIR, lors de la refonte d'une association d'anciens Francs-tireurs et Partisans⁵⁶, qui était peut-être, elle-même affiliée à la FIR. Son but, dès lors, est de représenter la Résistance française le plus largement possible afin d'être efficace dans la revendications des droits. Elle s'oppose ainsi directement à la très sélective Association Nationale des Combattants Volontaires de la Résistance (ANCVR), laquelle n'accepte dans ses rangs que les seuls titulaires de la carte de CVR. Cette dernière, plus proche dans son discours et son action d'une association d'anciens combattants traditionnelle, est affiliée à une autre organisation internationale : la confédération Européenne des Anciens Combattants, que nous évoquerons plus particulièrement en troisième partie.

L'ANACR tente dans les années 1950 et 1960, de rassembler les combattants de la résistance dans une seule et même association, de retrouver l'unité incarnée par la Conseil National de la Résistance – ce qui reste bien sûr un échec.

À sa tête, elle opte pour la collégialité : elle est dirigée depuis sa création par plusieurs co-présidents. Ceux-ci sont de grandes figures de la Résistance et de la politique française : Pierre Villon et Jacques Debû-Bridel, deux membres du Conseil National de la Résistance dont nous évoquerons ultérieurement les parcours et qui représentent l'ANACR à la FIR ; Robert Chambeiron, secrétaire du CNR ; le colonel Henri Rol-Tanguy, chef de FTP de la région parisienne, Pierre Sudreau⁵⁷, responsable du réseau Brutus, déporté à Buchenwald ; Vincent Badie, un des quatre-vingt parlementaires opposés aux pleins pouvoirs le 10 juillet 1940, arrêté par la Gestapo en 1943 et déporté à Dachau. Cela montre aussi bien un pluralisme dans les différents mouvements de la Résistance que dans les courants politiques.

Entre 1971 et 1991, l'ANACR se bat, en particulier à travers des articles publiées dans son *Journal de la Résistance - France d'Abord* contre les résurgences de l'extrême droite et pour le

⁵⁶ Il n'est pas exclu que cette association de FTP aient été affiliée à la FIR avant l'ANACR.

⁵⁷ 1919-2012. Sudreau fut aussi député gaulliste et centriste ainsi que ministre de la Construction (1958-1959) puis de l'Éducation Nationale (1962). Il fut également maire de Blois de 1971 à 1989. Une biographie de Pierre Sudreau : Ch. RIMBAUD, *Pierre Sudreau*, Paris, le Cherche-Midi, 2004. Disponible au fond ANACR Isère.

désarmement en Europe. Ces deux aspects, nous le verrons, sont entérinés à l'échelle internationale par la FIR, à laquelle elle fournit beaucoup de cadres. En dehors de Villon et Debû-Bridel, coprésidents de l'ANACR et vice-présidents de la FIR, on peut également citer comme membres du bureau et/ou du Conseil général de la FIR entre 1971 et 1991 : René Cerf-Ferrière⁵⁸, troisième coprésident de l'ANACR jusqu'à son décès, l'abbé Alexandre Glasberg⁵⁹, Charles Fournier-Bocquet, secrétaire général de l'ANACR et rédacteur en chef de *France d'Abord*, Robert Vollet, secrétaire général adjoint, Lucien Volle, membre du bureau. L'ANACR est membre d'une autre organisation internationale, appelée à coopérer avec la FIR sur les vingt ans que nous étudions, sur les questions internationales : la Fédération Mondiale des Anciens Combattants (FMAC). Elle n'en est cependant pas membre directement, mais par son adhésion à l'Union Française des Anciens Combattants (UFAC).

Le pluralisme de l'ANACR est vanté à chaque congrès, dans la représentation non seulement des mouvements de résistance, mais aussi dans les appartenances politiques. L'association compte en effet de nombreux parlementaires dans ses rangs. Elle fait état, en 1972, de vingt sénateurs appartenant aux groupes Gauche Démocratique, socialiste et Radical de Gauche, Union Centriste des Démocrates de Progrès et Communistes. et cinquante-six députés allant du Parti Communiste à l'Union Démocratique pour la République (UDR)⁶⁰.

En 1981, suite au décès de deux représentants- Villon et Glasberg, deux places restent ouvertes aux membres de l'ANACR au Conseil Général⁶¹. On a ainsi un exemple de la représentation des associations nationales.

Union Juive pour la Résistance et l'Entraide (UJRE).

Cette association est la seule des organisations nationales affiliées à afficher une conviction religieuse ; elle est aussi une des plus anciennes car formée pendant la guerre. Elle naît en avril 1943, lorsque la section juive de Main d'œuvre Immigrée (MOI) décide sous l'impulsion de Charles Lederman de regrouper les juifs résistants immigrés et français dans une seule nouvelle organisation⁶². Son action, outre quelques coups d'éclats armés et divers sabotages, se concrétise

⁵⁸ Co-fondateur du mouvement Combat dont il fut le rédacteur en chef du journal, il siégea à l'Assemblée Consultative Provisoire d'Alger.

⁵⁹ Prêtre catholique résistant, 1902-1981. Il s'illustre dans l'action en faveur des internés et dans le sauvetage des Juifs, qui lui vaut la médaille de Juste Parmi les Nations à titre posthume en 2004.

⁶⁰ La Résistance aujourd'hui. Les activités de l'ANACR, supplément à *FdA* n°819, février 1975, p. 12.

⁶¹ Comme mentionné dans la liste des membres du CG, brochure de IX^{ème} congrès, p. 40.

⁶² Sur la MOI dans la Résistance, voir S. COURTOIS, D. PESCHANSKI, A. RAYSKI, *Le sang de l'étranger, les immigrés de la MOI dans la Résistance*, Paris, Fayard, 1989. Pour l'UJRE, lire en particulier le chapitre XII « La grande traque II, l'organisation juive démantelée ». Notons qu'un des auteurs, Adam Rayski, fut combattant FTP-MOI. Celui-ci est membre du comité d'honneur de l'UJRE depuis 2003.

par des publications clandestines – citons le journal *Droit et Liberté*⁶³ – mais aussi dans le sauvetage des juifs.

L'UJRE est créée statutairement à la Libération (fondée le 13 novembre 1944, parution au journal officiel le 12 décembre)⁶⁴. Engagée dans l'action en faveur des enfants de déportés juifs (par la Commission Centrale de l'Enfance qu'elle met en place), dans la mémoire de la Déportation, l'UJRE, après guerre s'implique aussi contre les résurgences de l'antisémitisme et du racisme.

Ses buts explicités par les statuts sont ⁶⁵:

- Unir tous les juifs dans la lutte pour la libération totale de la France
- Permettre aux juifs de réintégrer leur place dans la communauté française et d'y reprendre tous leurs droits afin d'y remplir leurs devoirs
- Détruire toutes les calomnies répandues par la propagande d'inspiration raciste
- Prendre en main la défense des intérêts légitimes des juifs de France tant devant l'opinion que devant les pouvoirs publics

L'UJRE gère aussi les éditions de la Presse Nouvelles, qui, outre les ouvrages publiés, fait paraître d'un part *Naïe Presse*, quotidien en Yiddish existant depuis 1934 - jusqu'en 1982; d'autre part un journal en français à partir de 1965, *Presse Nouvelle hebdo*, qui devient en 1993 *Presse Nouvelle Magazine* (mensuel).

Elle peut légitimement être considérée comme proche du PCF, de par son origine (la MOI est un mouvement syndical communiste), son discours social, et la couleur politique de ses dirigeants (Lederman, Rayski... sont membres du PCF).

L'UJRE fête en avril 2013 ses soixante-dix ans.

Les associations italiennes

Si, à ce jour, seules deux associations sont encore membres de la FIR⁶⁶, les associations Italiennes y ont joué un rôle central. L'Italie a en effet connu deux formes de Résistance : l'une, sans vraiment de moyens armés mais de longue durée, contre le régime fasciste durant plus de vingt ans (1922-1943), l'autre, armée, contre l'occupation dite nazi-fasciste, période d'occupation allemande d'une partie de la botte italienne et de l'instauration dans le Nord de la *Repubblica Sociale Italiana* (RSI) ou République de Salò (1943-1945).

⁶³ Publication communes avec le Mouvement National Contre le Racisme (MNRC), mené, comme l'UJRE, par Charles Lederman.

⁶⁴ Historique sur le site de l'UJRE : <http://ujre.monsite-orange.fr/page2/index.html> consultée le 05/05/2013.

⁶⁵ Statuts sur le site de l'UJRE : <http://ujre.monsite-orange.fr/page3/index.html> consultée le 05/05/2013.

⁶⁶ L'ANPI et l'*Associazione Partigiani Matteotti del Piemonte*. « List of Federations » sur le site de la FIR.

Associazione Nazionale Partigiani d'Italia (ANPI)

L'Association Nationale des Partisans Italiens regroupe des combattants ayant lutté contre l'occupation nazi-fasciste en Italie. C'est ce critère précis qui constitue l'adhésion à cette organisation, bien que nombre de ses adhérents, notamment communistes, aient également été des opposants au régime fasciste puisque les grands mouvements de Résistance italienne sont créés sous celui-ci. Elle est une association d'ampleur nationale, subdivisée en sections provinciales et locales, présentes y compris dans des régions où la résistance a été faible voire inexistante (en particulier le Sud) : de nombreux combattants se sont déplacés depuis ces régions vers des lieux de résistance organisée, et ont combattu dans le Centre-Nord ainsi que dans les pays mitoyens (France, Grèce, Balkans).

Comme organisation, l'ANPI est fondée formellement avant même que la guerre et l'occupation de l'Italie soient finies, le 6 juin 1944⁶⁷. Elle devient organisme de bienfaisance (*ente morale*) le 5 avril 1945⁶⁸. Dans l'immédiat d'après guerre, elle est l'association « parfaite » d'anciens combattants de la Résistance, celle que rêveront une décennie plus tard leurs homologues français, regroupant tous les groupes de résistance d'égale façon dans ses statuts.

Un premier congrès se tient à Rome du 6 au 9 décembre 1947, qui élit celui qui restera jusqu'en 2006 le président national de l'ANPI : Arrigo Boldrini⁶⁹ alias Bulow. Cette hégémonie fut de courte durée, et sitôt les divergences apparaissent d'autant plus vite que le contexte international les précipite.

La profonde et durable fracture politique entre les deux principales ailes de la Résistance italienne, les communistes et les démocrates chrétiens, se retrouve dans l'associatif. Ces derniers, désireux d'avoir leur propre association, fondent en avril 1948 la Federazione Italiana Volontari della Libertà (FIVL) avec à sa tête Enrico Mattei⁷⁰, pourtant élu vice-président de l'ANPI en décembre 1947. De grandes figures de la résistance catholique italienne, mais également

⁶⁷ Rien n'indique cependant un lien avec l'opération *Overlord* en Normandie.

⁶⁸ Histoire et présentation de l'ANPI : « *Chi Siamo* » sur le site internet de l'association : <http://www.anpi.it/chi-siamo/> consultée le 06/05/2012.

⁶⁹ 1915-2008. Boldrini, militant communiste, fut le chef de la 28ème brigade Garibaldi entre 1944 et 1945. On lui doit notamment l'attaque, aux côtés des forces Alliées, de la Ligne Gothique. Il fut ensuite député PCI de 1948 à 1972 puis sénateur PDS entre 1992 et 1994. « Boldrini, Arrigo detto "Bulow" » sur Trecanni : <http://www.trecanni.it/enciclopedia/arrigo-boldrini/> consultée le 16/05/2013.

⁷⁰ 1906-1962. résistant démocrate chrétien sous le fascisme, il est nommé à la libération à la tête de *l'Azienda Generale Italiana Petrolide* (AGIP) dans le but de liquider cette compagnie pétrolière mise en palce par Mussolini. Au lieu de cela, il choisit de la développer. Il meurt le 27 octobre 1962 dans un accident d'avion. Les circonstances étranges de sa mort donnent lieu dix ans plus tard à un film de Francesco Rossi, « *Il caso Mattei* » (« l'Affaire Mattei »), avec Gian Maria Volonte dans le rôle-titre.

parlementaires et/ou ministres DC après-guerre, en seront : citons Paolo Emilio Taviani, Giovanni Marcora et Mario Ferrari Aggradi. L'ANPI perd alors une partie de sa représentativité, mais aussi d'hommes de grande influence. La FIVL ne rejoint pas la FIR, mais elle est invitée à ses congrès.

L'année suivante, les anciens de *Giustizia e Liberta* (GL), en désaccord avec l'ANPI qu'ils jugent trop proche de l'Union Soviétique, veulent fonder une autre association. Il en résultera la FIAP (voir ci-après).

Les rapports entre le PCI et l'URSS se refroidissent entre 1969 et 1991. Les communistes italiens, indignés par l'intervention en Tchécoslovaquie, suivent le lancement de l'idée de l'eurocommunisme par Enrico Berlinguer, ce qui laisse entendre un éloignement de Moscou. Alors que le XII^{ème} congrès du PCI a lieu à Bologne en octobre 1969, le VI^{ème} congrès de la FIR a lieu en novembre à Venise. L'ANPI n'y renouvelle pas son adhésion à la FIR.

Ce qui explique peut-être un paradoxe : celui d'être l'une des deux seules (et la plus importante des deux) associations italiennes affiliées à la FIR à ce jour – attention cependant, aucun statut n'est mentionné sur le site – et l'une des principales associations à s'être démarquée de celle-ci sur la période étudiée. En effet, dans les diverses listes de fédérations qui composent la FIR, dont celle de la brochure *30 ans de la FIR, 1951-1981*, l'ANPI apparaît dans la catégorie « associations travaillant étroitement avec la FIR » et non dans les associations affiliées⁷¹.

Tout comme l'ANACR, l'ANPI tient une publication : *Patria indipendente - Periodico della Resistenza e degli ex combattenti*, dont le premier numéro sort le 2 mars 1952 et qui paraît encore à ce jour⁷². Elle est mensuelle, et décrite comme « Une arme de lutte de la Résistance italienne » dans un article de Résistance Unie, décrivant le rôle du journal dans le militantisme de l'ANPI⁷³. L'association publie aussi, dès le sortir de la guerre, des ouvrages et des témoignages sur la Résistance. Elle continue à publier entre 1971 et 1991⁷⁴.

Federazione Italiana delle Associazioni Partigiane (FIAP)

La Fédération Italienne des Associations Partisanes, elle aussi se voulant apolitique, se revendique de l'héritage de Carlo Rosselli. Elle regroupe divers mouvements ayant participé à la résistance contre l'occupation nazi-fasciste⁷⁵:

⁷¹ Voir la liste des organisations en 1981, annexe 6.

⁷² « Patrie indépendante - Journal de la Résistance et des anciens combattants ». Voir la page sur le journal sur le site de l'ANPI : <http://www.anpi.it/patria-indipendente/>

⁷³ « Une arme de lutte de la Résistance italienne », *RU* n°16 octobre-décembre 1971, pp. 18-22.

⁷⁴ Voir les nombreux livres édités par l'ANPI sur le SUDOC et sur le catalogue de la *Biblioteca Nazionale Centrale di Firenze* (BNCF).

⁷⁵ « Chi Siamo » sur le site de la FIAP : <http://www.fiapitalia.it/chisiamo.htm>. Consultée le 05/05/2013.

- *Giustizia e Liberta* (au Parti d'Action)
- *Brigatte Matteotti* (socialiste/social-démocrate)
- *Mazzini* (proche du parti libéral et parti républicain)
- également d'autres groupes d'obédiences anarchistes et libertaires.

Voici comment l'association décrit l'éclatement associatif de 1948 :

« De l'ANPI, sont partis en premier les catholiques et les indépendants qui formèrent la *Federazione Italiana Volontari della Libertà* (FIVL). Présidée par Enrico Mattei puis par Paolo Emilio Tavani. Suivit, l'année suivante, la FIAP, liée aux composantes de GL par Ferruccio Parri [...] La Fédération Italienne des Associations Partisanes, acronyme FIAP, fut établit formellement le 9 janvier 1949, avec l'aide et la participation des partisans des formations de GL, Matteotti, Mazzini, des autonomes, partisans des brigades Garibaldi (près de douze mille) qui prirent leur distance avec la ligne pro-soviétique de l'ANPI, des anarchistes, de toutes couleurs qui soient, qui partageaient l'idée du fondateur Parri que la FIAP devait choisir des hommes qui devaient ou voulaient, en réalité et en apparence, être indépendant de tout parti et tout intérêt qui n'était pas celui lié à la foi de liberté et la volonté de la défendre ensemble avec les institutions républicaines. »⁷⁶

On voit ici un panel de tendances de gauche excluant le communisme. Il apparaît clair que le rejet du communisme lié sans doute au contexte mondial a mené à l'éclatement des associations d'anciens combattants de la résistance italienne.

Fondée le 9 janvier 1949, la FIAP, qui a également le statut d'*Ente morale*, est toujours en activité aujourd'hui, moyens modernes à l'appui⁷⁷. Elle n'est cependant plus membre de la FIR, comme elle l'a été sur la période ici étudiée. Alors que l'ANPI s'est démarquée de la FIR, comme vu plus haut, sur les vingt ans étudiés, la FIAP y est bel et bien affiliée.

Elle n'y a pourtant pas un poids considérable puisque seul le professeur Enzo Enriquez Agnoletti la représente régulièrement : il est membre du bureau mais aussi le seul membre de sa fédération à venir siéger au CG. Un paradoxe puisque l'ANPI qui n'en est pas membre est représentée aux congrès de 1974 et de 1981 par une dizaine de membres. La FIAP est elle aussi active dans le domaine de l'édition, et propose des ouvrages et témoignages sur la résistance italienne⁷⁸.

Une autre association de combattants italiens, de bien moindre ampleur celle-ci, est affiliée. L'*Associazione partigiani Matteotti del Piemonte* regroupe, comme l'indique son nom, uniquement de la brigade *Matteotti* ayant combattu dans le Piémont. Les *Matteotti* du Piémont jouissent d'un

⁷⁶ *Ibid.* Traduit de l'italien vers l'anglais par traducteur automatique puis de l'anglais par l'auteur.

⁷⁷ Elle a notamment sa page Facebook !

⁷⁸ Voir les ouvrages de la FIAP sur le catalogue de la BNCF.

grand prestige pour avoir, ardemment combattu les forces de la République de Salò (offensive de Cuornè en juin 1944, l'attaque de Ponte Cavanese, ainsi que, à l'aide de groupes de Justice et Liberté et de la Brigade Garibaldi, l'attaque de la prison d'Alba en mars 1945 où de nombreux prisonniers politiques étaient enfermés.

Notons parmi les associations italiennes d'anciens combattants représentées à la FIR la présence d'une *Association Italienne des combattants volontaires antifascistes d'Espagne*. Il est vrai que si l'État fasciste italien, soutenait les nationalistes pendant la guerre civile espagnole, de nombreux antifascistes italiens ont rejoint les rangs des républicains espagnols. L'Italie est le deuxième pays fournisseur de brigadistes après la France (3350 hommes contre 7500 pour l'Hexagone). Les italiens formaient le bataillon Garibaldi dans la XIIème brigade internationale.

Les associations de combattants ne sont pas les plus nombreuses à être affiliées à la FIR, mais elles y jouent tout de même un rôle central. De plus, la distinction entre associations de combattants et associations de victimes, tout comme la distinction entre comités de l'Est et associations de l'Ouest, n'est pas due à un statut différent mais a été motivée par un choix pour cette étude.

Fondées au sortir de la guerre, elles sont de solides organes puisqu'elles existent encore à ce jour, contrairement aux comités de l'Est. Reconnues par la loi (loi 1901 pour la France, statut d'*Ente Morale* en Italie...), elles sont toutes non-partisanes selon leurs statuts mais beaucoup apparaissent tout de même clairement proches des PC. L'ANACR, elle, conserve un réel pluralisme, mais est tout de même une refonte d'une association d'anciens FTP (combattants communistes). Cependant, elles semblent moins sélectives que les comités de l'Est, dans lesquels les purges entre 1947 et 1951 n'ont pas épargné, loin s'en faut, des résistants communistes comme non-communistes.

Autre point commun de ces associations : la publication d'un périodique comme organe mémoriel et militant. Le précédent mémoire avait montré ce qu'il en était en particulier pour l'ANACR ; ses consœurs italiennes et françaises en font le même usage. La FNDIRP, également, use de son journal pour publiciser ses engagements. Les associations de victimes partagent-elles ces points communs ?

Chapitre III. Le triangle rouge : les associations de victimes.

Les associations françaises

La Fédération Nationale des Déportés Internés Résistants et Patriotes (FNDIRP)

Déjà étudiée dans le précédent mémoire, et objet d'un ouvrage paru en 2006⁷⁹, la FNDIRP est une association loi 1901 fondée en octobre 1945. Elle joue pendant longtemps un rôle central à la FIR, en particulier à ses débuts. Le premier président de la FIR, de 1951 à 1956, n'est autre que le colonel Frédéric-Henri Manhès, co-fondateur et co-président avec Marcel Paul de la FNDIRP. Ce dernier est membre du bureau jusque dans les années 1960. Le premier secrétaire général de la FIR est André Leroy, membre de la FNDIRP. Le secrétaire général de la FIR sur presque toute la période que nous étudions, de 1973 à 1991, est un membre de la FNDIRP, Alix Lhote, que nous évoquerons en détail dans la partie suivante. Enfin, une personnalité de renom de la FNDIRP, Marie-Claude Vaillant-Couturier, est présente aux congrès de la FIR dans les années 1970 et 1980.

La FNDIRP est l'un des soutiens humains et financiers importants de la FIR en Europe de l'Ouest. C'est aussi une organisation jugée proche du PCF. Il est vrai que les membres en sont des résistants-déportés qualifiés de « rouges » par les Allemands et que beaucoup d'entre eux sont effectivement communistes. Difficile cependant de déterminer si les membres sont essentiellement communistes dans cette association loi 1901 qui, statutairement, doit demeurer apolitique, ni quel est le lien exact avec le PCF. Elle même se définit, selon l'ouvrage publié par la Commission Internationale contre le Régime Concentrationnaire évoqué dans l'introduction, comme une fédération large englobant une majorité de déportés politiques, et s'opposant en cela à la Fédération Nationale des Déportés et Internés de la Résistance (FNDIR) qui, toujours selon le même ouvrage, représente, elle, une minorité sélecte de déportés gaullistes⁸⁰.

Si elle ne tient pas à poursuivre son adhésion à la FIR après le refonte du début des années 2000, elle est présente entre 1971 et 1991, C'est à cette période qu'elle s'engage de plus en plus en faveur de la résolution pacifique des conflits et du désarmement. En cela, la FIR est un moyen de pouvoir agir au niveau international, comme pour l'ANACR.

⁷⁹S. WOLIKOW, J. VIGREUX, *Les combats de la mémoire, la FNDIRP de 1945 à nos jours*, Paris, Le Cherche Midi, 2006.

⁸⁰*La condition ouvrière en URSS, les pénalités sociales*, Paris, éditions du Pavois, 1951. Annexe III « La Commission Internationale contre le Régime Concentrationnaire ».

Un journal mensuel d'une trentaine de pages lui sert de tribune mémorielle et militante : *Le Patriote Résistant*. Son logo est un triangle rouge estampillé « F » sur fond rayé blanc et bleu. Un vote consultatif en avril 2011 décide de sa dissolution prochaine, mais le congrès suivant, le 31 mai 2013, vote finalement contre.

Les autres associations de victimes françaises affiliées sont L'association des familles des victimes de fusillés et massacrés, et l'amicale des fusillés de Châteaubriant-Voves. Elles ont peu de poids : la première n'envoie qu'un délégué aux congrès, la seconde aucun.

Allemagne et Autriche : VVN-BdA et KZ Verband

Vereinigung der Verfolgten des Naziregimes – Bund der Antifaschistinnen und Antifaschisten

La victoire électorale du NSDAP et la ferveur populaire suscitée par ce parti ne doivent pas faire oublier que les opposants allemands au régime nazi ont non seulement été nombreux à être victimes de sa féroce répression, mais aussi qu'ils en ont été les premières. Ce fait, qui a longtemps été méconnu en France, est régulièrement remis au jour par des travaux depuis une trentaine d'années. La VVN-BdA est une organisation assez importante pour qu'y soit consacrées des notices complètes, disponibles sur Internet, à partir desquelles nous pouvons travailler⁸¹. Organisation nationale parmi les plus importantes de la FIR, la *Vereinigung Vergolften des Nazisregime* (« Association des Victimes du Régime Nazi ») fait partie, avec la FNDIRP, de la Commission Internationale contre le Régime Concentrationnaire. Dès les débuts de la FIR, elle est présente et représentée par de nombreux délégués aux congrès.

À l'origine de la VVN, le comité de Berlin des Victimes du Fascisme (« *Berliner Ausschusses der Opfer des Faschismus* ») veut rassembler, en 1946, toutes les victimes du nazisme dans un but de revendication et de défense de droits, mais aussi dans un but de transmission de mémoires aux générations à venir. Karl Raddatz, l'un des initiateurs de ce mouvement et futur secrétaire général de la VVN, déclare alors : « Notre organisation doit être non-partisane et non-confessionnelle car elle perdrait alors toute signification »⁸².

En 1946, lors d'un congrès, on évoque un appareil plus large pour toute l'Allemagne, ainsi qu'un nouveau nom. La refonte effective a lieu en mars 1947 à Francfort sur le Maine. Mais pour la VVN comme pour nombre d'autres associations, 1947 fut une année fatale aux unions politiques.

⁸¹ J. FOITZIK, « Vereinigung Vergolften des Nazisregime (VVN) », in M. BROSZAT, H. WEBER (dir), *SBZ-Handbuch: Staatliche Verwaltungen, Parteien, gesellschaftliche Organisationen und ihre Führungskräfte in der Sowjetischen Besatzungszone*. Oldenbourg Wissenschaftsverlag, München, 1993, pp. 748-754. Disponible sur Google Books.

Dr Hans COPPI, « 60 Jahre Vereinigung Vergolften des Nazisregime », sur le site Antifascistische Infoblatt.

⁸² Cité dans H. COPPI, *op. cit.*

Les dissensions apparaissent aussitôt et c'est non sans mal que la VVN conserve sa diversité : « Les persécutés politiques s'invertissaient aussi, après la libération, dans les partis politiques nouvellement fondés, si bien qu'il ne soit pas rare que les différentes positions politiques se déportent jusque dans les réunions de la VVN »⁸³.

S'ensuivent donc de nombreux départ, des chrétiens démocrates et de sociaux-démocrates. Les persécutés communistes y restent majoritaire.

La VVN tente d'abord de s'établir sur toute l'Allemagne mais la rupture définitive entre l'Est et l'Ouest en 1953, puis la création à l'Est dans le giron du SED du *Komitee der Antifaschistischen Widerstankämpfer*, la font échouer. À l'Ouest, la VVN porte l'image d'un organe de façade contrôlée par le SED, aussi la jeune RFA leur refuse-t-elle non seulement les pensions, mais aussi interdit-elle aux membres leur présence aux commémorations. Cependant, la nouvelle Constitution interdisant la dissolution de cette association et de ses composantes, et plusieurs tentatives de mise à pied de fonctionnaires (pour appartenance à la VVN) voire de dissolution l'association elle-même, échouèrent. La VVN clame dans les années 1950 être victime de la RFA autant que du régime nazi. Les déboires de la VVN avec l'Allemagne fédérale de Konrad Adenauer sont relatés plus tard par l'un des dirigeants de l'association, Joseph Rossaint. Cet homme, dont nous étudierons le parcours dans la partie suivante, écrit une rétrospective de la VVN dans *Résistance Unie*, à l'occasion des vingt-cinq ans de l'association allemande. Il ne manque pas d'évoquer les rapports houleux entre l'État et la période difficile de la VVN qui se termine avec l'arrivée de Willy Brandt à la Chancellerie. Selon Rossaint, « la solidarité internationale des résistants a joué un rôle essentiel contre la dissolution de la VVN »⁸⁴. Il faut sans doute comprendre « le soutien des autres organisations nationales de la FIR ».

La fusion avec la BdA (*Bund der Antifaschisten*), qui est une association antifasciste sans lien particulier avec la Seconde Guerre mondiale – on y trouve de nombreux étudiants – a lieu en 1971. La principale raison avancée à cette fusion est de s'unir contre la résurgence du nazisme, notamment sous sa forme politique : le *Nationaldemokratische Partei Deutschlands*, le NPD commence à faire dangereusement parler de lui. Mais il y a un autre intérêt : les persécutés allemands vieillissent et dès lors, peuvent accueillir de nouvelles générations et assurer l'avenir de leur association. À la même époque (en 1970, au congrès de Sallanches), l'ANACR opère la même démarche en créant le statut d'Ami de la Résistance.

La section de Berlin-Ouest refuse d'être assimilée à la VVN fédérale. Il en résulte une association « nationale » de Berlin-Ouest, décrite ainsi dans les archives de la FIR, qui ne s'allie non

⁸³*Ibid.*

⁸⁴J. C. ROSSAINT, « Confirmé dans la lutte – la VVN a vingt-cinq ans », *RU* n° 17, janvier-mars 1972, pp. 29-36.

pas avec la BdA mais avec une autre association indépendante de Berlin-Ouest, la VdA (*Verband der Antifaschisten*), en 1976,. La VVN-BdA et la VVN Westberlin-VdA de Berlin-Ouest ne fusionnent qu'en 2002. La VVN-BdA est toujours membre. On peut supposer qu'elle accueille après 1989 les membres du KdAW d'Allemagne de l'Est (par exemple, le fils de persécuté Hans Coppi, délégué du KdAW au CG de la FIR devient par la suite membre de la VVN).

Le combat contre la résurgence de l'extrême droite est une priorité pour la VVN. En dehors de cela, comme son homologue de l'Est le KdAW, elle s'implique dans le combat mémoriel, notamment avec l'érection de monuments et la création de plaques - à cette différence près que la VVN n'est guère aidée financièrement ni moralement par l'État. C'est, entre autres, à elle que l'on doit, dans le milieu des années 1960, la création du mémorial de Dachau. Le premier camp de concentration a accueilli des opposants politiques dès 1933.

Le logo de la VVN est un triangle rouge vide, qu'arboraient les déportés politiques allemands.

KZ-Verband

L'Autriche, à la Libération, compte également son lot de persécutés politiques. Si les premières formes de résistance apparaissent dans le régime dit « austrofasciste » incarné par Engelbert Dollfuss puis par Kurt von Schuschnigg (1933-1938). C'est surtout après l'Anschluss que commencent les déportations des opposants politiques.

Les opposants sont principalement regroupés au sein de trois branches politiques dont les partis sont interdits : démocrates-chrétiens, sociaux-démocrates et communistes. Les deux premiers se rejoignent au sein du réseau O5. Le 5 remplaçant le E, cinquième lettre de l'alphabet, OE accolées ayant la même prononciation que « Ö », l'initiale de *Österreich* (« Autriche »). Les communistes, eux, font bande à part.

C'est en 1946 qu'une première fédération nationale voit le jour : la *Bund der politisch Verfolgten – österreichischer Bundesverband* (« Ligue des persécutés politiques – association autrichienne »). Elle regroupe des persécutés organisés au sein des trois partis politiques fondés ou refondés en 1945 : *Österreichische Volkspartei* (ÖVP, démocrates-chrétiens), *Sozialdemokratische Partei Österreichs* (SPÖ, sociaux-démocrates) et *Kommunistische Partei Österreichs* (KPÖ, communistes). Reconnue officiellement, cette fédération est, par un décret dit « de privilège » (« *Privilegierungsgesetz*) promulgué en 1947, la seule habilitée à représenter les victimes du nazisme.

Mais le début de la Guerre Froide, et le coup de Prague en 1948, entraînent la rupture entre les trois groupes politiques. Si l'Autriche est, pendant les quarante-cinq ans de tensions entre Est et Ouest, un des pays d'Europe non aligné, les discordes politiques en son sein y sont aussi

significatives que dans les autres pays. Les sociaux-démocrates, menés par Adolf Schärf, ancien résistant qui fut notamment membre éminent de O5, désirent se séparer des communistes, les démocrates-chrétiens font de même. Trois associations de victimes voient donc le jour :

- *ÖVP-Kameradschaft der politisch Verfolgten*
- *Bund sozialistischer Freiheitskämpfer und Opfer des Faschismus* (dans le giron du SPÖ)
- *Bundesverband Österreichischer Widerstandskämpfer un Opfer des Faschismus (KZ Verband)*⁸⁵, qui, elle, regroupe majoritairement des communistes.

La KZ-Verband est ce que la langue de Goethe appelle une « association parapluie », « *Dachverband* », tout comme la VVN. Elle est composée de subdivisions, en l'occurrence, des sept sections de Burgenland, de Carinthie, de Basse-Autriche, de Haute-Autriche, de Salzbourg, de Styrie et de Vienne⁸⁶. Comme toutes les associations du genre, elle se définit comme non partisane⁸⁷. Elle se donne un but principalement mémoriel :

« L'association honore la mémoire de ceux qui luttèrent pour la défense des acquis démocratiques de 1933/34, et contre le régime nazi de 1938 à 1945, qui ont perdu ou ont risqué leur vie, qui ont été emprisonnés dans des prisons et des de camps concentration nazis [...] ; et [honore] ce souvenir à transmettre aux générations futures. »⁸⁸

Ce travail mémoriel est incarné, comme nous le verrons ultérieurement, par l'implication de responsables de la KZ-Verband dans la création et la gestion du fond de documentation des résistances autrichiennes : la *Dokumentationsarchiv des österreichischen Widerstandes* (DÖW), sis à Vienne (voir chapitre IV). Elle s'implique aussi beaucoup dans la formation des jeunes à l'histoire de la Seconde Guerre mondiale⁸⁹.

La KZ-Verband, à ce jour, est toujours active et toujours affiliée à la FIR dont elle rend compte des activités, par son site Internet. Elle publie un journal, *Neue Manrhuf*. Son logo est un triangle rouge, vide puisque l'Autriche étant annexée les déportés politiques étaient considérés comme Allemands, surplombée du chiffre 369. Aucune explication à ce chiffre ne peut être donnée ici.

⁸⁵ Association Fédérale des Résistants et victimes du fascisme autrichiens. L'abréviation signifie *Konzentrationslager verband*, association des camps de concentration.

⁸⁶ « Landesverband », http://www.kz-verband.at/?page_id=17 consultée le 06/05/2013.

⁸⁷ Statuts de la KZ-Verband. §2, (1) b. « Vereinstatut », http://www.kz-verband.at/?page_id=36 consultée le 06/05/2013.

⁸⁸ *Ibid.* §2 (2) b.

⁸⁹ *RU* n°18, avril-juin 1972, pp 49 à 47.

Les associations italiennes

On distingue deux associations de victimes italiennes ; la différence va de pair avec l'histoire du pays. La première, l'Associazione Nazionale Perseguitati Politici Italiani (ANPPIA), regroupe les persécutés politiques du régime fasciste entre 1922 et 1943. La seconde, l'Associazione nazionale ex deportati politici nei campi nazisti (ANED), fédère les déportés dans les camps nazis, après l'invasion de l'Italie par l'Allemagne.

ANPPIA

L'ANPPIA ne fait donc pas partie des associations arborant le « triangle rouge ». Elle se revendique de l'héritage d'Antonio Gramsci. Si elle a connu dans ses rangs d'illustres membres, tels Sandro Pertini, peu d'informations sont disponibles. L'ANPPIA est représentée au Conseil Général, en 1981, par quatre personnalités : Renato Bertolini, Mario Mammucari, Giuseppe Gaddi (qui décède juste après) et Ferrer Visentini ; les deux derniers étant également membres du bureau. Nous étudierons dans la partie suivante les parcours de ces deux hommes.

Quatre représentants au CG sont bien sur les vingt-deux italiens présents. L'un d'eux, le professeur Enzo Enriquez Agnoletti, est représentant de la FIAP, vue plus haut. Les dix-sept restants sont des délégués de l'ANPI, preuve du rôle encore tenu par cette association qui pourtant n'est plus affiliée.

L'ANPPIA semble prendre des distances avec la FIR : elle ne participe pas au IX^{ème} congrès en 1982 à Berlin, auquel toutefois, Gaddi et Visentini sont réélus au bureau. L'ANPPIA publie un journal, *l'Antifascista*, qui paraît encore aujourd'hui.

ANED

Bien qu'elle ne soit pas affiliée, l'ANED est présente dans les archives de la FIR comme une association coopérant avec elle. Elle est invitée aux congrès, elle organise des rencontres avec la FIR. Cette association, basée à Milan, tarde à obtenir le statut d'*Ente Morale* (5 novembre 1968). Elle accueille les déportés politiques italiens survivants mais aussi les familles de ceux qui n'ont pas survécu aux camps. Elle se donne pour principaux buts⁹⁰ :

- Réunir dans la solidarité et la fraternité les déportés italiens et les familles des morts
- Commencer et réaliser un testament idéal de ceux qui sont tombés.
- Valoriser sur le plan national et international la grande contribution des déportés à la cause de la Résistance et affirmer les idéaux éternels de la liberté, de la justice et de la paix.

⁹⁰« Chi Siamo », <http://www.deportati.it/aned/default.html> consultée le 02/05/2013.

Son logo est un triangle rouge estampillé « IT ». La publication de l'ANED, par ailleurs, est intitulée « *Triangulo Rosso* ». Principalement mémorielle, son rôle se concrétise notamment par l'implication dans la recherche, notamment des colloques et des publications sur la déportation. Elle a également beaucoup collaboré avec Primo Levi⁹¹.

Les espagnols et le triangle bleu

Les espagnols sont représentés à la FIR par une *Amicale de Mauthausen y otros campos*. Après la *Retirada*, les nombreux espagnols arrivés en France sont internés dans les camps dès 1939, puis massivement enrôlés dans l'armée française comme travailleurs⁹². Suite à la débâcle de 1940, les réfugiés espagnols qui sont soit encore en internement, soit prisonniers de la Wehrmacht, sont déportés par train vers le *Konzentration Lager* de Mauthausen dès le mois d'août. Le camp en accueillera plus de sept mille⁹³. Contrairement aux autres déportés « antifascistes », les espagnols rouges (« *Rot Spanier* ») ne sont pas affublés du triangle rouge : ces espagnols déchus de leur nationalité par Franco portent le triangle bleu des apatrides, marqué S. Les femmes sont quant à elles envoyées à Ravensbrück. Environ deux mille espagnols sortiront vivants des camps⁹⁴.

Basée à Barcelone, elle est membre « depuis que l'Espagne s'achemine à nouveau vers la démocratie »⁹⁵. Rejointe dans les années 1980 par d'autres associations du même genre, elle est en 2012 toujours attachée à la FIR.

Un cas à part : l'Union des Résistants Antifascistes Portugais (URAP)

Si la liste des associations membres ne change guère entre 1971 et 1991, une nouveauté notable est l'arrivée d'associations espagnoles et portugaises, après la chute des dictatures dans leurs pays respectifs. Les espagnols, nous l'avons vu, sont eux aussi des victimes du nazisme : ils ont été internés en France puis déportés dans les camps. Leur association est donc en lien avec la Seconde Guerre mondiale. Il n'en va pas de même pour l'*União de Resistentes Antifascistas Portugueses*.

⁹¹ *Primo Levi per l'ANED, l'ANED Primo Levi*, éditions Triangulo Rosso, Torino, 1993.

⁹² Plaquette explicative de la Documentation et archives des républicains espagnols déportés de France, disponible en pdf : <http://www.lekti-ecriture.com/docs/TRIANGLEBLEU-plaquette-.pdf>

⁹³ I. MICHKINE, « Mauthausen, dans l'exil espagnol », *PR* n°870, décembre 2012, pp. 6-7

⁹⁴ « La déportation des républicains espagnols vers le KL de Mauthausen, selon le mémorial déportation/répression », étude disponible en pdf sur le site Traces d'Histoire : <http://tracesdhistoire.fr/resources/Digests+Deportes+Espagnols+1.pdf> consulté le 06//06/2012,

⁹⁵ *FIR 1951-1981*, p. 44.

Ainsi, bien que cette nouvelle venue pèse peu au sein de la FIR (un seul membre du bureau élu au IX^{ème} congrès de 1981), son entrée est un changement dans l'histoire de la FIR.

L'URAP est fondée le 30 avril 1976, soit cinq jours après le second anniversaire de la Révolution des Œillets. Le 8 mai suivant, elle organise une cérémonie pour fêter la défaite du nazisme, auquel est convié un délégué de la FIR. C'est sur décision du Bureau de la FIR qu'elle est acceptée comme membre, en mai 1979⁹⁶. Elle se présente comme une association « regroupant dans ses rangs un large noyau d'antifascistes ayant eu un impact majeur dans la lutte contre la dictature »⁹⁷.

Bien qu'il soit précisé que « la lutte contre le fascisme vienne de plus loin »⁹⁸, cette association qui reprend les bases d'un organisme clandestin venant en aide aux prisonniers politiques sous la dictature n'a pas de lien direct avec la Seconde Guerre mondiale. C'est une première dans l'histoire de la FIR : certes, ce sont des opposants à un régime d'extrême droite, mais il ne s'agit ni du nazisme ni du fascisme. Le but de cette association est de « défendre les idéaux du 25 avril 1976 et de la démocratie ». Difficile d'affirmer si cette association est orientée politiquement. Nous nous contenterons de remarquer l'utilisation massive du rouge sur le site internet, le terme d'« antifasciste », ainsi que la dénonciation « des activités des forces réactionnaires » qui est l'un des buts du bulletin de cette association⁹⁹. L'usage de ce vocabulaire n'est pas neutre.

Il s'agit d'un premier pas vers l'accueil de nouvelles générations au sein de la FIR, si l'on excepte la fusion de la BdA avec la VVN déjà affiliée, en Allemagne. L'URAP est acceptée en tant que telle. Elle est à ce jour encore membre de la FIR, et rend compte de l'activité de celle-ci¹⁰⁰. Les pas suivants dans l'accueil de nouvelles génération au sein de la FIR se feront dans les années 1990 et 2000, aussi ne les évoquons-nous pas.

⁹⁶ *FIR 1951-1981*, p. 45.

⁹⁷ « Quem Somos », sur le site internet de l'URAP. <http://www.urap.pt/index.php/urap/quem-somos-mainmenu-30> consultée le 15/04/2013. Traduit du portugais vers l'anglais par traducteur automatique puis de l'anglais par l'auteur.

⁹⁸ *Ibid.*

⁹⁹ *Ibid.*

¹⁰⁰ La page « Documentos » du site de l'URAP contient des déclarations et rapports récents de la FIR. <http://www.urap.pt/index.php/urap/documentos-mainmenu-33> consultée le 15/04/2013

Les points communs entre associations de combattants sont aussi partagés par les principales associations de victimes membres de la FIR. Il s'agit d'associations créées librement et légalement fondées, régies par des statuts les déclarant non-partisanes. Mais là encore, ces associations où les communistes sont largement majoritaires, en France, en Italie, en Allemagne et en Autriche. Les tentatives d'associations uniques font aussi long feu.

L'utilisation d'une publication comme organe militant se retrouve aussi chez ces associations de victimes, ainsi que l'implication sur les terrains historique et mémoriel.

Conclusion : un déséquilibre dans la représentation.

La différence entre des associations pluralistes, ou du moins sans lien avéré avec les partis, nombreuses et diverses, et des comités créés par les pouvoirs en place à une période de durcissement politique et de purges ne laisse aucun doute.

Les comités uniques de l'Est rassemblent facilement plus de monde que les associations des pays de l'Ouest, où les effectifs de résistants et déportés sont dispersés. La brochure du IX^{ème} congrès à Berlin-Est en 1981 est sans appel. Le congrès est, rappelons le, l'organe plénier, statutaire et décisionnel de la FIR. Les comités de l'Est y dépêchent des représentants en nombre : la ZBoWiD trente et une personnes, le KdAW trente personnes, seule la VVN ouest allemande (fusionnée avec la BdA) peut les concurrencer avec trente personnes.

Toutefois, les statuts précisent que la représentation au CG doit être proportionnelle au nombre de membres. Si, là encore, les comités de l'Est sont avantagés, les grandes associations de l'Ouest ne sont pas loin derrière.

Le vrai déséquilibre n'est pas entre l'Est et l'Ouest, mais entre communistes et non communistes. D'après leurs statuts, aucune organisation nationale n'est partisane, pas même celles des républiques populaires. Nous avons vu que, dans les faits, cela n'était pas vraiment le cas. La représentation massive des pays de l'Est par des comités proches des pouvoirs communistes, à laquelle s'ajoutent de grandes associations des pays de l'Ouest proches du communisme (seule l'ANACR semble être véritablement pluraliste, ainsi que quelques associations de moindre poids) font de la FIR un organe, de fait, à majorité communiste, voire même prosoviétique.

En va-t-il de même à la tête de la Fédération ? La représentation dans les organes suprêmes confirme-t-elle cette tendance ? Pour éclairer ce point s'impose une étude des personnalités ayant agi dans les organismes élus de la FIR et de leurs parcours.

Deuxième partie. Identités et parcours des principaux cadres de la FIR.

« C'est vrai que chez nous il y a des hommes très différents entre eux, que ce soit sur les plans idéologique, politique, confessionnel, etc. Il y a des communistes, des sociaux-démocrates et des socialistes, il y a des gaullistes, des indépendants ; il y a des catholiques, des juifs, des athées. [...]Et malgré tout cela la FIR a pu non seulement garder, mais même renforcer son unité. »

Arialdo BANFI, président de la FIR, en 1971 pour les vingt ans de la FIR (cité dans *Résistance Unie* n°14, p. 9).

Introduction : le fonctionnement des organismes directeurs

On a souvent tendance à parler d'une organisation comme d'une personne. Il s'agit en effet d'une « personne morale ». Une organisation « décide », elle « déclare », elle prend position, elle agit. Mais par la voix de qui ?

L'action d'une organisation étant en grande partie imputable aux personnes qui la gèrent en dehors de ses assises plénières, l'étude de la FIR entre 1971 et 1991 ne saurait se passer d'un questionnement sur l'équipe dirigeante sur cette période. Selon les statuts de la FIR, les organisations membres, que nous venons d'étudier, sont représentées par des personnes siégeant aux différents organes décisionnels. Des quotas sont définis proportionnellement au nombre de membres des associations¹⁰¹, ce qui explique que de nombreuses organisations des pays de l'Ouest (associations du Benelux et de Scandinavie notamment) n'aient pas été retenues pour cette étude. Les statuts en dénombrent trois, selon le fonctionnement classique d'une association : congrès, conseil, Bureau.

En premier le congrès, d'abord fixé à un tous les deux ans (mais ce rythme ne sera jamais tenu)¹⁰² où se retrouvent les délégués de toutes les associations membres. L'échelon au-dessus est le Conseil Général (CG), composé de délégués permanents des associations nationales. « Il entend le compte rendu de l'activité de celui-ci et délibère sur les modalités d'application du programme de la FIR »¹⁰³. Enfin, l'organe suprême, le Bureau. « Entre les assises du congrès, la FIR est dirigée par son Bureau. Celui-ci se réunit une fois par an [...] Le Bureau élit dans son sein le secrétaire général, le secrétaire général-adjoint, les secrétaires et le trésorier.[...] Toutes les décisions du Bureau sont prises à la majorité simple des voix, mais il faut pour cela qu'au moins la moitié des membres du Bureau soit présente. En cas d'égalité des voix, la voix du président de séance est prépondérante »¹⁰⁴. Le Bureau se compose ainsi¹⁰⁵ :

- Président de la FIR (élu nominativement par le congrès¹⁰⁶)
- Vice-présidents (élus nominativement par le Congrès qui en choisit le nombre, ils sont entre quinze et vingt)
- Membres du Bureau (élus nominativement par le congrès, une quarantaine de postes).

¹⁰¹ Article XIV des statuts de la FIR.

¹⁰² Voir en annexe la liste des congrès.

¹⁰³ Article XX.

¹⁰⁴ *Ibid.*

¹⁰⁵ Article XXI.

¹⁰⁶ Article XVIII.

Outre le Bureau, il existe des organismes élus qui ne sont pas décisionnels mais exécutifs : le secrétariat du Bureau et la commission de contrôle financier. Le premier est constitué de :

- Président
- Secrétaire-général
- Secrétaire-général adjoint
- Secrétares
- Trésorier

En dehors du président, élu par le congrès, les autres postes sont pourvus par une élection au sein du Bureau. Ce secrétariat « assure l'exécution des décisions et directives du Congrès, du Conseil Général et du Bureau auxquels le secrétaire général doit rendre compte. Il prend à cet effet toute initiative utile. Le trésorier gère les finances de la Fédération selon les décisions des organismes dirigeants statutaires. ».

Quant à la commission de contrôle financier, elle est élue directement par le congrès, composée de cinq membres au moins, hors Conseil Général et elle élit en son sein un président. Elle établit sur sa mission un rapport qu'elle présente au congrès.¹⁰⁷

Le choix des personnalités pour cette étude n'est pas une chose facile. Premièrement, ce choix doit être limité pour ce travail de mémoire, quitte à être élargi plus tard dans une recherche plus ample. On peut d'emblée exclure le critère de l'appartenance au Conseil Général. Ce conseil au complet serait un échantillon représentatif de toutes les organisations membres de la FIR, et de tous les pays représentés. Mais il s'agirait là de plus d'une centaine de personnes. La présence au sein de l'organe suprême de la Fédération, le Bureau, semble être un meilleur critère. Selon les statuts,¹⁰⁸ les membres du Bureau sont de fait membres du CG.

Ceci étant, le Bureau également offre un nombre de noms encore trop important pour étudier chacun d'entre eux. Ensuite, les membres du Bureau changent au fil de la période étudiées. Nous nous arrêterons donc sur plusieurs critères :

- Les postes les plus importants (président, vice-présidents, secrétaire-général et secrétaire général adjoint, trésorier, membres de la commission de contrôle financier). Ce sont aussi les rôles qui, de fait, demande le plus d'investissements à ceux qui les remplissent.
- La longévité au sein du Bureau (plusieurs années dans la période étudiée).
- L'appartenance au comité de rédaction de la revue *Résistance Unie*. Il s'agit d'une responsabilité et une preuve d'investissement supplémentaires qui ne sont nullement en

¹⁰⁷Article XXIII.

¹⁰⁸Article XI.

contradiction avec les précédents critères, puisque, l'étude le montrera, les membres du comité de rédaction sont tous membres d'un organe supérieur.

- En outre, il a fallu, pour les mêmes raisons que dans la partie précédente - principalement implication des représentants, représentativité et barrières linguistiques - limiter l'étude à quelques nationalités : française, italienne et ouest-allemande ; autrichienne ; est-allemande, polonaise et tchécoslovaque.
- Dernier critère, matériel celui-là : le choix a dû se limiter aux personnalités pour lesquelles *des sources suffisantes ont été trouvées*.

Liste des personnalités choisies pour cette étude :

En vertu de ces critères, ont été retenus pour cette étude :

- **Avv. Arialdo Banfi (1913-1997), Italien.** Le président de la FIR sur toute la période étudiée. Troisième président de la Fédération, il succède à Frédéric-Henri Manhès et à son compatriote et autre sénateur socialiste Ettore Tibaldi au V^{ème} congrès (Budapest, 1965). Il est aussi membre du comité de rédaction de *Résistance Unie*.
- **Alix Lhote (????-2007), Français.** secrétaire général de la FIR de 1973 à 1991. Membre de la FNDIRP, dont il est depuis 1998 au comité d'honneur. Il succède à son compatriote **Jean Toujas**, que nous évoquerons. Toujas quitte le secrétariat en 1973 mais jusqu'en 1981 il est noté comme membre du Conseil Général.
- **Joseph Cornelius Rossaint (1902-1991), Ouest-allemand.** Vice président sur tout la période. Il occupe ce poste depuis le II^{ème} congrès (1957) jusqu'à sa mort en 1991.
- **Oskar Wiesflecker (1919-2009), Autrichien.** Membre du Bureau, il est assigné à des tâches administratives à Vienne et en particulier la direction du comité de rédaction de *Résistance Unie* de 1960 à l'arrêt de la revue en 1975, après quoi il dirige le service d'information.
- **Giuseppe Gaddi, (1909-1982), Italien.** Membre du CG dans les années 1960, il est élu au secrétariat au VI^{ème} congrès à Venise en 1969.
- **Kurt Julius Goldstein (1914-2007), Est-allemand.** Membre du Bureau, puis du secrétariat de 1982 à 1991, il est aussi membre du comité de rédaction de *Résistance Unie*.
- **Pierre Villon (1901-1980), Français.** Vice-président de la FIR depuis sa création, il assure cette fonction jusqu'à son décès, ainsi que celle de membre du comité de rédaction de *Résistance Unie*.
- **Jacques Debû-Bridel (1902-1993) Français.** Vice-président sur toute la période (il l'est depuis les années 1950) ainsi que membre du comité de rédaction de *Résistance Unie*.
- **Dr. Ludwig Soswinski (1905-1997), Autrichien.** D'abord membre du CG, puis du Bureau, il est vice-président en 1982 (IX^{ème} congrès, Berlin) jusqu'à la fin de la période étudiée, ainsi que membre du comité de rédaction de *Résistance Unie*.
- **Otto Funke (1915-1997), Est-allemand.** Dans un premier temps membre du secrétariat puis vice-président de 1972 à 1989. Membre du comité de rédaction de *Résistance Unie*.
- **Albert Forcinal (1887-1976), Français.** Responsable de la FNDIRP dont il participe à la création, Forcinal est vice-président de la FIR de 1951 à son décès. Il est également membre du comité de rédaction de *Résistance Unie*, revue dont il ne survit que d'une année. Malgré la courte durée de ses responsabilités sur la période ici étudiée, il est un exemple de la « vieille génération » des dirigeants de la FIR.

- **Gustaw Alef-Bolkowiak (1916-1979), Polonais.** Membre du secrétariat de la FIR, il est secrétaire général adjoint de 1965 à 1973, date à laquelle il cède la place pour redevenir membre du CG jusqu'à son décès. Il est aussi membre du comité de rédaction de *Résistance Unie*.
- **Włodzimierz Sokorski (1908-1999), Polonais.** Plus connu pour son mandat de ministre de la culture, et reconnu par là comme celui ayant institué la culture « stalinienne » en Pologne dans les années 1950, il fut aussi l'un des vice-présidents de la FIR, depuis les débuts de la Fédération, jusqu'en 1983 où il quitte ses fonctions à la ZBoWiD et à la FIR. Il fut aussi membre du comité de rédaction de *Résistance Unie*.
- **Dr. Umberto Elia Terracini (1895-1983), Italien.** Grande figure du PCI, fut aussi un membre actif au Bureau de la FIR, dont il fut l'un des vice-présidents, dès la création jusqu'à sa mort en 1983. Réélu au XI^{ème} congrès de Berlin un an avant sa disparition, il fut aussi présent au comité de lecture de la revue *Résistance Unie* jusqu'à l'arrêt de la revue.
- **Dr. Jaroslav Macek, (1925-2008), Tchécoslovaque.** Vice-président jusqu'au XI^{ème} congrès.
- **Wolfgang Bergold (1913-1987), Est-allemand.** Membre du Bureau dans les années 1970, il passe à la commission de contrôle financier en 1982.
- **Isacco Nahoum (1922-1990), Italien.** Membre du Bureau et du comité de rédaction de *Résistance Unie*.
- **Max Oppenheimer (1919-1994), Ouest-allemand.** Membre du Bureau et du comité de rédaction de *Résistance Unie*.
- **Dr. Zygmunt Bieszczanin (dates inconnues), Polonais.** Membre du Bureau et du comité de rédaction de *Résistance Unie*, il devient en 1978 (VIII^{ème} congrès, Minsk) secrétaire-général-adjoint de la FIR.
- **Theodor Heinisch (1908-1998), Autrichien.** Il est d'abord membre de la commission de contrôle financier avant de devenir trésorier au VII^{ème} congrès (Paris, 1974).
- **František Šádek (1921-....), Tchécoslovaque.** Vice-président élu au IX^{ème} congrès, il y remplace son compatriote Macek.
- **Ferrer Visentini (1910-2001), Italien.** Membre de la commission de contrôle financier sur tout la période, ainsi que membre du comité de rédaction de *Résistance Unie*.

Nous aurions également voulu, mais n'avons pas pu, faute de moyens de recherche et de compétences linguistiques, nous pencher sur les cas significatifs des personnalités suivantes, qui auraient complété notre liste :

Sypros Kotsakis (grec), Michal Hardik (tchécoslovaque) ; Marton Ispanovits et Istvan Gabor (hongrois) ; Andrei Neagu et Nicolae Guina (roumains) ; Dr. Vladimir Bonev et Dimo Ditcheff (bulgares) ; Alexei Maressiev et Ilja Kremer (soviétiques).

Notre propos initial était de se passer d'une distinction est-ouest, mais les parcours les personnalités des pays communistes ayant de fortes similitudes, il est impossible de les ignorer. Ainsi verrons-nous tout d'abord les parcours des personnalités des pays non-communistes (France, RFA, Italie et Autriche) avant de nous pencher sur les représentants des pays communistes (RDA, Pologne et Tchécoslovaquie).

Chapitre IV. Clercs, archivistes et parlementaires, les personnalités des pays non-communistes (France, Italie, RFA et Autriche)

Des premiers engagements à la Résistance

Les Français

Pierre Villon a pour particularité, parmi les dirigeants français de la FIR, d'être né Allemand. Il naît Roger Salomon Ginsburger le 27 août 1901 à Soultz dans le Haut-Rhin, alors que l'Alsace est encore annexée. Son père Moïse est rabbin et historien du judaïsme. Roger Ginsburger suit des études dans les années 1920 en Allemagne et à Paris, où il ouvre un cabinet d'architecte. Son adhésion au parti communiste a lieu en octobre 1932. Il adhère la même année à l'Association des Écrivains et Artistes Révolutionnaires (AEAR)¹⁰⁹ et en devient le secrétaire de la section Architecture¹¹⁰. Reconnu dans ce domaine, il est auteur de manuels prisés par les écoles d'architecture.

En 1934, le parti l'envoie à Anvers où il tient le rôle d'instructeur de l'Internationale des marins et dockers, organisation communiste transférée à Paris l'année suivante¹¹¹. En 1939, il fait parti des personnalités chargées de maintenir la parution de *l'Humanité* après le pacte germano-soviétique.

Jacques Debû-Bridel, lui, est fils de pasteur. Il naît le 22 août 1902 à Mézières-en-Drouais, en Eure-et-Loir. Admirateur de Maurice Barrès, il est membre dans les années vingt de la Ligue des Patriotes¹¹² avant de se tourner, sous l'influence le parti de droite catholique, la Fédération Républicaine dirigée par Louis Marin, à laquelle il adhère à la fin des années vingt et y reste fidèle après le vote des pleins pouvoirs à Pétain. Diplômé de l'École Libre des Sciences Politiques, il se passionne pour les lettres et le journalisme. Il se lie d'amitié avec Jean Paulhan, alors directeur de la *Nouvelle Revue Française*, qui lui ouvre les portes de Gallimard. Dans les années 1930, Debû-Bridel y publie *Frère esclave* (1934), *Jeunes ménages* (1935, prix Interallié), *Les secondes noces* (1937) et *Anne-Geneviève de Bourbon* (1938).

¹⁰⁹ Fondée en 1932, il s'agit de la section française de l'Union Internationale des Écrivains Révolutionnaires, créée à Moscou cinq ans plus tôt. Nombre d'intellectuels communistes y ont participé dont Vaillant-Couturier, Barbusse, Gide, Breton...

¹¹⁰ Fiche cartonnée « Pierre Villon », imprimée par la ville de Fontaine, dans le cadre d'une exposition. Origine : Archives ANACR Isère.

¹¹¹ *Ibid* et Dictionnaire des Parlementaires Français.

¹¹² Dictionnaire des Parlementaires Français.

Alors que Debû-Bridel et Villon, appartiennent à la génération éveillée à la politique dans l'entre-deux-guerres (celle de Sartre) et suivent leurs études après le premier conflit mondial, Albert Forcinal, né en 1887 à Grisors¹¹³, a pris part au combat. Il en revient blessé, décoré et pacifiste. Forcinal est aussi le premier des dirigeants français de la FIR à entamer sa carrière politique. Il est élu député radical-socialiste de l'Eure pour la première fois en 1928¹¹⁴. Parmi ses prises de positions, Forcinal se prononce en faveur d'une intervention française aux côtés des Républicains espagnols¹¹⁵.

Inquiet dès avant l'armistice des ambitions allemandes et de l'idéologie nazie, la collaboration ne le tente pas : le député (Union Socialiste Républicaine depuis 1935) ne prend pas au vote du 10 juillet 1940 donnant les pleins pouvoirs au maréchal, bien qu'il ait combattu sous les ordres de Pétain lors de la Grande Guerre.

Nous n'avons pas d'informations sur la jeunesse d'Alix Lhote, secrétaire général de la FIR à partir de 1973. En revanche, son prédécesseur et compatriote Jean Toujas, né le 5 octobre 1913 à Bagnères-de-Bigorre, est instituteur à Orignac dans les Hautes-Pyrénées dans l'entre-deux-guerres et membre du PCF¹¹⁶.

Les Italiens

Les Italiens ont pour particularité d'avoir connu le régime fasciste avant la guerre. Leurs premiers engagements, pour beaucoup, sont synonymes de résistance ou de persécution bien avant le second conflit mondial.

Doyen des dirigeants italiens de la FIR entre 1971 et 1991, la vie d'Umberto Terracini, est assez connue et n'a pas besoin d'être relatée ici dans les détails. Elle a fait l'objet d'une biographie solide et récente¹¹⁷, disponible dans les bibliothèques universitaires françaises. Il se livre aussi sur sa carrière politique dans *Intrevista sul comunista difficile*, paru chez Laterza en 1978¹¹⁸. Rappelons les grandes lignes. Il naît à Gênes en 1895, de deux parents juifs (Jair Terracini et Adele Segre), dans un milieu relativement aisé. C'est au collège qu'il commence à s'intéresser aux idées socialistes, puis plus particulièrement lors de la rencontre son compagnon d'études Angelo Tasca, futur fondateur du PCI. Il participe à la Première Guerre à partir de 1917. Il est au comité central du

¹¹³ Dans le département de l'Eure, cette commune porte aujourd'hui une avenue à son nom.

¹¹⁴ Dictionnaire des parlementaires français.

¹¹⁵ A. FORCINAL, G. COGNIOT, J. CHAUVET, H. RAYNAUD, P. BRANDON, *Au secours des républicains espagnols, discours prononcés le 3 mai 1939 à la salle de la Mutualité, à Paris*, Paris, éditions du Secours Populaire de France et des Colonies, date inconnue. Disponible à la BDIC.

¹¹⁶ Notice biographique de Jean Toujas, issue du *Dictionnaire des Parlementaires Français*, sur le site de l'Assemblée Nationale : <http://www.assemblee-nationale.fr/histoire/biographies/IVRepublique/toujas-jean-05101913.asp> consultée le 22/03/2013.

¹¹⁷ L. GIANOTTI, *Umberto Terracini, la passione civile di un padre de la Repubblica*, Rome, Editori uniti, 2005.

¹¹⁸ Disponible à la bibliothèque universitaire de Grenoble III - Stendhal.

PCI à partir de 1921¹¹⁹ et est élu député en 1921 et 1924. Il dirige l'édition milanaise de l'*Unità*, quotidien du PCI alors illégal, à partir de 1926. Condamné par un tribunal spécial à vingt-trois ans de réclusion en 1928, il purge onze ans de prison à Rome, après quoi il est interné sur l'île de Ponza en 1937 puis sur celle de Santo Stefano. Il est reconnu comme l'un des seuls responsables communistes en Europe à avoir ouvertement critiqué le pacte germano-sovétique en 1939, ce qui lui vaut une exclusion du PCI.

La jeunesse du président de la FIR, Arialdo Banfi, nous est hélas inconnue à ce jour, si ce n'est que, né dans la ville de Milan à laquelle il restera fidèle le 7 mars 1913, il y suit brillamment des études de droit pour se destiner au métier d'avocat. Peut-être de précieuses informations à son sujet sont-elles contenues dans le fond d'archives à son nom conservé à l'*Istituto per la Storia dell'Età Contemporanea* (ISEC) à Sesto San Giovanni. Une étude plus large de la FIR aurait de toute façon intérêt à aller étudier ce fond.

Peu de choses sont connues, aussi, de la jeunesse d'Isacco Nahoum, fils d'immigré turc, lui aussi milanais, né en 1922 - bien plus jeune que les autres italiens de la FIR. Trop jeune pour prendre dès engagements contre le fascisme dans les années 1920, mais pas pour en subir les conséquences : il est victime des lois racistes qui l'expulsent de son école¹²⁰.

Les engagements de Giuseppe Gaddi avant le conflit, eux, sont bien connus, y compris en France où il a séjourné. Gaddi naît à Trieste en 1909. Il se tourne vers les idéaux communistes et la Résistance au fascisme. Arrêté puis condamné en 1928 à cinq ans de prison, il purge sa peine à Civitavecchia. Amnistié en 1932, il se réfugie alors en France pour ne pas renoncer à ses activités. Il publie à Paris ses premiers ouvrages : les éditions de l'Informateur Italien publient en 1938 *La misère des travailleurs en Italie fasciste*. L'année suivante, il publie au Bureau d'Éditions (sous le nom francisé de Joseph Gaddi) *Travailleurs italiens, la vie et le travail en régime fasciste* et au Droit de Vivre *Le racisme en Italie*, préfacé par Bernard Lecache, président fondateur de la Ligue Internationale Contre l'Antisémitisme (LICA, future LICRA).

Il adhère à l'organisation de masse des exilés communistes italiens créée en 1937 par le PCI, l'Union Populaire Italienne, et participe à son quotidien, *La voce degli italiani*¹²¹. Il y croise sans doute un autre futur dirigeant de la FIR, Ferrer Visentini.

Né le 22 décembre 1910 à Trieste, Visentini intègre les jeunesses communistes et devient secrétaire de sa section en 1928. Il connaît une première arrestation en janvier 1931, probablement

¹¹⁹ Notice biographique de l'encyclopédie Treccani : <http://www.treccani.it/enciclopedia/umberto-elia-terracini/>, consultée le 16/03/2013

¹²⁰ Notice biographique sur le site de l'ANPI : <http://www.anpi.it/donne-e-uomini/isacco-nahoum/>

¹²¹ Sur l'UPI et la *Voce degli italiani*, voir :

É. VIAL, *L'Union Populaire Italienne 1937-1940, une organisation de masse du parti communiste italien en exil*, Rome, École Française de Rome, 2007.

suite à une délation, et est condamné à neuf ans de prison pour « appartenance, propagande et tentative de reconstruction du parti communiste italien »¹²². Il est incarcéré à Lucca de 1931 à 1933 puis à Civitavecchia en 1934. Il est libéré au mois d'octobre lors de l'amnistie due à la naissance d'Umberto de Savoie.

Remis en liberté conditionnelle, il reprend ses activités clandestines. De nouveau arrêté, il est exilé à sur l'île de Ponza de 1935 à 1937 – il y croise sans doute Terracini. Sur sa propre demande, il est envoyé par le parti en Espagne, où il prend part à la bataille de l'Ebre (1938). Il retourne à Paris avant la fin de la guerre civile, où il rejoint l'UPI travaille à la rédaction de *La voce degli italiani*.

Les Allemands de l'Ouest.

Né à Herbersthal, dans l'actuelle Communauté Germanophone de Belgique, en 1902, Joseph Cornelius Rossaint entame à Bonn des études de philosophie et de théologie catholique, matière dans laquelle il sort avec un doctorat en 1926. Commence ensuite sa carrière ecclésiastique : il est ordonné prêtre de l'Église catholique à la cathédrale de Cologne. Il officie alors comme vicaire à Oberhausen, dans la Ruhr, puis à Düsseldorf à partir de 1932.¹²³

Ses opinions politiques se forment lorsqu'en 1919 il rejoint le Parti du Centre de la république de Weimar (*Deutsche Zentrumspartei*¹²⁴) à sa création. Pour autant, il ne méprise pas les communistes qu'il fréquente régulièrement, notamment dans le cadre des premières réflexions anti-nazies. Ses engagements contre le national-socialisme se concrétisent à Oberhausen par son action à la tête de la « Foule de l'Orage » (*Sturmschar*), un mouvement de jeunesse catholique qu'il crée et co-dirige. Action sur la jeunesse mais aussi rédaction de tracts et de pamphlets sont à l'ordre du jour. En 1931, il organise par la *Sturmschar* une campagne intitulée « La jeunesse catholique contre le national-socialisme ». La *Sturmschar* ne survit pas à l'interdiction des associations de jeunes autres que les Jeunesses Hitlériennes.

Rossaint participe également à la conférence de Genève sur le désarmement et la limitation des armes en 1932. Ces questions seront plus tard les principaux combats de la FIR. Il ne se remet pas de l'approbation par son parti de la loi des pleins pouvoirs de mars 1933. Il fréquente dès lors des cercles résistants dont beaucoup de communistes. Un sermon virulent contre la Gestapo en 1937 lui

¹²² Biographie de Visentini sur un site lui étant dédié : « Dedicato a Ferre Visentini », <http://www.ferrervisentini.it/Biografia.htm>, consultée le 28/04/2013

¹²³ Sur la vie de Joseph C. Rossaint : Karin NußBAUM, « Rossaint, Joseph Cornelius », *Neue Deutsche Biographie*, 22, Dunker & Humblot, Berlin, 2005. P. 95. Disponible en ligne. Karl Heinz Jahnke et Alexander Rossaint: *Dr. Joseph Cornelius Rossaint (1902–1991). Aus seinem Leben und Werk*. Frankfurt am Main, 1997.

¹²⁴ Actif de 1919 à 1933, parti démocrate-chrétien.

vaut un séjour dans les geôles. Il est accusé par le tribunal populaire de tenter de créer un « front uni entre catholiques et communistes » contre le NSDAP¹²⁵.

Max Oppenheimer naît lui en 1919 à Karlsruhe, dans une famille juive. Nous savons seulement que ces engagements contre le régime nazi lui valent un – court – séjour à Dachau au terme duquel il s'enfuit en Angleterre¹²⁶.

Les Autrichiens.

Né à Vienne en 1905, Ludwig Soswinski suit des études de droit tout en fréquentant l'Union des Étudiants Socialistes (*Verband Sozialistischer Studenten Österreichs*) dont il est secrétaire de 1925 à 1929.¹²⁷

Avocat de métier (docteur en droit), travaillant dans la défense des consommateurs il se rapproche ensuite du Parti Communiste Autrichien (*KPÖ*) auquel il adhère en 1934, jusqu'à son arrestation en 1937. Le parti est déjà interdit alors par le régime « austrofasciste ». Après l'Anschluss, il est déporté par un convoi baptisé « *prominententransport* » (« transport de célébrités ») vers Dachau¹²⁸.

Heinisch naît aussi à Vienne, en 1908. Employé de Bureau, il est élu délégué syndical sans étiquette¹²⁹. Il est co-fondateur, en 1934, de l'Union des Travailleurs Indépendants (« *wirkenden Freien Angestelltengewerkschaft* »). En 1937, il organise une pétition demandant au gouvernement de maintenir coûte que coûte l'État autrichien. La pétition est envoyée à Kurt von Schuschnigg, le chancelier autoritaire partisan d'un rapprochement avec l'Allemagne, avec 100 000 signatures d'employés.

Né à Vienne également, le 18 mai 1919, le futur directeur de rédaction de *Résistance Unie* Oskar Wiesflecker est antinazi, notamment dans un mouvement de scoutisme, avant l'Anschluss¹³⁰.

¹²⁵ Autre notice biographique : sur le site Rhenofrankonia. « Dr. J. C. Rossaint », <http://www.rhenofrankonia.de/rossaint.html> consultée le 13/03/2013.

¹²⁶ B. BROMBERGER, K. HEINZ JAHNKE, « Max Oppenheimer (1919-1994) », in G. BENSER, M. SCHNEIDER, *Bewahren - Verbreiten - Aufklären : Archivare, Bibliothekare und Sammler der Quellen der deutschsprachigen Arbeiterbewegung*, Bonn-Bad Godersberg, 2009 pp 238-241. Disponible en pdf sur le net : <http://library.fes.de/pdf-files/adsd/06730/06730-37.pdf>

¹²⁷ Notice biographique sur le site de la DÖW. « DÖW - Erinnern - Biographien [...] Ludwig Soswinski Wir waren "Waena" », <http://www.doew.at/erinnern/biographien/erzaehlte-geschichte/haft-1938-1945/ludwig-soswinski-wir-waren-weana>, consultée le 12/04/2013.

¹²⁸ *Ibid.*

¹²⁹ Notice biographique de la DÖW : « DÖW [...] Biographien - Theodor Heinisch. » <http://www.doew.at/erinnern/biographien/erzaehlte-geschichte/widerstand-1934-1938/theodor-heinisch-verhindern-was-uns-bedroht> consultée le 12/04/2013

¹³⁰ « Nécrologie – Oskar Wiesflecker 1919-2009 », *FIR News, bulletin de la Fédération Internationale des Résistants – Association antifasciste*, n°19, février 2010, p. 9. Disponible en .pdf sur le site de la FIR.

Faits de guerre, persécutions, déportations

Plusieurs responsables de la FIR ont dans leur pays respectif un grand rôle dans la résistance au nazisme et au fascisme. Les français Debû-Bridel et Villon sont entre autres membres du Conseil National de la Résistance. Ils incarnent ce que le premier appellera plus tard la « Résistance de l'esprit » dans son témoignage sur la Résistance intellectuelle¹³¹.

Les engagements du premier comme résistant débutent fin 1940 ; il est membre dès sa création du mouvement de Résistance parisien Organisation Civile et Militaire (OCM), puis fréquente le Comité National des Écrivains (CNE), fondé en 1941. Les activités de résistant et d'homme de lettres se rejoignent : joint par Pierre de Lescure, il travaille aux Éditions de Minuit, où il publie sous le pseudonyme d'Argonne¹³² *Angleterre - (D'Alcuin à Huxley)* en 1943. Il s'avouera très ému d'entendre la critique élogieuse qu'en fait alors la BBC¹³³. Il devient également membre du Conseil National de la Résistance, non pas comme émissaire de l'OCM - représentée par Jacques-Henri Simon - mais en tant que membre de Fédération Républicaine, le plus conservateur des six partis politiques de la IIIème République représentés au CNR. En 1944 il joint aussi le Front National de Lutte pour l'Indépendance de la France (FN), mouvement communiste, et dirige un journal nommé aussi *Front National*. De Gaulle le désigne à la Libération pour faire partie de l'Assemblée Constituante Provisoire.

Roger Ginsburger entre en Résistance dès 1940, faisant circuler sous le nom de Pierre Villon des appels à résister dans les milieux intellectuel et universitaire. Avec Jacques Decour, Georges Politzer et Jacques Solomon, il rédige les « Lettres aux universitaires », qui deviendront la publication clandestine « Université Libre ». Il compte aussi parmi les premières victimes de la répression ; il est arrêté le 8 octobre 1940 avec des tracts contre l'occupant sur lui¹³⁴. Il connaît la prison pour fait de résistance puis l'internement en tant que communiste. Il parvient à rédiger et faire circuler des journaux clandestins dans les camps. Il s'évade finalement du camp de Gaillon le 16 janvier 1942¹³⁵.

Il participe alors au développement du Front National de Lutte pour l'Indépendance de la France, où il prend la tête de comités d'intellectuels de la zone nord. En 1943, en tant que représentant du Front National, il fait partie des cadres de la Résistance qui tentent avec Jean Moulin d'unifier les forces intérieures. Le résultat en est le Conseil National de la Résistance, fondé

¹³¹ J. DEBÛ-BRIDEL, *La Résistance intellectuelle*, Paris, Julliard, coll. La Résistance par ceux qui l'ont faite, 1970.

¹³² Il était alors commun de prendre un toponyme comme pseudonyme, tout comme le fit notamment Jean Bruller (Vercors) qui fonda, avec Pierre de Lescure les Éditions de Minuit.

¹³³ J. DEBÛ-BRIDEL, *op. cit.*

¹³⁴ « L'un des plus grands noms de la Résistance - Pierre Villon est décédé », *FdA* n°885-886, pp. 1 et 2.

¹³⁵ *Ibid* et *Dictionnaire des Parlementaires Français*.

le 27 mai 1943, dont il est le représentant du FN, ainsi que vice-président. Villon est aussi l'auteur du « brouillon » du programme du CNR. Il est également co-dirigeant¹³⁶ du COMAC, Comité d'Action Militaire. À ce titre, il prône la fusion des forces intérieures et des forces libres pour former une armée nationale.

Engagé et responsable du *Partito d'Azione*¹³⁷, ainsi que du mouvement de résistance affilié *Giustizia e Libertà*, Arialdo Banfi participe à la fondation - clandestine - les 27 et 28 août 1943, du Mouvement Fédéral Européen (*Movimento Federalista Europeo*), aux côtés d'Altiero Spinelli et Ernesto Rossi. Cette organisation visant à créer une Europe fédérale se rattache après la guerre à l'Union des fédéralistes Européens dont elle devient la section italienne.

Banfi se bat, pendant la guerre de Libération, contre les forces nazi-fascistes, aux côtés de Sandro Pertini, futur septième président (PSI) de la République italienne de juillet 1978 à juin 1985. C'est sans doute cette proximité qui influence Banfi sur son étiquette politique à venir.

Remplissant ses obligations militaires, Isacco Nahoum sert dans le 3ème régiment *Savoia Cavallieri* avec lequel il est envoyé sur le front russe. Il revient en Italie en 1943, alors que son régiment est presque décimé¹³⁸. Après le 8 septembre 1943, il entre en Résistance. Il devient le commandant de la IVème Brigade Garibaldi qui mena la Libération de Turin. Ces deux expériences de la guerre sont racontées dans son autobiographie qu'il publie au début des années 1980¹³⁹.

D'autres cadres de la FIR ont des rôles plus secondaires. Jean Toujas, secrétaire-général jusqu'en 1973, encadre un groupe de FTP dans la région de Toulouse.¹⁴⁰ Oskar Wiesflecker remplit ses obligations militaires dans la Wehrmacht. En 1943, alors que son régiment est en Italie, il aide des partisans en leur fournissant notamment des armes.¹⁴¹

Internements et déportations.

Lors de l'occupation en France, Gaddi est arrêté par les allemands et remis aux autorités italiennes. Il s'engage comme combattant après l'armistice de septembre 1943. Il est à nouveau arrêté, et cette fois-ci déporté dans les camps Allemands, dont il ne sort qu'en 1945. Visentini est interné en France pour communisme jusqu'à la Libération, après laquelle il participe aux derniers combats en Italie du Nord.

¹³⁶ Avec Maurice Kriegel « Valrimot » et Jean de Vogüé.

¹³⁷ Reprenant le nom du parti de Giuseppe Mazzini, ce parti centre gauche est fondé clandestinement en juin 1942 puis dissout en octobre 1947.

¹³⁸ Notice biographique sur le site de l'ANPI.

¹³⁹ I. NAHOUM, *Esperienze di un comandante partigiano*, edizioni La Pietra, 1981.

¹⁴⁰ Notice biographique du *Dictionnaire des Parlementaires Français*.

¹⁴¹ « Nécrologie – Oskar Wiesflecker 1919-2009 », *FIR News, bulletin de la Fédération Internationale des Résistants – Association antifasciste*, n°19, février 2010, p. 9. Disponible en .pdf sur le site de la FIR.

Les Allemands et les Autrichiens ont subi très tôt la répression nazie. Joseph Rossaint passe la totalité du conflit en prison. Ludwig Soswinski le passe dans les camps. Il en connaît plusieurs ; il est à Mauthausen lors de la libération. Heinisch, dont le syndicat est interdit, commence une activité antinazie qui lui vaut une première fois d'être emprisonné entre 1939 et 1941. Arrêté une seconde fois en 1942, il est reconnu coupable de « non-dénonciation de menace de crime » et reste en détention préventive 10 mois. Il sera ensuite envoyé dans l'administration de la *Kriegsmarine*.¹⁴²

Albert Forcinal quitte la zone occupée pour le Languedoc où il participe à la Résistance, au sein du réseau Cahors-Asturies. En 1943, il est arrêté par la Gestapo et envoyé à Fresnes, où il est interrogé. Il est ensuite déporté à Buchenwald où il rencontre Marcel Paul, Frédéric-Henri Manhès et Joseph Brau. Avec eux, il participe à l'organisation d'un groupe clandestin, le Comité Clandestin des Intérêts Français. À la libération du camp et de ses *kommandos* en avril 1945, il prête le fameux serment avec eux. Il participe avec les mêmes personnes, en octobre de la même année, à la création de la FNDIRP. Il en est membre du comité national et préside le second congrès du 17 décembre 1945¹⁴³. Il est également membre de la FNDIR – ce qui n'est pas courant au vu des relations entre les deux associations – dont il fait partie du comité d'honneur depuis son décès.

Alix Lhote est engagé dès 1940 dans la résistance en Côte-d'Or. Il fait partie d'un groupe dont quatre étudiants normaliens sont fusillés en 1942. Il rejoint alors l'OCM de la Côte-d'Or. Il est arrêté l'année suivante, puis interné, et envoyé au camp de Natzweiler-Struthof, avant d'être transféré au Kommando de Schöenberg. Il ne revient en France qu'en juin 1945, après s'être évadé lors de l'évacuation du camp par les allemands. Il rejoint alors la FNDIRP¹⁴⁴.

Les carrières politiques après-guerre.

La plupart des responsables de la FIR entre 1971 et 1991 assument ou ont assumé un ou plusieurs mandats politiques dans leurs pays respectifs. Dans la plupart des cas, il s'agit d'un mandat parlementaire. On compte aussi quelques mandats locaux et, plus rares, quelques ministres.

Les Italiens

La carrière parlementaire la plus importante est sans doute celle d'Umberto Elia Terracini, à commencer par son mandat de président de l'Assemblée constituante (*Assemblea costituente*) qu'il assume de février 1947 à juin 1948. D'abord vice-président, il fut le second et dernier président de

¹⁴² Notice biographique sur le site de la DÖW.

¹⁴³ K. DUPINAY-BETFORD, *Les déportés en Isère : histoire des associations. Tome 1 : genèse et revendications*, L'Harmattan, 2010. L'auteur se base sur la liste des membres élus au comité le 7 octobre 1945 (archives FNDIRP).

¹⁴⁴ « Disparition : Alix Lhote », *PR* n°810, juin 2007, p. 11.

cette assemblée active de 1946 jusqu'au 31 juin 1948, dont le but est de donner une constitution à la toute nouvelle République Italienne. Elle contrôle le gouvernement par son vote de confiance. Sa composition fut décidée par les élections de juin 1946, qui placèrent le PCI (104 sièges) derrière *Democrazia Cristiana* (207 sièges) et le *Partito Socialista Italiano di Unità Proletaria* (115 sièges).

Précisément, Terracini travailla sur l'élaboration de la constitution puisqu'il présida la sous-commission « organisation constitutionnelle de l'État ». Une fois rédigée, il la signe en qualité de président de la Constituante, avec Enrico de Nicola (chef de l'État) et Alcide de Gasperi (président du conseil des ministres). Après juin 1948, la constitution entrant en vigueur, la République italienne est dotée d'une chambre des députés et d'un sénat. La carrière de Terracini ne s'arrête pas là. Figure charismatique du PCI, il reste cependant derrière le secrétaire général Palmiro Togliatti, qui, bien loin de la position réservée de Terracini vis-à-vis de l'URSS, est un proche de Staline.

Terracini jouit d'une certaine aura et il est élu député de Ligurie pour pas moins de neuf législatures, de mai 1948 à mars 1987. Il ne remplira pas la dernière puisqu'il décède en décembre 1983, six mois après sa réélection. Terracini est membre de l'ANPPIA dont il est président des les années 1970, jusqu'à sa mort.

Arialdo Banfi, lui, siège au sénat. Après la libération, il s'engage dans la vie politique et culturelle de sa ville, Milan, sous les couleurs du PSI. C'est au sein de ce parti qu'il fait ses armes politiques. Il est élu sénateur socialiste de Milan de la deuxième à la cinquième législature italienne, de 1953 à 1972. Il fait également parti du premier gouvernement d'Aldo Moro (décembre 1963 à juillet 1964).

Giuseppe Gaddi, lui, dirige la section PCI de Vénétie, sans toutefois obtenir de mandant local ou national. Isacco Nahoum, lui aussi adhérent au PCI, au sien duquel il remplit plusieurs rôles dans les années 1950 et 1960, dont présidence de la section de Sicile, puis conseiller municipal à Venerai Real puis à Bra, et enfin conseiller régional.¹⁴⁵ Il est élu député en 1968 et réélu en 1972. Ferrer Visentini, lui aussi au PCI, est conseiller municipal de Vicenza de 1964 à 1970¹⁴⁶.

Les Français

Après la guerre, Pierre Villon reste au PCF dont il siège au comité central jusqu'en 1970. Militant sans cesse pour l'application des préceptes du programme du CNR, il est député de l'Allier dans la première et la seconde assemblée nationale constituante. Fier de ses origines alsaciennes très anciennes¹⁴⁷, il appartient à la commission de l'Alsace et la Lorraine, ainsi que, fort de son rôle au

¹⁴⁵ Notice biographique de l'ANPI.

¹⁴⁶ Biographie de Visentini sur un site lui étant dédié : « Dedicato a Ferre Visentini », <http://www.ferrervisentini.it/Biografia.htm>, consultée le 28/04/2013

¹⁴⁷ « L'un des plus grands noms de la Résistance - Pierre Villon est décédé », *FdA* n°885-886, pp.1 et 2.

COMAC, à la commission de Défense nationale¹⁴⁸. Député PCF de l'Allier sous la IV^{ème} République, il est réélu en 1958, puis est battu en 1962. Il récupère son siège à la législature suivante, en 1967, et le conserve jusqu'en 1978, date à laquelle il choisit de ne pas se représenter.

Debû-Bridel, devenu gaulliste – il est membre du RPF – rédige *Naissance de la IV^{ème} république, les partis contre de Gaulle* publié par Aimery Somogy en 1948. Il est élu dans la Seine au Conseil de la République (le Sénat de la IV^{ème}) sur une liste Groupe des Républicains Sociaux. Ses interventions de parlementaire traduisent notamment sa position en faveur de la décolonisation comme son inquiétude dès les années 1950 de la résurgence des idées nazies¹⁴⁹. Après un échec aux législatives de 1956, il choisit de ne pas se représenter en 1958, après le vote des pleins pouvoirs pour lesquels il a pourtant milité. Il rejoint dans les années 1960 l'Union Démocratique du Travail (UDT), parti incarnant le gaullisme de gauche.

Rentré chez lui à Grisors, Albert Forcinal entame des mandats locaux - maire et conseiller général - et national : député de l'Eure de la première assemblée nationale constituante. Il est alors tête d'une liste indépendante¹⁵⁰. Pour la seconde Assemblée Nationale constituante, il rejoint l'Union Démocratique et Socialiste de la Résistance (UDSR), dirigée par René Pleven puis par François Mitterrand. Lors de l'avènement de la IV^{ème} république, il conserve son siège de député de l'Eure. Forcinal fait l'expérience de la fragilité des gouvernements de ce régime : il est brièvement secrétaire d'État aux anciens combattants et victimes de guerre du deuxième gouvernement Paul Ramadier (31 octobre - 19 novembre 1947). Forcinal insiste beaucoup à l'Assemblée sur les questions des droits des Anciens Combattants, et fait partie de plusieurs commissions sur la question¹⁵¹. Lorsque René Pleven forme son premier cabinet, Forcinal, qui n'est pas nommé, quitte l'UDSR et s'apparente au groupe radical-socialiste. Il n'est pas réélu lors de la troisième législature (janvier 1956).

Alix Lhote ne semble pas avoir de carrière politique, quoiqu'il fût sans doute encarté ou proche du PCF, car la section de Côte-d'Or signale sa disparition dans son bulletin¹⁵². Son prédécesseur Jean Toujas, en revanche, dirige les listes communistes des première et seconde assemblées nationales constituantes dans les Hautes-Pyrénées où il est secrétaire de fédération « Décès de Jean Toujas », *L'Humanité* du 22 janvier 1997. Il est ensuite élu député de la première législature de la IV^{ème} République. Dans l'hémicycle, il prend passionnément la défense

¹⁴⁸ *Dictionnaire des parlementaires français.*

¹⁴⁹ *Ibid.*

¹⁵⁰ *Ibid.*

¹⁵¹ *Ibid.*

¹⁵² « Décès d'Alix Lhote », *L'avenir de la Côte d'Or*, bimensuel de la fédération de Côte d'Or du PCF, n°79, 15 au 31 mai 2007, p. 3.

des « criminels politiques » dans les colonies¹⁵³. Ne récupérant pas son siège lors de la deuxième législature (juin 1951), il est nommé en 1954 à l'Assemblée de l'Union Française. Toujas est élu par le Conseil Général de la FIR secrétaire général suite au départ d'André Leroy en 1960. Il quitte ce poste en 1973, Alix Lhote est élu à sa succession.

Allemands et Autrichiens.

Il n'est fait aucune mention de mandat politique dans les sources concernant les allemands Joseph Cornelius Rossaint et Max Oppenheimer. Quant aux Viennois, Ludwig Soswinski reprend son métier d'avocat tout en obtenant un siège au Conseil municipal de Vienne (sous l'étiquette KPÖ) de 1945 à 1958¹⁵⁴. Heinisch rejoint le KPÖ en 1945, alors qu'il était sans étiquette avant la guerre¹⁵⁵.

Carrières intellectuelles et engagements associatifs.

Outre les mandats politiques, certaines personnalités des pays de l'Ouest qui ont dirigé la FIR entre 1971 et 1991 ont une carrière intellectuelle et associative assez importantes pour ne pas les évoquer.

Des hommes de lettres.

Parmi les plumes les plus prolixes, citons un français et un italien : Debû-Bridel et Gaddi. Les deux publiaient déjà avant et pendant le conflit. Après-guerre, Debû-Bridel, qui devient rapidement une personnalité importante à l'ANACR, se consacre à plusieurs travaux historiques et témoignages. Dès 1945 paraissent *Les éditions de Minuit, historique* - aux éditions susnommées, un livre sur le Royaume-Uni pendant la guerre, *Carthage n'est pas détruite* aux éditions Universelles ainsi qu'un roman, *Déroute*, chez Gallimard. Une *Histoire du marché noir, 1939-1947* sort en 1947 chez la Jeune Parque dans la collection « Pour servir à l'Histoire de ce temps » et l'année suivante paraît aux Éditions du bateau ivre *L'agonie de la troisième République, 1929-1939*.

En 1970 paraît *La résistance intellectuelle* chez Julliard dans la collection « La résistance par ceux qui l'ont faite », ensemble de témoignages et d'entretiens par lui réunis. Il participe aussi au fameux ouvrage d'Alain Guérin *La Résistance, chronique illustrée, 1930-1950*. Il signe l'une des nombreuses préfaces et postfaces du livre, avec, entre autres, Louis Saillant, Henri Rol-Tanguy, Robert Vollet, qui sont des collègues du Bureau de l'ANACR, à laquelle il adhère dès sa création.

¹⁵³ *Dictionnaire des Parlementaires Français.*

¹⁵⁴ Notice biographique de Soswinski sur le site de la DÖW.

¹⁵⁵ Notice biographique de Heinisch sur le site de la DÖW.

De Gaulle et le CNR est publié chez France-Empire en 1978.

Ses travaux historiques ne se limitent pas à la période de la Seconde guerre mondiale. Parmi les plus notables, il consacre une biographie à La Fayette¹⁵⁶ en 1945 puis un ouvrage sur Abélard l'année suivante.¹⁵⁷ Il publie aux éditions Del Duca la trilogie des *Journées de Paris* (1960). Citons aussi sommairement quelques romans, *Déroute* et *Sous la cendre*, parus chez Gallimard respectivement en 1945 et 1951. Sa carrière de journaliste est quant à elle couronnée par le poste de directeur des informations à Radio Monte-Carlo, qu'il occupe de 1960 à 1967.

Véritable figure de l'ANACR, il est l'un des co-présidents jusqu'à sa mort, le 20 octobre 1993. D'après le *Journal de la Résistance*, sa famille accepte, lors de son inhumation, la présence de représentants de cette association, considérant qu'elle était comme une famille pour lui. Son nom est donné à une place, à l'entrée du parc Montsouris, le 12 décembre 2000.

Gaddi dirige dans les années 1960 une association nommée Italia-URSS, qui publie deux de ses ouvrages consacrés respectivement à la réforme scolaire et aux assurances sociales en URSS¹⁵⁸. Il publie également en 1969 chez Vangelista un livre sur l'agriculture soviétique¹⁵⁹.

Habitué de l'édition, il trouve naturellement sa place au comité de rédaction de *Résistance Unie*, où il rédige lui-même régulièrement des articles sur le fascisme et le néofascisme en Italie. En plus de son activité à la FIR, il reste un auteur engagé et prolifique. Ses publications ponctuent la première moitié de la période que nous étudions. Celles-ci sont plupart historiques – et orientées politiquement¹⁶⁰, mais l'on trouve aussi des œuvres sur l'extrême droite¹⁶¹, ou sur les relations internationales¹⁶², qui, nous le verrons, sont deux des principaux combats de la FIR, de laquelle il est élu secrétaire au congrès de Venise en 1969¹⁶³. Nous verrons au chapitre VII que sa plume a fourni à la FIR de nombreux écrits sur le fascisme. Gaddi est un intellectuel militant, jusqu'à sa mort. Sans doute est-ce à cause ses occupations au sein de la FIR qu'il est à Vienne au moment de sa mort, alors que le IX^{ème} congrès venait de le réélire en tant que simple membre du Bureau¹⁶⁴.

¹⁵⁶ J DEBÛ-BRIDEL, *La Fayette, une vie au service de la Liberté*, Paris, éditions de la Nouvelle France, coll. La vie exaltante (n°19), Illustrations de Jean Pichard.

¹⁵⁷ J DEBÛ-BRIDEL, *Abélard, Socrate des Gaules*, Paris, Ferenczi et fils, 1946.

¹⁵⁸ G. GADDI, *La Riforma della scuola nell'Unione Sovietica*, Rome, Edizione Associazione Italia-URSS, 1960 et *Le assicurazioni sociali dell'Unione Sovietica*, Rome, Edizione Associazione Italia-URSS, 1960.

¹⁵⁹ G. GADDI, *Mezzo secolo di agricoltura sovietica*, Milan, Vangelista, 1969.

¹⁶⁰ G. GADDI, *I comunista nella Resitenza Veneta*, Milan Vangelista, 1977

¹⁶¹ G. GADDI, *Fascismo mai: cento manifesti contro la minaccia fascista in Europa*, Milan, La Pietra, 1972 et G. GADDI, *Neofascismo in Europa*, Milan, La Pietra, 1974.

¹⁶² G. GADDI, *Bonn, un pericolo per l'Europa*, Milan, Teti, 1978. Le titre traduit une fois de plus ses orientations politiques très strictes.

¹⁶³ « Deux nouveaux secrétaires », *RU* n° 8, décembre 1969, p. 10.

¹⁶⁴ La brochure du IX^{ème} congrès (Berlin-Est, 1982) inscrit son nom accolé d'une †. « Autres membres du Bureau » (p.39).

Ferrer Visentini, lui, dirige à Trieste le quotidien communiste *Il Lavoratore*, de 1945 à 1947, date à laquelle il quitte Trieste¹⁶⁵. Il est délégué de l'ANPPIA au Conseil de la FIR, et par extension au Bureau. Terracini aussi, est membre éminent de l'ANPPIA, qu'il représente à la FIR jusqu'à son décès en 1983. il est remplacé sur élection du Conseil Général réuni en septembre de l'année suivante par Mario Venanzi, également sénateur, et membre de l'ANPPIA¹⁶⁶.

Banfi, membre de l'ANPI dont il est vice-président à la fin des années 1960, mais aussi de l'ANPPIA¹⁶⁷, à l'instar de son mentor Sandro Pertini, ne semble pas avoir publié. Isacco Nahoum, membre de l'ANPI, écrit, outre son ouvrage autobiographique, une nouvelle, en 1954, *Fuoco in Pianura*, et participe à une *Antologia della Resistenza*, publiée la même année par Feltrinelli. Il est crédité également, comme co-réalisateur et co-auteur d'un long-métrage documentaire sur la Résistance, *Giorni di furore* (« Jours de colère ») en 1964¹⁶⁸.

Pierre Villon se consacre, outre la politique, à son métier d'architecte et aux associations. Il rejoint l'ANACR lors de sa création, et en devient membre du Bureau. Entre 1971 et sa mort en 1980, il en est co-président. Veuf, depuis 1939, de Doris Niedermann, il se remarie en 1949 avec Marie-Claude Vaillant-Couturier (veuve de Paul), figure de la Résistance et de la Déportation, témoin à Nuremberg, et membre de la FNDIRP. Villon est aussi membre actif au Mouvement de la Paix, créé en 1947 suite à l'appel d'un autre cadre de la Résistance communiste, Charles Tillon.

Alix Lhote ne semble pas avoir publié, si ce n'est dans les brochures de la FIR dont il est secrétaire général à partir du congrès de Paris en 1973. Il est impliqué dans la FNDIRP dans la section départementale de Côte-d'Or et au Bureau national. Albert Forcinal non plus ne semble pas avoir publié bien qu'il soit du comité de rédaction de *Résistance Unie*, revue dont il ne survit que d'une année.

Histoire et mémoire : implication des Allemands et des Autrichiens.

Max Oppenheimer et Joseph Rossaint - qui quitte le service de l'Église catholique au sortir de la guerre - se retrouvent au sein de la *Vereinigung der Verfolgten des Naziregimes* (VVN). Ils sont tous deux représentants de cette association au Conseil Général de la FIR. Rossaint en devient le vice-président en 1961 puis président à partir de 1971 jusqu'à sa mort en 1991¹⁶⁹. Max

¹⁶⁵ Biographie de Visentini <http://www.ferrervisentini.it/biografia.htm>.

¹⁶⁶ Réunion du CG du 10 au 14 septembre 1984. cité dans les rapport d'activité du congrès d'Athènes, p. 7.

¹⁶⁷ C'est cependant, selon les archives de la FIR, en tant que délégué de l'ANPI qu'il siège au Conseil, et donc au Bureau. Cf les brochures des congrès de 1959 et 1981 ainsi que les brochures anniversaires « 25 ans » et « 30 ans ».

¹⁶⁸ « giorni di furore » sur l'Internet Movie Database (IMDB) : <http://www.imdb.com/title/tt0177797/> consultée le 05/05/2013.

¹⁶⁹ Karin NußBAUM, *op. cit.* *Résistance Unie* présente en effet Rossaint comme le président de la VVN (n°8, décembre 1969, p. 15).

Oppenheimer en est membre du Praesidium, et rédacteur en chef de la publication *Stimme des Widerstand*. (« *La voix de la Résistance* »).

Rossaint, dans la continuité de ses engagements pacifistes des années 1930, fait également partie d'une association opposée à la présence d'armes de l'OTAN sur le territoire ouest-allemand, le *Komitee für Frieden, Abrüstung und Zusammenarbeit* (KOFÄZ)¹⁷⁰. Outre des articles, des discours qui ne manquent pas d'être édités par la FIR dans des brochures thématiques, en particulier sur l'antifascisme, ainsi que dans *Résistance Unie* (voir partie suivante), Rossaint publie après-guerre quelques ouvrages dont¹⁷¹ :

- *Neues Deutschland*, Stuttgart Verlag das Neue Wort, 1947. (« *Nouvelle Allemagne* »)
- *Zur Aussenpolitik Deutschlands*, Dortmund, Ruhr-Donau-Verlag, 1954. (« *la politique étrangère de l'Allemagne* »)
- co-écrit avec Michaël Zimmermann : *Widerstand gegen den Nazismus in Oberhausen*, Frankfurt, Röderberg-Verlag, 1983. (« *Résistance au Nazisme à Oberhausen* »).
- *Vom Zweiten ins "Dritte Reich" : Weimar, Faschismus, Widerstand*, Frankfurt, Röderberg-Verlag, 1986. (« *Du deuxième au «Troisième Reich»: Weimar, le fascisme, la résistance* »)

Mais le gros de son travail historique se fait lieu au sein d'un cercle d'études pour la recherche et la connaissance de la Résistance allemande, co-fondé entre autres par son collègue de la VVN Max Oppenheimer¹⁷²: les *Studienkreis zur Erforschung und Vermittlung der Geschichte des deutschen Widerstandes 1933 – 1945*, actuellement « *Studienkreis Deutscher Widerstand 1933-1945* » (« Études sur la Résistance Allemande »).

Il est difficile de savoir si Max Oppenheimer, résistant et cadre de la FIR, a publié ou non des ouvrages sur son expérience de la Résistance, car ses homonymes en Allemagne sont nombreux. En revanche, selon un article qui lui est consacré, son rôle fut fondamental dans le collecte d'archives et de documents qui composent aujourd'hui le fond de documentation des *Studienkreis, la Dokumentsarchiv des Deutschen Widerstand*:

« La création du cercle d'étude avec son Centre de documentation de la résistance allemande n'est pas possible sans Max Oppenheimer. Beaucoup de gens ayant participé à la résistance contre les nazis, firent don de leurs documents, leurs témoignages, leurs livres, notes

¹⁷⁰ W. RUDZIO : *Die Erosion der Abgrenzung. Zum Verhältnis zwischen der demokratischen Linken und Kommunisten in der Bundesrepublik Deutschland*, Opladen, 1988. p. 145. (« L'érosion de la démarcation. Les relations entre la gauche démocratique et les communistes en République Fédérale Allemande ». Disponible à la Fondation des Sciences Politiques de Paris (disponible pour le PEB)

¹⁷¹ Voir les ouvrages de Joseph Rossaint sur le site de la Bibliothèque Nationale d'Allemagne : <https://portal.dnb.de/opac.htm>.

¹⁷² « Wie über uns » (« A propos de nous ») sur le site des *Studienkreis Deutscher Widerstand 1933-1945* : <http://www.widerstand-1933-1945.de/content/article/2/20/> consultée le 19/04/2013.

de prison, tracts et journaux clandestins au centre de documentation parce que Max Oppenheimer les en avait convaincus de l'intérêt, surtout dans le but d'éduquer les jeunes générations. À l'initiative de Max Oppenheimer, le groupe d'étude a monté en 1971 sa première exposition "la Résistance antifasciste 1933-1945" à l'église Saint-Paul »¹⁷³.

L'exposition dont il est question, co-organisée par le *Studenkreis*, la VVN et l'Union pour l'Éducation Populaire (Oppenheimer est membre des deux premiers), cette exposition est le sujet d'un article dans la revue *Résistance Unie*¹⁷⁴. Elle est itinérante : après Francfort, Munich et d'autres villes de RFA l'accueillent.

Une initiative similaire a lieu à Vienne. Certains membres de la KZ-Verband s'y sont impliqués, dont Soswinski et Wiesflecker : La *Dokumentationsarchiv des Österreichischen Widerstandes* (DÖW), « Archives Documentaires de la Résistance Autrichienne ».

Membre du KZ-Verband, Soswinski en devient le président de la section de Vienne en 1955, puis président fédéral en 1964¹⁷⁵. L'année précédente, il est « largement impliqué » dans la fondation de la DÖW dont il est en 1963 vice-président.

Après la guerre, Wiesflecker s'oriente vers le journalisme, et travaille à des quotidiens de gauche : le communiste *Volksstimme* (mentionné ainsi dans sa nécrologie, il s'agit sans doute du *Volksstimme* autrichien¹⁷⁶) et le social-démocrate allemand *Vorwärts*¹⁷⁷. Il s'investit également dans l'associatif, au sein de la KZ-Verband, association de résistants et victimes du nazisme, dont il est le rédacteur en chef du journal : *Neue Manhruf*. Il est également conseiller à la DÖW. On évoque un travail pour la FIR « depuis la fin des années 1950 »¹⁷⁸.

Il n'y a en revanche pas de trace d'implication de Heinisch à la DÖW. Sa notice biographique sur le site indique simplement qu'il rejoint le KZ-Verband en 1945, puis la FIR.

Wiesflecker est élu secrétaire-général de la FIR au congrès de Moscou en 1991 ; il remplace Alix Lhote devenu président. C'est en 2001 qu'il le remplace à nouveau pour prendre le poste de président de la FIR. Lorsque, sous sa direction, la FIR déménage de Vienne à Berlin en 2004, le

¹⁷³ B. BROMBERGER, K. HEINZ JAHNKE, *op. cit.* pp. 239-240. Traduit de l'allemand par Marie Cazenave.

¹⁷⁴ W. STERZENBACH, « Ils étaient la conscience de la nation. La résistance allemande 1933-1935, commentaire sur une exposition en RFA », *RU* n°14, avril à juin 1971, pp 27 à 30.

¹⁷⁵ Ce qui est confirmé par *Résistance Unie*, qui le présente en 1965 comme le président du KZ-Verband. 17ème année, n°1, janvier 1965, p. 15.

¹⁷⁶ *Österreichische Volksstimme*, « La Voix du Peuple Autrichien ». Organe du parti communiste Autrichien (KPÖ), successeur du *Roten Fahne* (« Drapeau Rouge »). Il devient le *Volksstimme* tout court en 1957,

¹⁷⁷ Organe du SPD fondé en 1876, il prend le nom de *Neuer Vorwärts* lorsqu'il devient clandestin ; nom qu'il conserve lors de sa reapparition en 1948 jusqu'en 1955 où il reprend le nom de *Vorwärts*

¹⁷⁸ « Nécrologie – Oskar Wiesflecker 1919-2009 », *FIR News, bulletin de la Fédération Internationale des Résistants – Association antifasciste*, n°19, février 2010, p. 9. Disponible en .pdf sur le site de la FIR.

choix est fait d'éviter un déménagement trop important et de laisser la bibliothèque de la FIR à Vienne, précisément à la DÖW. Celle-ci fait état d'une « Bibliothèque de la FIR », comptant cinq mille ouvrages. Interrogé à ce sujet, l'un des responsables, Stephan Roth, nous fait savoir que ces ouvrages ne sont hélas pas catalogués faute de temps et de moyens. Cependant, un travail plus important sur la FIR imposera une visite à la bibliothèque de la DÖW.

Les dirigeants de la FIR venus des pays non communistes entre 1971 et 1991 ne sont pas des anonymes. Nombre d'entre eux ont eu des rôles prépondérants dans la Résistance de leur pays, en particulier les Français et les Italiens, ou, le cas échéant, ont été des victimes notables de la répression nazie et fasciste. Ils ont, pour beaucoup d'entre eux, joué un rôle politique au sortir de la guerre dans leur pays. Ce sont également des responsables au sein de leurs organisations nationales, et non de simples membres délégués à la FIR.

Si l'on considère les appartenances aux partis, aux associations et autres organismes de documentation, le constat est fait que ces personnes se connaissent. On note également un certain pluralisme, même si les communistes sont présents en nombre.

Chapitre V. Militaires et apparatchiks, les personnalités des pays communistes.

Jeunesses et engagements.

Jaroslav Macek, vice-président tchécoslovaque de la FIR jusqu'en 1981, naît en 1925 à Žitenice, dans l'actuelle république Tchèque, dans un milieu de catholiques pratiquants. Il suit l'école à Litoměřicích, jusqu'en 1938, alors que sa famille fuit l'arrivée des occupants nazis. Il quitte le lycée en 1944, diplôme en poche¹⁷⁹. Peu de choses sont connues de son successeur et compatriote František Šádek, si ce n'est quelques notices dispersées sur le net tchèque, dont une sur un forum question-réponse du site d'histoire militaire de la Tchécoslovaquie¹⁸⁰ et une sur le site du Parlement tchèque¹⁸¹. Un homonyme ayant fait carrière dans le cinéma complique les recherches.

Les Est-allemands.

Wolfgang Bergold naît à Dresde le 19 avril 1913. *Résistance Unie* évoque « une famille d'imprimeurs socialistes »¹⁸². Il étudie de 1932 à 1933 à l'université technique de Dresde d'où il est expulsé. Fréquentant les *Kommunistischer Junger Verband Deutschlands* (KJVD) à partir de 1930, il commence les activités illégales au sein de cercles communistes dès 1933. Ces activités lui vaudront plusieurs arrestations et condamnations. Bergold est interné d'avril 1933 à juillet 1934 au camp d'Hohnstein, puis, suite à une nouvelle arrestation en 1935, à la prison de Dresde. Il est enfin interné à Sachsenhausen. Il travaille ensuite à Dresde pendant quelques années, sans traces d'activités de Résistance particulière.

Kurt Julius Goldstein, qui comme nous le verrons est un Ouest-Allemand parti à l'est, naît en 1914 Scharnhorst, près de Dortmund – elle en est aujourd'hui un quartier. Il est le dernier fils d'un boutiquier père de cinq enfants, blessé de la Grande Guerre, et pacifiste¹⁸³.

¹⁷⁹ Notice nécrologique retraçant le parcours de Macek : « Zemřel dlouholetý kancléř Litoměřického biskupství PhDr. Jaroslav Macek » sur le blog de la Conférence des Évêques Tchèques, (« České biskupské konference », un cercle d'étude théologique) <http://tisk.cirkev.cz/lide-a-udalosti/zemrel-dlouholety-kancler-litomerickeho-biskupstvi-phdr-jaroslav-macek/>. Le titre signifie « Le chancelier pendant de longues années du diocèse de Litoměřicích, le Dr. Jaroslav Macek est mort ».

¹⁸⁰ P. MINARIK, « 1086. Rád bych se dozvěděl něco o životě a vojenské kariéře genpor. Františka Šádka. », http://vojenstvi.cz/vasedotazy_73.htm, consultée le 07/05/2013. Le titre de la notice est une demande d'un internaute « Je voudrais avoir des renseignements sur la vie et la carrière militaire du lieutenant-général František Šádek ». Le nom du site, *vojensvi*, signifie « guerre ». Notice traduite du tchèque par Lozonsky Gabor.

¹⁸¹ « Ing. Genpor František Šádek » sur le site Poslanecká sněmovna Parlamentu České republiky, <http://www.psp.cz/sqw/detail.sqw?org=267&id=3591>.

¹⁸² « Deux nouveaux secrétaires », *RU* n°8, décembre 1969, p. 10.

¹⁸³ Notice biographique sur le site « Jüdische Schriftstellerinnen und Schriftsteller in Westfalen » (« Écrivains juifs de Westphalie ») http://www.juedischeliteraturwestfalen.de/index.php?valex=101&vArticle=1&author_id=0000119&id=1

Goldstein s'oriente à gauche, tout d'abord aux jeunesses socialistes (SAJ) puis communistes (KJVD). Il se donne alors le nom de Kurt Berger pour éviter l'antisémitisme ambiant au collège et au lycée de Münster, dont il sort avec l'*Abitur* (baccalauréat allemand) en 1932.¹⁸⁴

Il quitte l'Allemagne l'année suivante pour le Luxembourg puis la France, avant de se rendre en Palestine, alors sous mandat britannique. Il opte pour l'engagement armé et va combattre en Espagne en 1936. Au sien des Brigades Internationales, il gravit les grades. Lieutenant dans le 1er régiment de transports en 1936, puis commissaire politique sous le nom de « Julio », il passe par un régiment d'artillerie et finit, en 1938, commandant de compagnie dans le IXème régiment. Suite à la démobilisation des Brigades et la victoire de Franco, il se réfugie de l'autre côté des Pyrénées.

Natif du canton de Lennep en 1915, Otto Funke est issu d'une famille de travailleurs, il adopte tôt les idéaux marxistes. Dès 1930, il fréquente les Jeunes Travailleurs Socialistes (SAJ) puis l'année suivante la Ligue des Jeunes Communistes d'Allemagne (KJVD).¹⁸⁵ Après l'accession au pouvoir du NSDAP, Funke poursuit son activité au sein des sections de la KJVD devenue illégale. Arrêté puis condamné en 1935, il purge deux ans dans plusieurs établissements pénitenciers. Son frère aîné, Erwald, lui aussi résistant communiste, a la malchance d'être arrêté en 1938, alors que la répression s'est durcie. Il est fusillé la même année dans la prison de Plötensee à Berlin.

Les Polonais.

Il nous est hélas également compliqué d'avoir d'amples informations sur les polonais, en particulier en ce qui concerne les faits avant-guerre. Zygmunt Bieszczanin a un passé qui nous est encore inconnu avant son engagement dans l'*Armia Ludowa*.

Il existe assez d'écrits cependant sur le futur ministre Sokorski, qui naît le 2 juillet 1908 à Aleksandrowsk, située aujourd'hui en Ukraine. Il suit des études à Lomza puis à Varsovie, où il obtient un diplôme de lettres. Il est dès sa jeunesse membre du parti communiste polonais, et connaît l'emprisonnement dans les années 1930 pour raisons politiques. Il prend, à la fin de sa peine, le pseudonyme qui deviendra son nom de guerre : Andrej Sokora.

Né Alef Gutman en 1916, Gustav Alef-Bolkowiak étudie le droit à Varsovie.¹⁸⁶ D'origine juive, il fréquente à partir de 1928 le mouvement sioniste de gauche HaShomer HaTzair, lequel est

consultée le 1er mars 2013.

¹⁸⁴ « Goldstein, Kurt Julius », in Helmut Müller-Enbergs, Jan Wielgoths, Dieter Hoffmann (Hrsg.): *Wer war wer in der DDR? Ein biographisches Lexikon*. Sonderausgabe. Bundeszentrale für politische Bildung, Bonn 2000. les notices sont disponibles sur le net sur le site de la Bundesunmittelbare Stiftung des Öffentlichen Rechts.

¹⁸⁵ « Funke, Otto », in *Wer was Wer in DDR ?*

¹⁸⁶ Informations sur Alef-Bolkowiak :

Dictionnaire biographique des militants des mouvements polonais ouvriers t. 1, Varsovie 1978.

Ślawomir Cenckiewicz, *Le bras long de Moscou, intelligence militaire de la Pologne Populaire, 1934-1991*, Poznań 2011.

Des passages ont été recueillis et traduits pour l'élaboration de ce mémoire par Śława Jałonska. *Résistance Unie* confirme que Gustav Alef a étudié le droit dans un article relatant son élection (au secrétariat 17 année, n° 1, p. 7.)

né et s'est d'abord développé en Pologne. Puis, en 1936, il se tourne vers l'organisation de jeunesse socialiste *Życie*, guidée entre autre par son futur collègue à la FIR Sokorski, et proche du Parti Communiste Polonais. Les deux organisations sont dissoutes en 1938.

Faits de guerre

Les sources deviennent en revanche un peu plus bavardes à partir de 1938, date du « partage » de la Tchécoslovaquie, puis de 1939 avec l'invasion de la Pologne.

Les Polonais et les Tchécoslovaques : les agressés

Les membres du Bureau de la FIR polonais et tchécoslovaque ont un passé de combattant derrière eux. En 1939, Alef sert dans l'infanterie polonaise puis se rend, après le partage, en territoire sous contrôle de l'Armée Rouge. Il y tient plusieurs rôles de fonctionnaire, sans être toutefois membre du parti. Après l'invasion allemande, il monte une école de guérilla groupusculaire et rejoint *Armia Ludowa*, l'armée populaire, sous le nom de guerre de Bolek. Combattant actif, il combat à la tête de groupes de maquisards *AL* et il est blessé près de Drewica le 30 septembre 1942. À partir de 1943 il rédige plusieurs lettres d'informations clandestines, à Varsovie puis à Lublin. Il participe, en 1944, aux batailles libératrices d'Amelin (7 mai) puis de la bataille de « Dunn Landing » (14 mai) qui opposa les combattants *AL* à la 5^{ème} division de panzer SS Viking. Enfin, il prend part à la bataille de Varsovie.

Sokorski, alias Sokora, participe à la défense de la Pologne doublement envahie en 1939. L'armée capitulant, les soviétiques font nombre de prisonniers. Sokora peut sans doute prouver sa bonne foi communiste, et sera enrôlé dans les forces soviétiques comme plusieurs milliers de ses compatriotes. En 1943, il prend donc part à la guerre au sein des corps polonais de l'Armée Rouge, plus précisément dans la 1^{ère} division d'infanterie polonaise Tadeusz Kościuszko. Il est cependant impossible de déterminer quel rôle y a joué Sokorski. Sa carrière militaire sera pourtant couronnée par la nomination au grade de général de brigade par Jaruzelski en 1988.

Zygmunt Bieszczanin est officier de l'Armée du Peuple ou *Armia Ludowa* (AL), le mouvement communiste de Résistance. Celui-ci n'était pas rallié au gouvernement Polonais en exil, contrairement à l'Armée de l'Intérieur, mais en contact avec les forces soviétiques. Ce mouvement prit part à deux nombreux actes de harcèlements ainsi qu'à l'insurrection de Varsovie. On sait également que Bieszczanin se faisait appeler Adam, et qu'il prend part à la bataille de Sadkówka, dans le sud-ouest de la Pologne, en mars 1944.

František Šádek combat en Slovaquie, alors État satellite du Reich, lors de l'insurrection nationale. Il est alors commandant en second du régiment dirigé par Jan Šverma¹⁸⁷, communiste proche de Gottwald, exilé à Moscou en 1940 et envoyé prendre part à l'insurrection Slovaque d'août 1944. Il y a donc fort à parier que Šádek fait lui aussi parti des Tchécoslovaques présents en URSS envoyés spécialement pour l'insurrection. Après la riposte allemande et la débandade dans les montagnes, Šverma est tué le 10 novembre 1944, mais Šádek en réchappe. Il continue à se battre jusqu'à la fin de la guerre. La notice nécrologique de son prédécesseur à la FIR, Jaroslav Macek, reste en revanche peu explicite sur les activités de résistance de ce dernier. Pourtant celles-ci lui valent une place au CSSPB ainsi qu'une médaille. Une période de travaux forcés est évoquée¹⁸⁸. Est-ce parce qu'il ne correspond pas à l'idéal du combattant antifascistes que les sources le concernant sont rares ?

Les allemands

Wolfgang Bergold rejoint en 1941 un groupe de Résistants aux côtés de communistes qui, suite à une opération, sont arrêtés. La plupart sont condamnés à mort par le tribunal du peuple (« *Volksgesichtshof* » ou VGH) et exécutés à Plötzenzee. Fritz Schulze, Albert Hensel, Karl Stein et Herbert Bochow sont parmi les martyrs. Bergold, lui, n'écope du VGH que de dix ans de prison à Waldheim¹⁸⁹, ce qui est relativement peu pour un opposant. Cela laisse supposer que son rôle n'était pas prépondérant. Il est libéré en 1945.

Kurt J. Goldstein, après la *Retirada* d'Espagne, connaît ses premiers internements en France, à Saint-Cyprien, puis à Gurs, et enfin dans le camp de transit du Vernet, connu pour la dureté de ses conditions¹⁹⁰. S'ensuit un transfert, en 1942 à Drancy puis à Auschwitz (sans doute comme juif et non comme déporté politique). Là, il réussit à survivre pendant plus de trente mois en travaillant aux mines de Jawischowitz. Cette résistance physique lui vaut de la part des SS le sobriquet de « *Judenkönig* », « roi des Juifs », ironisant doublement sur sa condition et la référence à l'inscription sur la croix du Christ. Ce surnom donne le titre d'une biographie sur lui, publiée en 2009¹⁹¹.

Il endure ensuite les Marches de la Mort en 1945, il termine à Büchenwald où il participe, le 19 avril 1945, au serment autour duquel se sont fondées de nombreuses associations de déportés.

¹⁸⁷ 1901-1944, combattant communiste prosoviétique. La République Socialiste de Tchécoslovaquie le considèrera longtemps comme un héros national.

¹⁸⁸ « Zemřel dlouholetý kancléř Litoměřického biskupství PhDr. Jaroslav Macek », sur le site du České biskupské konference,

¹⁸⁹ La prison de Waldheim, en Saxe, en fonction depuis 1716, est une des plus vieilles prisons d'Europe. Elle accueillit des opposants politiques sous le régime Nazi comme pendant l'ère communiste.

¹⁹⁰ Ces conditions du camp du Vernet ont notamment été rapportées par le célèbre témoignage d'Arthur Koestler, *La lie de la terre*, publié pour la première fois à Londres en 1941 (titre original *Scum of the earth*).

¹⁹¹ R. SCHUDER, R. HIRSCH, Nr. 58866: „Judenkönig“. *Das Leben des Kurt Julius Goldstein*. Berlin, Verlag für Berlin-Brandenburg, 2009.

Leur compatriote Otto Funke, lui, se bat tard et du côté allemand. Au terme de sa peine d'emprisonnement, il travaille à la *Machinesfabrik Augsgurg-Nürnberg* (MAN, aujourd'hui Société Européenne et filiale de Volkswagen). Il est considéré comme « indigne à la défense » (« *wehrunwürdig* ») jusqu'en 1944¹⁹². Les besoins en hommes grandissant avec la mauvaise tournure du conflit, l'indignité tombe alors et il est enrôlé dans la Wehrmacht. Il est envoyé dans le Finnmark, à l'extrémité nord de la Norvège, où les troupes de l'Armée Rouge avancent. Il y est fait prisonnier par les soviétiques.

Évolutions au sein des partis et des comités : carrières et rôles politiques après-guerre

En RDA

Funke, Goldstein et Bergold sont donc libres en 1945. Tous trois deviennent membres du KPD puis du *Sozialistische Einheitspartei Deutschlands* (SED) après la fusion de 1946.

Bergold travaille à l'Est dès la fin de la guerre pour l'administration militaire soviétique d'Allemagne (« *Sowjetische Militäradministration in Deutschland* ou *SMAD*), d'abord comme professeur d'allemand¹⁹³. Puis, la SMAD mettant en place un administration s'occupant des « déplacés », les *Umsiedler*, Bergold y est employé à gérer des statistiques. Ces populations allemandes originaires de territoires « orientaux » (Hongrie, Sudètes, Silésie...) furent, sous pression soviétique, déplacés de force en RDA, de 1945 à 1949. Les statistiques parlent de quatre millions et demi de personnes. Certains de ces déplacés forment des associations au discours anticommuniste nostalgique du III^{ème} Reich, qui ne manqueront pas d'être dénoncées par la FIR (voir quatrième partie).

S'ensuit une formation à la *Kreispartei-schule* de Dresde, il poursuit à Radenberg sa carrière administrative. Sa connaissance du russe le mène vers les affaires étrangères : il devient chef de service (« *Abteilungsleiter* ») du département des affaires étrangères et des relations internationales du Comité Central du SED. De 1963 à 1968, il est ambassadeur de la RDA au Viet-Nam. C'est l'année suivante que Bergold devient secrétaire de la Direction Centrale (« *Zentraleitung* ») du Comités des Résistants Antifascistes est-allemands (KdAW). Fort de son expérience en relations internationales et de sa place au KdAW, il intègre le Bureau de la FIR où il reste jusqu'à sa mort.

¹⁹² Notice sur Otto Funke in « *Wer was wer in der DDR?* »

¹⁹³ Le russe est enseigné à la *Technischen Hochschule Dresden* où Bergold a étudié un an. Ainsi peut-il user des deux langues.

C'est au congrès de Venise, en 1969, qu'il est élu secrétaire, avec Giuseppe Gaddi.¹⁹⁴

Kurt Julius Goldstein est actif au sein du SED dans la section de Thuringe. Il y devient secrétaire de la jeunesse (« *Jugendinstruktor* »). Puis il retourne en 1946 à Dortmund. C'est en 1951 qu'il repasse définitivement en RDA, toujours membre du SED. Le parti l'emploie à partir de 1956 dans ce qui sera son milieu jusqu'à sa retraite, en 1978 : *Rundfunk der DDR*, la radio. Il travaille à l'émission *Deutschlandtransmitter* («Émetteur d'Allemagne »), dont il devient directeur et qu'il renomme, en 1969, *Stimme der DDR*, « la voix de la RDA ».

Au niveau associatif, Goldstein adhère aux Comités Internationaux d'Auschwitz, dont il devient vice-président en 1976, ainsi qu'à la VVN, dont il finit président honoraire, qui sont certes affiliées à la FIR, mais basées en RFA (voir partie suivante). Il a certainement adhéré au sortir de la guerre à ces associations, avant de passer à l'Est. Ce qui ne l'empêche pas d'adhérer également, dès 1951, au comité est-allemand des Résistants et Victimes du nazisme, dont il est co-président de la *Zentralleitung*, où il côtoie donc Bergold qui en est le secrétaire. Dans les archives de la FIR, c'est bien en tant que délégué du KdWA et non de la VVN qu'il participe. Dans les listes par nationalités, il est classé en RDA.

À la FIR, reconnu comme combattant antifasciste ainsi que comme déporté, mais aussi comme journaliste, il participe au comité de rédaction de *Résistance Unie*, est élu au secrétariat en 1982, et reste à ce poste jusqu'en 1991.

Un film sur lui a été réalisé en format 56 minutes (sorti sur VHS en 1994).¹⁹⁵ Il décède le 24 septembre 2007. En 2009 sort sa biographie évoquée ci-dessus.¹⁹⁶ Depuis 2010, un parc à Marzahn-Hellersdorf, dans la banlieue est de Berlin (en ex-RDA) porte son nom.

Au terme du conflit, Otto Funke rentre en Allemagne, où il entame dès novembre 1945 son ascension des organes communistes, d'abord comme *Jugendinstruktor* du KPD. Il gravit d'abord les échelons locaux en Thuringe, pendant une dizaine d'année. En 1955-1956, il part en formation à la Haute École du Parti à Moscou. À son retour, il devient secrétaire de la section du SED du canton de Suhl, puis député du Suhl en 1963. Il siège au *Zentralkomitee* du SED jusqu'en 1989.

Malgré une activité de résistance plutôt limitée, sa carrière de fonctionnaire et ses origines modestes correspondent, elles, à l'archétype de l'antifasciste pour les pouvoirs communistes. Ce qui l'amène dans les années 1960 au Comité des Résistants Antifascistes de la RDA (« *Komitee der Antifaschistischen Widerstandskämpfers* »), dont il est vice-président de 1974 à 1989. Délégué de

¹⁹⁴ « Deux nouveaux secrétaires », *RU* n°8, décembre 1969, spécial congrès de Venise, p. 10.

¹⁹⁵ *Vorwärts und nicht vergessen. Kurt Julius Goldstein. Ein Porträt*, de Ingrid Strobl. Non répertorié sur l'Internet Movie DataBase.

¹⁹⁶ R. SCHUDER, R. HIRSCH, *op. cit.*

ce comité au CG de la FIR, il devient vice-président de celle-ci en 1973. Il assure ces fonctions jusqu'en 1989. Il est aussi au Comité de rédaction de *Résistance Unie*. Il décède en 1997.

République Populaire de Pologne et République Socialiste Tchèque.

Des carrières similaires sont observables chez les dirigeants de la FIR de la RPP et la RST. Ces deux États, après la mainmise de l'URSS, voient l'ascension de nombreux anciens combattants aux postes importants.

La carrière la plus notable est bien sûr celle de Sokorski, par sa fonction de ministre mais également par sa production littéraire. Sokorski est un communiste pro-soviétique de la première heure et n'a aucun mal à se hisser au sein du PZPR, le Parti des Ouvriers Unifiés de Pologne. Il fait partie de divers conseils et commissions entre 1947 et 1952, puis au comité central.

En 1952, il est nommé ministre de la Culture et de l'Art. Son travail consiste à adopter la doctrine stalinienne en la matière ; principalement l'imposition du réalisme socialiste comme norme artistique¹⁹⁷. Sokorski était déjà connu pour ses idées pour le moins arrêtées en matière d'art, notamment lors d'un Congrès des compositeurs polonais à Lagow en 1948, où son discours de quatre heures et demie définissant le jazz comme un « poison impérialiste », prône avec succès le bannissement du genre musical¹⁹⁸.

Après le ministère, Sokorski est nommé en 1956 à la tête du Comité de la Radio et de la Télévision du PZPR, poste qu'il occupe jusqu'en 1972. Autre occupation notable, il dirige le périodique – contrôlé par le Parti – *Miesięcznik Literacki* (« Mensuel Littéraire ») de 1966 à 1990, date à laquelle l'organe est démantelé. Il siège également à la Diète (« *Sejm* », la chambre basse du Parlement de la RPP) durant la première législature (1952-1956), puis de la quatrième à la sixième (de 1965 à 1976).

Sokorski est notable pour son importante production littéraire. Il écrit des romans, dont le plus connu est *Piotr* (1976). Mais ses écrits concernent surtout la politique et la culture. Citons parmi les plus importants et les plus représentatifs : *Czego chce PPR dla klasy robotniczej* (« *Ce que fait la République Populaire de Pologne pour la classe ouvrière* »), opuscule de 23 pages¹⁹⁹ paraît en 1946. *Sztuka w walce o socjalizm* (« *L'art dans la lutte pour le socialisme* ») est publié par l'Institut National de l'Édition. En 1954, pendant sa charge de ministre, il publie *Dziennik podróży dwa miesiące w Chinach* (« *Voyage officiel deux mois en Chine* ») ainsi que *Grubą kreską: dialogi o sztuce, moralności i socjalizmi* (« *Ligne épaisse : dialogues sur l'art, la morale et le socialisme* »)

¹⁹⁷ Nécrologie du 4 mai 1999 sur le site Archiwum : http://archiwum.rp.pl/artykul/225479_Zmarl_Wlodzimierz_Sokorski.html

¹⁹⁸ Igor PIETRASZEWSKI, "O przemianach edukacyjnych w muzyce jazzowej po 89'." In Marta KONDRACKA, Alina ŁYSAK, *Edukacja, wychowanie, poradnictwo w kulturze popularnej*, Varsovie 2009, p. 169.

¹⁹⁹ Cf notice du SUDOC (origine BDIC)

chez Czytelnik (Varsovie).

Par la suite, on lui doit *Współczesna kultura masowa: szkice* («*La culture de masse contemporaine : essai*») ainsi que *Kultura i polityka, szkice i artykuły* («*Culture et politique, essai et articles*») respectivement en 1967 et 1970.

Il se fend également de deux biographies d'artistes polonais publiées en 1978 chez Iskry (Varsovie) : *Leon Schiller* et *Xawery Dunikowski*. Il publie aussi des témoignages et des récits nostalgiques: *Tamte Lata* («*Ces années*») en 1979, *Uwikłania* («*Souvenirs*») en 1990 et *Romans z komuną* («*Romance du communisme*») en 1991.

Sokorski est membre éminent de l'Union des Combattants pour la Liberté et la Démocratie (*Związek Bojowników o Wolność i Demokrację* ou *ZBoWiD*), l'organisation membre de la FIR. Comme ancien combattant, il l'intègre dès sa création et la dirige entre 1980 et 1983, alors qu'il est toujours vice-président de la FIR. Cependant, il quitte la direction des deux en 1983. Il est remplacé, comme les statuts le recommandent lors d'une démission en dehors des congrès, sur vote du CG. Celui-ci, réuni à Vienne du 10 au 14 septembre 1984, le remplace²⁰⁰ par son successeur à la tête de la ZBoWiD, lui aussi ancien combattant de la division Kościuszko, Józef Kamiński.

Sokorski décède le 2 mai 1999, laissant derrière lui une image discutée : pour certains, un homme éclairé qui fit beaucoup pour promouvoir la culture polonaise, pour d'autres, l'instaurateur d'une culture aseptisée, normée. Andrej Wajda, qui tourna ses premiers films lorsque Sokorski était ministre, aurait déclaré que Sokorski était une honte nationale pour la culture.

Alef-Bolkowiak, après la guerre, fait carrière au sein du PZPR aux affaires étrangères. Tout d'abord, au sein du département des affaires étrangères de l'État-major polonais il est envoyé à Washington jusqu'en 1948, puis à Belgrade jusqu'en 1949. Il travaille ensuite pour le Comité Central du PZPR. Sa carrière prend un essor en 1955 alors qu'il travaille au cabinet de Franciszek Józwiak, premier ministre de 1955 à 1957 – et cadre de la ZBoWiD. La République Populaire de Pologne le dépêche ensuite comme observateur de l'ICSC (*International Commission for Supervision and Control*) au Cambodge et au Laos. Après quoi, de 1958 à 1964, il dirige le département de propagande de la Direction Centrale politico-éducative de l'armée polonaise (*Główny Zarząd Polityczno-Wychowawczy Wojska Polskiego*).

Adhérent à la ZBoWiD, dont il est dans les années 1960 membre du Conseil Suprême, il est élu secrétaire général-adjoint de la FIR en 1965, sur vote du Conseil Général qui remplace son

²⁰⁰ « Réunion du Conseil Général 10-14 septembre 1984 », dans le rapport d'activité du congrès de 1987, p. 7.

prédécesseur décédé. Bolkowiak est alors gradé colonel, et décoré de plusieurs médailles.²⁰¹

Si aucune publication de lui n'est parvenue jusqu'à nous, *Résistance Unie*, dont il rejoint bientôt le comité de rédaction le présente comme un homme ayant beaucoup publié, et dont le livre le plus fameux serait un témoignage intitulé *Les jours chauds*²⁰². Comme action notable, Alef-Bolkowiak a dirigé le projet d'un des plus fameux ouvrages de la FIR (bien qu'imprimé à Varsovie par la ZBoWiD) : *La Résistance antihitlérienne à travers les timbres*²⁰³. Il recueille et compile, outre les timbres qui composent ce beau livre, de nombreux témoignages sur l'histoire de la Résistance dans les divers pays d'Europe. Actif à la FIR, membre de la ZBoWiD, Bolkowiak décède en 1976.

Tout comme le commandant en chef de l'AL, Michał Rola-Żymierski²⁰⁴, Zygmunt Bieszczanin trouve naturellement sa place à la ZBoWiD. Contrairement à Rola-Żymierski qui y siège en tant que président honoraire, Bieszczanin s'y engage de façon effective. Il n'atteint pas le poste de président de ce comité mais demeure présent au Bureau et surtout incarne la ZBoWiD à la tête de la FIR : à son Bureau. Il est secrétaire général-adjoint en 1982, et ce jusqu'en 1991. Nous ne trouvons malheureusement pas de trace d'une carrière politique ou intellectuelle, si ce n'est un livre, *Linia śmierci*, publié en 1969²⁰⁵.

En ce qui concerne les Tchécoslovaques, les deux parcours sont radicalement différents. En 1945, Jaroslav Macek entame des études d'histoire et géographie à l'université Charles de Prague, à l'époque même où les facultés allemandes sont liquidées et les allemands expulsés par Edvard Beneš, lui-même ancien étudiant de cette université. Il travaille comme auxiliaire à l'Institut d'histoire de l'Académie des Sciences de Prague.

La carrière d'archiviste de l'Église catholique tchèque qu'il entame dès lors l'amène à beaucoup voyager, notamment au Vatican, puis le fait retourner à Litoměřicích où il travaille avec l'évêque Štěpán Trochta, ancien déporté dans les camps nazis et prisonnier du pouvoir communiste qui l'accuse d'être un espion du Vatican et le condamne à 25 ans de prison en 1954. Macek doit aller travailler. Trochta est libéré en 1968, le pape Paul VI le nomme cardinal *in pectore* en 1969. C'est l'occasion pour Macek de travailler à nouveau pour lui.

²⁰¹ Le colonel Gustav Alef-Bolkowiak élu secrétaire général-adjoint de la FIR, *RU* 17ème année, n° 1, janvier 1965, p. 7.

²⁰² *Ibid.*

²⁰³ FIR, *La Résistance antihitlérienne à travers les timbres*, Varsovie, Agencja Wydawnicza "Ruch", 1971. Un exemplaire est disponible au fond de documentation de l'ANACR Isère au 64, rue Ampère à Grenoble. La brochure *FIR 1951-1981* cite de nombreuses critiques élogieuses faites par de grands journaux européens.

²⁰⁴ 1890-1989, maréchal de Pologne et ministre de la Défense Nationale de 1944 à 1949. Il fut inquiété par les purges staliniennes en Pologne mais relâché en 1956. Il n'y a aucune trace d'une activité de Żymierski au sein de la FIR sur la période étudiée.

²⁰⁵ Z. BIESZCZANIN, *Linia śmierci*, Varsovie, Mon, 1969. Un exemplaire est disponible à la Bibliothèque des langues Slaves et orientales de Lille III.

Docteur en théologie, il est aussi historien spécialisé dans l'histoire de l'Église tchèque, reconnu pour son travail d'archiviste au diocèse de Litoměřicích dont il devient gestionnaire des bibliothèques, des archives et des collections d'art sur proposition de l'évêque Josef Koukl en 1990. Il devient ensuite chancelier du diocèse en 1993. À sa mort en 2008, il est l'auteur d'une soixantaine de publications dont les plus renommées concernent le chapitre du diocèse de Litoměřicích des débuts de la chrétienté au XX^{ème} siècle.

Quant à son successeur à la FIR, František Šádek, fort de son grade, il poursuit ensuite son activité militaire et est envoyé réprimer des combattants Banderistes (l'une des deux branches armées du nationalisme ukrainien, du nom de leur leader Stepan Bandera) qui sévissent en 1946-1947 dans une partie de la Slovaquie et de la Pologne qu'ils revendiquent. Il finit ses classes à l'École d'Infanterie de Varsovie en 1951²⁰⁶.

Il poursuit une carrière militaire lambda dans l'infanterie, gravit les grades militaires et commande la 15ème division d'infanterie de l'Armée du Peuple de 1955 à 1956, Il part ensuite faire des études militaires supérieures à Moscou. De retour au pays, il commande la quatrième armée de 1960 à 1964, il est alors Major-Général.

À partir de 1964 commence une carrière plus politique : il est délégué du Ministre de la défense chargé de la formation au combat, puis en octobre 1966 délégué-adjoint de l'Administration militaire. En 1967, il atteint son grade de lieutenant-général. Il est ensuite nommé agent de l'Inspection générale de l'Armée du Peuple Tchécoslovaque (*Československá lidová armáda* ou ČSLA). Enfin, en 1969, il devient chef de la Garde-frontière (*Pohraniční stráž*) où il reste jusqu'en 1981. Une affaire de « prise d'otage » (un bus emmenant des enfants à l'Ouest du Rideau de Fer) vire au fiasco en 1978. Le conducteur et plusieurs enfants sont tués dans un échange de tir avec les gardes-frontière – dont Šádek. Un procès expéditif a lieu qui accuse les deux « preneurs d'otages » d'être responsables de la mort des enfants. L'un d'eux est exécuté, l'autre passe vingt-cinq ans en prison²⁰⁷.

En 1982, alors qu'il prend sa retraite, il est vice-président du Comité Central de l'Union des Combattants Antifascistes, le comité membre de la FIR. Il est en même temps élu au Bureau de la FIR, où il restera tout au long des années 1980. Il n'est pourtant même pas membre du Conseil général avant le IX^{ème} congrès, ce qui laisse supposer un « parachutage » pour remplacer Macek. Il entame alors sa carrière parlementaire, et devient député de Chomutov (Nord-Bohème, côté

²⁰⁶ P. MINARIK, « 1086. Rád bych se dozvěděl něco o životě a vojenské kariéře genpor. Františka Šádka. ».

²⁰⁷ V. ŠNIDL, « Policie otevřela případ "autobusu smrti" », *Hospodářské noviny*, 03/03/2008. Le journal est un quotidien tchèque économique et politique. Le titre de l'article : La police ré-ouvre le dossier du « bus de la mort ». Disponible sur le site du journal : <http://hn.ihned.cz/c1-23078320-policie-otevrela-pripad-autobusu-smrti> consultée le 16/03/2013.

Tchèque) à la Chambre du Peuple. Il occupe un autre siège à partir de 1983, côté Slovaque cette fois. Il conserve un siège à la Chambre du Peuple jusqu'en 1990. Après la Révolution de Velours, il ne se représente pas.

Aucune date de décès n'est parvenue jusqu'à nous. Il a été inquiété en 2005 pour l'affaire du bus :

« Les gardes-frontières ont été récompensés, au contraire, de leur action. Leur culpabilité a commencé à être supposée pour la première fois dans les années quatre-vingt-dix. En 2005, František Šádek s'est trouvé une première fois devant une cour de justice. Et avec lui cinq subalternes. "Je devrais me sentir coupable d'avoir voulu sauver quarante lycéens?" plaide Šádek, un ancien participant à la résistance anti-nazie »²⁰⁸.

Il est encore vivant en 2007²⁰⁹.

Les délégués des pays de l'est présents à la tête de la FIR, tous communistes encartés, sont loin d'avoir eu les rôles prépondérants de leurs homologues de l'ouest dans la Résistance. Ce sont certes pour la plupart des combattants et/ou des victimes opposés au nazisme de façon significative, mais c'est plus par leur ascension de la nomenclature au sein des partis au pouvoir, ainsi que dans les comités d'anciens résistants qu'il parviennent à la FIR. En cela, la distinction s'imposait. Les carrières relativement similaires, si l'on excepte celle de Sokorski, se résument à l'adhésion au parti quasi-unique, quelques mandats locaux, une charnière fin années 1950 - début années 1960, avec pour plusieurs d'entre eux, une formation dans une grande école du parti, puis des rôles et mandats nationaux.

Dans le cas des Est-Allemands, leur opposition au nazisme n'est guère significative. Les cas de Funke et Bergold, dont les peines encourues sont aux antipodes de celles de Rossaint ou de Goldstein – qui, rappelons-le, est un dissident de la VVN – illustrent bien la primauté de la carrière de fonctionnaire sur le passé d'opposant. Toutefois, l'étude de ces trois représentants du KdAW ne permet pas de tirer des conclusions sur la totalité des cadres de ce comité Est-allemand. Par ailleurs, en 1987, lors du X^{ème} congrès, Bergold est remplacé par Gerhard Leo, allemand antinazi, réfugié en France et combattant des maquis de Corrèze. Il fut l'ami du secrétaire départemental de l'ANACR Isère René Mouchet. Il a publié un témoignage sur son parcours de résistant *Un allemand dans la Résistance*²¹⁰.

²⁰⁸ *Ibid.* traduit de tchèque par traducteur automatique.

²⁰⁹ En uniforme lors d'une commémoration en 2007 : <http://www.vojensko.cz/generalporucik-ing-frantisek-adek>

²¹⁰ G. LEO, *Un Allemand dans la Résistance, le train pour Toulouse*, Pars, éditions Tirésias, 1997.

Nous avons dit dans la partie précédente que, de par la création des « comités » pendant ou juste après les purges, avait lieu une sélection d'un type de résistant -communiste et/ou combattant dans les forces soviétiques. Cela se retrouve naturellement dans les parcours de ces dirigeants.

Remarquons, au passage, qu'il n'y a pas parmi les personnalités choisies de déportés parmi les polonais et le tchécoslovaque. Cependant, cinq personnes ne sont pas assez pour déterminer exactement la nature des membres de la ZBoWiD et de l'Union des Antifascistes Tchécoslovaque, quoique ces parcours coïncident avec les déductions de la partie précédente.

On peut s'étonner de voir parmi les représentants des pays satellites de l'URSS la personne de Jaroslav Macek dont le parcours tranche net avec les autres, d'autant qu'il a été en fonction alors qu'il était proche d'un prisonnier politique, l'évêque Trochta. S'agit-il d'une volonté d'afficher un pluralisme parmi les représentants du comité tchécoslovaque ? Toujours est-il que son remplaçant au poste de vice-président qu'il quitte en 1981, Šadek, est lui bien plus dans la norme des apparatchiks des pays de l'Est.

Il serait de toute façon erroné de considérer ces conclusions comme exhaustives. En effet, une étude du comité roumain et des délégués roumains présents dans les organismes décisionnels de la FIR permettrait sans doute déjà une certaine nuance dans l'analyse de l'aile Est de la FIR.

Conclusion : un pluralisme relatif mais un véritable réseau

Les parcours de ces dirigeants montrent plusieurs choses. Premièrement, on peut parler d'un véritable réseau. Par les associations nationales, certains organismes de documentation, mais aussi les mandats et les fonctions politiques, ces personnes se connaissent, au moins celles d'une même nationalité.

Il apparaît également clair, même si notre choix a subi des contraintes matérielles, que seules quelques organisations nationales sont vraiment impliquées dans la direction de la FIR. Si celle-ci revendique plus d'une vingtaine de pays représentés, les dirigeants sont souvent issus des mêmes nationalités. Malgré les départs de ces postes, ce sont souvent des personnes déjà présentes.

Nous n'avons pas de trace d'un membre évincé. Seuls le décès et la démission des fonctions de la FIR et/ou des organisations nationales semblent être des motifs de départ d'un poste important de la FIR. À ce propos, la FIR doit faire face à une grande vague de décès dans les années 1980 (voir les dates des dirigeants).

On peut également noter que bon nombre d'entre eux ont une carrière intellectuelle et médiatique, y compris les représentants des pays socialistes. Cependant, ce point est peut-être dû au fait que l'appartenance au comité de rédaction de *Résistance Unie* faisait partie des critères de sélection des personnalités de cette étude. Or, parmi les membres dirigeants de la FIR, sans doute ont été choisis, ou se sont proposés, pour ce comité ceux qui avaient justement des liens avec l'édition et/ou l'information. Le manque de sources²¹¹ concernant la revue elle-même contraint à supposer plutôt qu'à affirmer. Si tel est toutefois le cas, cela explique donc la présence d'intellectuels dans la liste choisie pour cette étude.

Remarquons, au passage, qu'il n'y a pas de femme – peu d'entre elles sont également à la tête des associations nationales.

Enfin, le point le plus évident, est la présence en force des personnalités communistes. Certes, le pluralisme est bel et bien respecté : un président socialiste, présence d'un ancien prêtre catholique et d'un archiviste diocésain, quelques personnalités de centre-gauche l'attestent. Mais tout d'abord, il n'y a pas parmi de franc conservateur.

Ensuite, quelques doutes peuvent subsister quant à certains de ces non communistes. Le président Ariadlo Banfi est socialiste italien, et la distinction entre communistes et socialistes est loin d'être aussi franche en Italie qu'en France. Quant au Dr Joseph Rossaint, tout porte à croire qu'il est après la guerre, sinon adhérent, compagnon de route du communisme. Premièrement, il est déçu

²¹¹ La revue n'est mentionnée nulle part dans les statuts.

de son parti qui ne s'est pas opposé au nazisme. Deuxièmement, il ne quitte pas la VVN lorsque les démocrates chrétiens et les sociaux démocrates la quittent. Troisièmement, certains de ses propos paraissent orientés, citons une intervention dans une rencontre contre le fascisme en 1973 à Bruxelles (voir chapitre IX) dans laquelle il fustige les méthodes des « gouvernements bourgeois » et les « normes sociaux-démocrates de l'époque de Weimar, qu'adoptent encore aujourd'hui la majorité »²¹². Enfin, quel est leur poids face à tous les dirigeants des pays socialistes ? Et face aux nombreux dirigeants communistes des autres pays ? Pourtant, s'ils se proposent à chaque congrès pour assumer des responsabilités à la FIR, en plus de leurs rôles dans les associations nationales, c'est qu'il y a chez eux une réelle volonté d'agir au sein de la FIR. Statutairement, ils en ont le pouvoir, même si celui-ci est limité. Et leur lucidité quant aux rapports de forces, au vu de leur carrière politique, n'est pas à mettre en cause.

La représentativité de la FIR quant à la Résistance à l'échelle européenne, au terme de ces deux parties, pourrait donc être définie ainsi : elle est valide mais orientée.

Valide car ce sont bien des personnes ayant combattu et/ou ayant été victimes du nazisme et du fascisme, de façon significative, si l'on excepte le cas de certains Est-allemands

Orientée car elle est loin de représenter la Résistance dans toutes ces tendances, et elle est incarnée en majorité par des communistes voire des prosoviétiques.

Si la FIR s'engage sur un programme ouvertement communiste, les dirigeants non communistes peuvent tout aussi bien claquer la porte. Or, ce ne semble pas être le cas puisque ceux qui sont étudiés ici assument leur fonctions sur toute la période, à l'exception de ceux qui décèdent pendant. On peut donc en déduire que la FIR s'est, à l'instar des associations nationales des pays de l'ouest, concentrée sur des combats en accord avec son essence, qui rassemble toutes ces organisation et toutes ces personnes : l'opposition au nazisme et au fascisme. Il nous reste donc à déterminer quels furent, sur les vingt ans étudiés, ces combats.

Parmi eux, deux champs principaux peuvent être dégagés par ordre d'importance : l'intervention dans les relations internationales dont le fer de lance est l'engagement en faveur du désarmement, et la lutte contre l'extrême droite.

²¹² Discours de J. C. ROSSAINT à la rencontre de Bruxelles, cité dans *RU* n°22, avril juin 1973, p. 7.

Troisième partie. « Gagner la guerre de la paix » par le désarmement

« C'est un fait sans précédent dans l'histoire de notre continent, d'où sont parties les deux dernières guerres mondiales, qu'adversaires d'hier, ceux qui se sont affrontés avec la violence des armes, se soient mis d'accord pour œuvrer ensemble afin de promouvoir le désarmement »

Alix LHOTE, secrétaire général de la FIR, au Symposium européen des anciens combattants sur le désarmement (Paris 27-29 novembre 1975) .

Introduction : pacifisme et allégeance à l'ONU

« Nous devons gagner la guerre de la paix », affirme le vice-président Jacques Debû-Bridel en 1974²¹³.

La FIR, qui se définit elle-même comme la « Résistance Européenne », s'engage, comme les associations nationales étudiées dans le précédent mémoire, sur le terrain politique en référence à l'opposition au nazisme. Ce terrain politique est ici à l'échelle internationale ; les statuts de la FIR l'affirment d'emblée dans la version de 1959: « Son action est mondiale »²¹⁴. Dans les faits, elle concerne surtout l'Europe, puisqu'il s'agit de l'échelle représentée par les organisations membres. Nous verrons que les revendications et actions de la FIR, n'en déplaie aux statuts, ne dépassent guère ce périmètre.

C'est dans le chapitre concernant le combat pacifiste des anciens combattants et anciens déportés que le précédent mémoire évoquait la FIR. Il s'agit là du principal combat de cette Fédération. La FIR, qui regroupe des opposants au nazisme des deux bords d'une Europe déchirée en deux, veut être dès sa création une organisation en faveur de la Paix, en référence au passé de ses membres. En effet, au congrès fondateur de Vienne de 1951, le président Frédéric-Henri Manhès déclare :

« Pour sauvegarder la Paix menacée, il faut qu'un pacte de Paix soit conclu entre les cinq grandes puissances.

Or, nul n'est plus autorisé pour réclamer la réalisation de cette œuvre de paix que les patriotes qui surent – aux heures noires de la destinée de leurs Patries – se lever pour chasser l'envahisseur fasciste et lutter, avec tant de courage et de dévouement, pour le triomphe des idéaux de Paix, de Liberté et de Démocratie. »²¹⁵

On est dans la droite lignée de l'idéal de la « construction d'un monde nouveau dans la Paix et la Liberté » qu'évoque le serment de Buchenwald²¹⁶. Les cinq grandes puissances citées ici sont les cinq membres permanents du Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Tout comme l'ANACR et la FNDIRP, la FIR reconnaît l'ONU comme l'organisme propre à régler les questions internationales ; celle-ci est en effet une création de la victoire de 1945, destinée entre autres à régler les contentieux de manière pacifique. Cet attachement est statutaire : la FIR doit « aider à la réalisation des buts fixés par la Charte de l'ONU »²¹⁷.

²¹³ *RU* n°25, janvier-mars 1974, p. 7.

²¹⁴ Article I des statuts de la FIR, 1959. La version de 1962 est plus modérée : « La FIR peut étendre son activité sur le monde entier ».

²¹⁵ Cité dans *25 années FIR*, cahier spécial Résistance Unie – service d'Information, Vienne 1976, p. 3.

²¹⁶ Voir le serment de Buchenwald en annexe.

²¹⁷ Article IV des statuts.

L'importance du maintien de la Paix pour la FIR n'est pas démentie vingt ans plus tard. Dans un rapport de la réunion du bureau de 1971, le chapitre concernant les activités futures commence par :

« Nous aurons naturellement notre propre combat à mener en tant que Fédération Internationale des Résistants en ce qui concerne la sécurité européenne, la paix dans les diverses parties du monde, le désarmement, l'entente entre les peuples et la coopération internationale »²¹⁸.

En tant qu'Organisation Non Gouvernementale (ONG), elle obtient en 1972 le statut consultatif de la deuxième catégorie auprès du Conseil Économique et Social de l'ONU, puis devient membre de l'UNESCO catégorie C en 1975 puis catégorie B en 1980²¹⁹. Ce ne sont certes pas des rôles de premier rang mais déjà quelques preuves de son investissement concret ; elle participe dès lors à de nombreux congrès des ONG (CONGO).

Lorsque la Fédération fête ses vingt-cinq ans en 1976, elle cite en premier parmi ses buts : « Défense de la paix et de la sécurité en Europe en soutenant les efforts visant à un désarmement général, en résolvant les question en litige par l'entente et la coopération »²²⁰.

En plus du discours, nous avons ici le moyen que préconise la FIR pour arriver au maintien de la paix : le désarmement général. La course aux armements est dénoncée sans relâche. Pour le danger qu'elle représente : Oskar Wiesflecker, directeur de la rédaction de *Résistance Unie*, dénonce par les chiffres les effets du progrès et de la prolifération de l'armement : dix millions de morts pour le premier conflit mondial, cinquante-quatre millions pour le second dont une moitié de civils, combien si un nouveau éclatait²²¹?

Plutôt que d'insister sur la dénonciation du militarisme par les anciens résistants et victimes du fascisme en référence à leur passé, qui avait déjà été expliquée dans le précédent mémoire, nous nous attacherons directement aux prises de positions dans les relations internationales et aux actions concrètes de la FIR en faveur du désarmement. Il faudra cependant définir ce que le terme désarmement signifie et implique dans les relations internationales entre 1971 et 1991.

En 1981, le président Banfi déclare : « Paix et désarmement sont deux problèmes indissolublement liés entre eux et la FIR a toujours agi dans ce sens, collaborant avec des organisations internationales qui avaient le même but »²²². Il fait ici allusion au Comité de

²¹⁸ « III – Nos activités futures », *Réunion du bureau de la FIR, Berlin (RDA), 8-10 octobre 1971, rapport du secrétariat (projet) présenté par le secrétaire général Jean TOUJAS*, p. 33.

²¹⁹ *25 années de la FIR*, p.5 et *FIR 1951-1981* p. 6.

²²⁰ *25 années de la FIR*, p.5.

²²¹ O. WIESFLECKER, « La course aux armements est une menace pour tout le monde », *RU* n°23, juillet-septembre 1973, p. 8.

²²² A. BANFI, « Trente années de la FIR », *FIR 1951-1981*, p.5

Coordination, déjà évoqué dans *La « Flamme à transmettre »*, formé par la FIR, la Confédération Européenne des Anciens Combattants (CEAC), la Fédération Mondiale des Anciens Combattants (FMAC) et la Confédération Internationale des Anciens Prisonniers de Guerre (CIAPG). Ce comité est fondé suite à l' « Appel de Rome en 1971 ».

Après avoir évoqué les grandes lignes des relations internationales telles qu'elles sont perçues par la FIR entre 1971 et 1991 ainsi que le rôle qu'elle entend y jouer, la question du désarmement et des travaux du Comité de Coordination afin de le promouvoir sur cette même période sera abordée.

Chapitre VI. La FIR dans les relations internationales, de l'Ostpolitik à la Perestroïka.

La FIR, rassemblant des organisations de plusieurs pays d'Europe, tient à intervenir dans les relations internationales. Les relations entre la RFA et le bloc de l'Est sont alors un thermomètre des relations Est-Ouest. Otto Funke, vice-président est-allemand, écrit en 1974 dans *Résistance Unie*: « la guerre ne doit plus jamais venir de la terre allemande »²²³.

Le souhait de la FIR d'incarner une union dépassant les clivages géopolitique et idéologique se traduit aussi par le choix de Vienne pour installer son siège. Celui-ci est explicité ainsi :

« Depuis son congrès constitutif en juillet 1951, la FIR a son siège à Vienne. C'est là que se trouve le secrétariat de la FIR [...]. La capitale de la république neutre d'Autriche, après New York et Genève le troisième siège des organisations importantes de l'ONU, est un lieu qui a fait ses preuves pour les réunions internationales importantes. »²²⁴

La volonté de la FIR d'agir sur les relations internationales est au premier plan. Il est même, si l'on en croit le président Arialdo Banfi, plus important que la mémoire de la Seconde Guerre mondiale : « Dans toute l'Europe se sont élevés des monuments en souvenir des combattants morts dans les années tragiques de 1939-1945, pendant la guerre d'Espagne et autres, mais le vrai monument est celui de l'action constante déployée pour empêcher que se recréent les conditions d'une guerre en Europe »²²⁵.

La vingtaine d'années d'évolution dans les relations internationales peut être scindée en trois phases distinctes, que nous découperons avec les activités de la FIR: de 1971 à 1975, puis de 1975 à 1987, enfin de 1987 à 1991.

²²³ *RU*°25, janvier-mars 1974, p. 10.

²²⁴ « Depuis sa fondation à Vienne », *FIR 1951-1981*, p. 2.

²²⁵ A. BANFI, « Trente années de la FIR », *FIR 1951-1981*, pp 3-5.

Les espoirs de la Détente et de l'Ostpolitik, 1971-1978

Le climat en Europe est détendu au début de la décennie 1970. Les relations est-ouest s'adoucissent. Les Partis communistes de l'Ouest, refroidis par l'intervention en Tchécoslovaquie, tendent à s'émanciper du PCUS au moyen de l'Eurocommunisme proposé par le premier secrétaire du PCI Enrico Berlinguer. Quant aux Etats-Unis, le fiasco du Vietnam puis l'affaire du Watergate entachent le mandat de Richard Nixon, et l'image du pays dans le monde. Cet affaiblissement des deux grands, renforcé par l'éveil des pays du tiers-monde et le premier choc pétrolier, est interprété comme le déclin du monde bipolaire.

L'année 1971 commence sous de bons auspices en Europe pour les partisans de la Paix, en particulier grâce à la politique du nouveau chancelier fédéral allemand. Debû-Bridel écrit : « Grâce à l'action continue des forces de paix la situation s'est éclaircie en Europe où un résistant tel le chancelier Brandt a succédé à l'ex-nazi Kiesinger »²²⁶. Willy Brandt entame l'*Ostpolitik* par divers traités signés par la RFA avec l'URSS²²⁷, la Pologne²²⁸ et la RDA²²⁹. Lorsqu'ils sont ratifiés par le Bundestag au printemps 1972, « les anciens résistants et victimes du fascisme s'en félicitent, parce qu'ils y voient une contribution à la réalisation de leurs objectifs »²³⁰. Et s'indignent de ce que certaines associations (associations de déplacés, que nous verrons dans la partie suivante) et forces politiques (CSU-CDU, idem), en Allemagne Fédérale, contestent ce qu'elle considère comme un entérinement des décisions de 1945.

L'optimisme du congrès de Paris (26-28 novembre 1973)

Ces traités sont à nouveau salués par la FIR à son septième congrès, à Paris en 1973 : « Les traités [...] ont assaini l'atmosphère en Europe »²³¹. Elle perçoit cela – c'est souvent le cas lors d'avancées de ce genre – comme une réponse à ses revendications : « Ainsi que la FIR n'a cessé de le proclamer, la reconnaissance de l'inviolabilité des frontières nées de la deuxième guerre mondiale et des réalités de l'Europe d'aujourd'hui et ouvert la voie à une coopération active entre tous les États européens, sans exclusive, quelque soit leur régime économique et social ». En revanche, la FIR regrette que cette politique n'aille pas plus loin, par des traités avec la Hongrie, la Tchécoslovaquie.

²²⁶ J. DEBÛ-BRIDEL, « Il nous faut persévérer », *RU* n°13 janvier-mars 1971, pp 5-6.

²²⁷ Traité de Moscou, 12 août 1970 ; accord quadripartite sur Berlin, 3 décembre 1971.

²²⁸ Traité de Varsovie, 7 décembre 1970.

²²⁹ Traité fondamental de Berlin-Est, 21 décembre 1972.

²³⁰ « Déclaration de la FIR au sujet des traités avec l'URSS et la Pologne, publiée dans *RU* n° 17, janvier-mars 1972.

²³¹ « 2e congrès : Paris 26-28 novembre 1973 », *FIR 1951-1981*, p. 15.

On réitère la volonté, formulée explicitement depuis le congrès précédent à Venise (14-16 novembre 1969) par la résolution d'orientation générale ainsi que par le sénateur italien et vice-président de la FIR Umberto Terracini, de dissoudre les blocs militaires. Il est dit à Paris : « Aux tentatives de renforcement des blocs militaires, opposez votre volonté de les voir disparaître ²³² ».

Au sujet des résultats positifs de la Détente en Europe, le vice-président Debû-Bridel affirme que « l'action de la FIR, l'action de nos associations n'y sont pas pour rien »²³³. La FIR reste toutefois lucide : en dépit de la détente politique, la course à l'armement continue. *Résistance Unie* chiffre à 27,5 milliards de *Deutschmarks* le budget de l'armement de la RFA de 1974.²³⁴

La fin du conflit au Vietnam

L'intervention militaire au Vietnam est dénoncée de façon franche et explicite dans les discours de la FIR comme dans les articles de *Résistance Unie*²³⁵. En premier lieu, l'ingérence américaine due à la politique de *Containment*, est vilipendée au nom du droit des Peuples à disposer d'eux-mêmes, ou, pour reprendre les termes de la FIR, le droit « d'un pays en lutte pour disposer librement de son destin »²³⁶. Ensuite, les méthodes employées sont dénoncées : le bombardement au napalm, causant de nombreuses souffrances chez les civils, fait couler de l'encre dans les pages de *Résistance Unie*. Les accords mettant fin à une « intervention étrangère »²³⁷ sont perçus comme une victoire. Rappelons que l'un des secrétaires de la FIR, Wolfgang Bergold, fut ambassadeur de la RDA dans ce pays de 1963 à 1968 – il devient secrétaire l'année suivante.

La conférence d'Helsinki.

La Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE) débouche le 1er août 1975 sur un texte qui servira pendant longtemps de référence dans les relations internationales. Quoiqu'elle n'y ait pas participé (il s'agit d'une réunion gouvernementale) la FIR se réjouit de cette longue liste de préceptes, couramment appelé « Acte Final d'Helsinki ». Celui-ci est signé le 1er août 1975 par de nombreux chefs d'État du monde entier. Elle y voit en effet la matérialisation de nombre de ses revendications en matière de coopération internationale.

Le concours d'affiches 1975.

Le trentième anniversaire de la victoire est l'occasion pour la FIR de d'enjoindre ses organisations nationales à mettre en place de nombreuses initiatives pour commémorer le 8 mai. C'est, entre autres, une réponse à la suppression, en France, de la commémoration. Parmi les

²³² « Appel à tous les Résistants », congrès de Paris 26-28 novembre 1973. *Cité dans FIR 1951-1981*, pp.15-16.

²³³ J. DEBÛ-BRIDEL, « Nous devons gagner la guerre de la paix », *RU* n° 25 janvier-mars 1974, p. 7.

²³⁴ Graphique paru dans *RU* n° 25, janvier-mars 1974.

²³⁵ « La FIR et le problème du Vietnam », *RU* n°21, p. 7.

²³⁶ « Appel à tous les Résistants »,

²³⁷ *Ibid.*

initiatives, ce concours est un bon exemple des événements culturels de la FIR. Il a lieu au printemps 1975. Alors que les associations nationales préparent toutes des cérémonies pour le trentenaire de la victoire sur le nazisme, un grand concours internationales de créations d'affiches est initié par la FIR et organisé conjointement par la ZBoWiD et le ministère polonais de l'Éducation nationale et de la Culture, à Varsovie. On chiffre mille participants de trente-huit pays.²³⁸ Les lauréats obtiennent l'impression de leurs œuvres pour une grande exposition inaugurée la 8 mai.

Plusieurs prix sont décernés. C'est un ressortissant d'un ancien pays de l'Axe, un japonais, qui remporte le prix. Shigeo Fukuda est primé pour son affiche représentant un obus retombant dans le fût de son canon d'origine, avec le mot, en haut à gauche « victory ». Si elle n'a sans doute pas participé en tant que telle aux délibérations, la FIR adopte cette image et l'utilisera souvent dans ses brochures, comme symbole de ses combats. Cette image lie en effet les deux principaux engagements : la victoire sur le nazisme est le début de la paix ; les luttes contre l'extrême-droite et pour le désarmement vont de pair. Un second prix est décerné à un couple polonais pour leur œuvre représentant leurs mains jointes, écrivant le mot « paix ». Une autre affiche est également reproduite régulièrement, celle d'une artiste suisse nommée Bavière, affichant les deux dates 1945 et 1975 au devant desquelles se trouve une main faisant le signe « V »²³⁹.

Regain de tension 1975-1987

Entre l'Acte Final d'Helsinki et l'arrivée de Michail Gorbatchev au poste de premier secrétaire du Parti Communiste de l'Union Soviétique, les relations internationales replongent dans les tensions et les risques d'affrontement armés. Le symbole de ce regain de tension est le boycott américain des Jeux Olympiques de Moscou en 1980. Les rencontres entre chefs d'États se raréfient. C'est particulièrement le cas avec l'arrivée de Ronald Reagan. La balance s'inverse : après les Etats-Unis, c'est au tour de l'URSS d'être embourbée dans une intervention extérieure et une crise au sommet de l'État – la difficile succession de Brejnev.

Le silence désormais bien reconnu par les historiens autour de cette intervention est significatif dans les archives de la FIR. D'abord, l'intervention débute alors que se tient à Rome la Rencontre Mondiale des Anciens Combattants (voir chapitre suivant), qui, quoique centrée principalement sur le Désarmement, affirme ou réaffirme aussi certains principes dans les relations internationales, dans la droite lignée de la Charte des Nations Unies, parmi lesquels : la recherche

²³⁸ *RU* n° 29-30, printemps 1975, p. 67 et « Initiatives culturelles », *FIR 1951-1981*, p. 52.

²³⁹ Pour les exemples d'affiches primées au concours de 1975, voir annexe 11.

de solutions pacifiques aux conflits, le respect des frontières. La FIR aurait du selon ses engagements, dénoncer cette intervention aussi fermement qu'elle l'avait fait pour la guerre du Vietnam, « pour la cessation de laquelle se sont battus des millions d'hommes et de femmes, contraignant l'impérialisme américain à se retirer », selon les propres termes du président Banfi²⁴⁰. Au mieux dénonce-t-on « les interventions dans les affaires d'autres pays »²⁴¹.

De même, le prise de pouvoir en Pologne et le décret d'état de siège par Jaruselski ne font l'objet d'aucune critique de la FIR, du moins pas dans les archives dépouillées pour cette étude. Le comité polonais des anciens combattants est dirigé, comme vu en première partie, essentiellement par des militaires. Il ne semble pas s'offusquer de ce coup d'état auprès des autres associations. Peut-être même l'approuve-t-il.

La situation au Proche-orient, enlisée par l'intervention israélienne au Liban, préoccupe aussi de plus en plus la FIR. Celle-ci s'insurge à Athènes contre les « épouvantables atrocités telles celles de Sabra et Chatila »²⁴², perpétrées en 1982. La FIR adopte dès lors une résolution condamnant fermement ces agissements et tout acte de violence contraires aux lois de la guerre²⁴³. Pourtant, comme la majeure partie de l'opinion public occidentale, la FIR était d'abord pro-israélienne : Terracini, à Venise en 1969 déclare qu' « Il n'y a guère que les Arabes qui ne reconnaissent pas l'État d'Israël »²⁴⁴.

Les années de la crise des Euromissiles (voir chapitre suivant) sont marquées par une vague de pacifisme en Europe de l'Ouest et particulièrement en République Fédérale Allemande. Il est plus que probable que la VVN ait surfé sur cette vague et participé à des manifestations. En dehors de la question matérielle des missiles américains et européens, l'adhésion à la politique militaire américaine est contestée dans les rangs pacifistes formés tant par des mouvements et associations que par les partis politiques de gauche (le SPD). Cela n'empêchera pas les conservateurs, partisans de la présence des missiles sur le sol de la RFA, de gagner les élections. Cette vague de pacifisme a été soutenue par les soviétiques et par la RDA d'Erich Honecker. Le neuvième congrès de la FIR a lieu en 1982, au cœur de la tourmente, à Berlin-Est, en présence de nombreux responsables de l'Allemagne de l'Est, dont Honecker lui-même. Ce congrès est bien entendu placé sous l'égide de la détente et la coopération. Une « lettre à la jeune génération » est publiée²⁴⁵ par le congrès dans laquelle celui-ci félicite la jeunesse et son engagement pour « la réalisation dans [son] droit à une vie dans la bonheur, à l'amour et à la sécurité ». L'unité de la Résistance est montrée comme un

²⁴⁰ A. BANFI, « Trente années de la FIR », *FIR 1951-1981*, p. 5.

²⁴¹ Brochure du congrès d'Athènes,, p. 34.

²⁴² *Ibid.*, p. 17.

²⁴³ Déclaration de la FIR sur les massacres à Beyrouth-Ouest, 21/09/1982. Publiée dans le Rapport d'activité du congrès d'Athènes (1987).

²⁴⁴ *RU* n°8, octobre-décembre 1969.

²⁴⁵ Brochure du congrès de Berlin-Est, p. 32.

exemple à suivre pour les jeunes.

Le tournant dans les relations diplomatiques est marqué par le sommet de Genève des 19 et 20 novembre 1985, où se rencontrent pour la première fois Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev. Cette entrevue, encensée par le secrétaire général Alix Lhote²⁴⁶, ne fut pourtant pas à la hauteur des espérances d'alors, chacun des deux hommes campant sur ses positions. Mais il s'agit tout de même de la première rencontre entre les chefs d'État des deux superpuissances depuis six ans, la deuxième en dix ans.

Tous les sommets ne seront pas fructueux, citons celui de Reykjavik dont la FIR « ne peut que regretter l'échec »²⁴⁷. L'ONU déclare 1986 « année internationale de la paix », ce à quoi la FIR affirme avoir concouru par le biais du congrès des ONG²⁴⁸. Ce dernier organise à Genève, en janvier 1986, une conférence mondiale sur le thème « Tous ensemble pour la paix », auquel participe bien sûr la FIR. La reprise de la CSCE en 1986 à Vienne, ville où siège la Fédération, est encouragée.

Vers l'apaisement, d'Athènes à Moscou. 1987-1991

C'est en janvier 1987 que l'ONU décerne à la FIR le titre de Messenger de la Paix (« *Peace Messenger* »). Le titre est symbolique mais il est accueilli comme une reconnaissance de la part de l'organisation à laquelle la FIR prête une allégeance sans faille.

À partir du milieu des années 1980, tout comme pour la FNDIRP, on note l'apparition dans le discours de la FIR de la situation économique mondiale, et plus particulièrement du déséquilibre Nord-Sud, qui vient compléter la rupture Est-Ouest. Ainsi, au congrès d'Athènes (11-14 mai 1987), est évoquée la dette des pays du Tiers-Monde, ainsi que l'excédent alimentaire en Europe, qui pourrait selon les dirigeants de la FIR servir à ces pays²⁴⁹. On note même l'apparition d'un discours écologiste, évoquant la pollution atmosphérique, les pluies acides, « la fragilité de la planète rappelée tragiquement par la catastrophe de Tchernobyl »²⁵⁰.

Au congrès d'Athènes, en 1987, la FIR se place « entièrement sur le terrain des engagements souscrits dans la Charte des Nations Unies, dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et dans le document final de la CSCE à Helsinki » et soutient « intégralement les recommandations des sessions spéciales de l'ONU sur le désarmement »²⁵¹. Elle plaide pour le « droit d'Israël à des

²⁴⁶ *Ibid*, p. 14.

²⁴⁷ Rapport d'activité du congrès de 1987, p. 13

²⁴⁸ *Ibid*. p. 15.

²⁴⁹ Brochure du congrès d'Athènes, p. 14.

²⁵⁰ *Ibid*, p. 16.

²⁵¹ Programme d'orientation et d'action de la FIR adopté par le Xème congrès statutaire de la FIR, I.3. Brochure

frontières sûres et reconnues, et le droit au peuple palestinien à son propre État dans sa partie d'origine »²⁵². Elle adopte une « résolution pour une solution pacifique du conflit israélo-arabe » en même temps qu'une « résolution pour une solution négociée du problème chypriote »²⁵³. Une délégation de la FIR est envoyée en 1988 en Israël. Selon le bureau de celle-ci, la Fédération est en 1988 « sans relâche dans la lutte pour le désarmement et pour la paix »²⁵⁴.

L'exemple fut pris dans le précédent mémoire du congrès national de l'ANACR de 1988, à Blois, comme la manifestation d'un optimisme très fort de la part des anciens combattants de voir l'émergence d'un monde de paix. La poignée de main entre le colonel d'aviation (*group captain*) britannique Hugh Verity et le général Skripan, co-président du Comité des Anciens Combattants soviétique, en fut le moment fort. Nous pouvons ici apporter quelques précisions : Arialdo Banfi est présent à ce congrès, tout comme le sont des pilotes britanniques, des résistants belges, soviétiques, bulgares ainsi que des représentants de la Fédération Mondiale des Anciens Combattants²⁵⁵.

La CSCE reprend à Paris en 1990, elle débouche sur un rapport qui veut être l'écho, quinze ans après, de l'Acte Final d'Helsinki. Ce nouveau rapport est bien accueilli par la FIR. Celle-ci ne manque pas de féliciter par un courrier de la plume d'Alix Lhote celui qu'elle voit comme un homme providentiel, Gorbatchev, pour l'attribution de son prix Nobel de la Paix en 1990.

En même temps que l'URSS semble faire preuve de bonne volonté en matière de désarmement, de dialogue avec les pays de l'Ouest, on note dans les archives de la FIR (X^{ème} et XI^{ème} congrès) l'implication croissante d'un soviétique, Ilia Kremer, membre du bureau de longue date élu secrétaire en 1982 (congrès de Berlin-Est). L'étude de son parcours était souhaitée pour ce travail mais n'a pu être effectuée pour des raisons de sources et de langue. Kremer semble être sur cette période le porte-parole du Kremlin en évoquant les décisions de l'URSS favorables aux revendications de la FIR. Il fait partie des délégations envoyées en 1988 en Israël et en Espagne où il déclare : « la sécurité ne peut être obtenue contre quelqu'un, elle ne peut être que commune »²⁵⁶. Kremer affirme aussi dans une réunion du Bureau (13 et 14 septembre 1988) être pour une « nouvelle Europe » et que l'unification de l'Allemagne invite la FIR à renforcer ses activités²⁵⁷. En plus du contexte, sans doute Kremer est-il à l'origine également du choix du lieu pour le XI^{ème} congrès de la FIR.

«Documents » du congrès d'Athènes, page 32.

²⁵² Brochure du congrès d'Athènes, p. 17.

²⁵³ *Ibid*, p 39 et p. 40.

²⁵⁴ Réunion du bureau des 13 et 14 septembre 1988. Cité dans le rapport d'activité du Congrès de Moscou.

²⁵⁵ *La vie de l'association*, 1988 (brochure annuelle de l'ANACR) et *FdA* n°977-978, octobre-novembre 1988 (spécial congrès de Blois).

²⁵⁶ Rapport d'activité du congrès de Moscou,

²⁵⁷ *Ibid*.

Le congrès de Moscou : la fin d'une époque.

Le XI^{ème} congrès de la FIR clôt chronologiquement cette étude. Il a lieu dans la capitale soviétique du 24 au 26 juin 1991. Nous sommes à une date clé des relations internationales ; il s'agit également de la quarantième année d'existence de la FIR. Celle-ci, face à des changements géopolitiques rapides, souffre en quelque sorte d'une « crise de la quarantaine ». Le congrès est également quelque peu chamboulé car les délégués de l'ANACR ont du mal à s'y rendre et ne sont pas présents lors des votes. La FNDIRP et les associations belges font opposition.

Premièrement, l'effondrement des régimes communistes n'est pas sans causer des problèmes structurels à la FIR puisque, comme il a été évoqué dans la première partie, les comités de l'Est sont liés au pouvoir et font l'objet de dissolutions et de refontes entre 1989 et 1991. S'agissant des plus importants apports humains et financiers de la Fédération, les conséquences sont certaines.

Ensuite, les changements géopolitiques, particulièrement en Europe, ont un impact important sur l'action elle-même de la FIR. Certes, tout en restant prudent, le congrès se félicite du dégel des relations, des pas franchis dans le désarmement, de la fin des blocs militaires et même de la réunification de l'Allemagne. Mais dans cette Europe nouvelle, la FIR, née au cœur de la Guerre Froide, ne perd-elle pas sa raison d'être ? Autre raison de plus en plus évoquée : le vieillissement des résistants et victimes du fascisme. La question de la transmission aux jeunes générations est omniprésente dans ce congrès.

D'importants changements à la tête de la FIR ont lieu. Arialdo Banfi, président depuis vingt-six ans (le plus long de l'histoire de la FIR), quitte son poste. Il lui est octroyé un statut de président. C'est alors le secrétaire général, le Français Alix Lhote, membre de la FNDIRP mais aussi de l'ANACR, qui lui succède²⁵⁸. Quant au poste de secrétaire général laissé par ce dernier, c'est le directeur du Service d'Information, l'Autrichien Oskar Wiesflecker, qui le prend. Le Polonais Zygmunt Bieszczanin, secrétaire général adjoint depuis dix ans, était sans doute bien placé pour lui succéder, mais il n'est présent qu'en tant que membre d'une association « observatrice » du congrès, la ZKRPIBWP qui remplace la ZBoWiD (voir chapitre I). Cette nouvelle association ne rejoint pas la FIR. Si Wiesflecker, ainsi que l'espagnol Marcos Ana, vice-président, plaident pour des changements en profondeur de la Fédération, Lhote est partisan de maintenir la FIR telle qu'elle est. De là, sans doute, découle les dix années de flou de la FIR jusqu'à l'élection de Wiesflecker au poste de président en 2001 et la restructuration du congrès de Berlin en 2004.

²⁵⁸ Brochure du XI^{ème} congrès à Moscou, archives FNDIRP.

La FIR entend donc jouer un rôle dans les relations internationales entre 1971 et 1991. Outre l'action qu'elle peut mener par ses associations nationales, lesquelles sont priées de faire remonter les décisions à leurs gouvernements, elle choisit parfois d'envoyer directement une délégation du bureau ou du secrétariat pour discuter avec un gouvernement, comme en Espagne, en Israël – elle le fait aussi pour la Grèce en voie de démocratisation (voir partie suivante). Elle peut aussi agir au sein de l'ONU, l'organisation maîtresse, née de la victoire sur le nazisme. Tels sont les trois moyens pour cette ONG de se faire entendre des gouvernements.

Notons tout de même que son attachement sans faille à cette organisation, qu'elle place comme la seule autorité compétente à la gestion des contentieux internationaux, montre aussi une incapacité à critiquer celle-ci : les actions concrètes et réussies en matière de résolution pacifique des conflits ne sont pas légion. Si la politique de la chaise vide de l'URSS a longtemps expliqué ce peu de réussite, les vingt dernières années ne comptent pas non plus de francs succès pour cette organisation.

Les relations internationales, en particulier entre Est et Ouest, sont conditionnées pendant cette période par la question de l'armement. Le combat de la FIR, qui s'allie avec d'autres organisations internationales, en faveur du désarmement revêtant une importance particulière, il était judicieux de lui consacrer tout un chapitre.

Chapitre VII. Le Comité de Coordination et les réunions internationales : théories et pratiques du désarmement

La FIR naît en 1951. À la faveur de la Guerre Froide, l'OTAN décide le réarmement de la RFA, en dépit des décisions de 1945. La course aux armements débute alors en Europe et la FIR s'y oppose dès sa fondation. D'autres forces politiques prônent le désarmement aussi dès les années 1950²⁵⁹. Le type de désarmement proposé est le désarmement préventif, dont la revendication est apparue pour la première fois après la Grande Guerre par la Société des Nations. Ce désarmement se différencie du désarmement budgétaire, motivé par des questions strictement économiques et du désarmement d'après guerre imposé par un vaincu à un vainqueur (exemple : l'Allemagne en 1919 puis en 1945). Il revient en force alors que les pays membres des deux blocs se réarment à partir de 1947.

Si le désarmement est pour elle la condition *sine qua non* de la sécurité dans le monde, il ne s'agit là que d'une théorie parmi d'autres sur le maintien de la paix, et pas celle qui a prévalu pendant les quarante-cinq années de tensions entre les deux blocs. La théorie qui semble avoir le plus de succès, est au contraire celle de l'armement pour dissuader une agression. Appliquée par les deux camps, de cette pratique découle l'« équilibre de la terreur »: aucun des deux camps ne doit se trouver moins armé que l'autre, ainsi aucune agression n'est possible sans une riposte aussi destructrice. Les anglophones utilisent l'expression « destruction mutuelle assurée », souvent désignée par l'acronyme anglophone MAD (qui en anglais signifie « fou ») pour « *Mutually Assured Destruction* ». Ainsi naissent les complexes militaro-industriels (CMI) américain et soviétique. Le terme est popularisé dans les années 1950 par le président et ancien général en chef des Alliés en Europe Dwight D. Eisenhower.

Avec cette notion d'équilibre des deux camps, la moindre réduction de l'armement apparaît compliquée puisqu'elle ne peut se concevoir que de façon bilatérale et simultanée, sans quoi l'équilibre serait rompu. Quant à un désarmement total, il est alors chimérique. Les défenseurs du désarmement s'en rendent bien compte, comme il est cité dans un brochure de la FIR, le discours des dirigeants des deux blocs est souvent le suivant : « Nous sommes prêts à désarmer, à la condition que les autres commencent »²⁶⁰.

²⁵⁹ Sur le désarmement jusqu'en 1964 : J. KLEIN, *L'entreprise du désarmement depuis 1945*, préface de Jules Moch, Paris, Cujas, 1964.

²⁶⁰ *Désarmer ! Symposium des Anciens Combattants sur le désarmement, Paris, 27-29 novembre 1975*, FIR, Vienne, 1976.

Les revendications de la FIR, sans doute rendues plus terre à terre par la collaboration avec les trois autres organisations internationales, vont s'orienter petit à petit vers un désarmement progressif : arrêt de la course aux armements, non-prolifération des armes, et ensuite éventuellement destruction des armes.

À la faveur de la Détente, les conditions semblent bonnes pour promouvoir le désarmement, et peut-être marquer une nouvelle étape dans la revendication de celui-ci. Le bureau de la FIR, réuni à l'automne 1971, déclare par la plume du secrétaire général Jean Toujas :

« Aujourd'hui, la situation est différente, l'esprit de négociation a prévalu. Les idées de paix, de négociations pour régler les différends entre nations, de coopérations entre les peuples, de sécurité, que nous soutenons de toutes nos forces, sans relâche, n'ont cessé de se développer dans le monde entier et, entre autres, ce qui nous intéresse plus spécialement, en RFA »²⁶¹.

Mais force est de constater qu'il faut envisager les questions de désarmement, de coopération et d'entente entre les peuples « sous un angle nouveau: celui de notre collaboration avec le monde ancien combattant. Celle-ci a permis d'obtenir cette année la tenue d'une conférence dont les travaux s'annoncent fructueux. Cependant les contacts des associations des Anciens Combattants sont en général meilleurs avec nos organisations nationales qu'avec la FIR »²⁶².

C'est donc par choix d'une nouvelle façon d'agir, plus large, que se tient la Rencontre de Rome. Elle n'est cependant pas la première initiative de rencontres associatives dépassant le strict cadre de la FIR : en 1970, à Belgrade, la SUBNOR (le comité yougoslave d'anciens résistants, proche mais non affilié à la FIR) invite à une réunion diverses organisations nationales dont²⁶³ : la VVN, le KdAW, l'ANACR, la FNDIRP, l'ANPI, la ZBoWiD, les comités soviétique et roumain, ainsi que d'autres associations allemandes (Reichsbund²⁶⁴), françaises (Union Française des Anciens Combattants) et italiennes (Associazione Nazionale dei Mutilati ed Invalidi di Guerra²⁶⁵ et la FIVL). Deux autres réunions suivent à Varsovie les 3 et 4 août, et enfin une seconde fois à Belgrade où il est décidé la tenue prochaine d'une « Rencontre Européenne des anciens combattants, résistants et victimes de guerre pour la sécurité, la paix et l'amitié ».

²⁶¹ « II – La situation actuelle », *Réunion du bureau de la FIR, Berlin (RDA), 8-10 octobre 1971, rapport du secrétariat (projet) présenté par le secrétaire général Jean TOUJAS*, p. 19.

²⁶² *Ibid.*

²⁶³ « La première rencontre de Rome », *FIR 1951-1981*, p. 23.

²⁶⁴ Anciens combattants allemands de la Première Guerre mondiale.

²⁶⁵ *Associazione Nazionale fra Mutilati ed Invalidi di Guerra (ANMIG)*, fondée à Milan en 1917. « Storia ed origini » sur le site de l'Association : <http://www.anmigcomitatocentrale.com/> consultée le 17/06/2013.

1971, la rencontre de Rome : l'Appel de Rome et la création du comité de coordination.

Initiée par la FIR, le Rencontre Mondiale des Anciens Combattants a lieu du 18 au 20 novembre 1971 dans la capitale italienne. En réalité, la représentation est à l'échelle européenne. Sont présentes la FIR et ses principales organisations nationales (ANACR, FNDIRP, ANPI, ANPPIA, VVN, comités de l'est...), d'autres organisations nationales d'anciens combattants et victimes de guerre mais aussi, conformément au souhait d'améliorer les rapports énoncé par Toujas, d'autres organisations internationales : la FMAC, la CIAPG, la CEAC.

Cette rencontre, selon Pierre Villon qui y représente l'ANACR, avait été réclamée depuis longtemps par les délégués de celle-ci²⁶⁶. Les personnalités politiques saluent cette initiative : Willy Brandt, Sandro Pertini, alors président de la Chambre des Députés - rappelons que le président de la FIR en est un proche -, et Tito envoient leurs salutations tandis que Franz Jonas, chancelier fédéral autrichien, y fait une visite surprise²⁶⁷. Fructueuse, comme l'avait prédit le bureau de la FIR un mois avant, cette rencontre met au jour une liste de revendications en matière de politique internationale, qui prend le nom d'« Appel de Rome des anciens combattants résistants et victimes de guerre d'Europe »²⁶⁸ et un appareil pour mener à bien ses souhaits : le Comité de Coordination des Anciens Combattants et prisonniers de Guerre, regroupant la FIR, la CEAC, la FMAC et la CIAPG.

Un pas de plus est franchi dans l'échelle de la représentation : alors que la FIR se limite aux résistants, déportés et persécutés politiques du nazisme et du fascisme, ce comité représente, à l'échelle européenne, les anciens combattants, les victimes et et prisonniers de guerre. Cette rencontre définissait, entre de nombreux autres principes, le désarmement comme « seul moyen de tuer la guerre »²⁶⁹.

C'est dans un contexte de dégel des relations Est-Ouest en Europe que les premiers pas dans le désarmement sont faits. Ils sont cependant loin d'un désarmement total : les négociations pour la limitation des armes stratégiques, *Strategic Arms Limitation Talks* (SALT) entamées en 1969 débouchent sur un traité dit – rétrospectivement – de SALT I signé le 26 mai 1972. L'historiographie des relations internationales évoque plus souvent des raisons budgétaires qu'une réelle volonté de « sécurité ». Ce traité concerne la production et l'installation de rampes de lancement de missiles balistiques intercontinentaux (ICBM) – d'une portée de plus de 55 000 kilomètres.

²⁶⁶ P. VILLON, « Rencontre de Rome : tous unis pour la Paix », *FdA* n°787-788, décembre 1971-janvier 1972, p. 1.

²⁶⁷ « La rencontre de Rome », *RU* n°16 octobre-décembre 1971, p. 13,

²⁶⁸ Voir en annexe le texte intégral de l'Appel de Rome.

²⁶⁹ Déclaration à la rencontre de Rome de Lucien Bégouin, président de l'UFAC et porte-parole de la délégation française. Cité dans *FdA* n°787-788, décembre 1971-janvier 1972, p.5.

Le pas suivant est franchi un an après avec les négociations MBFR, à Vienne, traitant de la réduction du nombre de ces missiles. La même année, au congrès de Paris, la FIR, appelle les Résistants à des « efforts sans précédent » pour faire pression sur les États européens pour continuer dans ce sens. Les failles de ces accords sur les armes de portée intercontinentale ne manquent pas d'être exploitées : des recherches sont entamées dès lors en URSS sur des missiles de moyenne portée, qui deviendront les SS 20.

À cette époque, la revue *Résistance Unie* multiplie les articles concernant le désarmement. Les revendications et les moyens d'actions de la FIR s'affirment par une brochure parue en 1974, qui décrit les obstacles et propose d'y remédier :

- a) en entreprenant des campagnes d'information et de démythification en particulier en ce qui regarde l'impossibilité technique du désarmement, la soi-disant rentabilité économique et scientifique la "sécurité" résultant de l'équilibre de la terre.
- b) en suscitant des études et des recherches sur le comportement de l'individu devant la course aux armes nucléaires et notamment la manière de surmonter le sentiment d'impuissance – sans fondement – éprouvé par beaucoup face à cette escalade.
- c) en faisant renaître toutes les solutions mises au point pour faire face au changement résultant du désarmement et notamment les reconversions des industries d'armements.
- d) en agissant pour que les problèmes relatifs au désarmement et plus généralement ceux des relations internationales pacifiques soient inclus dans les programmes d'enseignement des écoles primaires²⁷⁰.

Le désarmement, dans les revendications de la FIR, concerne tout type d'armes : les « A » (atomiques), les « B », bactériologiques, les « C » (chimiques) et les armes conventionnelles. Si la catégorie C fait déjà l'objet d'une interdiction par la convention de Genève et que l'inquiétude concernant la catégorie B est apaisée par une convention internationale signée le 10 avril 1972 – quoiqu'aucune des deux ne disparaît complètement des revendications – l'accent est mis sur le cœur du problème, les armes atomiques.

Le principal objectif est alors de convaincre les chefs d'État d'une part, l'opinion publique d'autre part. Les textes émanant des rencontres et symposiums leurs sont remis par les associations nationales, leur bonne volonté n'est pas mise en doute de façon explicite. En revanche, l'opinion publique est décrite, dans les réunions consacrées au désarmement, comme difficile à atteindre et surtout comme favorable à la course aux armements car manipulée par la presse, laquelle serait à la solde des dirigeants du complexe militaro-industriel. Le symposium de Paris en fera l'un des objectifs principaux.

²⁷⁰ *Quelques aspects de l'action pour le désarmement*, p. 28.

Symposium de Paris (1975) et Rencontre Mondiale (1979) pour le désarmement

Ces deux premières rencontres suivant celle de Rome marquent un éclaircissement dans les revendications, plus concrètes et moins idéologiques. Concernant la première, nous disposons d'une source précieuse et complète : la brochure *Désarmer !* publiée par la FIR quelques mois après la tenue du Symposium²⁷¹. Celui-ci a lieu du 27 au 29 novembre 1975 au palais de l'UNESCO à Paris. Cette rencontre se veut représentative de trente millions d'anciens combattants et victimes de guerre. Son objectif est de « définir les moyens d'actions [...] pour œuvrer auprès de ses membres et de l'opinion publique pour surmonter les obstacles qui se dressent sur la voie qui doit conduire au désarmement », selon les termes du président de la FMAC²⁷².

Arialdo Banfi, reprenant le discours désormais classique à ce sujet, insiste sur le fait d'alerter l'opinion publique, malgré la difficulté à convaincre la presse dont la liberté est « conditionnée par des intérêts économiques et politiques »²⁷³. Un groupe de travail du symposium (le groupe n°2) s'affaire dans le but précis d'informer l'opinion publique que le désarmement est « possible, urgent, nécessaire ». La question du langage à employer afin d'éviter « les formulations schématiques et les clichés » est posée. Quant aux moyens d'action, les documents préparatoires du symposium indiquent que les participants devront viser quatre cibles principales : les parlements et les gouvernements, les « mass-media », le corps enseignant « notamment en ce qui concerne la manière de présenter l'histoire contemporaine et de traiter du désarmement dans l'enseignement », et les organisations de jeunesse de tous les pays d'Europe²⁷⁴.

S'ils félicitent les avancées dans le domaine des relations internationales, notamment la conférence d'Helsinki présentée comme un exemple, une liste de revendications visant à aller plus loin est adoptée au terme de la rencontre ; elle prône notamment la tenue d'une réunion mondiale sous l'égide de l'ONU en faveur du désarmement. Ce vœu est exaucé par la première Session Spéciale sur le Désarmement (SSD) de l'ONU en 1978.

Autre résultat du Symposium : le Comité de Coordination publie et diffuse à des millions d'exemplaires, sur plusieurs années, un dépliant « qui montre et illustre avec insistance la menace imminente de la course aux armements »²⁷⁵. Deux réunions de l'UNESCO, un symposium en avril 1978 sur « les obstacles au désarmement » et un Congrès mondial en 1980 « pour l'éducation au

²⁷¹ *Désarmer ! Symposium européen des anciens combattants sur le désarmement, Paris 27-29 novembre 1975*, Vienne, FIR, 1976.

²⁷² *Ibid.* p. 27.

²⁷³ *Ibid.*, p. 45.

²⁷⁴ *Ibid.*, pp. 63-64.

²⁷⁵ *FIR 1951-1981*, p. 28. Nous n'avons malheureusement pas retrouvé d'exemplaire de ce dépliant.

désarmement » sont l'occasion pour le comité de rédiger et de remettre des documents sur les obstacles psychologiques au désarmement²⁷⁶.

En 1978 à Minsk (VIII^{ème} congrès), l'accent est de nouveau mis sur les conséquences économiques de la course aux armements, qui reprend alors de plus belle. La FIR déclare que la course aux armements « compromet la solution aux problèmes pressants qui se posent à la communauté mondiale : lutte contre la faim, l'ignorance, la maladie, le chômage, problème du sous-développement, du déséquilibre, de la protection de l'environnement, etc. »²⁷⁷.

La première Rencontre Mondiale à Rome, 1979.

La Rencontre Mondiale des Anciens Combattants pour le Désarmement, convoquée et organisée par le Comité, a lieu à Rome huit ans après la Rencontre Européenne, de 18 au 28 octobre 1979. Honorée de la présence du président italien Sandro Pertini, du ministre Adolfo Sarti et du maire de Rome Luigi Petroselli, la rencontre regroupe « 406 délégués de 135 organisations » de « 54 pays de tous les continents »²⁷⁸. L'échelle européenne est dépassée. Les représentants, « alarmés par les très graves dangers engendrés par la course aux armements », réitérent les précédentes revendications et adoptent un ton plus ferme. Ils saluent, en revanche, la nouvelle initiative des accords SALT II, qui resteront non ratifiés par le Sénat américain en protestation à l'intervention soviétique en Afghanistan, dont il n'est fait nulle mention.

La rencontre adopte un message final faisant état des nouvelles revendications. Conformément à la demande de la délégation du bureau de la FIR, réuni un mois après la Rencontre à Vienne²⁷⁹, le message est publié, diffusé par toutes les organisations participantes et remis aux différents chefs d'État. Outre les formules traditionnelles, on peut retenir de ce message un ton plus alarmiste que les précédentes revendications. On est déjà loin de la revendication d'un désarmement général. Le choix se porte sur principalement sur l'armement nucléaire: « nous soutenons et appelons à soutenir l'examen et la mise en œuvre de toute mesure efficace de désarmement nucléaire, l'arrêt de la prolifération des armes nucléaires, l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du perfectionnement qualitatif et du déploiement de toutes les armes de destruction massive ». Cependant, la réalité des rapports de forces, surtout dans le contexte de regain de tension, impose de ne pas oublier la loi de l'équilibre, les anciens combattants en sont bien conscients : « À chaque stade de l'adoption des mesures de désarmement nucléaire ou conventionnel, l'objectif doit être d'éviter tout déséquilibre et de garantir une sécurité non diminuée de chaque État ou groupe d'États,

²⁷⁶ « Les obstacles psychologiques au désarmement » (1978) et « Le rôle de l'éducation et de l'information pour surmonter les obstacles psychologiques au désarmement » (1980). Ces documents sont évoqués dans *FIR 1951-1981*, p. 28.

²⁷⁷ Motion adoptée par le VIII^{ème} congrès (24-26 mai 1978 à Minsk) citée dans *FIR 1951-1981* p. 17.

²⁷⁸ « La rencontre mondiale pour le désarmement », *FIR, 1951-1981*, pp. 26-27.

²⁷⁹ *FIR 1951-1981*, pp. 27 et 28.

tout en ramenant les armements et les forces militaires au niveau le plus bas possible ».

Comme pour prouver que cette rencontre d'organisations non gouvernementales peut toucher les chefs d'État, le message comporte un paragraphe à leur sujet:

« De nombreux messages de salutation et de soutien ont été adressés à la Rencontre, notamment par le président du Conseil d'État bulgare, M. T. Jivkoff, le chancelier fédéral, M. Helmut Schmidt (RFA), le président du Conseil d'État de la RDA M. Erich Honecker, le premier ministre japonais, M. Ohira, le chef de gouvernement polonais, M. P. Jaroszewi et le président du Conseil de la Présidence de Hongrie, M. P. Losoczi.

Sa Sainteté le Pape Jean-Paul II a accordé une audience aux participants à la Rencontre mondiale au cours de laquelle il a tenu une allocution où il a rendu hommage au désir de paix des anciens combattants et a souligné les mérites de leurs associations pour atteindre ce but. »

On peut voir aussi une illustration de l'universalité du combat pour le désarmement que souhaitent mettre en avant les anciens combattants : « les continents », mais aussi toutes les opinions (des chefs d'État de l'Est comme de l'Ouest, le souverain pontife) sont favorables à ce combat, à la lecture de ce document. Celui-ci est aussi diffusé dans les journaux des associations nationales.

Cette rencontre donnant une ligne claire dans les revendications des anciens combattants et victimes de guerre au niveau mondial, le comité a fort à faire dans les années qui suivent, le contexte international n'arrangeant rien.

De l'urgence au ralentissement : 1981-1991

« Le temps presse », lit-on à plusieurs reprises dans les archives de la FIR entre 1981 et 1983²⁸⁰. Le début des années 1980 est une période de « nouvelle spirale de la course aux armements nucléaires »²⁸¹. Le discours est alarmiste et évoque la possible disparition de l'humanité entière. Le relatif respect des accords de SALT II, malgré sa non-ratification, cède la place à une nouvelle course à l'armement dans le domaine nucléaire. Ce fait est dénoncé par la réunion du CG de la FIR du 10 au 14 septembre 1984 à Vienne. De toute manière, les missiles SS-20 et Pershing, ainsi que les missiles français et britanniques (François Mitterrand et Margaret Thatcher se rangent aux côtés de l'OTAN) installés de part et d'autre de l'Europe, sont des missiles de moyenne portée, « continentaux », faits pour frapper uniquement l'autre côté de l'Europe : d'où leur nom d'Euromissiles. Les traités SALT I et II portant sur les missiles intercontinentaux, ils ne régissent

²⁸⁰ Dans le programme d'action et d'orientation de 1982, brochure du IX^{ème} congrès, p. 28 ; ainsi que dans le rapport de la réunion du secrétariat en août 1983.

²⁸¹ Déclaration du secrétariat de la FIR, réuni les 2, 3 et 4 novembre 1982 à Vienne. Publié dans le rapport d'activité du congrès de 1987.

pas les Euromissiles.

Un autre fait marquant de cette période est que le combat contre le désarmement doit s'externaliser au-delà des limites atmosphériques. La politique dite de la « guerre des étoiles » de Reagan conduit à la militarisation de l'espace. Cette référence à une saga cinématographique à succès de l'époque est utilisée pour nommer l'Initiative de Défense Stratégique (IDS), consistant à un système de défense basée en dehors de l'atmosphère. La FIR et les pacifistes y voient là également un problème éthique : après avoir militarisé la planète, l'IDS, selon elle, veut militariser l'espace autour d'elle. La critique vient aussi du fait qu'il s'agit d'armes antibalistiques, et que le traité dit ABM (« Anti-Balistic Missile ») des SALT en avait interdit l'usage.

Le Comité de Coordination ne chôme pas. La CEAC est alors dirigée par un ancien résistant français, Jacques Kosciusko-Morizet²⁸², ce qui simplifie sans doute les rapports avec la FIR. Les réunions se multiplient. La première après la Rencontre Mondiale se tient à Madrid en février 1981 à l'occasion de la troisième Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe qui se tient dans la même ville. Le bureau de la FIR, lors d'une réunion à Vienne en 1983, se penche sur le document résultant de la conférence de Madrid et choisit de s'en inspirer : « Les décisions et engagements pris à Madrid nous donnent, ainsi qu'à nos associations nationales, matière à réflexion et peut-être la possibilité d'initiatives appropriées », écrit dans son rapport le secrétaire général Alix Lhote²⁸³. On voit là le processus inverse d'Helsinki : en 1975, les ONG voyaient dans l'Acte Final une réponse à leurs revendications. En 1983, elles sont une inspiration.

Les délégués des quatre organisations internationales se réunissent ensuite à Paris en décembre 1982, à Genève en mars 1983. Cette année, le successeur de Brejnev, Youri Andropov propose pour la première fois l'éradication de certaines armes, en l'occurrence les Euromissiles. La FIR s'en réjouit :

« Le secrétariat de la FIR apprécie positivement la nouvelle initiative du président du soviet suprême et secrétaire général du PCUS, Youri Andropov, concernant le renoncement unilatéral de l'Union soviétique à la militarisation de l'espace ainsi que la décision selon laquelle, en cas d'accord à Genève, les fusées soviétiques à démanteler ne seront pas transférées dans les territoires asiatiques de l'URSS mais seront totalement détruites. [...] Le Secrétariat de la FIR espère que la nouvelle initiative soviétique qui a eu un écho positif dans la plupart des pays contribuera à un consensus lors des négociations qui comment le 6 septembre à Genève. Il invite les participants à tout faire pour libérer les peuples d'Europe du danger d'une catastrophe nucléaire et garantir la paix. »²⁸⁴

²⁸² 1913-1994, médaillé de la Résistance, grand-croix de la légion d'honneur. Il dirige la CEAC entre 1981 et 1989. Il est le grand-père de la ministre du gouvernement Fillon et du co-fondateur de Priceminister.

²⁸³ Rapport d'activité du congrès d'Athènes.

²⁸⁴ Déclaration sur le renoncement unilatéral de l'Union Soviétique à la militarisation de l'espace (Vienne, 30/08/1983). Brochure de documents du congrès d'Athènes (1987), p. 55.

Le Comité de Coordination organise à Belgrade, du 18 au 20 octobre 1984, une « conférence sur la sécurité, le désarmement et la coopération en Europe ». Alix Lhote y déclare, au sujet de l'IDS, que « tout au moins pour la FIR, le meilleur moyen de prévenir une catastrophe nucléaire, c'est d'aboutir non à la création illusoire d'un bouclier antimissiles, mais à la destruction des armes nucléaires elles-mêmes ». La conférence des Anciens Combattants décide de la tenue d'une seconde Rencontre Mondiale, fixée deux ans plus tard, à Vienne.

L'année suivante, une conférence gouvernementale a lieu à Helsinki, dix ans après la première. Le Comité de Coordination s'y réunit et « les quatre présidents des organisations internationales ont réaffirmé leur attachement mené depuis plus de dix ans et leur soutien au processus défini à Helsinki »²⁸⁵. À ce moment, Gorbatchev fait le premier pas – symbolique – en matière d'armes nucléaires : le décret du 6 août 1985 (quarantenaire du bombardement d'Hiroshima) reconduit le moratoire sur l'arrêt des essais nucléaires.

La deuxième Rencontre Mondiale : Vienne, 1986.

C'est du 1er au 3 décembre 1986 qu'a lieu la « Deuxième Rencontre Mondiale des Anciens Combattants, Résistants et Victimes de Guerre pour le Désarmement et un monde dans la sécurité, la paix, la liberté et la solidarité » à Vienne. Elle est organisée et convoquée par le Comité de Coordination sept ans après la première, quinze ans après la rencontre de Rome, pour faire le point et définir de nouveaux objectifs, alors que le contexte semble à nouveau favorable.

Fidèle aux recommandations des précédentes réunions qui avaient insisté sur le rôle la presse sur l'opinion publique, le comité autrichien chargé de la préparation, composé de deux associations, la KZ-Verband et l'Organisation Centrale des Associations de Victimes de la Guerre et des Invalides en Autriche (KÖV), donne une conférence de presse. Ludwig Soswinski (vice-président de la FIR et président de la KZ-Verband), Oskar Wiesflecker et le président de la KÖV Friedrich Karrer répondent aux questions sous la présidence du dirigeant du service fédéral de la presse autrichienne²⁸⁶.

Les chiffres sont de « trois cents participants venus de trente-huit pays », représentant « trente-cinq millions d'anciens combattants et victimes de guerre ». Celle-ci réaffirme le devoir des

²⁸⁵ *Ibid*, p. 29.

²⁸⁶ *Ibid*, p. 33.

organisations nationales d'agir auprès des gouvernements, ainsi qu'auprès de l'opinion public et en particulier la jeunesse, pour²⁸⁷ :

- Prévenir la course aux armements dans l'espace
- La terminer sur terre
- Limiter et réduire les armes nucléaires
- Renforcer la stabilité stratégique.

Le maire de Vienne Helmut Zilk ainsi que le chancelier fédéral autrichien Franz Vranitzky, prennent la parole lors des discours de clôture avec les présidents des quatre organisations Banfi, Kosciusko-Morizet, van Lanschot (FMAC) et Kiessling (CIAPG). Perez de Cuellar, secrétaire général des Nations Unies, envoie un message de salutation par vidéo. Le document final est remis quelques jours plus tard par Ludwig Soswinski au chancelier Franz Vranitzky avec recommandation de le transmettre à l'ONU.

Après ces nombreuses tentatives auprès des gouvernements, des parlements et de l'opinion publique, c'est peu dire que la politique de Gorbatchev est accueillie favorablement par la FIR. Il est félicité avec Ronald Reagan, « au nom de millions d'anciens Résistants » par un courrier officiel de la FIR²⁸⁸ suite au *Intermediate-range Nuclear Forces Treaty* (Traité sur les forces nucléaires intermédiaires), signé à Washington le 8 décembre 1987 et qui vient régler la question des missiles de croisière et des antibalistiques de moyenne portée. Ce traité prévoit leur élimination – c'est une première. Gorbatchev décide, outre les missiles, de réduire sensiblement les moyens et effectifs de l'armée, ce qui lui vaut encore une fois les félicitations de la FIR²⁸⁹.

À partir du congrès d'Athènes en 1987, le discours redevient optimiste. La prudence reste de mise, mais, gonflée par les récents sommets, la FIR exige, entre autres²⁹⁰:

- Une forte déduction des armes nucléaires stratégiques ayant pour but la liquidation complète de ces armes.
- L'élimination des missiles à moyenne portée de toute catégorie en Europe.
- L'élimination des armes chimiques, bactériologiques et l'interdiction de leur production.
- la destruction de toutes les armes nucléaires et autres armes de destructions massives avant la fin du 2^{ème} millénaire.

²⁸⁷ Document final de la deuxième rencontre mondiale.

²⁸⁸ Rapport d'activité du XI^{ème} congrès à Moscou, p. 5.

²⁸⁹ *Ibid*, p. 21.

²⁹⁰ Programme d'orientation et d'action, III.16. Brochure de documents du congrès d'Athènes, p. 32 à 36.

- la renonciation de tous les gouvernements à un programme de militarisation de l'espace.
- La réduction des dépenses militaires et l'utilisation d'une partie des moyens ainsi dégagés pour l'aide aux pays en voie de développement.

Lors d'une réunion du secrétariat en 1990, qui consacre « une large partie de ses délibérations à l'étude du développement de la situation géopolitique dans le monde », celui-ci déclare que « les événements ne font pas oublier la prolifération incessante des armes dans le monde »²⁹¹.

Au quarantenaire de la FIR, au congrès de Moscou, Arialdo Banfi, qui quitte son poste et devient président d'honneur déclare que celle-ci « peut, à juste titre, être fière de son bilan d'activité »²⁹². Est-ce un moyen, entre autres, de souligner le rôle qu'elle a eu dans la politique de désarmement ? Nous pouvons toutefois nuancer la satisfaction de la FIR. La politique de Gorbatchev, si elle va dans le même sens, n'est pas due à l'argumentation des quatre organisations internationales, sa cause est interne à l'URSS et elle est avant tout budgétaire : la course à l'armement est ruineuse pour l'URSS et Gorbatchev hérite d'un État au bord de la banqueroute. Il est vrai qu'à côté de cette raison économique, le premier secrétaire du PCUS n'hésite pas à utiliser le motif pacifiste dans la propagande, dont le budget augmente à mesure que baisse celui de l'armement. Le fait que l'initiative vienne du côté soviétique a conforté cette organisation à majorité communiste dans l'idée que le « camp de la paix » se trouvait à l'Est. Et, comme nous l'avons dit, ce n'est pas un hasard si le congrès de 1991, sur fond du *Strategic Arms Reduction Treaty* (START, premier du nom, qui succède aux SALT), se tient à Moscou.

S'il est au cœur des revendications et des actions de la FIR entre 1971 et 1991, l'engagement en faveur du désarmement est aussi celui qui pousse la Fédération à se joindre à d'autres organisations internationales. L'apport de ces organisations au combat de la FIR est considérable, tant en terme de représentation (de résistants et victimes du nazisme d'Europe, on passe aux anciens combattants et victimes de guerre du monde) qu'en terme de revendications, car celles-ci deviennent plus technique, plus concrètes à partir du Symposium de 1975. On peut également souligner que les anciens combattants et victimes de guerre, réunis par le Comité de Coordination, ont tenu à intervenir sur le plan international de façon parallèle aux manifestations gouvernementales, et non

²⁹¹ *Ibid*, p. 45.

²⁹² Brochure du congrès de Moscou.

en marge ou en opposition : les dates des réunions sont similaires avec celles gouvernementales, la FIR agit aussi au sein des congrès des ONG et de l'UNESCO.

S'il est difficile de mesurer quel fut l'impact des actions des anciens combattants et victimes de guerre sur l'opinion publique comme sur les gouvernements, leur implication a non seulement été concrète mais aussi régulière et dense, particulièrement durant la crise des Euromissiles.

Le Comité de Coordination se sépare après 1991, au grand dam de certaines associations nationales comme l'ANACR. La FIR, peut-être également la FMAC, souhaitent alors poursuivre leur action commune. La production et le commerce des armes restent d'actualité après 1991.

La notion d'équilibre de l'armement aussi reste d'actualité, y compris de nos jours. Le 19 juin 2013, en déplacement à Berlin le président des Etats-Unis Barack Obama propose de réduire les armes nucléaires, invitant les Russes à le suivre. Moscou accueille cette proposition avec froideur.

Conclusion : une organisation dans le « camp de la Paix ».

Les actions et les revendications de la FIR sont sur la question des relations internationales et plus particulièrement celle du désarmement, en parfaite adéquation avec sa nature telle que nous l'avons définie en première et deuxième partie. Elles correspondent en tout point à l'idéologie pro-soviétique prônant sans relâche la Paix, notamment par la propagande, pendant les quarante-cinq années de tensions entre les blocs, mais dont l'origine remonte au décret de Paix de 1917. Un article très complet de Jacques Le Bourgeois retrace, de 1917 à 1991, la place de la Paix et du Désarmement dans l'idéologie soviétique²⁹³.

Pendant l'ère des tensions entre les deux blocs, l'Est se proclame « camp de la Paix », tandis que l'Ouest, impérialiste et avide de pouvoir, se sert des menaces de guerre pour étendre son pouvoir commercial et financier sur la planète. Et c'est bien à cause des vues américaines sur la planète que cette passion pour la Paix n'est pas en contradiction avec le développement d'un armement de type défensif, comme l'URSS a toujours affirmé que le sien était. La présence d'un ennemi impose de rester sur ses gardes. De là, le silence sur les SS20 dont la mise au point commence sitôt signés les accords des SALT et celui sur l'intervention en Afghanistan, alors que l'on concentre les esprits des manifestants pacifistes des pays de l'Ouest sur les missiles de l'OTAN et la « guerre des étoiles »²⁹⁴.

Le Bourgeois écrit que pour les soviétiques, la Paix et le Désarmement, jusqu'à l'arrivée de Gorbatchev, sont moins un objectif qu'un vecteur de propagande. Il est certes reconnu que l'action de ce dernier en faveur du désarmement n'est pas dénuée d'idéologie : il s'agit de redorer le blason du communisme que les ambiguïtés de Brejnev et ses deux brefs successeurs ont quelque peu entaché. Mais le désarmement est pour lui un objectif réel, ne fut-ce que pour rétablir la stabilité économique mise à mal par la course à l'armement. D'une certaine manière, Gorbatchev réussit son pari : la FIR ne lui envoie-t-elle pas régulièrement des messages de sympathie, des félicitations ? Les pacifistes du monde entier ne voient-ils pas son action comme l'espoir d'un monde enfin en paix ? L'attribution du prix Nobel de la Paix en est également une preuve.

Attention toutefois à ne pas faire de lien systématique entre la volonté de désarmement et l'idéologie soviétique. N'oublions pas, d'une part, que certains cadres de la FIR engagés en faveur du désarmement ne sont pas communistes (Debû-Bridel, Banfi...) mais surtout que la FIR est rejointe par trois autres organisations que l'on ne peut pas *a priori* taxer de pro-communisme. En ce

²⁹³ J. LE BOURGEOIS, « La propagande soviétique de 1917 à 1991 : la Paix et le désarmement au service de l'idéologie? », revue LISA vol. VI – n°1, 2008, p. 94-123. Disponible sur Revues.org.

²⁹⁴ Y. SANTAMARIA, *Le pacifisme, une passion française*, Paris, A. Colin, coll. L'histoire au présent, 2005.

qui concerne la Confédération Européenne des Anciens Combattants, c'est chose sûre. Celle-ci, l'objectif considéré comme atteint, rompt les liens avec les autres organisations du Comité de Coordination.

Si, pendant de longues années, l'Est continue de s'armer tout en clamant sa volonté de paix, c'est que la propagande d'alors ne manque pas de rappeler la présence d'un ennemi et la menace. L'idéologie préconise donc d'agir en faveur de la paix, tout en se tenant prêt en cas d'agression. D'ailleurs, les Résistants n'ont-ils pas pris les armes contre le fascisme, lui-même désigné agresseur et responsable de la guerre, aidé par les ultras-pacifistes et des conciliateurs qui lui ont ouvert la voie ?

Régulièrement le discours de la FIR s'attaque à « ceux qui sont contre ». Qui sont-ils ? Il y a certes les financiers intéressés du complexe militaro-industriel, mais surtout, les « réactionnaires », pour ne pas dire les « fascistes ». Le réarmement en Allemagne « encourage la renaissance du national socialisme », écrit Jean Toujas dans son rapport de la réunion du Bureau de 1971. Dans le sens contraire, Rossaint écrit en 1975 que « la détente et le désarmement sous toutes ses formes réduisent certainement les tendances militaristes donc les moyens susceptibles d'établir le fascisme »²⁹⁵. Les plus favorables à l'accueil des armes de l'OTAN, les plus hostiles à l'*Ostpolitik*, sont les politiciens réactionnaires de la CSU-CDU²⁹⁶, les cadres du MSI, ou encore la junte militaire en Grèce.

Le combat pour la Paix est donc indissociable d'un autre engagement fondamental de la FIR, celui contre l'extrême-droite.

²⁹⁵ RU n°29-30, pp 25-29.

²⁹⁶ J. C. ROSSAINT, « Les adversaires de la détente », RU n°14, avril-juin 1971, pp. 24-26.
Propos réitérés dans RU n°17, janvier-mars 1972, p. 13.

Quatrième partie. « Résistance européenne » contre « internationale brune » : la lutte contre l'extrême droite.

« Fascisme et antifascisme n'appartiennent pas seulement au passé ».
Dr Joseph C. ROSSAINT, *Résistance Unie* n°29-30, printemps 1975,
p. 25.

Introduction : du terme « fascisme »

« Une conférence contre le néonazisme et le fascisme qui se tient vingt-huit ans après la défaite militaire de la dictature hitlérienne en Allemagne et l'abolition de ses régimes dans de nombreux pays européens doit être organisée selon d'autres normes et en fonction d'autres connaissances que des rencontres similaires qui ont eu lieu contre le fascisme et le danger de guerre des années 1930. À cette époque, il s'agissait d'une première prise de conscience.

Entre-temps, nous avons vécu le fascisme et le nazisme, nous les avons vu au pouvoir et avons pu, et dû, recueillir une riche expérience. Au-delà de ses métamorphoses démagogiques et de sa subtile faculté de démystification, ceux qui étudient le fascisme ont pu voir de plus en plus clairement que ses principes générateurs sont restés les mêmes, en dépit des multiples formes de manifestations qu'il a pu développer en fonction des conditions historiques. »

Ainsi le docteur Joseph Cornelius Rossaint évoque-t-il la lutte contre les résurgences du fascisme et du nazisme dans la première moitié des années 1970²⁹⁷. L'homme parle de mutations et permanences du fascisme en connaissance de cause puisqu'il a participé, dans les années 1930, aux réunions qu'il évoque (voir chapitre IV).

Nous avons montré dans le précédent mémoire qu'en référence à leur passé d'opposant au nazisme, les anciens résistants et victimes s'engagent contre les forces politiques, associatives et groupusculaires qu'ils considèrent comme les héritiers du nazisme, du fascisme ou du pétainisme. Il peut s'agir aussi bien d' « anciens » (anciens de la Waffen SS, anciens cadres nazis...) que de « néo » (groupes d'étudiants, groupes terroristes...).

Il en va de même pour la FIR, mais son combat présente, comme nous allons le montrer, un aspect scientifique de la lutte contre l'extrême droite des anciens résistants et victimes du nazisme, qui n'était pas apparent dans *La « Flamme à transmettre »*. Si le terme de « fascisme » semble être synonyme d'extrême droite dans les sources consultées, nous verrons que pourtant certains cadres de la FIR veulent exposer la multiplicité de ses formes. Avant de lister les différentes cibles de la FIR, dictatures et partis d'une part, associations et groupements d'autre part, nous montrerons les moyens mis en œuvre par la FIR pour les étudier et les définir, ainsi que les principales thèses qui en découlent.

²⁹⁷ Discours d'ouverture de J. C. ROSSAINT à la rencontre de Bruxelles de 1973. Cité dans *RU* n°22, avril-juin 1973, p. 5.

À l'inverse, bien qu'il prenne une part importante de la lutte contre l'extrême droite et de l'exemple à léguer aux jeunes générations, le combat contre l'impunité des criminels de guerre par la FIR et ses associations nationales ne dévoile rien de nouveau ou de spécifique sur le plan historique, aussi n'a-t-il pas été retenu pour cette étude, bien que le parcours des nombreux cadres nazis non inquiétés, la recherche des criminels de guerre (en particulier le cas de Barbie) et la dénociation de la mansuétude de la justice fédérale allemande prennent une place importante dans les sources dépouillées.

Chapitre VIII. Réflexions et évolutions de l'antifascisme à la FIR

Selon Joseph Rossaint, les réflexions sur la nature du fascisme ont commencé dès après guerre, lorsque les vainqueurs du fascisme et du nazisme ont voulu comprendre comment le monde en était arrivé à de tels régimes. Cependant, ces premières réflexions qui groupaient des penseurs de tous bords firent long feu à cause de la Guerre Froide, quand chacun des deux camps mit en place des réflexions centrées sur l'idéologie de l'autre²⁹⁸. Dans le même numéro de la revue, le président de la FNDIRP Marcel Paul déclare au sujet des nombreux articles que les associations de résistants et de victimes publient sur le sujet : « Pages d'histoire ? Non ! Participation à la réflexion ? Oui! »²⁹⁹.

Rencontres et brochures

On trouve la trace de rencontres internationales à caractère scientifique dès les années 1970. Plusieurs rencontres de ce genre jalonnent les deux décennies qui sont initiées par la FIR ou par ses associations membres.

Les publications de la FIR sur les résurgences de l'extrême droite sont nombreuses entre 1971 et 1981. Après cette date, les question internationales concentrent la majeure partie de l'action de la Fédération. Certaines ont pu servir à cette étude, d'autres n'ont pas été trouvées. Les résurgences extrémistes sont toutes rassemblées sous le terme de « néofascisme », parfois de « néonazisme » pour les forces allemandes. Néanmoins, comme nous le verrons ci-après, il n'y a pas d'amalgame entre les différentes formes, ni dans leur nature, ni dans leurs objectifs. La FIR informe que « Le tirage global des périodiques publiés et la FIR et ses organisations nationales affiliées de monte à près de 500 000 exemplaires »³⁰⁰.

Giuseppe Gaddi rédige *Néofascisme en Italie*, qui est publié en 1971. La même année, une brochure sur la situation en Allemagne est éditée en Italien³⁰¹, ainsi qu'un discours du docteur Joseph Rossaint prononcé lors d'une réunion en Allemagne sur le néonazisme³⁰².

²⁹⁸ J.C. ROSSAINT, « Le fascisme et l'antifascisme n'appartiennent pas seulement au passé », *RU* n°29-30, printemps 1975, pp 25 à 29.

²⁹⁹ M. PAUL, « Sur la Résistance, le fascisme, la guerre », *ibid.* pp. 66-67.

³⁰⁰ « Publications de la FIR », *FIR 1951-1981*, p. 57.

³⁰¹ *Nazionalismo, revanscismo nella Repubblica Federale Tedesca*, Vienne, FIR, 1971.

³⁰² *Aspects de la situation actuelle en RFA, discours du Dr Rossaint*, Vienne, FIR, 1971. Publié en français, allemand, italien.

Les deux sources d'informations suivantes sont *Le néofascisme dans l'Europe d'aujourd'hui*³⁰³ paru en 1972, et *Halte au néofascisme*³⁰⁴ en 1974. La première est un ensemble d'article parus dans les organes de la FIR ou de ses organisations nationales, ainsi que des grands quotidiens européens. Cette formule de corpus de documents d'origine diverses est reprise dans une publication très complète qui paraît en 1977 : *Documents, faits et indice sur le développement du fascisme et du néonazisme en RFA et dans d'autres pays*³⁰⁵. Un complément est édité l'année suivante avec des documents plus récents.

Quant à *Halte au néofascisme*, elle retranscrit quatre discours d'ouverture de la Rencontre Européenne sur le Fascisme et le néofascisme, organisée par la FIR, qui se tient à Bruxelles les 16 et 17 juin 1973. Des spécialistes, dont des cadres de la FIR, viennent y intervenir. Les quatre discours retenus dans la brochure sont celui de Banfi sur la définition du fascisme, de Rossaint sur le néonazisme en RFA, de l'italien Luigi Anderlini (membre de l'ANPI, membre du CG de la FIR) sur le néofascisme en Italie et du français Pierre Durand sur la France, la Belgique et les liaisons internationales.

Umberto Terracini intervient aussi à Bruxelles, son discours n'est pas édité dans la brochure mais un résumé est publié dans *Résistance Unie*.

Parmi les brochures dont aucun exemplaire n'a été trouvé pour cette étude, on trouve³⁰⁶ :

- *Plus jamais de fascisme – La résistance antifasciste d'hier et d'aujourd'hui reflétée par les affiches*, RDA, 1972.(français, allemand, russe). Il s'agit sans doute d'une publication du KdAW.
- *Informations succinctes sur la recrudescence des activités néonazies dans l'enseignement de la RFA et à Berlin-Ouest*, Vienne, 1978 (français et allemand).
- *La jeunesse entre l'extrémisme de droite et la démocratie*, Vienne, 1980 (français et allemand).
- *Faits et indice sur les liaisons internationales des organisations fascistes, néonazies et d'extrême droite*, Vienne, 1980.

La FIR envoie des délégués à diverses rencontres sur le néofascisme/néonazisme dans les années 1970, qui ne sont pas directement organisées par elle. La rencontre à caractère scientifique suivante qu'elle convoque est le Symposium international qui a lieu à Francfort sur le Main (ville de Rossaint et Oppenheimer) les 29 et 30 octobre 1980, sous la devise « Lutte contre le fascisme et le nazisme – une contribution à la défense de la démocratie et de la paix. « Cent soixante-dix personnes, délégués d'associations nationales d'anciens résistants et victimes du fascisme ainsi que des personnalités de la vie publique de dix-huit pays européens et d'Israël de même que dix

³⁰³ Français, allemand, italien.

³⁰⁴ Idem.

³⁰⁵ Français et allemand.

³⁰⁶ « Les publications de la FIR », *FIR 1951-1981*, pp 55 à 57.

organisations internationales dont l'UNESCO ont participé aux échanges de vues »³⁰⁷. Cette rencontre donne lieu d'une brochure publiée quelques mois plus tard par la FIR³⁰⁸. La Fédération n'est pas peu fière de ses publications : « Non seulement pour le Symposium, mais comme différentes réactions l'ont prouvé, pour des milieux dépassant largement la FIR, les documentations publiées par la FIR ont apporté une aide précieuse »³⁰⁹.

Au tournant des deux décennies, Rossaint (RFA) cède la place dans ce rôle à Kurt Julius Goldstein (RDA). Ce dernier est, dans les années 1980, le préposé aux rencontres sur l'extrême droite. Il participe à trois réunions avec l'ANED au premier semestre 1984, débouchant sur la tenue d'une rencontre internationale, les 30 juin et premier juillet, à Trieste, pour le quarantième anniversaire du camp de concentration. C'est Goldstein qui y représente la FIR. La rencontre se conclut par la publication d'une brochure *Le signe de Cain des SS* et une autre sur les criminels de guerre encore en liberté, dont Barbie³¹⁰. Une rencontre similaire est organisée près de Mauthausen. Un communiqué du secrétariat de la FIR³¹¹ l'évoque ainsi :

« Les 14 et 15 avril dernier s'est déroulé à Perg, près de Mauthausen (Haute-Autriche) un symposium international organisé par la FIR qui avait pour thème « les idéaux de la résistance antifasciste, méthodes et expériences lors de leur transmission à la jeune génération » et auquel prirent part des anciens résistants et pédagogues de 17 pays européens et de Berlin-Ouest ainsi que des représentants d'organisations internationales. La session qui a été tenue dans les locaux de la Chambre du Travail a été saluée par le Dr. Ludwig Soswinski, président de l'Union Fédérale des Résistants et victimes du fascisme autrichiens (KZ-Verband) et vice-président de la FIR.[...]
Dans les périodes de crises économiques et de chômage croissant de la jeunesse les extrémistes de droite et les néonazis, en éveillant les ressentiments, en attisant la xénophobie en tant que forme « actuelle » du racisme et de l'antisémitisme, essaient de se servir de l'insatisfaction, notamment celle des jeunes, pour leurs objectifs politiques [...] Kurt Julius Goldstein, secrétaire de la FIR, a résumé les résultats des interventions dans ses remarques finales ».

Un autre symposium initié par la FIR mais organisé par l'ONU a lieu à Genève en décembre 1985, sous la devise « 40ème anniversaire de la victoire sur le nazisme, la création des Nations Unies et la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme », est plus actuel. Kurt Julius Goldstein, secrétaire est-allemand, en rédige un rapport enthousiaste :

³⁰⁷ « Symposium international de la FIR (Francfort, 1980) », *ibid.* p. 35.

³⁰⁸ *Le Symposium de Francfort (rapport, intervention, compte-rendu)*, Vienne, FIR, 1981. Français et allemand.

³⁰⁹ « Les publications de la FIR », *FIR 1951-1981*, p. 57.

³¹⁰ Rapport d'activité de congrès d'Athènes.

³¹¹ Communiqué du secrétariat de la FIR à Vienne le 16 avril 1984. Brochure de documents du congrès d'Athènes, p.56.

« Ce symposium a été le seul de ce type dans le cadre de l'ONU, de ses organisations auxiliaires et des ONG sous de telles données de problème précis. Tous les autres ont été consacrées seulement à la création de l'ONU.

Il a été, de par la participation de plus de 60 organisations nationales et internationales et avec environ 200 participants, parmi eux 40 des rangs de la FIR, une réunion particulièrement couronnée de succès ».

Si ce symposium est avant tout historique et non consacré à l'étude de l'extrême droite, le document final rappelle la nécessité d'union contre le nazisme, comme la victoire de 1945 était due à « la plus grande alliance que l'histoire ait jamais connu »³¹². Goldstein participe aussi à un séminaire, les 7 et 8 juin 1986, à un séminaire « En commun contre le fascisme, le néofascisme, le néonazisme, le racisme et la xénophobie ». Il y fait part de ses expériences de résistant et de déporté.³¹³

Le quarantième anniversaire du verdict de Nuremberg arrive à point nommé pour organiser des réunions sur le fascisme et le néofascisme : un colloque initié par la FNDIRP a lieu à Paris le 4 octobre, auquel la FIR participe. Puis la FIR elle-même organise une réunion consultative sur la thème « Quarante ans après le verdict du tribunal de Nuremberg – Étude de la renaissance des idéologies et activités néonazies, néofascistes et racistes ». Ayant lieu les 6 et 7 octobre à Prague, cette réunion rassemble quarante-deux représentants des associations nationales de quatorze pays européens ainsi que de cinq comités internationaux de camps. Elle est présidée par Kurt Julius Goldstein. Cette réunion se clôt tout même sur une note pessimiste constatant l'importance des résurgences et l'apparition du terrorisme en RFA³¹⁴.

Plutôt que de faire une analyse précise et spécifique des nombreux documents et articles émanant de la FIR, des déclarations officielles de celle-ci et des rencontres sur le sujet, analyse qui serait par ailleurs redondante, nous proposons ici de présenter les principales thèses sur les vingt années étudiées.

Évolutions des discours sur le néofascisme et le néonazisme.

On trouve des articles qui tentent de définir chaque forme de fascisme dès le début de la période étudiée. Deux grandes plumes, l'un italienne et l'autre allemande, émergent et apparaissent comme spécialisées : celle de Giuseppe Gaddi pour le fascisme et le néofascisme et celle de Joseph Cornelius Rossaint pour le nazisme et le néonazisme. Rappelons que les deux hommes sont respectivement vice-président et secrétaire de la FIR ainsi que membres du comité de rédaction de *RU*. Debû-Bridel s'intéresse aussi à la question, mais ne publie pas d'ouvrage particulier là-dessus.

³¹² Rapport de KJ GOLDSTEIN, cité dans *Ibid*, p. 20.

³¹³ *Ibid*, p. 61.

³¹⁴ *Ibid*, p. 61-62.

Pour commencer, il est admis que le fascisme est un phénomène typiquement européen. Les documents des rencontres, brochures et articles reconnaissent la rupture entre les Alliés vainqueurs du fascisme et du nazisme comme la principale cause de renouveau de ces idéologies³¹⁵. Il est défini comme étant un phénomène typiquement européen. Il est aussi admis par les Italiens comme par les Allemands que le nazisme est une forme particulière du fascisme.

Italie : fascisme et néofascisme

Giuseppe Gaddi veut analyser les formes et l'idéologie du néofascisme en Italie. Ancien exilé en France, il y écrivait déjà, rappelons-le, sur ce thème avant la guerre. En 1971, dans un article de *RU*³¹⁶, il montre que malgré une orientation pro-soviétique – d'ailleurs est-ce encore le cas après 1969 ? – il ne se contente pas de définitions raccourcies ou dogmatiques du fascisme, comme celle (citée par lui) de la *Grande Encyclopédie* soviétique de 1917 définissant le mouvement comme « l'expression des intérêts des cercles les plus agressifs de la bourgeoisie impérialiste », et compare à des définitions d'autres dictionnaires français et allemands, avant de conclure qu'avec les simples définitions de dictionnaires, « on n'est pas plus avancé ».

Comparant principalement deux écoles, l'une marxiste (notamment Benedetto Croce) et l'autre libérale, il stipule la nécessité de séparer fascisme d'alors et fascisme avant 1945 – qu'il reconnaît comme étant mort – fascisme-idéologie et fascisme au pouvoir. Et de conclure : « Et voilà, donc, une autre tâche de la FIR et de ses organisations nationales : analyser les différentes situations afin de déceler les réels dangers fascistes qu'il faut combattre. C'est là une question préalable que devra se poser la conférence que la FIR envisage de convoquer en 1972 ». Elle aura lieu en 1973, à Bruxelles.

Au premier semestre 1972, le goût pour la réflexion sur la nature du fascisme de Gaddi se manifeste par l'enthousiasme de celui-ci quant à une enquête « populaire » - l'article évoque, contrairement à son titre, une enquête judiciaire - sur la nature exacte du MSI, des groupuscules qui gravitent autour et leur idéologie³¹⁷.

D'une façon générale, les brochures et articles de la FIR définissent le néofascisme Italie ainsi : s'il cultive, en parade, un certain goût pour la nostalgie de l'ère fasciste, il ne cherche pas un retour à celle-ci. La réhabilitation de ce régime est un objectif secondaire. On peut sans doute l'imputer aux cadres qui ont connu cette époque.

³¹⁵ Thèse explicitée entre autres dans « comment redevient-on nazi? », *Documents, faits...* p. 28

³¹⁶ G. GADDI, « La FIR et la lutte contre le fascisme », *RU* n° 16, octobre-décembre 1971, pp. 8-9.

³¹⁷ G. GADDI, « Une intéressante initiative en Italie : Enquête populaire sur le néofascisme », *RU* n°17, janvier-mars 1972, pp. 39

L'objectif principal est, sinon l'arrivée au pouvoir par voie démocratique, s'imposer au sein du paysage politique de la république comme une force active. La théorie d'un fascisme similaire à celui de 1922 voulant prendre le pouvoir par un coup d'éclat séduit moins. Le terrorisme des groupuscules – les liens entre ceux-ci et le *Movimento Social Italiano* sont décrits dans le chapitre suivant – n'est là que pour impressionner l'opinion, en marge. Outre Gaddi, le président de l'ANPI, Arrigo Boldrini, l'affirme aussi : « On dit que 1922 ne se reproduira pas, mais le fascisme d'aujourd'hui ne cherche pas une nouvelle marche sur Rome »³¹⁸. Selon les résultats de l'enquête approuvée par Gaddi, il cherche plutôt « une majorité silencieuse »³¹⁹. Le cas du putsch raté, en 1970, de Valerio Borghese, le « prince noir », montre l'isolement des fascistes de l'ancien temps. Cet homme, ancien militaire fasciste, volontaire en Espagne aux côtés des Franquistes, est certes membre et soutien financier du MSI mais a agi de son côté, à la tête d'un groupuscule nommé *Fronte Nazionale*.

Ses compatriotes, les sénateurs Banfi et Terracini, s'intéressent aussi à la question de la nature du fascisme et du néofascisme. Ils définissent le fascisme de façon similaire aux historiens de l'époque³²⁰. Il ne s'est pas maintenu uniquement par la force, mais il possède une base populaire. Banfi, socialiste, insiste aussi sur le fait que la droite démocratique ne doit pas être affublée d'une étiquette fasciste³²¹. Sa position est tenue ainsi à la Rencontre de Bruxelles. : « Droite et fascisme ne sont pas des synonymes »³²². Il explique : « Il peut y avoir et il y a, une droite démocratique qu'on ne peut pas désigner comme fasciste et à laquelle on ne peut pas contester de droit de citoyenneté dans une société démocratique ». À cette même rencontre, Terracini qui différencie aussi droite capitaliste et droite fasciste, donne trois caractéristiques à la naissance d'un mouvement fasciste :

- la présence d'une classe qui puisse avoir intérêt à l'existence d'un mouvement organisé, prêt à tout instant, à sa disposition à son profit, et avec l'emploi de violence,
- un courant d'idées, une perception de la vie, du monde et de l'État,
- Enfin, la recherche d'une base populaire, une visée la plus large possible sur la population.

Terracini affirme, par la première condition, que la défense des intérêts de la classe bourgeoise, donc un système capitaliste, engendrent le fascisme. Banfi est plus modéré sur la question.

Il s'agit là de thèses similaires à l'historiographie de l'époque, s'opposant aux thèses marxistes plus vieilles et plus dogmatiques. On peut aussi y voir, de la part des communistes

³¹⁸ *Patria Indipendente*, 1971, n°12, p. 3. Cité dans *RU* n°16, octobre-décembre 1971, p. 20.

³¹⁹ *RU* n°18, avril-juin 1972, pp. 10 et 11.

³²⁰ O. FORLIN, *Le fascisme, historiographie et enjeux mémoriels*, Paris, la Découverte, coll. Écritures de l'Histoire, 2013.

³²¹ A. BANFI, « Le danger fasciste et l'action des résistants en Italie », *RU* n°26, avril-juin 1974, pp. 6-8.

³²² A. BANFI, « Définition du fascisme », *Halte au néofascisme*, Vienne, FIR, p. 7.

italiens, une autre forme de prise de distances avec l'idéologie soviétique, partisane des vieilles thèses.

Les années 1980 marquent un tournant. De ces nombreuses analyses ont passé à un silence total sur la nature du fascisme et du néofascisme italien. Trois causes peuvent être dégagées. La disparition de deux clercs italiens de la FIR, Gaddi et Terracini, d'abord. Comme nous l'avons dit, seuls les Italiens semblent vraiment s'intéresser au renouveau fasciste dans leur pays. Ce n'est pas le cas pour l'Allemagne et l'Autriche, où se développe une nébuleuse aux actions violentes, deuxième cause. Le néonazisme dans les pays germaniques, comme le prouve l'étude des associations françaises du précédent mémoire, intéresse bien plus que les seuls Allemands et Autrichiens. Une troisième cause peut-être dégagée, plus générale : la mutation de l'antifascisme au milieu des années 1980, vers l'antiracisme.

Le néonazisme en RFA.

Joseph Rossaint, parfois épaulé par son ami et concitoyen de Francfort Max Oppenheimer, tente de faire une analyse tout aussi rigoureuse du néonazisme en Allemagne. Pour celui-ci, l'apologie et la nostalgie du nazisme dépasse la simple forme. Leur inspiration est directe, du logo du NPD à la volonté de revenir aux frontières du III^{ème} Reich revendiquées par les associations de déplacés (voir chapitre XI) en passant par les expositions contestées par la FIR de collections d'objets nazis. On retrouve d'une part la différence sur laquelle les historiens s'accordent entre le nazisme, certes révolutionnaire, mais avec une importance de la tradition et le fascisme résolument tourné vers la nouveauté. Mais on peut aussi donner des explications techniques : les nombreux « recyclages » de cadres nazis en RFA dès le début de la Guerre Froide et les places importantes qu'ils occupent (Kiesinger nommé chancelier en est illustration la plus parlante) ou encore l'estimation par une source belge dans le complément de 1978 de *Documents...* chiffrant à sept millions les adhérents du NSDAP encore en vie ; citons aussi les parades de la HIAG (voir chapitre XI) offrent en RFA la possibilité d'une mémoire du nazisme bien plus souple que celle du fascisme en Italie.

Il s'agit là aussi d'un phénomène cherchant une base populaire. Les forces d'extrême droite en Allemagne fédérale sont nombreuses et leurs adhérents aussi. Force est de le constater aux anciens résistants comme à l'État fédéral qui, chaque année, publie un Rapport de la défense de la constitution dans lequel sont chiffrées tous les partis, associations et groupements jugés d'extrême droite. Faute de pouvoir les dissoudre, la RFA les surveille. Celui de 1975 est publié dans *Documents, faits et indices...* il chiffre 20 400 adhérents à 148 organisations, qui publient 121 titres,

le tout à 228 000 exemplaires³²³. Il est aussi un phénomène international : ce même rapport montre l'existence de nombreux groupes d'immigrés d'extrême droite : émigrés de l'Est, Italiens, Turcs et Grecs.

Pour autant, la différence entre nazisme et néonazisme s'impose également. Si la nostalgie du régime nazi les rassemble, les différences idéologiques entre « anciens » et « néo » s'accroissent dans la décennie 1980³²⁴. Les « anciens », vieillissants, cèdent peu à peu la place aux « néo » aux actions nouvelles, notamment au « terrorisme criminel » (l'expression revient plusieurs fois) qui se développe en RFA. Le problème que pose ce terrorisme est son assimilation aux actes de sabotages de la Résistance contre le nazisme, eux-mêmes définis à l'époque comme terrorisme. Régulièrement, la FIR doit répéter qu'elle « condamne tous les actes de terrorisme qui n'ont rien à voir avec les activités de résistance légitimes à l'opresseur »³²⁵. Ces groupes de néonazis sont reconnus comme étant moins axés sur l'idéologie que leurs aînés et plus prompts à l'action.

De l'antifascisme à l'antiracisme autour du trentenaire de Nuremberg.

Dans la deuxième moitié des années 1980, alors que la plupart des régimes d'extrême-droite ont chuté et que la dictature chilienne est sur le déclin, le discours change et s'oriente vers l'antiracisme, avec comme illustration l'Apartheid en Afrique du Sud. Par exemple, dans un document rédigé par des membres du bureau en vue d'une réunion UNESCO/Congrès des ONG, en 1986 réclame « La vigilance nécessaire, la condamnation du racisme et de l'apartheid »³²⁶. Le racisme vient se rajouter au néofascisme et au néonazisme. Les réunions autour du quarantième anniversaire de Nuremberg insistent aussi sur cet aspect de l'antiracisme : celle de juin 1986 s'intitule « contre le fascisme, le néofascisme, le néonazisme, le racisme et la xénophobie » ; l'un des thèmes du colloque du 4 octobre à Paris est : « néonazisme, racisme – quarante ans après ». La réunion de novembre à Prague traite des « idéologies et activités néonazies, néofascistes et racistes ». Elle se conclut sur : « la haine raciale, l'antisémitisme et la discrimination raciale, la xénophobie et l'anathème des réfugiés relèvent la tête »³²⁷. Au congrès d'Athènes, en 1987, elle « condamne l'apartheid et la politique de ses agressions constantes contre les peuples des États voisins. Elle dénonce également la recrudescence du racisme, de l'antisémitisme, des haines idéologiques et religieuses »³²⁸.

³²³ « Extraits du rapport de la défense de la constitution », *Documents, faits et indices sur le développement du fascisme et du néonazisme en RFA*, Vienne, FIR, 1977, p. 5 à 8.

³²⁴ Lire à ce sujet : M. SCHMIDT, *Néo-nazis, la terrible enquête*, JC Lattès, 1993. Cet ouvrage est le fruit d'une infiltration de l'auteur dans le milieu.

³²⁵ Programme d'orientation et d'action du congrès d'Athènes, III.18. Brochure « documents » du congrès d'Athènes, p. 35.

³²⁶ Rapport d'activités du congrès d'Athènes, p. 20.

³²⁷ Rapport d'activité du congrès d'Athènes, p. 61-62.

³²⁸ Programme d'orientation et d'action du congrès d'Athènes, III.17. Brochure « Documents » du congrès d'Athènes, p.

L'attitude de la FIR illustre très bien ce que Gilles Vergnon décrit comme une mutation de l'antifascisme à l'époque, centrée sur l'antiracisme³²⁹. Si l'étude de Vergnon concerne la France, son propos est ici confirmé à l'international.

Réflexion et circulation de l'information. Telles sont ici les moyens que se donnent la FIR pour mieux connaître et mieux définir ses adversaires. En rassemblant et publiant des articles de divers pays d'Europe ainsi qu'en organisant des réunions scientifiques, c'est un véritable réseau de réflexion et d'information qui est mis en place.

Les brochures, la revue *Résistance Unie*, et les brochures de la FIR déterminent plusieurs formes d'organisations dans la dénonciation. Il ne s'agit plus là d'une réflexion sur la nature mais de l'opposition à l'action du néofascisme et néonazisme. Deux catégories principales peuvent être dégagées : les forces politiques, qui assument des responsabilités ou cherchent à séduire un électorat, et les forces en marge, associations ou groupuscules, dont le but est plutôt d'impressionner.

La déclaration finale de la Rencontre de Bruxelles montre encore une fois que les deux principaux combats de la FIR sont liés : « Parmi eux [les néofascistes et néonazis] on trouve les apôtres du réarmement. Notre lutte contre le néofascisme est donc partie intégrante de la lutte que nous voulons et devons mener pour le désarmement »³³⁰.

35.

³²⁹ G. VERGNON, *L'antifascisme en France, de Mussolini à Le Pen*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2009,

³³⁰ Déclaration finale de la Rencontre de Bruxelles, publiée dans *RU* n°23, juillet-septembre 1973, p. 19.

Chapitre IX. L'extrême droite politique : régimes et partis.

Ce n'est pas un hasard si les forces politiques font l'objet de critiques et d'analyses plus nombreuses par les cadres de la FIR : celles-ci, depuis la rupture entre les Alliés, agissent de plus en plus au grand jour. Lorsqu'il s'agit de forces au pouvoir, les informations parviennent aux observateurs, malgré la censure. Quand aux partis extrémistes dans les démocraties, ne cherchant pas *a priori* une prise de pouvoir par la force ou l'intimidation – ou, le cas échéant, aux moyens détournés de groupuscules qui leur gravitent autour – leur discours, leurs objectifs et leurs prises de positions peuvent être facilement reconnues. Tout cela laisse une quantité d'information suffisante à faire circuler par la revue, par les déclarations des congrès, par des motions remises aux chefs d'État, ou bien dans les rencontres et les documents évoqués dans le chapitre précédent.

Les régimes d'extrême droite en Europe et au Chili.

Réuni à Vienne à l'automne 1972³³¹, le Bureau de la FIR, qui travaille à la tenue et la convocation du futur congrès de Paris, publie aussi une résolution d'orientation évoquant la « solidarité avec les peuples victimes du fascisme » : sont évoqués la Grèce, l'Espagne, le Portugal. Nous verrons ces trois cas ainsi qu'un quatrième qui apparaît un an après cette résolution : le cas, hors d'Europe, de la dictature chilienne.

Un exemple de la solidarité entre résistants : le régime des colonels en Grèce

La dictature dite des Colonels, en Grèce, mérite d'être évoquée ici en premier. En effet, pour plusieurs raisons, celle-ci a une place prépondérante dans la dénonciation des régimes d'extrême-droite par la FIR dans la revue, les brochures, ou les déclarations officielles. D'abord, une raison géographique. La FIR dénonce en particulier les régimes les plus proches, ceux qui sévissent en Europe : Grèce, Espagne, Portugal.

À cela s'ajoute une raison chronologique : les colonels prennent le pouvoir par un coup d'État le 21 avril 1967. Il ne s'agit pas, au contraire des pays ibériques, d'un régime issu de la montée de l'extrême droite politique des années 1920 et 1930, mais d'un régime nouveau. La FIR est témoin de son instauration.

Ce qui amène à une troisième raison de prééminence de la situation en Grèce : depuis sa création, seize ans avant le coup d'État, la FIR compte parmi ses membres des associations helléniques, dont plusieurs délégués siègent au CG et au Bureau. Ceux-ci n'ont pu être étudiés dans

³³¹ Compte-rendu de la réunion du bureau dans *RU* n°20, octobre-décembre 1972, p. 7.

ce travail pour des raisons linguistiques. Contrairement à l'Espagne et au Portugal, des délégués grecs peuvent directement intervenir au sein des organismes de la FIR pour y dénoncer les exactions.

Cela amène la quatrième et dernière raison : le régime des colonels s'attaque, entre autre, à des résistants grecs. C'est donc au nom de l' « antifascisme » autant qu'au nom de la solidarité entre résistants que la FIR s'emploie à dénoncer les exactions de ce régime.

Il ne s'agira pas ici de développer en détail l'engagement de la FIR pour dénoncer la dictature des colonels, car les articles, résolutions, motions et autres communiqués sur le sujet sont nombreux et redondants, mais nous en dégagerons les principaux axes.

Premièrement, donc, la solidarité avec les résistants victimes du régime, car c'est avant tout sous cet angle que le régime est vilipendé. Les réseaux que forment les associations nationales permettent aux représentants helléniques de la FIR d'être rapidement au courant d'une arrestation d'un de leur camarade ou d'un opposant au régime. Ainsi, malgré un certain contrôle de l'information, la FIR parvient à savoir et à publier, notamment dans *Résistance Unie*, les nombreuses entorses aux Droits de l'Homme commis par le régime, en particulier lorsqu'il s'agit d'anciens résistants. Par exemple, l'un d'eux, Manolis Glezos, nommé en 1965 membre d'honneur de la FIR sur proposition de Jean Toujas, arrêté dès 1967 et condamné à mort, est finalement relâché en 1971, suite à de longues protestations soulevées par la FIR et ses organisations nationales³³². Outre les résistants inquiétés par le régime, la FIR se doit d'intervenir pour réclamer de l'État grec qui refuse de reconnaître la Résistance grecque au nazisme et d'octroyer aux résistants un statut et des droits. Le but n°6 de l'article IV des statuts de la FIR stipule : « lutter pour la défense des droits et les revendications de la Résistance, pour les intérêts matériels et moraux de tous les ayant droit et ayant cause ». Une autre revendication de la FIR fut le retour des émigrants politiques parmi lesquels de nombreux résistants et la réattribution de leur nationalité qui leur est ôtée en 1971.

D'une façon plus générale, les exactions du régime envers ses opposants, que la FIR appelle aussi « résistants », sont dénoncées. Le Conseil Général réuni en décembre 1971 n'hésite pas à déclarer que « le régime de la dictature des colonels a rouvert les camps de concentration pour les démocrates »³³³. Loin d'une action autonome, elle diffuse également l'indignation d'autres organismes comme Amnesty International, ou des personnalités, comme Amalia Koutsouri-Voureka *alias* lady Fleming, « médecin reconnue et grecque de naissance ». La veuve du découvreur de la pénicilline fut aussi députée socialiste grecque et inquiétée par le régime. Elle rédigea un rapport sur

³³² « Manolis Glezos remis en liberté », *RU* n° 15, p. 19.

³³³ J. TOUJAS, compte-rendu de la réunion du CG de décembre 1971 à Vienne, publié dans *RU* n°17, janvier à mars 1972, p. 6.

la torture en Grèce dont les grandes lignes sont publiées dans *RU*³³⁴. La dénonciation des méfaits des Colonels devant la communauté internationale permet d'affirmer en 1973, alors que les étudiants manifestent en masse, qu' « il ne se passe pas un jour sans que la junte militaire soit dénoncée devant le monde entier par de nouvelles actions »³³⁵. C'est l'époque des manifestations étudiantes. Empêtrée à l'extérieur dans le conflit chypriote, la junte donne l'ordre de tirer sur des manifestants dans l'enceinte même de l'École Polytechnique, épice de la contestation.

Enfin, un point qui lie engagement contemporain et référence au passé de Résistant, l'appartenance des dirigeants grecs aux milieux collaborationnistes pendant la guerre. Un cas l'illustrant bien est celui de Stylianós Pattakós, ancien officier de l'Unité Spéciale – force paramilitaire collaborationniste sous l'occupation –, devenu cadre du régime des colonels préposé à la répression des opposants. Une photo de l'époque le montrant en uniforme et portant une cape sous un drapeau nazi est publiée dans la revue avec, en légende « déjà, à l'époque, au service du fascisme »³³⁶. Georgiós Papadopoulos, chef de la junte, fut dans un premier temps combattant contre les Italiens et les Allemands. Après la défaite, il refuse de rejoindre la résistance et trouve sa place dans un organisme gérant la distribution alimentaire, où le marché noir va bon train.

Toutes ces revendications ne sont pas soutenues que par des articles, motions ou lettres envoyées au gouvernement. Sur une initiative du Comité de Coordination de la Résistance Grecque (qui regroupe les associations nationales) le bureau de la FIR envoie une délégation à Athènes, alors que le pays revient vers la démocratie, auprès du gouvernement, du parlement et des partis politiques, en mars 1977. Celle-ci fait un arrêt dans la cour de l'École Polytechnique, devenue symbole de la répression des opposants. Cette initiative est réitérée en 1981, insistant sur la reconnaissance de la Résistance grecque, qui a lieu l'année suivante. Ainsi, « Le IX^{ème} congrès de la Fédération Internationale des Résistants (FIR) se félicite de la reconnaissance de la Résistance nationale par l'État grec. Il félicite le gouvernement grec, tout le peuple grec et exprime son vœu que le problème des émigrés politiques grecs trouve une solution rapide... »³³⁷.

Le X^{ème} congrès, en 1987, vingt ans après la prise du pouvoir par la junte, est une manière pour la FIR de saluer la victoire et le rôle qu'elle y a joué. Parmi les personnalités invitées, de nombreux grecs sont présents, dont Manolis Glezos³³⁸.

³³⁴ « Lady Flemming rapporte », *RU* n°17, janvier-mars 1972, p. 37-38.

³³⁵ « Athènes : la résistance augmente », *RU* n°22, avril-juin 1973.

³³⁶ *RU* n°17 janvier-mars 1972, p. 38.

³³⁷ « Félicitation au peuple [sic] grec », brochure du XI^{ème} congrès, p. 32.

³³⁸ « Invités », Brochure du congrès d'Athènes, p. 51.

Espagne et Portugal, deux dictatures anciennes.

Contrairement à la Grèce, les dictatures dans les pays ibériques sont ultérieures à la Seconde Guerre mondiale, à laquelle elles n'ont pas participé. La FIR n'y a pas de contact à l'intérieur. Seul un représentant espagnol, Marcos Ana, est au bureau de la FIR, mais il est extradé et vit en France. Les principales actions de la FIR contre ses régimes par ailleurs « amis » du III^{ème} Reich, se limite à la dénonciation des exactions des deux régimes et à la publication de diverses résolutions, lesquelles ponctuent les congrès et les numéros de *Résistance Unie*. Le discours sur l'avenir de l'Espagne devient optimiste début 1972, lorsque la revue (article non signé) annonce l'entrée des catholiques, jusque là considérés comme favorables au franquisme, dans l'opposition³³⁹. Aucun signe, cependant, d'un dénouement positif au Portugal.

Il est pourtant le premier des deux à se libérer de sa dictature, par le coup d'État des Mouvements des Forces Armées, composé de militaires lassés des guerres coloniales incessantes, le 25 avril 1974. Ce jour, connu sous le nom de révolution des Œillets, voit l'abdication de Marcelo Caetano, successeur de Salazar. C'est Oskar Wiesflecker, qui annonce solennellement dans la revue qu'il dirige « Une victoire de l'antifascisme »³⁴⁰. Dans l'article ainsi intitulé, l'autrichien décrit la chute de Caetano comme étant, « pour les résistants, une nouvelle preuve de la justice et de l'inéluctabilité de leur combat. » Il prédit aussi la chute très prochaine du franquisme en Espagne et le retour à la démocratie dans ce pays.

Tout comme pour la Grèce, la FIR déclare avoir joué un rôle dans la chute de la dictature portugaise (comme le déclare par exemple Banfi en 1975)³⁴¹. S'il est évident que la FIR a mené une action concrète pour la Grèce, par le biais du réseau d'anciens résistants, c'est une chose bien moins probable pour le Portugal. Mais les liens se tissent assez vite : la FIR envoie l'un des membres du bureau (on ne sait pas lequel) pour participer à la première commémoration du 8 mai au Portugal, en 1976, à laquelle participe sans doute l'Union des Résistants Antifascistes Portugais nouvellement fondée. Trois ans plus tard, l'URAP devient membre de la FIR sur décision du bureau.

Un exemple hors d'Europe : la dictature Chilienne

Dès le coup d'État du 11 septembre, la FIR s'attaque à la dictature chilienne. Son VII^{ème} congrès a lieu deux mois plus tard. Elle y adopte, en plus d'une motion sur la Grèce et l'Espagne, une motion intitulée « Aidez les démocrates chiliens! » dans laquelle « les résistants et victimes du fascisme européens protestent avec indignation contre le putsch de la junte militaire qui s'est déclenché au Chili à l'encontre d'un gouvernement constitutionnellement élu ». Ils appellent au

³³⁹ *RU* n°17, janvier à mars 1972, p. 21.

³⁴⁰ *RU* n°26, avril-juin 1974, p. 10

³⁴¹ *RU* n°29-30, pp 8 et 9.

respect de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme en rappelant qu'ils compte dans leur rangs nombre de victimes de la répression fasciste³⁴².

La répression, les internements, et les « disparitions » sont dénoncée, avec cela de différent des autres régimes que les informations ne sont pas légion, il s'agit surtout d'une dénonciation sur le fond plus que sur la forme. Quelques point précis de la répression – laquelle touche en particulier des opposants de gauche – sont tout de même décrits et dénoncés, par exemple l'utilisation des îles (un article entier de RU est consacré à celle de Dawson³⁴³) comme lieu d'internement, rappelant les méthodes du fascisme italien. Cette dictature est aussi l'occasion de dénoncer la tentation « économique » du fascisme : Marcel Paul, le président et co-fondateur de la FNDIRP – dont il n'est alors plus représentant à la FIR – écrit dans un article du *Patriote Résistant*, publié également dans *Résistance Unie* que « le fascisme n'a jamais relevé aucune économie », arguant que la situation du Chili, après plus d'un an au pouvoir de la junte militaire, est dramatique : misère, inflation, instabilité³⁴⁴.

Les résistants ne manquent pas de dénoncer le Chili comme étant un refuge d'anciens nazi notoires. Le parcours, par exemple, de Walter Rauff, ancien proche de Himmler et collaborateur de la junte chilienne, est exposé dans *Résistance Unie*³⁴⁵. Celui, similaire, de Paul Schäfer, également, ponctue la revue et les brochures de la FIR.

Si l'on rappelle la primauté des communistes au sein de la Fédération, il n'est guère étonnant que l'impérialisme et l'ingérence américaine soient dénoncés par l'implication de la CIA dans le putsch des militaires chiliens contre le gouvernement socialiste. Le numéro 24 de *Résistance Unie* y consacre un article « Anatomie du CIA »³⁴⁶. La couverture du numéro porte le même titre et montre en illustration la célèbre photo d'Augusto Pinochet avec ses lunettes noires, sur laquelle ont été rajoutées les initiales CIA sur ses verres et son front.

La sympathie de diverses forces conservatrices allemandes pour la junte chilienne est également montrée du doigt, citations des journaux *Nation Europa*, le *Nazional Zeitung*, mais aussi du *Bayernkurier* de Franz Josef Strauss, chef de la *Christlich Sozial Union* (CSU) à l'appui³⁴⁷. Les deux derniers ne cautionnent pas toutes les prises de pouvoir militaires puisque dans le même numéro de *Résistance Unie*, Wiesflecker cite leur désapprobation de la Révolution des Œillets³⁴⁸ !

³⁴² Motion publiée dans *RU* n°24, octobre-décembre 1973, p. 16.

³⁴³ « Chili, des informations inquiétantes », *RU* n°25, p. 63.

³⁴⁴ M. PAUL, « Sur la Résistance, le fascisme, la guerre », *RU* n°29-30, printemps 1975, pp 66-67.

³⁴⁵ « De Himmler à Pinochet. Assassin de masse SS au service de la junte chilienne? », *RU* n°27, juillet à septembre 1974, pp. 34-35.

³⁴⁶ « Anatomie du CIA »[sic], *RU* n°28, octobre décembre 1974, p. 38.

³⁴⁷ « Le Chili caricaturé par la droite », *RU* n°26, avril-juin 1974, pp. 14-15.

³⁴⁸ O. WIESFLECKER, « Une victoire de l'antifascisme », *ibid.* p. 10.

La dénonciation du régime chilien continue alors que les régimes autoritaires en Grèce, Espagne et Portugal sont tombés : le CG, réuni du 10 au 14 septembre 1984, vote une motion déplorant les onze ans de dictature³⁴⁹. L'engagement de la FIR se limite cependant à quelques résolutions : et autres motions. L'éloignement géographique en est l'une des causes. Il est à noter que des associations d'exilés sont présentes et actives en Europe, s'appelant aux aussi « résistants », dénonçant la dictature, organisant des manifestations, publiant des journaux³⁵⁰.

Pour autant, il est étonnant de voir que l'importance de la dénonciation de la dictature chilienne côtoie une absence de prise de positions sur tous les autres régimes autoritaires sud-américains. Dans la brochure *Documents, faits et indices...* de 1977, par exemple, sont énumérées les diverses formes du fascisme d'alors³⁵¹. Parmi elles, on trouve : « l'existence d'une junte militaire au Chili employant des méthodes fascistes et opprimant le peuple suivant l'exemple nazi ». Or, en 1977, l'Argentine, l'Uruguay, la Bolivie, sont tous sous le joug d'un régime autoritaire dans lesquels sont aussi réfugiés d'anciens responsables nazi collaborant parfois avec le pouvoir. L'émotion suscitée par la violence du coup d'État, suivie du suicide du président Salvador Allende, y est sans doute pour beaucoup. Le cas chilien nous montre aussi la limite du réseau d'information de la FIR, qui sont celles du continent européen.

Les partis politiques dans les démocraties

Nationaldemokratische Partei Deutschlands (NPD) et Freiheitliche Partei Österreichs (FPÖ).

Pourtant, si le NPD est un héritier direct du NSDAP, il n'est pas le parti le plus attaqué par la FIR ni par les organisations nationales, en particulier la VVN. La principale raison est que ce parti politique est perçu comme en situation d'échec, depuis sa tentative manquée d'entrer au Bundestag en 1969. Dès le congrès de Venise, la FIR se félicite de ce revers pour le parti d'extrême-droite. Six ans plus tard, dans un message pour fêter le trentième anniversaire de la victoire contre le nazisme, le président Banfi déclare encore : « Les fédérations nationales de la FIR ont apporté une grande contribution à la défaite du NPD néonazi en RFA »³⁵². Faute de pouvoir se satisfaire d'une dissolution à laquelle le pouvoir fédéral se refuse, le peu de réussite électorale du NPD est une satisfaction, contrairement à l'alliance efficace entre CSU et CDU.

³⁴⁹ Rapport d'activité du congrès d'Athènes, p. 7.

³⁵⁰ Cf. l'exposition « Exiliados, le refuge chilien en Isère, 1973-2013 », du 14 juin au 21 octobre au Musée de la Résistance et de la Déportation de l'Isère.

³⁵¹ « En guise de préface », *Documents, faits un indices sur le développement du fascisme en RFA et dans d'autre pays*, Vienne, 1977, pp 1-2.

³⁵² Publié dans *RU* n°29-30, printemps 1975, pp. 8 et 9.

Quant au parti autrichien FPÖ, il est évoqué de façon sporadique, par exemple³⁵³ pour les résultats qu'il obtient dans son bastion de Carinthie, mais n'est pas jugé non plus en position de force. Il arrive cependant à acquérir une certaine popularité en lançant de régulières campagnes xénophobes contre la minorité Slovène de Carinthie.

Christlich Demokratische Union (CDU) et Christlich-Soziale Union (CSU)

Il ne s'agit pas à proprement parler de parti d'extrême droite, pourtant leur anticommunisme et leur hostilité à l'Ostpolitik font d'eux, entre 1970 et 1976, un réel danger selon les anciens Résistants. Dès 1971, la FIR est très inquiète de la tournure politique que prennent la CSU et « sa sœur bavaroise », plus conservatrice, la CDU. Le personnage le plus attaqué par RU est le « taureau de Bavière » Franz Josef Strauss, ancien officier dans la Wehrmacht, ancien ministre de la Défense et des Questions Nucléaires sous Adenauer. Sous son influence, les démocrates-chrétiens virent à un « anticommunisme total, tant extérieur qu'intérieur » lit-on dans un article de Max Oppenheimer consacré aux congrès des deux partis³⁵⁴. Ces congrès consacrent « la nette victoire du démagogue Rainer Candidus Barzel et du tacticien Kohl » et sont considérés comme un revirement autoritaire et conservateur du centre-droit, ce qui inquiète aussi leur principal adversaire SPD, dont le journal *Die Neue Gesellschaft* est également cité dans l'article.

Sa politique, visant à former une opposition dure, est expliquée par une caricature empruntée par *Résistance Unie* au journal antifasciste francfortais *Die Tat*, montrant Strauss maniant un aspirateur dont le sac est estampillé CSU, avec lequel il aspire aussi bien le NPD que des insignes nazis, des bras faisant le salut fasciste ou encore un exemplaire de *Mein Kampf*³⁵⁵. Cette bipartite alliance s'agrandit par des liens stratégiques avec la *Deutsche Volksunion* (DVU, parti de droite ultraconservatrice) et la *Deutsche Union* (DU), dans un article virulent écrit par Ingrid Schuster (journaliste à *Die Tat* et membre de la VVN)³⁵⁶. Franz Josef Strauss s'allie avec Siegfried Zolgmann (DU) et Gerhardt Frey (DVU) forment ainsi un cartel de la droite « nationaliste et chauvine », dans l'opposition à Brandt et à l'Ostpolitik.

La CDU/CSU revient dans les années 1980 à une autre ligne politique, guidée par Helmut Kohl qui la rapproche du *Freie Demokratische Partei*, droite modérée, vers lequel est partie une bonne part de son électorat. Strauss, considéré comme impopulaire hors de Bavière et responsable de cette fuite d'électeurs, abandonne ses ambitions fédérales et se retire dans son fief. Kohl, à la faveur de la crise des Euromissiles, et malgré les vagues de protestations pacifistes, est élu à la Chancellerie en 1982.

³⁵³ Dr. Hans HAAS, « Le néofascisme en Autriche », *RU* n°24, octobre-décembre 1973, p. 46.

³⁵⁴ M. OPPENHEIMER, « Les héritiers de Hegenberg et Adenauer », *RU* n°16, octobre à décembre 1971, pp. 23 à 25.

³⁵⁵ *RU* n°14, avril-juin 1971, p. 35.

³⁵⁶ Ingrid SHUSTER « Les nouvelles techniques du cartel de la droite », *RU* n°15, pp 20-21.

Le Mouvement Social Italien (MSI)

Le MSI, contrairement au NPD allemand, n'est pas particulièrement dénoncé par les associations françaises étudiées dans *La « Flamme à transmettre »*. Au sein de la FIR, en revanche, les italiens sont là pour mettre leurs camarades européens du danger de ce parti. Paradoxalement, le parti italien n'est, lui pas en position de faiblesse. En 1971, allié avec les monarchistes, il est présent au Parlement et il est selon Gaddi « une force politique montante », ce qui est attribué à l'efficacité de son nouveau premier secrétaire – depuis 1969 –, Giorgio Almirante³⁵⁷. La documentation de la FIR et particulièrement celle émanant de Gaddi, met en avant les responsabilités d'Almirante dans la répression des patriotes italiens sous le régime fasciste. Arrigo Boldrini, président de l'ANPI, déclare dans *Patria Indipendente* : « La résistance européenne a été surprise et étonnée par un succès électoral remporté par les néofascistes dans l'Italie du Sud »³⁵⁸. Le président de l'ANPI affirme que les tentatives de dissolution du MSI seraient veines. Les actions en justice, selon lui, doivent punir les auteurs de violence ; quant au MSI, son « isolation parlementaire » reste la meilleure stratégie³⁵⁹.

Le spécialiste de la question reste Giuseppe Gaddi. Plusieurs raisons aux succès du parti sont décrites par le résistant italien : démagogie et populisme (Almirante présente le parti comme « l'alternative au système »), union avec d'autres mouvements européens, influence auprès de la jeunesse. Gaddi voit d'un très mauvais œil l'alliance du MSI avec les monarchistes sous le nom de « Droite Nationale », qui conforte la théorie de la volonté d'un réel poids politique. Gaddi est persuadé que cette Droite Nationale conservera un discours violent : « Toutes les tentatives d'Almirante pour se donner un vernis démocratique se soldèrent par un échec »³⁶⁰. Photo à l'appui, il décrit les cadres de cette alliance : Almirante, Giovanni Roberti, Gioacchino Lauro (monarchiste), et l'amiral Gino Birindelli, militaire de la Marine italienne actif à l'OTAN. Gaddi se sert plusieurs fois de cet homme pour faire le lien entre impérialisme américain et néofascisme. L'admiration par le MSI de la dictature des colonels est souvent mise en avant. Mais c'est surtout le prince Borghese, l'électron libre, qui en est l'admirateur le plus avoué³⁶¹, ainsi que quelques groupes en marge du parti (voir chapitre suivant).

Outre le parti, Gaddi évoque divers organes de presse émanant directement ou en lien avec lui qui sont, selon ses propres termes :

³⁵⁷ G. GADDI, *Néofascisme en Italie*.

³⁵⁸ *Patria Indipendente*, 1971, 4-5, p. 22. Cité dans *RU* n°16, p. 19.

³⁵⁹ A. BOLDRINI, « Les résistants italiens pour la défense et le renforcement de la démocratie », *RU* n°20, octobre-décembre 1972, pp. 13 à 15.

³⁶⁰ G. GADDI, « Le néofascisme italien se nomme maintenant la Droite Nationale », *RU* n°21, janvier-mars 1973, p. 39.

³⁶¹ G. GADDI, « Liaisons fascistes directes, les liaisons des néofascistes italiens à l'étranger » *RU* n°14, avril-juin 1971, p. 14-17.

- *Piazza d'Italia*, une feuille de combat grand format du MSI ;
- *Il Picchio*, journal d'action satirique du MSI ;
- *Il Cavour*, revue intellectuelle de grand format pour la droite d'un niveau et d'une portée très remarquables (très proches du MSI)
- *Ordine Nuovo*, revue idéologique caractérisée du *Centro Studi Ordine Nuovo* du MSI ;
- *L'Italiano*, la revue intellectuelle du MSI, mensuel dirigé par Romualdi, membre important du comité de direction du parti,
- *Agenzia d'informazioni*, journal d'information de la fraction MSI du parlement.

Quant à *Il Borghese*, « revue conservatrice de droite la plus considérée à l'étranger », elle reste indépendante du MSI, tout comme le personnage du même nom, réfugié en Espagne après son putsch raté.

Si les critiques de ce parti, et en particulier cet aspect technique, s'effacent à partir des années 1980, c'est sans doute parce que le principal auteur sur le sujet, disparaît : Gaddi meurt en 1982. Terracini, lui aussi intéressé au sujet, disparaît l'année suivante. Les Italiens semblent être les seuls vraiment inquiets des résurgences du fascisme dans leur pays.

Le Front National

Le parti français, ennemi juré de l'ANACR et la FNDIRP, est absent d'une grande partie de la période pour des raisons évidentes : il reste marginal pendant les dix ans qui suivent sa création. Le congrès d'Athènes, en 1987, évoque le danger de ses premiers succès électoraux³⁶².

Pour le FN, la question de l'objectif ne se pose pas. La dissolution d'Occident (voir chapitre suivant) et la création d'un parti politique qui s'élargit au fil des années définissent font apparaître clairement l'objectif de jouer le jeu électoral, tout en ne perdant pas son arrière-garde. La stratégie est de séduire tout en montrant son détachement au système. Le leader, Jean-Marie Le Pen, applique cette stratégie notamment par des frasques médiatiques, dont la plus célèbre est restée une illustration du négationnisme, celle du « point de détail » de l'histoire que sont selon lui les chambres à gaz. C'est sur ce point précis que la FIR s'intéresse à son cas³⁶³. Cette déclaration ayant lieu à la fin de la période étudiée, le FN est le grand absent des sources dépouillées pour ce travail. Mais il y a fort à parier qu'il serait très présent dans une étude poussant jusqu'à 2004.

³⁶² Brochure du congrès d'Athènes.

³⁶³ Brochure du congrès de Moscou.

Chapitre X. Les associations et la nébuleuse.

Outre ces forces qui tentent tant bien que mal de peser sur l'échiquier politique et électoral, d'autres organisations sont, elles, dans la pure démonstration. Nous pouvons, à la lecture des sources évoquées dans la chapitre IX, en distinguer deux sortes. Des associations, qui démontrent par la « parade », la « provocation », souvent des anciens, et des groupuscules, qui, restant au contraire dans l'ombre, font le choix de l'intimidation par l'action violente. Ces derniers sévissent surtout dans les années 1970 en Italie, tandis qu'en Allemagne ils apparaissent à partir de la décennie suivante.

La HIAG : l'ennemi direct ?

Des organisations outre les partis politiques, dénoncées par la FIR, une est particulièrement présente dans les articles de Résistance Unie, les déclarations, les brochures : la *Hilfsgemeinschaft auf Gegenseitigkeit der ehemaligen Angehörigen der Waffen-SS*.

Cette association que la RFA reconnaît d'utilité publique est l'adversaire principal de la FIR depuis 1963. Cette année, la HIAG appelle à une grande rencontre des anciens de la Waffen-SS allemands et européens à Hameln en Westphalie. La FIR lance alors une campagne de protestation avec l'appui des organisations nationales, qui se solde par... une rencontre européenne contre les renouveaux fasciste et nazi, convoquée par la FIR et organisé par le Conseil Régional de la Résistance Toscane. La rencontre de la HIAG, elle, est annulée³⁶⁴.

Les activités de l'association d'anciens SS sont en permanence surveillées et commentées par la FIR. Elle est entre autres à l'origine d'un mouvement nommé « *Widerstand gegen Brandt* », (« Résistance à Brandt ») qui emprunte non seulement le terme de Résistance mais aussi, dans une campagne d'affichage, le signe de la mains du V de la victoire, symbole des Alliés popularisé par Churchill³⁶⁵. Bien loin de la discrétion des groupuscules agissant dans l'ombre, la HIAG, forte de sa légalité et de son statut, se montre au grand jour. On chiffre pour les années 1975, 1976 une trentaine de rencontres, quatre-vingt en 1977 et plusieurs centaines de rencontres locales pour ces mêmes années³⁶⁶.

³⁶⁴ « La HIAG contrainte de battre en retraite », *FIR 1951-1981*, p. 31.

³⁶⁵ *RU* n° 14, p. 26.

³⁶⁶ Articles sur la HIAG dans *Documents...* et dans le complément de 1978.

Les parades et rencontres, qui dans les articles, revues et communiqués de la FIR prennent souvent le nom de « provocation », s'attirent d'autant plus les foudres des résistants de la FIR lorsqu'elles sont approuvées par les pouvoirs locaux. En 1971, la maire socialiste de Hanovre est épinglé par *Résistance Unie* pour avoir accueilli favorablement la rencontre de vingtième anniversaire de la HIAG, après avoir refusé de se rendre, quelques jours avant, à une inauguration sur la Résistance allemande à Francfort (celle qui fut mise en œuvre par les *Studenkreis* et évoquée en première partie).

La FIR, soutenant le combat de la VVN, n'a de cesse de réclamer l'interdiction de cette association au gouvernement fédéral, faisant souvent référence au tribunal de Nuremberg qui condamna les Waffen-SS comme organisation criminelle. Mais cette association est au mieux tolérée, au pire appréciée du pouvoir fédéral : en 1983, le ministre de l'intérieur Friedrich Zimmermann la supprime de la liste des organisations d'extrême droite qui paraît dans le rapport de protection de la Constitution. Une déclaration du secrétariat de la FIR fait aussitôt état de l'indignation des résistants et victimes du nazisme :

« Des documents incontestables prouvent que les unions de la Waffen-SS, en tant que partie inséparable des SS, ont participé dans toute l'Europe à des crimes de guerre et à des crimes contre l'humanité. Les crimes de la Waffen-SS ont été condamnés au Tribunal des peuples de Nuremberg. Et les Waffen-SS ont également été déclarées organisation criminelle et interdites à tout jamais. Cela a conduit aux lois et aux prescriptions juridiques édictées par les puissances Alliées qui, conformément à l'article 139 de la Loi fondamentale de la RFA, sont encore en vigueur aujourd'hui.

[...] La façon d'agir des autorités de Bonne constitue une offense insupportable aux victimes des nazis et aux survivants de la terreur SS. Elle est un affront pour les peuples d'Europe, aussi pour les citoyens des deux États allemands qui ont rompu avec le funeste passé nazi. La FIR, qui rassemble des millions de résistants et victimes de la terreur nazie de toute l'Europe et d'Israël, demande au gouvernement fédéral le respect des normes de droit international.

Fin à la réhabilitation des SS ! Application des mesures ancrées dans les résolutions de l'ONU contre le fascisme, le nazisme et le néonazisme ! »³⁶⁷

Un communiqué de presse concernant la HIAG, adressé à Helmut Kohl est publié le 22 avril 1985 pour l'anniversaire de la libération des camps.³⁶⁸

Une association similaire, bien que plus discrète, est évoquée par le journaliste berlinois Julius Mader³⁶⁹ : l'*Abertgemeinschaft Eheingiler Abwherangelo*. Regroupant des anciens de la Wehrmacht et de la Waffen-SS dont la plupart ont été en Italie, son secrétaire général est Franz

³⁶⁷ Déclaration du secrétariat sur la HIAG, Vienne 30/08/1984, citée dans la brochure de documents du congrès d'Athènes, p. 54.

³⁶⁸ Communiqué de presse au chancelier Kohl sur la HIAG, *ibid* p. 61.

³⁶⁹ *RU* n°24, p. 32

Seubert, plus connu sous le surnom d'« Angelo », qui fut l'officier de liaison entre le Sicherheitsdienst (SD) allemand et le Service d'Information Militaire italien.

L'évolution globale de la HIAG est la suivante : dans ses origines, on trouve de petits regroupements locaux, qui se rejoignent pour fonder une association nationale. Celle-ci revendique la défense de droits (elle est même reconnue d'utilité publique) et veut intervenir sur le terrain mémoriel. La présence de jeunes aux rencontres qu'elle organise est souvent évoquée dans les articles de ses détracteurs : elle cherche aussi à transmettre sa flamme. Dans les années 1970 et 1980, elle cherche à trouver des adhérents hors RFA. Elle veut donc prendre une dimension internationale. Elle suit donc la même évolution que les associations d'anciens résistants et victimes !

La nostalgie et l'apologie du régime nazi sont bien sûr de rigueur. Active et dénoncée par la FIR sur toute la période – elle se dissout d'elle-même en 1992 –, il n'y a guère besoin d'explicitier les raisons évidentes du conflit entre ces deux organisations. En revanche, d'autres associations tout aussi nostalgiques doivent être présentées ici, car elles n'ont pas de but direct de la mémoire du III^{ème} Reich, mais ont un discours similaire. Il s'agit d'associations de « déplacés » de 1945, connues en Allemagne fédérale sous le nom de *Landmannschaften*.

D'autres nostalgiques : Les Landmannschaften

La brochure *Documents, faits et indices...* insiste sur la différence entre la HIAG « composée d'anciens nazis » et les *Landmannschaften*, « dans lesquelles les anciens nazis donnent les lignes de conduite »³⁷⁰.

Les « déplacés » (« *umsiedler* »), ces populations allemandes forcées de se déplacer vers l'Ouest selon les décisions prises en 1945, qui se nomment elles-mêmes « expulsées », se retrouvent en République Fédérale Allemande où elles ne tardent pas à former des associations. Celles-ci, dénommées *Landmannschaften*, ne tardent pas à adopter un discours anticommuniste, pour des raisons compréhensibles, mais une nostalgie du III^{ème} Reich, l'époque où leurs territoires « au delà de l'Oder et de la Neisse » (frontières décidées en 1945, l'expression est récurrente dans leurs revendications) leur étaient reconnus. Elles sont comme conservatrices par les anciens résistants, qui considèrent comme légitimes les décisions de 1945. c'est l'Ostpolitik de Willy Brandt qui les rendra virulentes et actives. Les traités signés avec les pays de l'Est par la RFA entérinent les

³⁷⁰ « Le néonazisme en RFA », *Documents, faits et indices...*, p. 5.

frontières telles qu'elles ont été dessinées en 1945, tandis que les *Landmannschaften* réclament le rattachement des territoires d'où ils ont été expulsés. C'est sur cette période qu'elles sont les plus actives et les plus dénoncées.

Elles font nombre de manifestations et démonstrations de force. Elles ont le soutien de l'opposition conservatrice de la CDU-CSU. La Communauté des propriétaires fonciers des Allemands de l'Est et des Sudètes (GOG), est décrite comme « une organisation revancharde particulièrement agressive ». L'exemple est pris de sa campagne de lettres envoyées aux communes et aux études de notaires, dans laquelle l'organisation réclamait la prise par la force des « régions militairement », soutenant que « les soi-disant traités avec l'Est n'ont pas supprimé la souveraineté nationale ». La virulence de leur discours de certaines de leurs actions ne rend pas leurs revendications plus légitimes aux yeux de la FIR qui les évoque, ainsi que de sombres organisations gravitant autour tel le « Parlement provisoire de l'Est allemand », comme des organisations fantoches³⁷¹. La reconnaissance de leur « droit à la patrie », comme le formule la Jeunesse Allemande des Sudètes (SdJ), n'est autre qu'une « obstination à ne pas reconnaître des faits réels datant de 1945 »³⁷².

Il existe au moins une *Landmannschaft* pour chaque région d'où une population germanique a été expulsée : Poméranie, Silésie, Sudètes... Mais une « *dachverband* » (« association parapluie ») comme disent les Allemands les regroupe pour mieux défendre leurs intérêts : l'Union des Expulsés. Le président de cette Union déclare début 1973, alors que les démonstrations de forces restent sans résultat : « Les traités ne sont que des épisodes. Notre Histoire perdue »³⁷³. Il prescrit alors une « adaptation », c'est-à-dire un arrêt des manifestations débouchant sur des violences, tout en conservant une ligne idéologique tout aussi dure : « S'adapter n'est que la tactique » dit-il.

Les *Landmannschaften* sont moins actives dans les années suivantes. La FIR les évoque encore dans 1951-1981 ainsi que dans les congrès suivants (Berlin-Est, Athènes et Moscou) sans toutefois faire part de manifestation ou d'action violentes. Elle s'indigne par exemple de ce que le ministre de l'Intérieur fédéral Fredrich Zimmermann, invité à une Assemblée provincial de L'Union des Expulsés, parle ouvertement de récupération des territoires au-delà de l'Oder et la Neisse. Elle envoie une lettre au chancelier Helmut Kohl, rappelant que de tels propos sont en contradiction avec les traités de l'*Ostpolitik* ou l'Acte Final d'Helsinki, les deux étant signés par la RFA et toujours en vigueur.

³⁷¹ RU n°18, avril-juin 1972, pp 26 et 27

³⁷² *Ibid.* p. 32.

³⁷³ Georg HARDE, « Les *landmannschaften* : feuille de route inchangée », RU n°21, janvier-mars 1973, pp 30 à 32.

Les *Landmannschaften*, elles aussi, publient des titres. La brochure de 1977 chiffre pas moins de vingt-deux périodiques émanant d'elles, avec un tirage de 410 000 exemplaires³⁷⁴.

La FIR ne semble pas avoir de scrupule à s'attaquer à ces personnes déplacées de force. Elle ne s'attaque pourtant pas aux expulsés eux-mêmes, mais uniquement aux associations et à leurs idées. Celles-ci vantant le III^{ème} Reich, s'opposant aux pays socialistes, aux décisions de 1945 et aux traités applaudis par la FIR, entérinant ces dernières, il est évident que la FIR ne peut que s'y opposer.

Les groupuscules et réseaux

Ils sont les plus difficiles à identifier, du fait qu'ils agissent « dans l'ombre » mais les antifascistes de la FIR arrivent à leur donner un nom, parfois à chiffrer leurs effectifs. On reconnaît aussi que ces groupes ont la faculté de muter ou de se refondre, lors d'une dissolution prononcée par les autorités.

Allemagne et Autriche.

Au début des années 1970, le réseau AKON (*Aktion Oder-Neisse*) est dénoncé par Résistance Unie comme étant, en marge des *Landmannschaften* dont il partage les revendications – d'où son nom, uniquement destiné aux actions violentes.

En Autriche, la présence de groupes d'étudiants d'extrême droite est évoquée. Il s'agit de nostalgiques du nazisme et de l'Anschluss. Ils ne semblent pas très actifs mais arrivent à lancer des manifestations étudiantes, en Carinthie, « contre un État autrichien et pour un grand État Allemand »³⁷⁵, Ces groupes de penseurs sont décrits comme, sinon affiliés, liés par l'idéologie au FPÖ.

D'autres associations groupuscules sont citées : *Freies Deustchland*, que Rossaint définit comme une association en marge du NPD mais qui en poursuit les mêmes buts, « qui rassemble des journaliste et des politiciens réactionnaires modernes »³⁷⁶.

Sont aussi pointés du doigt, par le Rapport de défense de la Constitution de sombres réseaux d'immigrés, dont des Italiens, Turcs et Grecs, sont jugés là pour des raisons de propagandes et supposés être en lien avec les forces nationalistes de leur pays : le Comité Tricolore des Italiens

³⁷⁴ « Presse des Landmannschaften », *Documents, faits et indices...*p. 23.

³⁷⁵ Dr. H. HAAS, « Le néofascisme en Autriche », RU n°24, octobre-décembre 1973, p. 46.

³⁷⁶ J.C. ROSSAINT, « Le fascisme et l'antifascisme n'appartiennent pas seulement au passé », RU n°29-30, printemps 1975, pp 25-29.

dans le Monde, présenté comme un porte parole du MSI à l'étranger, compte 4 200 membres en RFA en 1975 tandis que le Parti Turc du Mouvement National, lié aux Loups Gris, en rassemble 2 500.³⁷⁷

En Italie

L'Italie des années 1970 est en plein dans les Années de Plomb. Durant celles-ci, des groupuscules d'extrême droite et d'extrême gauche rivalisent dans l'action terroriste. Seuls, cependant, les premiers sont dénoncés par les cadres italiens de la FIR. Arrigo Boldrini, président de l'ANPI, plaide pour la traduction systématique et exemplaire des auteurs de violence, ainsi que pour la mise à pied des cadres de la police et de l'armée faisait partie des groupuscules – il estime qu'ils sont nombreux.

Existe-t-il des liens entre cette nébuleuse et les partis politiques ? Les résistants italiens répondent par l'affirmative. Dans la brochure dont il est le principal auteur et dans ses articles sur le sujet, Giuseppe Gaddi définit ces groupes comme étant une force d'appoint du MSI chargée d'intimider la population et de créer un climat d'anxiété auquel une politique autoritaire serait la réponse³⁷⁸. Sans chercher forcément à gagner le pouvoir et à les appliquer eux-même, le MSI et ses alliés monarchistes veulent forcer les gouvernements de DC à adopter des mesures sécuritaires et autoritaires qu'ils proposent. Le membre de l'ANPI Luigi Anderlini, dans son discours à la Rencontre de Bruxelles, présente cela comme le désir de créer « la psychose de la guerre civile » : nul besoin d'une guerre civile elle-même, la peur de celle-ci sert aux idées des néofascistes et de leurs alliés.

Tout comme il affirme les liens entre colonels grecs et des personnalités comme Borghese³⁷⁹, Gaddi montre la connexion entre les deux pays par une association d'étudiants grecs en Italie favorables au régime des colonels : l'*Etnikos Syndesmos Ellinon Spudaston Italias* (ESESI). Formé de quelques centaines d'étudiants au lendemain du putsch de Papadopoulos, défendant « religion, partie, famille », Gaddi leur décrit un rôle de propagandiste pour les colonels, ainsi que de réseau de l'ombre avec, toujours d'après lui, les forces politiques d'extrême droite d'Italie, d'Espagne et de France³⁸⁰. Leur action ne se limite pas à ça et l'ESESI se livre parfois à des affrontements physiques avec des étudiants antifascistes. S'ils gagnent en nombre entre leur création et la chute des colonels, ils n'atteignent pas le millier d'adhérents – le nombre d'étudiants grecs en Italie est estimé entre deux et trois mille par Gaddi. Le *Fronte Universitario d'Azione Nazionale*

³⁷⁷ « Extraits du rapport de la défense de la constitution de 1975 », Documents... p.

³⁷⁸ Voir entre autres « La néofascisme italien se nomme maintenant droite nationale », *RU* n°21 p.39.

³⁷⁹ G. GADDI, « Liaisons fascistes directes ». *RU* n°14, p. 15.

³⁸⁰ *Ibid.*

(FUAN), association qu'il décrit comme l'aile estudiantine du MSI, est évoquée par lui comme responsable de nombreuses actions violentes.

Même durant les années de plomb, seuls les Italiens s'intéressent vraiment à l'action de l'extrême droite dans leur pays. Certaines phrases de Gaddi montrent une insistance à alerter l'opinion à l'extérieur du pays : « Il nous fait revenir encore une fois sur les activités néofascistes en Italie, car qui se passe dans ce pays revêt une importance dépassant largement les frontières de ce pays »³⁸¹.

Ordre nouveau, le cas français.

L'extrême-droite française est très peu présente dans les archives de la FIR entre 1971 et 1991, elle l'est sur la fin de la période avec l'émergence du Front National et les frasques médiatiques de son leader, mais aussi au tout début, à l'époque d'Ordre Nouveau. Celui-ci cesse vite de faire parler de lui puisqu'il est dissout en 1972 pour former le Front National. Mais il laisse quand même une trace avec son meeting spectaculaire en mars 1971. C'est l'occasion pour Nicole Châtel, journaliste française, d'écrire un long article dénonciateur dans *RU*³⁸².

Ordre Nouveau y est décrit comme l'héritier de trois mouvements : L'Organisation de l'Armée Secrète (OAS), Jeune Nation, et Occident. Il y a déjà dans le mouvement une certaine tendance fédératrice qui sera plus prononcée avec l'appareil politique fondé en 1972, le FN. La journaliste parle de la participation au meeting de février 1970 d'Ordre Nouveau d'« orateurs » du NPD et MSI. Là encore, des liens européens de l'extrême droite apparaissent. L'article cite aussi divers actions violentes du mouvement : mises à sac, inscriptions sur les domiciles de résistants juifs, Un autre meeting, le 13 mai, à la Mutualité, et l'objet d'affrontements. Mais le plus spectaculaire aura lieu au palais des sports de Paris, le 9 mars 1971 : un service d'ordre en uniforme avec casques, boucliers et matraques, s'en prennent violemment aux contre-manifestants mis au courant par les centaines de milliers de tracts distribués et les dizaines de milliers d'affiches collées par le mouvement lui-même. Dans le tumulte, deux personnes qui haranguent leurs troupes : François Brigneau et François Duprat, deux futurs fondateurs du FN. Mais le groupuscule a tout de même marqué les esprits : les brochures de 1977 et 1978 l'évoquent encore.

Réunions internationales.

Malgré leurs particularités, les organisations de divers pays tentent de se rassembler à l'échelle internationale. La FIR évoque un rassemblement à Planegg, en Bavière, en 1972, et qui prit le nom de *National-European Congress* (NEC). Cette rencontre, dont la FIR rapporte le

³⁸¹ G. GADDI, « Pas seulement en surface », *RU* n°28, octobre à décembre 1974.

³⁸² N. CHÂTEL, « Un "Ordre Nouveau" qui rappelle des désordres anciens », *RU* n°15, juillet-septembre 1971, pp 16-19.

déroulement dans sa brochure *Le néofascisme dans l'Europe d'aujourd'hui...*³⁸³ est marqué par un fort européisme de la part des mille deux cents participants venus d'Europe, des États-Unis et d'Afrique du Sud. Présidées par des cadres d'organisations d'extrême droite et par le rédacteur en chef de *Nation Europa*, Un second était prévu à Anvers l'année d'après, mais fut interdit.

Selon la FIR, la rencontre de Bruxelles y est pour beaucoup dans cette interdiction : les participants ont soutenu les associations nationales belges opposées à la rencontre, et, « grâce au soutien international et à l'appui moral de la résistance européenne toute entière, les autorités belges ont repoussé cette provocation et interdit la tenue du deuxième NEC »³⁸⁴. On a là un exemple que la pression que peuvent exercer les organisations nationales sur un gouvernement sont parfois victorieuses.

Tout en étant différents dans les méthodes, ces groupes et associations sont en lien avec des forces politiques, c'est en tout cas la thèse des clercs de la FIR. Là encore, ces forces d'extrême droite tendent à se rencontrer et à s'organiser à l'échelle internationale. C'est vaste réseau politique et idéologique que les antifascistes désignent souvent comme « Internationale Noire » ou « Internationale Brune ». Naguère champ de bataille entre Alliés et Axe, l'Europe apparaît alors comme le terrain d'affrontement idéologique entre anciens Résistants et forces d'extrême droite. Au nom de la vigilance, les anciens résistants s'appliquent donc à identifier, connaître et dénoncer ces différentes forces, héritières de leurs ennemis d'hier.

³⁸³ « 5. Congrès Européen des Jeunesses Néofascistes à Munich », *Le néofascisme dans l'Europe d'aujourd'hui*, p. 166-167.

³⁸⁴ *FIR 1951-1981*, p. 33.

Conclusion : l'affrontement de deux réseaux européens

S'il n'est pas étonnant qu'une organisation d'anciens résistants et victimes du nazisme et du fascisme milite contre les diverses formes d'extrême-droite en Europe et dans le monde, encore moins lorsqu'elle est à dominante communiste, plusieurs choses peuvent être retenues de cette étude.

Tout d'abord, la volonté de réfléchir pour mieux connaître, mieux définir les adversaires afin de mieux les dénoncer, avec l'aide de journalistes et d'universitaires nuance les apparents amalgames dus à l'emploi de certains termes, ainsi que l'importance de la circulation des informations sur ces diverses forces politiques, associatives et groupusculaire.

L'importance de la circulation de l'information, qui semble être la première arme contre les associations et les groupuscules de l'extrême droite renaissante, doit être noté. Parmi les auteurs de *Résistance Unie*, outre les cadres de la FIR, certaines plumes apparaissent régulièrement, comme celles des journalistes de Francfort sur le Maine (la ville de Rossaint), citons Werner Sterzenbach, rédacteur en chef du journal antifasciste *Die Tat* et Ingrid Schuster du même journal et membre de la VVN. Le berlinois Julius Mader ou la française Nicole Chatel. Il y donc une contribution des professionnels membres ou proches des associations nationales.

On trouve également de nombreux articles, entiers ou partiels, d'autres journaux. En premier lieu, les publications des associations nationales : *Le journal de la Résistance - France d'Abord*, *Le Patriote Résistant*, *Neue Manrhuf* (KZ-Verband), *Patria Indipendente* (ANPI)... Mais il n'est pas rare de trouver également dans la revue des citations d'articles sur les partis, associations et groupuscules d'extrême droite émanant de grands quotidiens germanophones, au premier rang desquels *Vorwärts* et *Volksstimme*. Ce sont les deux journaux pour lesquels Oskar Wieslfecker, rédacteur en chef de *Résistance Unie* et directeur du service d'information, a travaillé (voir chapitre III).

Mais aussi et peut-être surtout, les liens démontrés par les cadres de la FIR entre partis et organisations de divers pays démontrent la volonté internationaliste des forces d'extrême droite et la construction d'un véritable réseau à l'échelle européenne. Les anciens résistants et victimes du fascisme voient, chez leurs adversaires, la même volonté qu'eux d'agir à l'échelle continentale.

Ce n'est certes pas une nouveauté : les idéologies fascistes et nazies avaient déjà en leur temps une vision européiste, contrairement à des mouvements nationalistes stricts. L'« Europe

Nouvelle » théorisée par des penseurs nazis n'a-t-elle pas séduit, sous l'occupation, une partie de l'intelligentsia vichyste³⁸⁵ ?

En revanche, la dimension européenne de la montée de l'extrême droite montre l'importance pour les anciens résistants, victimes et autres antifasciste d'avoir une organisation et un réseau capable de faire circuler les informations concernant partis et organisations diverses : réseau européen contre réseau européen. En outre, contrairement à la question du désarmement, celle de l'« internationale brune » survit au conflit Est-Ouest.

C'est pour cela que sous la présidence de Wiesflecker, la FIR devient « association antifasciste », accueille des associations antifascistes plus jeunes et centre l'essentiel de son engagement sur cette question. C'est ce qui motive certaines associations nationales à continuer leur adhésion à la FIR après les années 1990.

C'est le cas, selon Jacques Varin³⁸⁶, de l'ANACR. Après le congrès de 2004, la question de l'intérêt de la FIR est posée par le bureau de l'association nationale. Celui-ci conclut que le péril de l'extrême droite est la raison unique mais suffisante pour poursuivre l'adhésion. Neuf ans après le congrès de Berlin, l'ANACR adhère toujours à la FIR, et le Journal de la Résistance publie encore des articles concernant les partis et groupuscules d'extrême droite d'autres pays d'Europe – bien que les moyens de communication actuels rendent moins indispensable le réseau de la FIR.

Les nombreux liens entre les forces d'extrême droite citées dans cette partie, tant les régimes que les partis ou organisations, décrits dans *Résistance Unie*, dans les rencontres et dans les documents spécialisés, n'ont pu être tous cités ici. Une étude plus vaste de la FIR pourrait s'employer à définir l'« internationale brune » dans ses moindres détails.

³⁸⁵ Cf B. BRUNETEAU, *L'Europe Nouvelle de Hitler, une illusion des intellectuels français de Vichy*, Monaco, éditions du Rocher, 2003.

³⁸⁶ Jacques Varin est président national des « Amis de la Résistance (ANACR) » ainsi que secrétaire délégué national de l'ANACR. Il a été mandaté par celle-ci pour participer aux réunions de la FIR dans les années 2000.

Conclusion

Un avenir incertain

La FIR telle qu'elle est présentée dans ce travail disparaît, d'une certaine manière, en 1991, contrairement à la volonté de son nouveau président Alix Lhote de la maintenir telle qu'elle : sa raison d'être était de surpasser l'opposition des deux vainqueurs du nazisme et la partition en deux de l'Europe. Celles-ci disparaissant, la FIR devait soit muter soit dépérir. Les dix ans de présidence de Lhote seraient sans doute à étudier dans un travail plus vaste pour détailler ce déclin, qui s'explique aussi par le vieillissement des membres des associations nationales et des cadres. Lorsque Wiesflecker reprend les rênes pour refondre et «rajeunir» la FIR, la FNDIRP, qui pourtant a tenu un rôle prépondérant à la FIR durant le demi-siècle précédent, ne renouvelle pas son adhésion.

L'ANACR y adhère encore. Jacques Varin, qui fut mandaté pour participer aux différentes réunions, explique que ce qui a motivé l'association à poursuivre son adhésion était essentiellement le désir de se renseigner sur les mouvements et forces politiques d'extrême droite en Europe. Il s'agissait là du dernier combat de la FIR, devenu son principal puisqu'elle s'est renommé depuis la réforme de Wiesflecker « FIR- association antifasciste ». Près de dix ans après cette refonte, l'avenir de cette fédération comme des associations nationales sont les effectifs se réduisent comme peau de chagrin, semble bien incertain. Son activité semble être très faible (le site n'est pas mis à jour depuis plus d'un an).

Nouveaux aspects des engagements des anciens résistants et victimes.

Ce travail a donc mis en avant plusieurs aspect de l'itinéraire de la « Résistance Européenne » avec la FIR. Tout d'abord la nature exacte de celle-ci, donnant une représentation « valide, mais orientée » de l'opposition au nazisme. Ensuite, la relativité du pluralisme vanté par la Fédération, dont les cadres comme les membres sont à forte dominante communiste – voir pro-soviétique. Les deux principaux engagements, pacifiste et contre l'extrême droite, eux-mêmes indissociables, sont menés selon cette orientation idéologique.

Il se situe dans la droite lignée de *La « Flamme à transmettre »* : il y a engagement dans la politique contemporaine en référence au passé, d'opposant au nazisme et/ou au fascisme. Pour mener à bien ces engagements, on compte sur les gouvernements, sur les organisations gouvernementales internationales, en particulier l'ONU, sur la sensibilisation de l'opinion publique et en premier lieu des jeunes générations. Les prises de positions se font connaître par des motions résolutions, déclarations ainsi que par une publication. De plus, certains dirigeants des associations

nationales étudiées dans le mémoire précédent sont présents dans les organes décisionnels de la FIR.

Ce travail a cependant permis de découvrir de nouveaux aspects des organisations d'anciens résistants et victimes du fascisme et du nazisme.

Tout d'abord, si les associations des pays de l'ouest et leur histoire semblent en bien des points similaires (tentatives avortées d'association unique, apolitisme statutaire, publication d'un périodique, engagements mémoriels et politiques), la présentation des organisations des républiques socialistes et populaires a montré de nettes différences avec les premières. Ces organisations, méconnues en France, semblent pourtant faire l'objet d'une certaine connaissance dans leur pays d'origine. Elles semblent même y être mieux connues des historiens et sans doute même du public que ne le sont l'ANACR et la FNDIRP en France ou l'ANPI ou l'ANPPIA en Italie.

Ce travail a également mis en avant des réseaux dans lesquels évoluent les cadres de la Résistance, qui fréquentent non seulement les mêmes associations, mais aussi les partis politiques, et certaines structures à but mémoriels. Les cadres de la FIR, tout du moins ceux d'un même pays, ne s'y retrouvent pas par hasard : ils se connaissent. Il y a aussi été démontré que les représentants des pays de l'Est répondaient à un archétype d'opposant au nazisme proposé par l'idéologie soviétique d'après-guerre, et que c'est autant pour cela que pour les seuls faits de résistance – voire plus pour certains Allemands de l'Est – qu'ils ont des responsabilités dans les Comités nationaux et à la FIR. En outre, beaucoup d'entre eux, plus que de simples résistants pérennisant leurs engagements, sont de véritables « clerics », au sens où l'entendent les historiens des intellectuels. Écrivains, journalistes, historiens, ils mettent leur plume au service de la FIR et de ses engagements.

Ce travail a également explicité le rôle, aperçu dans le mémoire précédent, du Comité de Coordination formé par la FIR et ses trois alliées. Les engagements de celles-ci ont prouvé que l'action en faveur du désarmement pouvait surpasser le simple aspect idéologique et revêtir un aspect concret, par des revendications précises élaborées dans de nombreuses rencontres plus ou moins vastes. Les manuels d'histoire des relations internationales depuis 1945, lorsqu'ils abordent le rôle des Organisations Non Gouvernementales, évoquent volontiers les internationales syndicales, humanitaires, religieuses... Peu ou prou de place pour les anciens combattants et victimes de guerre. Au vu des travaux du Comité de Coordination entre sa création à Rome en 1971 jusqu'à la fin des tensions entre les deux blocs, ainsi que des réunions préalables convoquées par les organisations nationales, peut-être ce rôle mériterait-il d'être revu.

Enfin, si le mémoire précédent avait consacré une large place à la lutte contre la « bête immonde », les renouveaux de l'extrême droite, il n'apparaissait pas, dans la dénonciation par les associations françaises, cet aspect technique, scientifique visant à définir clairement chaque forme

de néofascisme, de néonazisme, de leurs divers buts et modes d'actions. Au contraire, l'engagement des deux associations françaises laissait plutôt une impression de lecture « amalgamiste » comme l'appelle Gilles Vergnon³⁸⁷, une volonté d'employer les mêmes termes pour désigner et dénigrer les adversaires. Nous avons ici que les personnalités allemandes et italiennes sont pour beaucoup dans cette volonté de réfléchir pour mieux définir l'adversaire.

Des moyens d'action.

Ce travail a pu mettre en avant les principaux moyens d'actions de la Fédération. L'action sur les pouvoirs exécutifs, tout d'abord. La FIR fait passer ses revendications aux chefs d'États et aux gouvernements, par divers moyens : parfois directement (remises en mains propres des résolutions des rencontres internationales aux chefs d'États des pays hôtes), le plus souvent par les organisations nationales d'une part et par l'ONU d'autre part. Bien que les sources ne le laisse pas apparaître de façon explicite, on peut subodorer une action par les parlements, au vu des nombreux mandats de parlementaires des cadres de la FIR. Nous avons aussi mentionné quelques cas de rencontres entre une délégation du bureau de la FIR et un gouvernement (Grèce, 1977 et 1981 ; Espagne et Israël en 1988).

Ensuite, l'autre « cible » de la FIR est l'opinion publique. C'est pour atteindre celle-ci que sont publiées de nombreux documents destinés à être diffusés par les associations nationales. Ce sont des documents complexes et fournis, mais il a aussi été fait mention d'un simple dépliant (pour le symposium de Paris pour le désarmement). Autre moyen, jusqu'en 1975, d'atteindre le public : la Revue internationale des Résistants, *Résistance Unie*. Pour cerner l'opinion publique, la présence de journalistes parmi les auteurs – qu'ils soient ou non dirigeant de la FIR – s'avère précieuse. Chaque numéro de la revue possède un encart exhortant à gagner de nouveaux lecteurs. Certes, l'avantage financier d'un lectorat élargi n'y est sans doute pas étranger ; on peut cependant considérer légitimement cette revue comme un média de la FIR.

La jeunesse, au sein de l'opinion publique, a une place particulière pour la FIR qui essaye comme les associations nationales, de « transmettre la flamme » en montrant la pérennité des idéaux de la Résistance. Expositions, rencontres scientifiques avec des enseignants, lettres aux organisations de jeunesse, sont les moyens pour la FIR de toucher les nouvelles générations.

³⁸⁷ G. VERGNON, *L'antifascisme en France, de Mussolini à Le Pen*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2009, p. 194.

Perspectives de recherche

Il ne faut toutefois pas considérer ce survol de deux décennies comme une étude exhaustive de cette ONG sur laquelle restent au contraire tant de choses à dire. Cette étude en est un « carottage » et donne un aperçu valide, mais extensible sur bien des points. Un travail plus important – une thèse par exemple – est tout à fait réalisable. Le présent travail peut être approfondi sur les plans :

Chronologique : seuls vingt ans ont été retenus pour des raisons plusieurs fois évoquées. Il serait judicieux de pouvoir creuser non seulement en amont, sur la période 1951-1971, mais aussi en aval, en incluant les dix ans de la présidence de Lhote (1991-2001), et même jusqu'au congrès de Berlin en 2004 qui entérine les réformes de Wiesflecker.

Géographique : les organisations ainsi que les dirigeants de nombreux pays ont été écartés de cette étude pour des raisons de sources, de langues ou plus simplement de place. L'inclusion des comités et des personnalités de Hongrie, mais surtout de Yougoslavie et de Roumanie, serait un apport important à l'étude de la FIR. Idem pour la Grèce, dont, nous l'avons vu, le rôle est très important dans l'opposition au régime des colonels. Les organisations et les délégués Belges, Danois et Espagnols à partir de 1979 peuvent aussi être intéressants.

Thématique : de nombreux engagements de la FIR restent à définir. Au premier rang de ceux-ci, les actions médico-sociales. La lutte pour les droits des résistants et victimes ainsi que les rencontres médicales sur les pathologies dont ils souffrent, très importantes jusque dans les années 1970 et faisant l'objet d'un bulletin, n'ont pas été retenues ici faute de place, mais devront figurer dans une étude plus vaste. Les actions culturelles aussi auraient tout intérêt à être étudiées, ainsi que la critique culturelle présente dans la *Revue Internationale de la Résistance*. Enfin, question de la mémoire de la résistance dans cette revue et/ou d'autres publications de la FIR (par exemple le fameux ouvrage de philatélie paru en 1971) serait digne d'intérêt : quelle mémoire pour quel pays ? Quels sont les faits relatés, quels sont ceux qui sont au contraire oubliés ?

Tout cela démontre la largeur potentielle d'une étude, partie du simple constat que des associations d'anciens résistants s'étaient engagées dans le débat contemporain. D'une manière plus générale, les historiens ont depuis un certain moment un goût prononcé pour l'étude de l'entreprise. Peut-être un jour, l'association, structure régie en France par une loi à peine âgée de cent douze ans et sur laquelle il y a tant à dire, dont l'action s'étend de l'échelle locale à l'échelle mondiale, connaîtra-t-elle le même engouement ?

TABLE DES MATIÈRES

Introduction.....	6
Engagements des anciens résistants et déportés.....	7
La Fédération Internationale des Résistants.....	8
Les dates : 1971-1991.....	9
Les sources.....	11
Champs étudiés.....	14
Abréviations utilisées.....	16
Première Partie. De la Résistance à la FIR : les organisations membres.....	20
Introduction.....	21
Chapitre I. Les comités des pays de l'Est : une incarnation biaisée de la Résistance ?.....	25
KdAW – Le comité Est-allemand.....	26
Związek Bojowników o Wolność i Demokrację (ZBoWiD) – le comité polonais.....	27
L'Union des Combattants Antifascistes : le comité tchécoslovaque.....	30
Chapitre II. Les associations de combattants des pays de l'Ouest.....	36
Les associations françaises.....	36
Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance.....	36
Les associations italiennes.....	38
Chapitre III. Le triangle rouge : les associations de victimes.....	43
Les associations françaises.....	43
Allemagne et Autriche : VVN-BdA et KZ Verband.....	44
Les associations italiennes.....	48
Les espagnols et le triangle bleu.....	49
Un cas à part : l'Union des Résistants Antifascistes Portugais (URAP).....	49
Conclusion : un déséquilibre dans la représentation.....	52

Deuxième partie. Identités et parcours des principaux cadres de la FIR.	53
Introduction : le fonctionnement des organismes directeurs.....	54
Liste des personnalités choisies pour cette étude :	56
Chapitre IV. Clercs, archivistes et parlementaires, les personnalités des pays non-communistes (France, Italie, RFA et Autriche)	58
Des premiers engagements à la Résistance.....	58
Faits de guerre, persécutions, déportations	63
Les carrières politiques après-guerre.	65
Carrières intellectuelles et engagements associatifs.	68
Chapitre V. Militaires et apparatchiks, les personnalités des pays communistes.....	74
Jeunesses et engagements.	74
Faits de guerre.....	76
Évolutions au sein des partis et des comités : carrières et rôles politiques après-guerre.....	78
Conclusion : un pluralisme relatif mais un véritable réseau	86
Troisième partie. « Gagner la guerre de la paix » par le désarmement.....	88
Introduction : pacifisme et allégeance à l'ONU	89
Chapitre VI. La FIR dans les relations internationales, de l'Ostpolitik à la Perestroïka	92
Les espoirs de la Détente et de l'Ostpolitik, 1971-1978.....	93
Regain de tension 1975-1987.....	95
Vers l'apaisement, d'Athènes à Moscou. 1987-1991	97
Chapitre VII. Le Comité de Coordination et les réunions internationales : théories et pratiques du désarmement	101
1971, la rencontre de Rome : l'Appel de Rome et la création du comité de coordination.....	103
Symposium de Paris (1975) et Rencontre Mondiale (1979) pour le désarmement	105
De l'urgence au ralentissement : 1981-1991	107
Conclusion : une organisation dans le « camp de la Paix ».	113
Quatrième partie. « Résistance européenne» contre « internationale brune » : la lutte contre l'extrême droite.....	115
Introduction : du terme « fascisme ».....	116
Chapitre VIII. Réflexions et évolutions de l'antifascisme à la FIR.....	118
Rencontres et brochures	118
Évolutions des discours sur le néofascisme et le néonazisme.	121

Chapitre IX. L'extrême droite politique : régimes et partis.....	127
Les régimes d'extrême droite en Europe et au Chili.	127
Les partis politiques dans les démocraties	132
Chapitre X. Les associations et la nébuleuse.	136
La HIAG : l'ennemi direct ?.....	136
D'autres nostalgiques : Les Landmannschaften	138
Les groupuscules et réseaux.....	140
Conclusion : l'affrontement de deux réseaux européens	144
Conclusion	146
Un avenir incertain.....	147
Nouveaux aspects des engagements des anciens résistants et victimes.....	147
Perspectives de recherche	150

La FIR, 1971-1991

ANNEXES

Table des annexes

<i>1. Liste et origines des sources.</i>	2
<i>2. Bibliographie</i>	5
<i>3. Sites Internet</i>	9
<i>4. Statuts de la FIR – version de 1962</i>	10
<i>5. Congrès de la FIR, 1951-1991</i>	15
<i>6. Liste des organisations nationales affiliées en 1981.</i>	16
<i>7. Nombre de participants par organisation au congrès de Berlin-Est (8-10 septembre 1982)</i>	20
<i>8. Notes sur la ZBoWiD, rédigées par Rafał Cichocki, anciennement enseignant en Histoire et actuellement enseignant d'anglais à Starachowice, pour servir à ce mémoire.</i>	23
<i>9. Serment de Buchenwald</i>	24
<i>10.a L'Appel de Rome (1971)</i>	25
<i>10.b Message de la première Rencontre Mondiale (1979)</i>	26
<i>10.c Message de la seconde Rencontre Mondiale (1986)</i>	28
<i>11. Trois affiches primées au concours de mai 1975</i>	30
<i>12. Chronologies comparées des relations internationales et de la FIR, 1969-1991</i>	32
<i>13. Index des noms propres</i>	34

1. Liste et origines des sources.

Archives et brochures « internes » de la FIR :

- *Statuts, Organismes de direction, Programme d'action et d'orientations de la Fédération Internationale des Résistants (adoptés au cours de son IIIème congrès les 20-22 mars 1959 à Vienne)*, éditions de la FIR, Vienne, 1959. Origine : BDUS Strasbourg.
- *Statuts, Organismes de direction, Programme d'action et d'orientations de la Fédération Internationale des Résistants (adoptés au cours de son IVème congrès les 13-16 décembre 1962 à Varsovie)*, éditions de la FIR, Vienne, 1962. Origine : archives des Amis du Musée de la Résistance et de la Déportation de l'Isère.
- Réunion du bureau de la FIR, Berlin (RDA), 8-10 octobre 1971, rapport du secrétariat (projet) présenté par le secrétaire général Jean TOUJAS. Origine ANACR (79 rue Saint-Blaise, 75020 PARIS)
- *Vingt-cinq années de la FIR*, Vienne, FIR, 1976. Origine BDIC.
- *FIR, 1951-1981*, Vienne, FIR, 1981. Origine ANACR.
- *Pour un monde plus juste dans la Paix et la Liberté, Résistance Unie - Service d'Information, numéro spécial XIème congrès statutaire de la FIR, Berlin (RDA), 8-10 septembre 1982*, Vienne, FIR, 1982. Origine ANACR.
- Brochure du Xème congrès à Athènes 11-14 mai 1987. Origine Archives-Documentation FNDIRP (10 rue Leroux 75116 PARIS)
- Rapport d'activités du Xème congrès. Origine Archives-Documentation FNDIRP.
- Brochure de documents du Xème congrès. Origine Archives-Documentation FNDIRP.
- Brochure du XIème congrès à Moscou 11-14 mai 1987. Origine Archives-Documentation FNDIRP.
- Rapport d'activités du XIème congrès. Origine Archives-Documentation FNDIRP.
- Brochure de documents du XIème congrès. Origine Archives-Documentation FNDIRP

Publications de la FIR :

Sauf indication contraire, il s'agit de reproductions d'exemplaires disponibles à la BDIC de Nanterre.

- *Néofascisme en Italie*, Vienne, FIR, 1971.
- *Aspects de la situation actuelle en RFA* (discours du Dr Rossaint), Vienne, FIR, 1971.
- *La résistance antihitlérienne à travers les timbres*, Varsovie, Agencja Wydawnicza "Ruch" 1972. Origine : bibliothèque ANACR Isère.
- *Quelques aspects de l'action pour le désarmement*, Vienne, FIR, 1974.
- *Désarmer ! Symposium européens des anciens combattants sur le désarmement (Paris, 27-29 novembre 1975), une documentation de la Fédération Internationale de la Résistance*, Vienne, FIR, 1975.
- *Documents, faits et indices sur le développement du fascisme et du néonazisme en RFA et dans d'autres pays*, Vienne, FIR, 1977.
- *Documents, faits et indices sur le développement du fascisme et du néonazisme en RFA et dans d'autres pays, complément 1978*, Vienne, FIR, 1978.
- *Le symposium de Francfort (rapports, interventions, compte-rendu)*, Vienne, FIR, 1980.

Résistance Unie, revue internationale de la Résistance.

Origine : Bibliothèque Nationale de France et Association des Amis du Musée de la Résistance et de la Déportation de l'Isère.

- n°1 de la 13ème année, janvier 1965
- n°8, décembre 1969.
- n°9, janvier-mars 1970
- n°10, avril-juin 1970
- n°11, juillet-septembre 1970
- n°12, octobre-décembre 1970
- n°13, janvier-mars 1971
- n°14, avril-juin 1971
- n°15, juillet-septembre 1971
- n°16, octobre-décembre 1971
- n°17, janvier-mars 1972
- n°18, avril-juin 1972
- n°19, juillet-septembre 1972

- n°20, octobre-décembre 1972
- n°21, janvier-mars 1973
- n°22, avril-juin 1973
- n°23, juillet-septembre 1973
- n°24, octobre-décembre 1973
- n°25, janvier-mars 1974
- n°26, avril-juin 1974
- n°27, juillet-septembre 1974
- n°28, octobre-décembre 1974
- n°29, printemps 1975 (dernier numéro)

Publications des associations nationales

France d'Abord – le journal de la Résistance

- n°787-788, décembre 1971-janvier 1972
- *La Résistance aujourd'hui*, supplément au n°819, février 1975
- n°873, novembre-décembre 1979
- n°885-886, novembre-décembre 1980
- n°977-978, octobre-novembre 1988

La vie de l'association (brochure annuelle de l'ANACR)

- 1988 (congrès de Blois)

Le Patriote Résistant

- n°810, juin 2007
- n°870, décembre 2012

Autres

- FIR News, bulletin de la FIR – Association antifasciste, n°19, février 2010.
- *L'avenir de la Côte d'Or*, bimensuel de la fédération de Côte d'Or du PCF, n°79, 15-31 mai 2007.
- *L'Humanité*, 22 janvier 1997.

2. Bibliographie

NB : Sont cités ici les ouvrages ayant servi à la rédaction de ce mémoire ; les œuvres émanant des personnalités étudiées n'ayant pas été consultées n'apparaîtront pas.

Outils de recherche, annuaires

- Ministère des relations interallemandes (dir), *DDRHandbuch*, 3ème édition, Tome 1 AL. Köln, 1985.
- S. BERSTEIN et P. MILZA, *Dictionnaire des fascismes et du nazisme*, Bruxelles, A. Versaille, 2010.
- M. BROSZAT, H. WEBER (dir), *SBZ-Handbuch, SBZHandbuch : Staatliche Verwaltungen, Parteien, gesellschaftliche Organisationen und ihre Führungskräfte in der Sowjetischen Besatzungszone*. Oldenbourg Wissenschaftsverlag, München, 1993.
- *Dictionnaire biographique des militants des mouvements polonais ouvriers*, t. 1, Varsovie 1978.
- H. MÜLLER-ENBERGS, J. WIELGOHS, D. HOFFMANN (Dir.), *Wer war wer in der DDR? Ein biographisches Lexikon*. Sonderausgabe. Bundeszentrale für politische Bildung, Bonn 2000 . Les notices sont disponibles sur le site de la *Bundesunmittelbare Stiftung des Öffentlichen Rechts*.
- *Dictionnaire des parlementaires français*, disponible sur le site de l'Assemblée Nationale. <http://www.assemblee-nationale.fr/histoire/biographies> .
- Encyclopédie Treccani, version en ligne : <http://www.treccani.it/enciclopedia/>
- Dictionnaire des résistants italiens, en ligne sur le site de l'ANPI : <http://www.anpi.it/donnee-uomini/>

Manuels

- M. VAÏSSE, *Les relations internationales depuis 1945*, A. Colin, coll. Cursus, 8ème édition, 2002.
- B. VAYSSIÈRES, *Histoire des relations internationales de 1945 à nos jours, de la paix manquée au désordre impérial*, Paris, Ellipses, 2011.

Ouvrages généraux

Sur l'histoire des pays d'Europe :

- F. ATTAL, *Histoire de l'Italie de 1943 à nos jours*, Paris, A. Colin, coll. U, 2004.
- D. BEAUVOIS, *Histoire de la Pologne*, Paris, Hatier, coll. Nations d'Europe, 1995.
- N. DAVIES, *God's playground, a History of Poland, volume II, 1795 to the present*, Oxford, Clarendon Press, 1985.
- I. FARÇAT, *L'Allemagne de la Conférence de Potsdam à l'Unification*, Paris, Minerve, coll. Les voies de l'Histoire, 1992.
- F. FEJTÖ, *Le coup de Prague, 1948*, Paris, éditions du Seuil, coll. l'Univers Historique, 1976.
- A. MARES, *Histoire des Pays Tchèque et Slovaque*, Paris, Hatier, coll. Nations d'Europe, 1995.
- H. ROLLET, *La Pologne au XXe siècle*, Paris, édition A. Pedone, 1985.

Ouvrages spécialisés

Sur les républiques socialistes:

- S. CENCKIEWICZ, *Le bras long de Moscou, l'intelligence militaire de la Pologne populaire, 1943–1991*, Poznan, Université de Poznan, 2011.
- W. RUDZIO, *Die Erosion der Abgrenzung. Zum Verhältnis zwischen der demokratischen Linken und Kommunisten , in der Bundesrepublik Deutschland*, Opladen, 1988.

Sur des mouvements de Résistance, organisations de masses et syndicats :

- É. VIAL, *L'Union Populaire Italienne 1937-1940, une organisation de masse du parti communiste italien en exil*, Rome, École Française de Rome, 2007.
- S. COURTOIS, D. PESCHANSKI, A. RAYSKI, *Le sang de l'étranger, les immigrés de la MOI dans la Résistance*, Paris, Fayard, 1989.

Sur le pacifisme et le désarmement :

- A. COLLET, *Armements et conflits contemporains de 1945 à nos jours*, Paris, A. Colin, 1993.
- J. LE BOUGEOIS, « La propagande soviétique de 1917 à 1991 : la Paix et le désarmement au service de l'idéologie? », revue LISA vol. VI – n°1, 2008, p. 94-123. (disponible sur www.revues.org)

- J. KLEIN, *L'entreprise du désarmement depuis 1945*, préface de Jules Moch, Paris, Cujas, 1964.
- J. MOCH, *Une si longue vie*, Paris, Robert Laffont 1976. Quatrième partie : « Investiture, défense nationale, désarmement » pp. 353 à 492. (Sur la question du réarmement en Europe et en RFA, les premières réflexions sur le budget de l'armement...)
- Y. SANTAMARIA, *Le pacifisme, une passion française*, Paris, A. Colin, coll. L'Histoire au présent, 2005.

Sur l'extrême droite :

- B. BRUNETEAU, *L'Europe Nouvelle de Hitler, une illusion des intellectuels français de Vichy*, Monaco, éditions du Rocher, 2003.
- O. FORLIN, *Le fascisme, historiographie et enjeux mémoriels*, Paris, la Découverte, coll. Écritures de l'Histoire, 2013.
- P. MILZA, *Les fascismes*, édition augmentée d'une postface, Paris, éditions du Seuil, coll. Points Histoire (147), 2001.
- P. MILZA, *L'Europe en chemise noire, les extrêmes droites en Europe de 1945 à nos jours*, Paris, Flammarion, 2004.
- M. SCHMIT, *Néonazis, la terrible enquête*, Paris, JC Lattès, 1993.

Sur les associations :

- C. ANDRIEU, G. LE BÉGUÉL, D. TARTAKOWKY (dir.), *Associations et champs politique, la loi de 1901 à l'épreuve du siècle*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2000.
- K. DUPINAY-BETFORD, *Les déportés en Isère : histoire des associations*, Tomes 1 et 2, L'Harmattan, coll. Mémoire des Alpes, 2010.
- S. WOLIKOW, avec J. VIGREUX, *Les combats de la mémoire, la FNDIRP DE 1945 à nos jours*, Paris, le Cherche-Midi, 2006.
- Commission Internationale contre le régime concentrationnaire, *La condition ouvrière en URSS, les pénalités sociales*, Paris, éditions du Pavois, 1951. Annexe III « La Commission Internationale contre le Régime Concentrationnaire » (sur la FNDIRP et la VVN).

Biographies de résistants

- L. GIANOTTI, *Umberto Terracini, la passione civile di un padre de la Republicca*, Rome, Editori uniti, 2005 .
- Karin NußBAUM, « Rossaint, Joseph Cornelius », *Neue Deutsche Biographie*, 22, Dunker & Humblot, Berlin, 2005, p. 95. Disponible en ligne.
- B. BROMBERGER, K. HEINZ JAHNKE, « Max Oppenheimer (1919-1994) », in G. BENSER, M. SCHNEIDER (dir.), *Bewahren - Verbreiten - Aufklären : Archivare, Bibliothekare*

und Sammler der Quellen der deutschsprachigen Arbeiterbewegung, publications de Bonn-Bad Godesberg, 2009 pp 238-241. Disponible en pdf

- K.H. JANHKE, A. ROSSAINT : *Dr. Joseph Cornelius Rossaint (1902–1991). Aus seinem Leben und Werk*, publications de Francfort sur le Main, 1997.
- Ch. RIMBAUD, *Pierre Sudreau*, Paris, le Cherche-Midi, 2004.
- R. SCHUDER, R. HIRSCH, *Nr. 58866: „Judenkönig“. Das Leben des Kurt Julius Goldstein*, Berlin, Verlag für Berlin-Brandenburg, 2009.

Témoignages

- J. DEBÛ-BRIDEL, *La Résistance intellectuelle*, Paris, Julliard, coll. La Résistance par ceux qui l'ont faite, 1970.
- G. LEO, *Un allemand dans la Résistance, le train pour Toulouse*, Paris, éditions Tirésias, 1997.
- U. TERRACINI, *Entrevista sul comunista difficile*, Rome-Bari, Laterza, 1978.

3. Sites Internet

La FIR et les associations membres :

- Site de la FIR : <http://www.fir.at>
- Site de l'ANACR : <http://www.anacr.com>
- Site de la FNDIRP : <http://www.fndirp.asso.fr>
- Site de l'UJRE : <http://ujre.monsite-orange.fr/>
- Site de l'ANPI : <http://www.anpi.it/>
- Site de l'ANNPIA : <http://www.anppia.it/>
- Site de la FIAP : <http://www.fiapitalia.it/>
- Site de l'ANED : <http://www.deportati.it/>
- Site de Ferrer Visentini : <http://www.ferrervisentini.it/>
- Site de la KZ Verband : <http://www.kz-verband.at/>
- Site de l'URAP : <http://www.urap.pt/>

Autres sites :

- Site de la Dokumentsarkiv des Österreichischen Widerstandes (DÖW) : <http://www.doew.at/>
- Site du Studendkreis Deutscher Widerstand 1933-1945 : <http://www.widerstand-1933-1945.de>

Statuts

Article I: L'Association porte le nom de "FEDERATION INTERNATIONALE DES RESISTANTS (F.I.R.)"

Ce titre peut être traduit dans la langue de chaque association affiliée.

La F.I.R. peut étendre son activité sur le monde entier.

Article II: La Fédération rassemble les organisations nationales groupant:

- a) les résistants, les partisans, tous les patriotes qui ont pris part à la libération de leur patrie;
- b) les déportés, les internés, les prisonniers politiques et toutes autres personnes persécutées par le nazisme et le fascisme;
- c) les familles de disparus.

Article III: Le siège de la Fédération se trouve à Vienne (Autriche) et peut être transféré en un autre endroit par une décision du Congrès ou du Conseil Général de la F.I.R.

Article IV: Les buts de la Fédération sont les suivants:

- 1) Unir les membres dans la paix, comme ils étaient unis dans les combats de la Résistance pour assurer l'indépendance de leur patrie, la liberté et la paix du monde.
- 2) Lutter activement pour défendre et assurer la liberté et la dignité humaine, contre toute discrimination raciale, politique, philosophique ou religieuse et contre la renaissance du fascisme et du nazisme sous toutes leurs formes.
- 3) Entretenir pieusement et honorer le souvenir des martyrs de la Résistance et de tous ceux qui sont tombés pour leur patrie et pour la liberté.
- 4) Défendre l'esprit et les valeurs de la Résistance, faire connaître son rôle historique.
- 5) Dénoncer les horreurs des prisons et des camps de concentration et exiger le châtement de tous les crimes contre l'humanité.
- 6) Lutter pour la défense des droits et les revend-

cations de la Résistance, pour les intérêts matériels et moraux de tous les ayants droit et ayants cause, créer et développer toutes œuvres sociales en leur faveur.

7) Aider à la réalisation des buts fixés par la Charte des Nations Unies, à l'établissement de relations amicales et pacifiques entre les peuples, au développement des échanges culturels entre les nations, au resserrement des liens de fraternité et de solidarité entre les résistants de tous les pays.

Article V: La Fédération s'efforcera d'atteindre ses buts par tous moyens et ressources admis par la loi.

Ces moyens sont: des conférences, des assemblées, des expositions, des enquêtes, des congrès, des appels, des résolutions, décisions et autres manifestations de tous genres de toutes personnes physiques et morales venant en considération, respectivement des organisations et institutions, ainsi que la diffusion de ces manifestations, fondation et distribution des prix, fondation et conduite de bibliothèques, éditions de films, bulletins, revues, livres, brochures, affiches dans n'importe quelle langue, acquisition de films et arrangement de séances de cinéma, en utilisant tous les moyens modernes pour éclairer l'opinion publique, tels que l'impression, la photographie, le film, la radio et la télévision, manifestations de tous genres, élaboration d'expertises de tous genres pour l'opinion publique ou bien pour des instances déterminées; suggestions pour la législation de certains Etats ou ensembles d'Etats respectivement de tous les Etats du monde, suggestions et projets de conventions internationales, suggestions ou autres propositions pour des organisations internationales de tous genres; coopération directe avec l'O.N.U., avec toutes ses commissions et organisations affiliées; pourparlers directs, etc. avec tous les sujets de droit international, pour autant que c'est possible dans le cadre des lois nationales et du droit international, offre et exécution de bons offices pour éviter des conflits internationaux, respectivement pour terminer des conflits internationaux par la voie des négociations, envoi de représentants aux organismes de tous genres, etc.

Article VI: Peuvent être membres titulaires les organisations répondant aux conditions énoncées à l'Article II, qui se conforment aux buts définis par les Statuts et acquittent une cotisation. Les délégués des membres titulaires participent au Congrès de la F.I.R. avec voix délibérative; ils sont éligibles aux organismes dirigeants de la F.I.R., où ils disposeront, le cas échéant, également, d'une voix délibérative.

Article VII: Peuvent être membres associés, les organisations qui répondent aux conditions énumérées à l'Article II, qui s'associent aux activités de la F.I.R. et acquittent une cotisation. Les délégués des membres associés participent au Congrès avec voix consultative.

Article VIII: Peuvent être membres affiliés les personnes qui s'associent aux activités de la F.I.R. et acquittent une cotisation. Les membres affiliés participent au Congrès avec voix consultative.

Article IX: Des délégués des membres associés et affiliés peuvent être invités à participer, à titre consultatif, aux travaux des organismes de direction de la F.I.R.

Article X: Les associations et les personnes désireuses d'adhérer à la F.I.R., devront adresser leur adhésion au Secrétariat du Bureau de la Fédération qui la soumettra au Bureau lequel décidera de l'admission ou du rejet.

En cas de rejet, il pourra être fait appel devant le Congrès dont la décision sera définitive.

Article XI: La qualité de membre de la F.I.R. se perd:

- 1) par démission
- 2) par radiation

La radiation peut être prononcée pour un non-paiement des cotisations ou pour une infraction aux statuts de la Fédération. Cette radiation est décidée par le Bureau de la F.I.R. sous réserve de ratification par le Congrès.

Tout membre radié perd ses droits dès la prise de

la décision par le Bureau de la F.I.R.; il peut toute-
fois demander à être entendu par le Congrès.

Article XII: Les organismes dirigeants de la F.I.R.
sont:

- Le Congrès
- Le Conseil Général
- Le Bureau
- Le Secrétariat du Bureau (organisme d'exécution
du Bureau, du Conseil Général et du Congrès).

Article XIII: L'Association est représentée vis-à-vis
des tiers par son Président ou par un membre du
Secrétariat. Toutes les notifications et expéditions
écrites doivent porter, pour engager l'association, deux
signatures, à savoir, celle du Président et du Secré-
taire Général, respectivement du Président ou du
Secrétaire Général, collectivement avec un membre
du Secrétariat.

Article XIV: Il est institué une Commission de con-
trôle financier chargée de vérifier l'exactitude des
écritures comptables et le bien fondé des dépenses
engagées. Elle présente son rapport aux différents or-
ganismes de direction de la F.I.R.

Article XV: Le Congrès est l'autorité suprême de la
F.I.R. Il se réunit une fois tous les trois ans, en Con-
grès ordinaire, sur convocation du Bureau.

Un Congrès extraordinaire sera convoqué sur déci-
sion du Bureau ou à la demande d'un tiers des mem-
bres titulaires de la Fédération.

Article XVI: La date, le lieu et l'ordre du jour du
Congrès sont fixés par le Bureau et communiqués à
tous les membres trois mois avant la réunion du Con-
grès, sauf en cas de convocation d'un Congrès extra-
ordinaire.

Toute association adhérente a le droit de réclamer
l'inscription à l'ordre du jour du Congrès d'une ques-
tion déterminée. Elle doit en aviser le Bureau deux
mois avant la date du Congrès. Tout membre associé
ou affilié a le droit de demander au Bureau d'examiner

l'opportunité de l'inscription d'un point déterminé à
l'ordre du jour du Congrès.

Article XVII: Le nombre de délégués au Congrès
ainsi que le nombre de délégués de chaque organisa-
tion membre titulaire ou associé, sont fixés par le
Bureau proportionnellement au nombre des membres.
Chaque organisation membre a droit à au moins un dé-
légué. Chacun des délégués, ayant droit de vote, ne peut
disposer que d'une voix.

Article XVIII: Le Congrès élit son Bureau.

Il entend les rapports du Bureau de la Fédération
sur l'activité de la F.I.R., du trésorier et de la Commis-
sion de contrôle financier.

Il délibère et se prononce sur ces rapports et sur les
questions à l'ordre du jour, il fixe les tâches de la
Fédération.

Article XIX: Le Congrès élit nominativement le Pré-
sident, les vice-présidents et les membres du Bureau
de la F.I.R. dont il fixe le nombre. L'élection se fait
sur rapport d'une Commission des candidatures dési-
gnée par le Congrès.

Il fixe le nombre des membres du Conseil Général
qui sont désignés par les associations nationales et rati-
fie leur désignation.

Il élit les membres de la Commission de contrôle
financier.

Article XX: Toutes les décisions du Congrès sont
prises à la majorité simple des voix à l'exception des
cas prévus à l'Article XXVIII. Ces décisions sont vala-
bles lorsque la moitié au moins des membres titulaires
sont représentés directement.

Article XXI: Le Conseil Général est composé:

- du Bureau.
- des délégués des associations nationales ratifiées
suivant les principes fixés par le Congrès.

Chaque association nationale a droit au moins à un
représentant au Conseil Général, elle peut, en accord
avec le Bureau, le remplacer en cours de mandat.

Le Conseil Général se réunit au moins une fois entre

les réunions du Congrès sur convocation du Bureau. Il entend le compte rendu de l'activité de celui-ci et délibère sur l'application du programme de la F.I.R. Chaque membre du Conseil Général dispose d'une voix. Toutes les décisions du Conseil Général sont prises à la majorité simple des voix, en cas d'égalité des voix dans un vote, la voix du Président est prépondérante.

Article XXII: Le Bureau est composé:

- du Président de la Fédération.
- des Vice-présidents.
- du Secrétaire Général.
- du Secrétaire Général adjoint
- des Secrétaires.
- du Trésorier.
- des membres.

Entre les assises du Congrès, la F.I.R. est dirigée par son Bureau. Celui-ci se réunit au moins une fois par an, sur convocation du Secrétaire Général, agissant sur mandat du Secrétariat. Il veille à l'application des décisions du Congrès et du Conseil Général, il fixe le budget et s'il y a lieu, le taux des cotisations.

Le Bureau convoque le Conseil Général et le Congrès. Il arrête le règlement intérieur nécessaire à la réalisation des buts poursuivis par la F.I.R.

Le Bureau élit dans son sein le Secrétaire Général, le Secrétaire Général-adjoint, les Secrétaires et le Trésorier.

Le Bureau remplace, à titre provisoire, ceux de ses membres qui ne seraient plus en mesure d'assurer leurs fonctions sous réserve de ratification par le Conseil Général ou le Congrès. Toutes les décisions du Bureau sont prises à la majorité simple des voix, mais il faut qu'au moins la moitié des membres du Bureau soit présente. En cas d'égalité des voix dans un vote, la voix du Président de séance est prépondérante.

Article XXIII: Le Secrétariat du Bureau est composé:

- du Président.
- des Secrétaires.
- du Trésorier.

Chaque Vice-président peut assister aux réunions du Secrétariat. Le Secrétariat assure l'exécution des décisions et directives du Congrès, du Conseil Général et du Bureau auxquels le Secrétaire Général doit rendre compte. Il prend à cet effet toutes initiatives utiles. Il gère les finances de la Fédération selon les décisions des organismes dirigeants statutaires.

Article XXIV: La Commission de contrôle financier est élue par le Congrès. Elle se compose de 5 membres au moins pris en dehors du Conseil Général, et élit en son sein un Président. Elle établit sur sa mission un rapport qu'elle présente au Congrès.

Elle se réunit au moins une fois par an et peut, en tout temps, avoir accès aux livres comptables.

Sur mandat du Président de la Commission tout membre peut avoir également accès aux livres comptables en dehors des réunions régulières de la Commission.

Les membres de la Commission de contrôle financier peuvent assister aux séances du Conseil Général avec voix consultative. La Commission de contrôle financier prend ses décisions à la majorité simple des voix, mais il faut qu'au moins 3 membres de la Commission soient présents. En cas d'égalité de voix dans un vote la voix du Président est prépondérante.

Article XXV: 1) Les litiges éventuels entre membres de la Fédération ou entre un membre de la Fédération et la Fédération elle-même sont jugés par une Commission d'arbitrage.

2) La Commission d'arbitrage se compose de 5 membres du Conseil Général. Chaque partie litigieuse doit nommer dans un délai fixé par le Bureau deux membres du Conseil Général comme arbitres. Ces 4 membres procèdent à l'élection d'un autre membre du Conseil Général pour assumer la fonction de Président de la Commission d'arbitrage. Cette élection est faite à la majorité simple des voix.

3) Au cas où ces 4 membres ne pourraient pas tomber d'accord sur la personne du Président, celui-ci est nommé par le Bureau. Dans le cas où le Bureau lui-

même est une des parties litigieuses, le Président est nommé par le Conseil Général.

4) La Commission d'arbitrage décide elle-même sa procédure. Elle prononce ses jugements après délibération à la majorité simple des voix, sans être liée à des règles déterminées de procédure, à l'exception des règles suivantes:

L'accès aux audiences sera ouvert seulement aux parties litigieuses et à leurs représentants. La délibération de la Commission d'arbitrage est secrète.

5) Les jugements de chaque Commission d'arbitrage peuvent être attaqués par voie d'appel au Conseil Général.

Article XXVI: Les ressources servant à réaliser les objectifs de l'organisation proviendront des cotisations des adhérents, de dons, de collectes, de legs, de donations, de subventions etc. . . . ainsi que des bénéfiques découlant de manifestations admises par les autorités et d'entreprises appartenant à l'organisation.

Article XXVII: Les statuts ne pourront être modifiés par le Congrès que sur proposition du Bureau ou sur la demande d'un tiers au moins des membres titulaires de la Fédération à jour de leurs cotisations.

Les propositions devront être présentées au Secrétariat 3 mois au moins avant la séance du Congrès.

Les modifications ne pourront être adoptées qu'à la majorité des deux tiers du Congrès.

Article XXVIII: Le Congrès appelé à se prononcer sur la dissolution de la Fédération, devra être convoqué spécialement à cet effet et comprendre les représentants des deux tiers au moins des membres titulaires.

Si cette proportion n'était pas atteinte, le Congrès serait convoqué à nouveau à un mois d'intervalle au moins et il pourrait cette fois, valablement délibérer quel que soit le nombre des délégués présents. Dans tous les cas, la dissolution ne pourra être votée qu'à la majorité des deux tiers des délégués présents. En cas de dissolution par une décision du Congrès, le Congrès élira une Commission de liquidation dont il déterminera les modalités de travail.

5. Congrès de la FIR, 1951-1991

- Ier congrès : Vienne, 30 juin-3 juillet 1951. Fondation. Élection de Frédéric-Henri Manhès comme président.
- IIème congrès : Vienne, 28-30 novembre 1954.
- IIIème congrès : Vienne, 20-22 mars 1959. Manhès décède peu après.
- IVème congrès : Varsovie, 13-16 décembre 1962. Présidé par Ettore Tibaldi. Premier congrès hors de Vienne.
- Vème congrès : Budapest, 8-12 décembre 1965. Arialdo Banfi remplace Tibaldi à la présidence, poste qu'il occupe pendant vingt-six ans.
- VIème congrès : Venise, 14-16 novembre 1969. Premier congrès hors de Vienne dans un pays non socialiste. L'ANPI n'est plus membre affilié de la FIR.
- VIIème congrès : Paris, 26-28 novembre 1973. Les résultats de l'Ostpolitik sont applaudis.
- VIIIème congrès : Minsk, 24-26 mai 1978. Le désarmement est l'objectif principal.
- IXème congrès : Berlin-Est, 8-10 septembre 1982. Premier congrès avec participation d'organisations espagnoles et portugaises.
- Xème congrès : Athènes, 11-14 mai 1987.
- XIème congrès : Moscou, 24-26 juin 1991. Quarantenaire de la FIR. Banfi quitte les fonctions et passe à l'honorariat. Malgré les doutes sur le devenir de la FIR, son successeur Alix Lhote veut la conserver telle qu'elle.

6. Liste des organisations nationales affiliées en 1981.

Pays de l'Est (8 organisations) :

République Populaire d'Albanie (1) :

- Comité des anciens combattants albanais

République Populaire de Bulgarie (1) :

- Comité central des combattants contre le fascisme et le capitalisme

République Populaire de Hongrie (1) :

- Fédération des partisans hongrois

République Populaire de Pologne (1) :

- ZBoWiD

République Démocratique Allemande (1) :

- Komitee des Antifascistischen Widerstandkämpfers

République Socialiste de Roumanie(1) :

- Comité des anciens combattants et des vétérans de guerre contre le fascisme

République Socialiste de Tchécoslovaquie(1) :

- ČSSBP

URSS (1) :

- Comité soviétique des anciens combattants

Pays de l'Ouest (53 organisations) :

Belgique (7) :

- Front de l'Indépendance
- Amicale de Buchenwald
- Amicale nationale des anciens prisonniers politiques de Dachau
- Amicale de Neuengamme
- Union des anciens résistants juifs de Belgique

- Amicale des anciens volontaires, brigades internationales, Espagne républicaine
- Amicale nationale des anciens prisonniers politiques de Vught

Berlin-Ouest (1) :

- VVN Westberlin-VdA

Danemark (12) :

- Association des anciens prisonniers et résistants
- Amicale de Stutthof
- P6
- Rolf Krake
- Amicale de Neuengamme
- Union nationale des anciens détenus de Sachsenhausen
- AMPA
- Association Horseröd
- A5
- Union des combattants d'Espagne au Danemark
- Union des handicapés physiques de la guerre de libération
- Association BOPA

Espagne (1) :

- Amical de Mauthausen y otros campos

Finlande(1) :

- Comité de la Résistance Finlandaise

France (11) :

- FNDIRP
- ANACR
- UJRE
- Comité de liaison de la Résistance en Isère
- Union des cheminots résistants de l'ANCAC
- Association Nationale des familles de fusillés et massacrés de la Résistance.
- Amicale des internés de Chateaubriant-Voves

- Amicale des anciens déportés juifs de France
- Amicale de Ravensbrück
- Association française Buchenwald-Dora et komandos

Grande-Bretagne(1) :

- Jersey-Committee of Resistance Workers and Deportees

Grèce (5) :

- Union Panhélienne des combattants de la résistance nationale
- Union Panhélienne des victimes de l'occupation allemande – Le Phoenix
- Union Panhélienne des invalides et blessés de l'occupation allemande
- Union Panhélienne des officiers et sous-officiers de la résistance nationale

Toutes ces associations sont affiliées au :

- Comité de coordination des unions des résistants grecs

Italie (4) :

- ANPPIA
- Association des Matteotti du Piémont
- Association Italiennes des volontaires antifascistes d'Espagne
- FIAP

Luxembourg (1) :

- Réveil de la Résistance

Norvège (2) :

- Comité de liaison avec la FIR
- Union des anciens combattants 1939-1945, Oslo et environs

Pays-Bas (4) :

- Résistance Unie 40-45
- Union des antifascistes et résistants néerlandais – ligue des antifascistes
- Union du groupe de contact national des anciens résistants pensionnés
- Union des anciens de Buchenwald

Portugal (1) :

- URAP

République Fédérale Allemande (2) :

- VVN-BdA
- Communauté de travail de Neuengamme des persécutés politiques, raciaux et religieux du régime nazi

Autres pays (3 organisations)

Autriche (1) :

- KZ-Verband

Israël (2):

- Union des combattants antinazis et victimes du nazisme
- Association israélienne des combattants antifascistes et victimes du nazisme

« Associations coopérant étroitement avec la FIR »

- ANPI
- ANED

Association Nationale des Cheminots Anciens Combattants

- SUBNOR (Fédération des associations des combattants de la guerre de libération nationale de Yougoslavie)

Autres organisations citées dans les listes de la FIR :

- CEAC
- CIAPG
- CEAC
- ANMIG (Italie)
- FIVL (Italie)
- Union Française des Anciens Combattants (adhérente de la FMAC)

7. Nombre de participants par organisation au congrès de Berlin-Est (8-10 septembre 1982)

La brochure de ce congrès est la seule qui fasse apparaître l'appartenance aux organisations nationales des participants. Les autres sources se cantonnent à les classer par nationalités. Or, c'est bien des organisations et non un État que représentent les participants.

Le nombre de délégués aux congrès ainsi que le nombre de postes au CG est déterminé par le nombre d'adhérent pour chaque association.

Cette liste montre bien l'éparpillement des effectifs au sein de diverses associations de l'ouest face aux massifs comités de l'Est ; à quelques exceptions près : les Grecs qui ont un comité coordination leurs associations nationales, et la VVN allemande, très fédératrice.

AUTRICHE

Kz-Verband : 4 participants.

BELGIQUE

Front de l'Indépendance : 5 participants.

Amicale de Buchenwald : 2 participants.

Amicale des anciens prisonniers de Dachau : 3 participants.

Amicale de Neuengamme : 1 participant.

Union des Anciens résistants juifs de Belgique : 2 participants.

Amicale des anciens volontaire brigades internationales Espagne républicaine : 1 participant.

Amicale nationale des prisonniers politiques Vught : 2 participants.

BERLIN-OUEST

VVN Westberlin-VdA : 3 participants.

RP de BULGARIE

Comité central des combattants contre le fascisme : 14 participants.

CHYPRE

Associations chypriote des vétérans de la 2e Guerre mondiale 2 participants.

DANEMARK

Association des anciens prisonniers et résistants : 10 participants.

ESPAGNE

Amical de Mauthausen y otros campos : 2 participants.

Association catalane des anciens prisonniers politiques résistants antifascistes : 1 participant.

Association des anciens prisonniers et persécutés politiques.

Résistants espagnols et victimes du nazisme : 2 participants.

FINLANDE

Comité de la Résistance finlandaise : 4 participants

FRANCE

ANACR : 4 participants.

FINDIRP : 10 participants.

Union des cheminots résistants (membre de l'ANCAC) : 4 participants.

Association nationale des familles fusillés et massacrés de la Résistance : 1 participant.

UJRE : 1 participant.

GRÈCE

Comité de coordination des Unions des résistants grecs : 12 participants.

RP de HONGRIE

Fédération des résistants et antifascistes hongrois : 20 participants.

ISRAËL

Association israélienne de combattants antifascistes et victimes du nazisme : 3 participants.

Union des combattants anti-nazi et victimes du nazisme : 4 participants.

ITALIE

ANPI (association coopérant étroitement avec la FIR) : 11 participants.

ANPPIA : 4 participants.

Association des partisans Matteotti du Piémont : 2 participants.

Association des combattants volontaires d'Espagne : 2 participants.

FIAP : 1 participant.

LUXEMBOURG

Réveil de la Résistance : 3 participants.

NORVÈGE

Union des Anciens combattants de 1939-1945 d'Oslo et environs : 2 participants.

Comité de liaison avec la FIR : 1 participant.

PAYS-BAS

Union du groupe de contact national des anciens résistants pensionnés : 4 participants.

Union des antifascistes et résistants néerlandais – Ligue des antifascistes : 2 participants.

Résistance Unie : 3 participants.

RP DE POLOGNE

ZBoWiD : 31 participants.

PORTUGAL

URAP : 2 participants.

RDA

KdAW : 30 participants.

RFA

VVN-BdA : 30 participants

RS de ROUMANIE

Comité des anciens combattants et vétérans de guerre contre le fascisme : 6 participants

SUÈDE :

Association suédoise des combattants volontaires d'Espagne : 2 participants.

RS de TCHÉCOSLOVAQUIE

CSSPB : 29 participants.

URSS

Comité des anciens combattants : 14 participants.

Source : « Participants », IXème congrès statutaire de la FIR, résistance unie- service d'information numéro spécial, pp. 42 à 43.

8. Notes sur la ZBoWiD, rédigées par Rafał Cichocki, anciennement enseignant en Histoire et actuellement enseignant d'anglais à Starachowice, pour servir à ce mémoire.

ZBoWiD was an organisation that came into being in 1949, during the PRL (Polish People's Republic) so it was completely controlled by the authorities. It was a grouping of several organisations. After changing of political system in 1990 it has been reshaped into The Republic of Poland's Veterans and Former Political Prisoners Union.

ZBoWiD granted the veteran status to the participants of battles for Poland and gave the financial support to the families of casualties of this battles. The support concerned mainly the communist communities. The communities connected with AK (Polish Home Army - world war II resistance force) and other non communist structures didn't get any help till 1990.

I think it's strange to be interested in ZBoWiD as it was (like all the organisations from that times) controled by the party (PZPR Polish United Workers' Party) and the authorities. There were people fighting with the communism but it was secret.

If there was any corporation of antifascist Organisations in Europe and ZBoWiD took part in it, it was only with USRR blessing and as reconnaissance of this organisations in the West. It was the times of "the cold war" so the West and USRR (and the countries controlled by USRR) were fighting.

The meaning of ZBoWiD in Poland was to be a part of communist's plan to take control over all of social activities and keep up the pretense of freedom of action. ZBoWiD was run by people accepted by USRR.

What's more, the communist authorities made a group of priest to join the structure of this organisation. They were blackmailed to work for the party. The authorities wanted to set them against each other and create a group that would refuse obedience to the Pope.

9. Serment de Buchenwald

Réunis sur la place d'appel du camp le 19 avril 1945, environ 21 000 détenus prononcent ce serment. Il sert de référence aux engagements de nombreuses associations de déportés.

Nous les détenus de Buchenwald, nous sommes venus aujourd'hui pour honorer les 51000 prisonniers assassinés à Buchenwald et dans les Kommandos extérieurs par les brutes nazies et leurs complices.

51000 des nôtres ont été fusillés, pendus, écrasés, frappés à mort, étouffés, noyés, empoisonnés et tués par piquûres.

51000 pères, frères, fils sont mort d'une mort pleine de souffrances, parce qu'ils ont lutté contre le régime des assassins fascistes.

51000 mères, épouses et des centaines de milliers d'enfants accusent.

Nous qui sommes restés en vie et qui sommes des témoins de la brutalité nazie, nous avons regardé avec une rage impuissante la mort de nos camarades. Si quelque chose nous a aidés à survivre, c'était l'idée que le jour de la justice arriverait.

Aujourd'hui nous sommes enfin libres.

Nous remercions les armées alliées, les américains, les anglais, les soviétiques et toutes les armées de libération qui luttent pour la paix et la vie du monde entier. Nous rendons hommage au grand ami des antifascistes de tous les pays, à l'organisateur et initiateur de la lutte pour un monde nouveau que fut F.D. ROOSEVELT. Honneur à son souvenir.

Nous ceux de Buchenwald, Russes, Français, Polonais, Tchécoslovaques et Allemands, Espagnols, Italiens et Autrichiens, Belges et Hollandais, Luxembourgeois, Roumains, Yougoslaves et Hongrois, nous avons lutté en commun contre les SS, contre les criminels nazis, pour notre libération.

Notre cause est juste, la victoire sera notre.

Nous avons mené en beaucoup de langues la même lutte dure et impitoyable. Cette lutte exigeait beaucoup de victimes et elle n'est pas encore terminée. Les drapeaux flottent encore et les assassins de nos camarades sont encore en vie. Nos tortionnaires sadiques sont encore en liberté. C'est pour ça que nous jurons, sur ces lieux de crimes fascistes, devant le monde entier, que nous abandonnerons seulement la lutte quand le dernier des responsables sera condamné devant le tribunal de toutes les nations. L'écrasement définitif du nazisme est notre tâche.

Notre idéal est la construction d'un monde nouveau dans la paix et la liberté. Nous le devons à nos camarades tués et à leurs familles. Levez vos mains et jurez pour démontrer que vous êtes prêts à la lutte.

L'APPEL DE ROME

APPEL DES ANCIENS COMBATTANTS, RESISTANTS ET VICTIMES DE GUERRE D'EUROPE POUR LA PAIX, LA SECURITE, LA COOPERATION ET L'AMITIE

Venus de toutes les parties de l'Europe, nous, Représentants des anciens combattants et résistants, ayant lutté côté à côté ou s'étant affrontés au cours des deux guerres mondiales, des invalides, victimes de guerre, déportés, internés et prisonniers;

Réunis, pour la première fois ensemble à Rome du 18 au 20 novembre 1971, nous proclamons, au-delà de toutes divergences notre volonté commune de paix.

Témoins des souffrances et des horreurs subis par nos Peuples, survivants des sanglantes hécatombes qui ont coûté 80 millions de morts, nous voulons, à jamais, en éviter le retour.

Nous affirmons le droit des peuples du monde à vivre dans l'indépendance et dans la Paix. Les différends internationaux et les conflits armés en cours doivent être réglés par la négociation, selon les principes de la Charte et conformément aux résolutions de l'ONU.

Un nouveau conflit surgissant en Europe risquerait d'aboutir à la destruction atomique de l'humanité.

Nous n'oublions pas que les deux dernières guerres mondiales, qui ont entraîné des pertes humaines et matérielles incommensurables, ont commencé par des actions armées en Europe.

Nous savons qu'il est de notre devoir et de notre responsabilité commune d'oeuvrer au maintien de la Paix sur notre continent.

Convaincus de la nécessité d'une Europe fondée sur la coopération pacifique entre tous les Etats qui la composent, nous souhaitons la conclusion de traités ayant pour objet la détente et nous saluons avec espoir la signature des traités entre la République Fédérale Allemande et l'URSS, entre la République Fédérale Allemande et la Pologne, et l'accord des quatre puissances sur Berlin-Ouest.

Ces accords et le développement des contacts entre les représentants des Gouvernements ont créé un climat propice à une réunion, que nous souhaitons prochaine, d'une Conférence pour la sécurité, l'entente et la coopération entre les Etats Européens sans exception et tous les autres Etats qui ont des responsabilités dans cette zone à la suite de traités.

Conscients du fait que se sont concentrées sur notre Continent des forces armées et des armements considérables, nous soutenons l'idée de telles conférences, le développement de rencon-

tres entre hommes d'Etat et toutes les initiatives qui ont pour but de rechercher le plus rapidement possible des solutions pacifiques aux problèmes européens.

Nous proclamons que la Paix et la Sécurité ne pourront être durables que si tous les Etats européens:

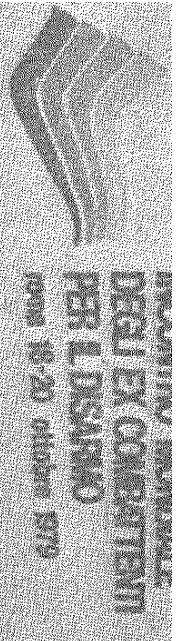
- garantissent l'inviolabilité absolue des frontières entre Etats;
- s'engagent à respecter les souverainetés nationales sous tous leurs aspects, ce qui implique la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays;
- reconnaissent l'égalité en droit de chaque Etat, grand ou petit;
- renoncent à toute menace et à tout recours à la force dans les rapports internationaux;
- mettent hors la loi toute forme de racisme et toute doctrine de haine religieuse ou nationale entre les hommes et entre les peuples;
- assurent le respect de la dignité et de la liberté de la personne humaine conformément à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme;
- accroissent leur coopération dans les domaines scientifique, technique, économique, social, culturel et autres;
- s'entendent pour le désarmement et la disparition progressive des blocs militaires.

Avec l'immense force morale que nous représentons, conscients de parler, après ce rassemblement sans précédent, au nom de toutes les victimes de la guerre et en mémoire de ceux qui y trouvèrent la mort, nous, qui sommes profondément attachés à la liberté et aux droits de l'homme, demandons solennellement aux Gouvernements de mettre en oeuvre les principes énoncés ci-dessus.

Nous sommes certains que les anciens combattants, résistants, déportés, internés, prisonniers et victimes de guerre soutiendront notre initiative et renforceront leurs actions communes pour l'avènement d'une Europe de l'Amitié et de la coopération.

Nous avons le sentiment profond que notre entente et la volonté commune entre nous, adversaires d'hier, d'écarter ce qui nous divise pour ne retenir que ce qui nous unit en faveur de la paix, sont l'exemple exceptionnel que nous pouvons offrir à la jeunesse. Assumant elle-même ses propres responsabilités, elle pourra sur ces bases contribuer à l'édification d'un avenir heureux.

Nous appelons les Peuples de toutes nos Nations, qui aspirent à plus de justice sociale, dans une vie libre et paisible, à apporter une contribution décisive à la construction d'une Europe pacifique, gage fondamental de la Paix dans le Monde.



PAR LE DESARMEMENT

« POUR LA PAIX »

Le message

1 Alarmés par les très graves dangers engendrés par la course aux armements, nous, représentants des anciens combattants et victimes de guerre de tous les continents, nous sommes réunis pour la première fois en une rencontre mondiale.

2 Témoins des génocides, des holocaustes, des deuils, des souffrances et des ruines causés par la guerre, nous, qui avons lutté côte à côte ou qui nous sommes affrontés dans des conflits sanglants, adressons à la communauté des anciens combattants et à travers elle, à l'opinion mondiale et aux gouvernements un appel pressant.

3 Profondément attachés à la paix et à la sécurité de nos pays respectifs, nous affirmons la nécessité de rompre le processus qui pourrait conduire l'humanité à son autodestruction. Nous préconisons le développement des accords visant à limiter les armements et à favoriser la mise en œuvre d'un désarmement réel assurant à chaque étape la sécurité de tous.

4 L'usage des armes a été, dans l'histoire de l'humanité, l'un des moyens souvent utilisés par les Etats pour tenter de régler leurs différends et, pour certains, d'étendre leur puissance. Dans l'état actuel du monde, beaucoup pensent encore que la suprématie d'armements puissants ainsi que la suprématie militaire sont indispensables pour assurer l'indépendance, la souveraineté et la sécurité

des Etats de la charte des Nations unies et de la Charte internationale des droits de l'homme ; en particulier :

- le droit pour chaque peuple, à l'autodétermination à la maîtrise de son destin et de ses ressources naturelles ;
- le droit pour chaque Etat, grand ou petit, au respect de sa souveraineté et de son intégrité territoriale sous les garanties internationales appropriées ;
- l'interdiction du recours à la force ou à la menace de la force pour le règlement des différends internationaux et l'obligation de rechercher des solutions :
 - par voie négociée entre les parties,
 - par tout autre moyen de règlement pacifique,
 - par des procédures internationales ;
- le droit de chaque être humain à la paix, à la dignité, aux libertés ;
- la mise hors la loi de toute forme de racisme, d'apartheid et de toute doctrine de haine idéologique, religieuse ou raciale entre les hommes et les peuples ;
- les violations de la paix et les crimes, contre l'humanité, devront être

11 Une réduction progressive des budgets militaires, et en premier lieu des Etats les plus armés, sur une base mutuellement convenue, contribuera à freiner la course aux armements et offrira davantage de possibilités de réaffecter au progrès économique et social — notamment au profit des pays en développement — les ressources actuellement utilisées à des fins militaires.

12 Nous, qui appelons de nos vœux la construction d'un monde sans guerre, nous soutiendrons tout pas en avant et encourageons tous les efforts ayant pour objet d'arrêter la course aux armements et de progresser vers le désarmement général et complet sous contrôle international efficace.

Nous soutiendrons toute mesure susceptible d'approfondir la détente et de développer la coopération internationale dans l'esprit de l'acte final de la conférence d'Helsinki sur la "sécurité et la coopération en Europe".

13 Nous condamnons l'agression sous toutes ses formes et nous agissons contre toute propagande encourageant l'esprit d'agression et de domination envers d'autres peuples et pour favoriser la création d'un climat de confiance réciproque lié à l'échange des idées, à l'établissement et l'approfondissement de contacts entre les citoyens de tous les pays.

14 Nous souhaitons que soient rapidement réalisées les conditions permettant de

de plus en plus destructeurs et perfectionnés constitue plus un danger qu'une protection pour la sécurité des nations et l'avenir de l'humanité. Tous les Etats membres des Nations unies l'ont constaté lors de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies consacrée au désarmement, tenue à New York du 23 mai au 1^{er} juillet 1978.

6 Cependant, la course aux armements s'accélère. Les budgets militaires ne cessent d'augmenter. Le commerce des armes a pris des proportions effrayantes. Ceci entraîne un énorme gaspillage de ressources financières, technologiques et humaines au détriment de tous les peuples du monde et retarde l'instauration d'un nouvel ordre économique international, fondé sur la justice, l'égalité des droits et des devoirs, et la coopération.

De plus, cette situation reflète et aggrave les tensions internationales, contribue à allonger des conflits dans diverses régions du monde, entrave la détente, exacerbe les antagonismes entre alliances militaires, entretient la méfiance et le sentiment d'insécurité.

7 Il faut rompre ce processus et s'engager sur les voies du désarmement. Les problèmes de caractère politique, militaire, économique, technologique, psychologique, sont complexes. Les obstacles sont nombreux, mais des solutions existent. Elles requièrent le concours de l'opinion publique afin de créer une commune volonté des Etats pour conduire le monde sur des chemins nouveaux : ceux d'une véritable sécurité internationale et du respect mutuel.

La réalisation progressive de ces objectifs exige des efforts tenaces et durables comme nous y invite le document final de la Session extraordinaire des Nations unies, proclamant que « le désarmement général et complet, sous contrôle international efficace et assurant à toutes les étapes la sécurité de chaque Etat, est possible ».

8 Il est nécessaire à cet effet qu'au plan international les Etats respectent scrupuleusement les engagements internationaux qu'ils ont souscrits, mettent en application les prin-

cipe de non-prolifération.

9 Conscients que des mesures efficaces de désarmement nucléaire et la prévention de la guerre nucléaire ont la plus grande priorité, nous soutenons, et appelons à soutenir, l'examen et la mise en œuvre de toute mesure efficace de désarmement nucléaire, l'arrêt de la prolifération des armes nucléaires, l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du perfectionnement qualitatif et du déploiement de toutes les armes de destruction massive.

Parallèlement, nous estimons indispensable une réduction équilibrée et équitable des forces armées et des armements classiques.

A chaque stade de l'adoption de mesures de désarmement nucléaire ou conventionnel, l'objectif doit être d'éviter tout déséquilibre et de garantir une sécurité non diminuée de chaque Etat ou groupe d'Etats, tout en ramenant les armements et les forces militaires au niveau le plus bas possible.

10 Nous en appelons à la responsabilité particulière qu'ont dans ces domaines les pays les plus armés et les puissances nucléaires, et notamment aux Etats membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies.

Nous prenons acte de l'accord réalisé entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des républiques socialistes soviétiques sur la limitation des armements stratégiques (accord Salt II) : nous souhaitons sa mise en vigueur rapide et la poursuite et le développement des négociations conduisant à d'importantes réductions concertées et à des limitations qualitatives des armes stratégiques. Nous estimons également impératif que des accords plus vastes entre toutes les parties intéressées aboutissent à des limitations analogues concernant les armes tactiques à courte et à moyenne portée.

L'ensemble de ces mesures constituerait un pas important dans la voie du désarmement nucléaire, qui engagerait la responsabilité de tous les Etats dotés de telles armes et qui inciterait les autres pays à ne pas entrer dans la voie de la prolifération de l'armement nucléaire.

des Nations unies.

15 Nous en appelons aux gouvernements afin qu'ils respectent les engagements qu'ils ont souscrits dans le document final de la session extraordinaire et pour que, dans le cadre de la procédure adoptée, ils donnent une suite rapide aux conclusions qu'ils ont arrêtées d'un commun accord.

16 Nous invitons les responsables de l'information et les enseignants à mettre en évidence les dangers de la course aux armements, la nécessité d'un désarmement réciproque simultané et contrôlé et à contribuer à surmonter les difficultés pour y parvenir.

17 Nous appelons les femmes et les hommes, et en particulier la jeunesse, à participer aux efforts communs pour s'engager ensemble sur des chemins pacifiques et nouveaux.

Nous les appelons également à contribuer au succès de la Semaine de promotion des objectifs du désarmement décidée par les Nations unies, commençant chaque année le 24 octobre, jour anniversaire de leur fondation.

18 Représentants des anciens combattants, des victimes de guerre, des résistants, des déportés, des invalides, des prisonniers de guerre, des combattants des guerres de libération et d'indépendance, venus de cinquante-quatre pays de tous les continents, conscients de nos responsabilités et de la force morale que représente notre volonté commune,

Nous récusons la fatalité de la guerre.

Nous nous engageons pour le désarmement. Confiants dans les destinées de l'homme, nous nous refusons à laisser aux générations futures un monde de ruines, de désolation et de mort.

Nous affirmons notre volonté de contribuer à bâtir un monde de vie, de progrès et de justice dans le respect de la liberté et de la dignité de la personne humaine.

Rome, 20 octobre 1979.

10.c Message de la seconde Rencontre Mondiale (1986)

- 83 -

2^{ème} Rencontre mondiale des anciens combattants, résistants et victimes de guerre à l'occasion de l'Année Internationale de la Paix Vienne, 1^{er} - 3 décembre 1986

"AGIR POUR LE DESARMEMENT DANS LA SECURITE ET POUR UN MONDE DE PAIX, DE LIBERTE ET DE SOLIDARITE"

D E C L A R A T I O N

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, des dizaines de millions de personnes ont trouvé la mort dans plus de 150 conflits armés. Certains font encore rage et risquent d'entraîner une guerre généralisée. Les violations des droits de l'homme, le terrorisme, la méfiance, la famine créent en outre des tensions très dangereuses.

Avec les armes de destruction massive et spécialement les armes nucléaires, l'homme a créé les moyens de son propre anéantissement. La course aux armements engloutit des recherches, des efforts et des budgets démesurés, affectant gravement l'avenir de tous et stérilisent les possibilités de solidarité en faveur des peuples qui souffrent de l'ignorance, de la faim, de la misère.

Adversaires ou alliés d'hier, nous qui avons vécu les tragédies de la guerre, ne pouvons accepter une situation aussi absurde. Nous sommes réunis, conscients de nos différences d'opinions, mais ayant appris à les surmonter pour recuser ensemble la fatalité de la guerre et construire la paix. Une paix fondée sur la solidarité et l'interdépendance des intérêts des nations et des peuples et sur des rapports de confiance entre les Etats.

Les engagements internationaux souscrits dans la Charte des Nations-Unies, la Charte internationale des droits de l'homme, l'Acte final d'Helsinki, de même que les recommandations relatives à la lutte contre le terrorisme international, doivent être pleinement respectés par chaque Etat. Dans leurs rapports, notamment pour régler leurs différends, ou les conflits, ils doivent accepter le recours à la négociation, à la conciliation, à l'arbitrage prévu dans la Charte des Nations Unies, ou à tout autre moyen de règlement pacifique.

Ainsi seront créées les conditions d'une sécurité réelle, dans un climat de détente et de coopération, facilitant l'arrêt de la course aux armements, la réduction au niveau le plus bas possible de toutes les forces y compris conventionnelles, l'utilisation uniquement pacifique de l'espace, et des progrès vers un désarmement général, équilibré et contrôlé.

Les sciences et les techniques ne doivent pas conduire à un monde réduit en cendres, mais doivent au contraire contribuer au développement et à l'épanouissement de la personne humaine.

Le monde combattant, conscient de ses devoirs vis-à-vis des jeunes générations, a multiplié ses avertissements et développé son action. Il sait que la paix se mérite et se gagne et qu'elle exige lucidité, courage et persévérance. Il entend poursuivre ses efforts pour le succès de toutes les rencontres et négociations internationales et notamment celles qui réunissent les deux grandes puissances qui ont la responsabilité première de l'arrêt de la course aux armements.

A l'aube du troisième millénaire, nous sommes au carrefour de l'angoisse et de l'espérance entre la menace qui pèse sur le monde et les immenses possibilités de progrès. Que dans toutes les nations, les hommes et les femmes conscients

./...

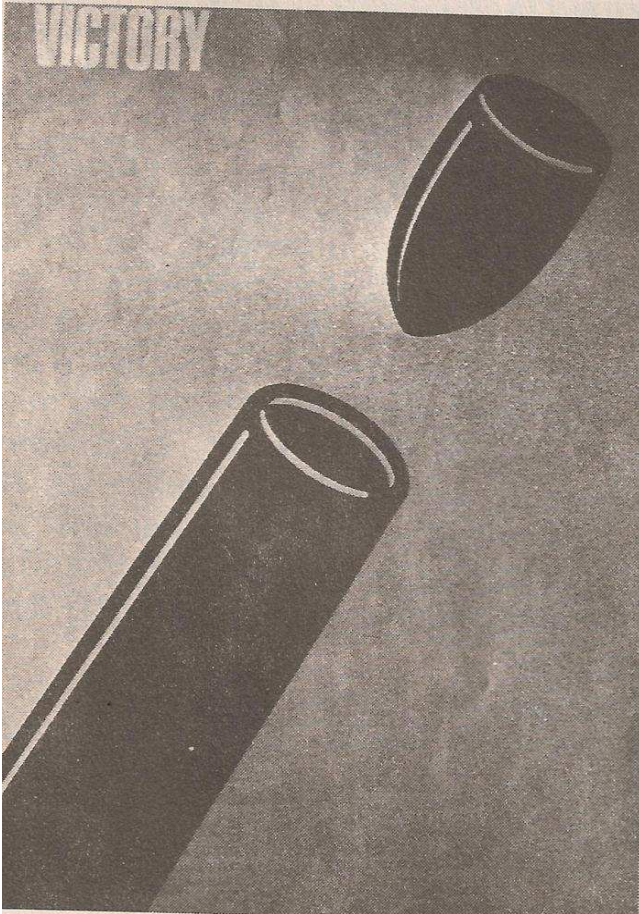
de la nécessité d'agir unissent leurs efforts aux nôtres et qu'ensemble nous pressions tous les gouvernants d'entreprendre réellement la construction d'un nouvel ordre de sécurité, de paix, de liberté et de solidarité.

Vienne, le 3 décembre 1986

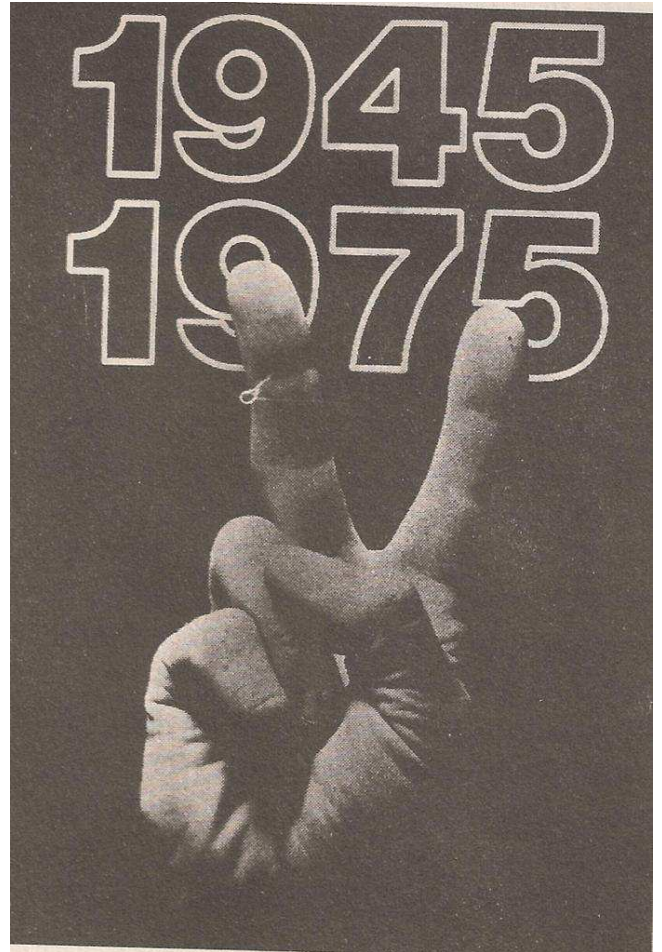
Confédération européenne des anciens combattants (CEAC)
Confédération internationale des anciens prisonniers de guerre (CIAPG)
Fédération internationale des résistants (FIR)
Fédération mondiale des anciens combattants (FMAC)

11. Trois affiches primées au concours de mai 1975

Concours initié par la FIR et organisé au printemps 1975 par le Ministère de la Culture de Pologne et la ZBoWiD.

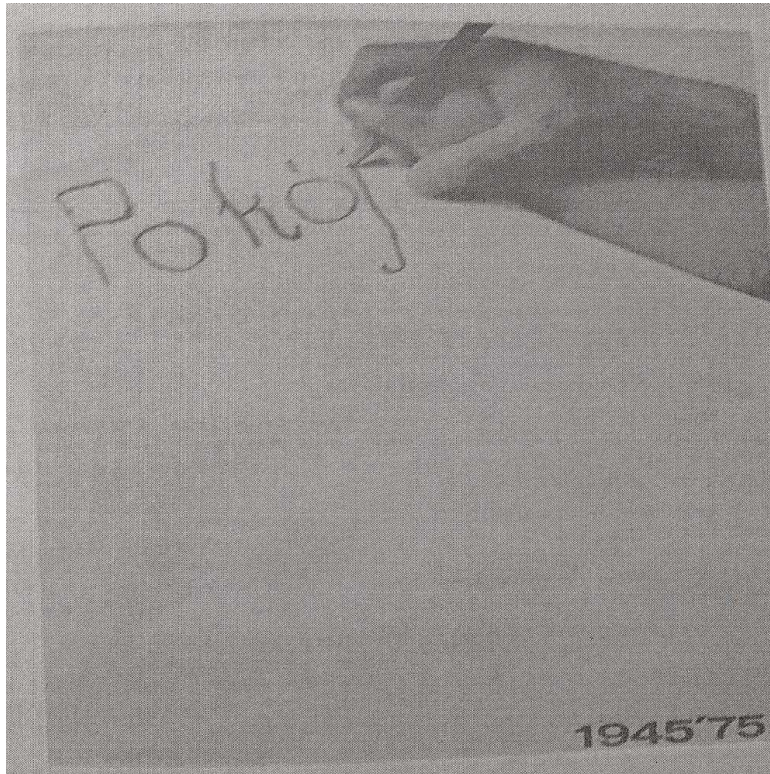


1er Prix pour Shigeo Fukuda (Japon)



*Prix spécial du ministère polonais pour
Bavière, artiste suisse.*

Reproduits depuis : FIR 1951-1981, p. 54.



*"Paix", Jadwiga et Zygmunt OKRASSA (Pologne). 2e prix.
Reproduit depuis Désarmer ! , p. 97.*

12. Chronologies comparées des relations internationales et de la FIR, 1969-1991

Relations internationales		Évènements de la FIR	
8-15 février 1969	XIIème congrès du PCI à Bologne. L'idée de l'Eurocommunisme est lancée.	14-16 novembre 1969	VIème congrès de la FIR à Venise. L'ANPI, n'est plus affiliée, elle devient membre « coopérant étroitement ».
28 octobre 1969	Willy Brandt, ancien résistant, nouveau chancelier lance l'Ostpolitik.		
12 août 1970	Traité RFA-URSS sur l'inviolabilité de la ligne Oder-Neisse.		
7 décembre 1970	Traité RFA-Pologne. Idem.		
3 septembre 1971	Accord quadripartite sur le statut de Berlin.	Été 1971	La FIR fête ses vingt ans.
21 décembre 1971	Traité fondamental : la RFA et la RDA se reconnaissent mutuellement.	18-20 novembre 1971	Rencontre de Rome : la FIR s'allie avec la CEAC, la FMAC et la CIAPG.
mai 1972	Les SALT débouchent sur le traité ABM. Le Bundestag ratifie les traités de l'Ostpolitik.		
11 septembre 1973	Pinochet prend le pouvoir au Chili avec l'appui de la CIA		
Automne 1973	Négociations pour la Réduction mutuelle des forces équilibrées (MBFR) à Vienne.	26-28 novembre 1973	VIIème congrès de la FIR à Paris, optimiste sur le désarmement
Août 1975	L'acte final de la CSCE est signé à Paris	Printemps 1975	Trentenaire de la victoire. Concours d'affiches en Pologne. Dernier numéro de <i>Résistance Unie</i> .
		27-29 novembre 1975	Symposium des anciens combattants pour le désarmement à Paris.
1977-1978	La reprise de la CSCE patin à Belgrade. Dégradation des relations américano-soviétiques.	24-26 mai 1978	VIIIème congrès à Minsk.
1978	Session Spéciale sur le Désarmement de l'ONU.		

1979	Traités SALT II signés entre Brejnev et Carter. Début de l'intervention soviétique en Afghanistan	18-20 octobre 1979	Première Rencontre mondiale des Anciens combattants pour le désarmement à Rome.
1980	Les États-Unis boycottent les JO de Moscou.		
1980-1983	Troisième CSCE à Madrid	1980-1983	Nombreuses réunions du Comité de Coordination
1981	Election de Ronald Reagan.	Été 1981	La FIR a trente ans.
1981-1983	La crise des Euromissiles cause une vague de pacifisme importante en RFA.	8-10 septembre 1982	IXème congrès à Berlin-Est.
1983	Reagan lance l'IDS. Andropov fait des propositions en matière de désarmement		
1984	Reagan est réélu. L'URSS boycotte les JO de Los Angeles.	18-20 octobre 1984	Conférence sur le désarmement à Belgrade, organisée par la Comité de Coordination.
1985	Conférence sur le désarmement à Helsinki. Gorbatchev arrive à la tête du PCUS.		Réunion du Comité de Coordination à Helsinki.
19 novembre 1985	Rencontre Reagan-Gorbatchev à Genève		
4 novembre 1986	La CSCE reprend à Vienne.	1-3 décembre 1986	Seconde Rencontre Mondiale des Anciens Combattants pour le désarmement à Vienne.
8 décembre 1987	La traité sur les forces intermédiaire met fin à la crise des Euromissiles	11-14 mai 1987	Xème congrès à Athènes
1988	Sommet américano-soviétique. Le retrait d'Afghanistan est prévu	1988	La FIR envoie des délégations en Israël
1989	Chute du Mur de Berlin. Révolution de velours en Tchécoslovaquie.		
1990	Gorbatchev prix Nobel de la Paix. Traités START.	1988-1990	La FIR envoie régulièrement des félicitations à Gorbatchev.
1991	Fin du Bloc de l'Est, implosion de l'URSS.	24-26 juin 1991	La FIR a quarante ans. XIème congrès à Moscou

13. Index des noms propres

- Adenauer, Konrad : 45.
- Agnoletti, Enzo Enriquez : 41, 48.
- Alef-Bolkowiak, Gustav : 56, 75, 81.
- Allende, Salvador : 132.
- Almirante, Giorgio : 134.
- Ana, Marcos : 99, 130.
- Anderlini, Luigi : 119, 141.
- Anders, Władysław : 27, 28
- Andropov, Youri : 108.
- Badie, Vincent : 36.
- Bandera, Stepan : 83.
- Banfi, Arialdo 7, 9, 53, 56, 60, 64, 66, 86, 90, 92, 96, 98, 99, 105, 110, 111, 119, 123, 130, 132.
- Barrès, Maurice : 58.
- Barzel, Rainus Candidus : 133.
- Beneš, Edvard : 31.
- Bergold Wolfgang : 57, 74, 77, 78, 84, 94.
- Berling, Zygmunt : 28, 30.
- Berlinguer Enrico : 40, 93.
- Bertolini, Renato : 48.
- Bieszczanin, Zygmunt : 56, 76, 82, 99.
- Birindelli, Gino : 134.
- Bochow, Herbert, 77.
- Boldrini, Arrigo : 39, 123, 134, 141.
- Borghese, Valerio Scipione : 123, 134, 135, 141.
- Brau, Joseph : 65.
- Brejnev, Leonid : 95, 113.
- Brigneau, François : 142.
- Caetano, Marcelo : 130.
- Cerf-Ferrière, René : 37.
- Chambeiron, Robert : 36.
- Cuellar, Perez de : 110.
- De Gaulle, Charles : 63, 67, 69.
- Debû-Bridel, Jacques : 36, 57, 58, 63, 67, 68, 89, 93, 94, 113, 121.
- Decour, Jacques : 63.
- Dollfuss, Anglebert : 46.
- Duprat, François : 142.
- Durand, Pierre : 119.
- Eisenhower, Dwight David : 101.
- Forcinal, Albert : 56, 59, 65, 67, 70,
- Fournier-Bocquet, Charles : 37.
- Franco, Francisco : 49, 75.
- Frey, Gerhardt : 133.
- Fukuda, Shigeo : 95.
- Funke, Erwald : 75.
- Funke, Otto : 57, 75, 78, 79, 84, 92.
- Gaddi, Giuseppe : 48, 56, 60, 64, 66, 68, 69, 118, 121, 122, 123, 124, 134, 135, 141, 142.

Gierek, Edvard : 30.
 Glasberg, Alexandre : 37.
 Glezos, Manolis : 128, 129.
 Goldstein, Kurt Julius : 57, 74, 77, 79, 120, 121.
 Gomułka, Władysław : 29, 30.
 Gorbatchev, Michail : 95, 97, 98, 109, 110, 111, 113.
 Gottwald, Klement : 33, 77.
 Heinisch, Theodor : 57, 62, 65, 68, 72.
 Hensel, Albert : 77.
 Heydrich, Reinhardt : 31.
 Hitler, Adolf 30.
 Honecker, Erich : 96, 107.
 Jaruzelski, Wojciech : 30, 76.
 Jonas, Franz : 103.
 Józwiak, Franciszek : 29, 81.
 Kamiński, Józef : 29, 81.
 Kania, Stanisław : 30.
 Karrer, Friedrich : 109.
 Kiesinger, Kurt Georg : 93, 124.
 Kohl, Helmut : 133, 137, 139.
 Kosciusko-Morizet, Jacques : 108, 110.
 Kościuszko, Tadeusz : 28.
 Koutsouri-Voureka, Amalia: 128.
 Kremer, Ilia : 57, 98.
 Lauro, Gioacchino : 134.
 Lecache, Bernard : 60.
 Lederman, Charles : 37, 38.
 Le Pen, Jean-Marie : 135.
 Leroy, André : 43, 68.
 Lhote, Alix 43, 56, 59, 65, 66, 70, 72, 88, 97, 98, 99, 108, 109, 147, 150.
 Macek, Jaroslav : 57, 74, 77, 82, 85.
 Mader, Julius : 137, 144.
 Mammucari, Mario : 48.
 Manhès, Frédéric-Henri : 10, 43, 56, 65, 89.
 Marcora, Giovanni : 40.
 Marin, Louis : 58.
 Mattei, Enrico : 39.
 Mitterrand, François : 67, 107.
 Moro, Aldo : 66.
 Nahoum, Isacco : 57, 60, 64, 66, 70.
 Nixon, Richard : 93.
 Oppenheimer, Max : 57, 62, 68, 70, 71, 72, 119, 124.
 Papadopoulos, Gorgios : 129.
 Parri, Ferruccio : 41.
 Pattakós, Stylianós: 129.
 Paul, Marcel : 43, 65, 118, 131.
 Paulhan, Jean : 58.
 Pétain, Philippe : 58, 59, 116.

Pertini, Sandro : 48, 64, 70, 103.106.

Petroselli, Luigi : 106.

Pinochet, Augusto : 131.

Pleven, René : 67.

Politzer, Georges : 63.

Raczkiewicz, Władysław : 27.

Raddatz, Karl : 44.

Rauff, Walter : 131.

Rayski, Adam : 37, 38.

Reagan, Ronald : 95, 97, 108, 110.

Roberti, Giovanni : 134.

Rol-Tanguy, Henri : 36, 68.

Rossaint, Joseph Cornelius : 8, 45, 57,61, 62, 68, 70,71, 84, 86, 87, 114, 115, 116,118, 119, 121, 124, 140,144.

Rosselli, Carlo : 40.

Rossi, Ernesto : 64.

Šádek, František : 57, 74, 77, 83, 84.

Saillant, Louis : 68.

Salazar, Antonio de Oliveira : 130.

Sarti, Adolfo : 106.

Schmidt, Helmut : 107.

Schuschnigg, Kurt von : 46.

Schuster, Ingrid : 133, 144.

Seubert, Franz « Angelo » : 138.

Sikorski, Władysław : 27, 28.

Simon, Jacques-Henri : 63.

Sokorski, Włodzimierz : 29, 56, 75, 76, 80.

Solomon, Jacques : 63.

Soswinski Ludwig : 57, 62, 65, 68, 72, 109, 110, 120

Spinelli, Altiero : 64.

Staline, Joseph : 25, 27, 29, 32, 33, 34, 66.

Stein, Karl : 77.

Strauss, Franz Josef : 131, 133.

Sudreau, Pierre : 36.

Šverma, Jan : 77.

Svobodá, Ludvík : 32, 33.

Tasca, Angelo : 59.

Taviani, Paolo Emilio : 40.

Terracini, Umberto Elia : 57, 59, 65, 70, 94,119, 123, 135.

Thatcher, Margaret : 107.

Tillon, Charles : 70.

Tiso, Josef : 30, 32.

Tito : 29, 103.

Toujas, Jean : 56, 59,64, 67, 90, 102, 114, 128.

Trochta, Štěpán : 82, 85.

Vaillant-Couturier, Marie-Claude : 43, 70

Vaillant-Couturier, Paul : 58,70.

Venanzi, Mario : 70.

Villon, Pierre : 36, 37, 56, 58, 63, 66, 70, 103.

Visentini, Ferrer : 48, 57, 60, 61,64, 66, 70.

Volle, Lucien : 37.

Vollet, Robert : 37, 68.

Vranitzky, Franz : 110.

Wajda, Andrei : 81.

Wiesflecker, Oskar : 11, 13, 56, 62, 64, 72,90, 99,
109,130, 131, 145, 147.

Wroński, Stanisław : 29.

Zilk, Helmut : 110.

Zimmermann Friedrich : 137, 139.

Zolgmann, Siegfried : 133.

Żymierski (Rola), Michal : 28, 30, 82.

LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES RÉSISTANTS, 1971-1991. UN ITINÉRAIRE DE LA RÉSISTANCE EUROPÉENNE.

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale se créent dans les pays d'Europe d'importantes associations nationales et de résistants et de déportés. Certaines de ces associations, dont le but initial est la défense des droits, deviennent militantes et s'engagent dans le débat politique au nom du passé d'opposant au nazisme de leurs membres.

Suite à la rupture des deux grands vainqueurs Alliés et à la partition en deux de l'Europe, des organisations nationales de résistants et de victimes du nazisme et du fascisme décident de s'unir pour former une organisation qui les représenterait à l'échelle européenne. Ainsi naît, en juillet 1951, la Fédération Internationale des Résistants, qui entend rassembler les opposants au nazisme et au fascisme d'Europe et surpasser leurs divisions politiques et idéologiques. Formée d'organisations nationales de résistants, de combattants, de déportés et de persécutés, elle intervient auprès des gouvernements pour faire passer ses revendications au nom de la « Résistance européenne ». Elle représente par ses organisations nationales vingt à trente millions de personnes selon l'époque.

Ce travail propose d'étudier la nature de cette organisation internationale ainsi que ses principaux combats sur une vingtaine d'années où elle fut particulièrement active : de 1971 à 1991, entre son vingtième et son quarantième anniversaire, de la Détente en Europe à la fin des tensions entre les deux blocs.